DERNIÈRE ÉDITION

Directeur: Jacques Fauvet

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 69 Teles Paris nº 650572 C.C.P. 6207 - 22 PARIS Tél.: 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Les négociations sur Gibraltar

Après treize ans de rela-ions diplomatiques compli-nées, Londres et Madrid ont lécidé d'ouvrir, le 20 avril, frontière entre l'Espagne et Gibriltar en même temps que commenceront des négociations sur le destin politique du rocher. Le blocus en avait été décidé en 1969 par le général Franco, qui entendait marquer sa détermination de voir Gibraltar redevenir partie intégrante de l'Espagne à laquelle le traité d'Utrecht l'avait arraché en 1713.

Sans doute, les propos officiels échangés, le 8 janvier. par M. Calvo Sotelo et Mme Thatcher aussi bien que le communiqué et la déclaration commune publiés à l'issue de cette rencontre ont un ton assez terne et ne vont pas plus loin que l'accord conclu à Lisbonne en 1980, mais non appliqué. Le premier ministre espa-

gnol a pourtant fait référence à la fois à l'entrée de l'Espagne dans l'alliance atlantique et à « une phase nouvelle et prometteuse » des rapports de son pays avec la Grande-Bretagne. Sans donte, a-t-il voulu signifier deux choses. La première est que la question de Gibraltar, d'ordre essentiellement stratégique. pourrait faire partie d'une négociation globale entre Madrid et l'OTAN. Derrière la discussion générale sur sa nationalité, c'est la valeur du « verron de la Méditerranée » qui demeure posée. Sous la souveraineté britannique, Gibraltar est an service de l'alliance atlantique. Madrid peut en donner l'assurance, à condition que l'Espagne appartienne à l'OTAN.

CHARLEST STORY

| 夢覧 | 実 | 手 本 2 し 1 2 日文

· Migeligiere The billie

· Meg Rit gues 71 m.

- *1.014 ... The March

the second of the second of the

En second lieu, la récuverture de la frontière avec Gibraltar va plus loin, pour l'Espagne, que la reconnaissance pure et simple d'une situation de fait. Elle doit amorcer une négociation globale qui sera longue, serrée. et marquée de part et d'autre par une grande vigllance.

Le gouvernement britanniestime que l'Espagne accepte désormais que le changement de nationalité de Gibraltar soit décidé avec l'accord des habitants euxmêmes. Or ceux-ci, même si leurs origines ethniques sont très composites et s'ils parlent largement espagnol, n'ont guère laissé de doute sur leurs sentiments. Le dernier référendum sur ce sujet remonte à septembre 1967. Son résultat avait été écrasant : douze mille cent trente-huit électeurs s'étaient prononcés en faveur du maintien des liens avez la Grande-Bretagne, et quarantequatre seulement pour le rattachement à l'Espagne. Même si les chiffres ont évolué, le sentiment majoritaire reste certainement très favorable à

Londres. Le gouvernement espagnol rouvre la frontière sans contrepartie matérielle immédiate. Mais il espère légitimeque les Britanniques reconnaissent l'égalité des droits entre les citoyens de Gibraltar et les travailleurs qui viennent quotidiennement d'Espagne. Les premiers redoutent l'arrivée de cette maind'œuvre abondante et moins exigeante sur un territoire minuscule, où la fermeture prochaine des docks risque de faire d'un coup deux mille chômeurs. Le maintien de l'emploi dans le port est indisentablement préféré à la réouverture de la frontière par les industriels et les syndicalistes de Gibraltar.

Devant cette réalité. l'aspect purement diplomatique cette affaire risque de compter moins.

Un supplément

(Lire page 3.).

LA PICARDIE (Lire pages 9 à 14.,

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Varsovie annonce une épuration dans le parti communiste

Radio-Varsovie a annoncé, vendredi 8 janvier, une vaste opération -d'épuration dans les rangs du parti ouvrier polonais. Le POUP, qui ne s'était guère manisesté depuis le coup d'Etat du 13 décembre. semble chercher à retrouver un certain crédit en condamnant quelques-uns de ses cadres auxquels il impute la crise qu'a connue la société au cours des derniers mois.

Deux importantes mises à l'écart ont été annoncées vendredi : celle de M. Andrzej Zabinski at celle de M. Tadeusz Fiszbach, respectivement premier secrétaire du comité du parti pour la région de Katowice et pour celle de Gdansk, dont la .= démission = a été acceptée par le bureau politique. Le premier est remplacé par M. Zbigniew Messner. membre du bureau politique du comité central, et le second, connu pour son libéralisme, par M. Stanislaw Beiger, ministre de la marine marchande.

Le même jour, Trybuna Ludu, Porgane du parti, avait publié un article appelant à 12 . consolidation des range du parti - grâce à une - purge des hommes dont les conceptions idéologiques et politiques som étrangères, des arriviates et des cyniques ». 11 faut également, aloute le quotidien, a permettre à ceux qui evalent adhéré par hasard et ne s'étalent lamais sentis communistes de quitter la parti en paix ...

D'autre part, les comités du parti de Varsovia et de Radom ont terru des réunions plénières. Commentant la réunion de Varsovie, la radio a précisé que des - représentants de Farmée - y ont assisté - en qualité d'invitée et la estimé que - le parti dolt profiter de l'état de siège pour mettre de l'ordre dans ses

Les militaires brésiliens ont

Pour sa part. l'agence hongroise M.T.I. a annoncé vendredl que des préparatifs étaient en cours pour organiser prochainement un piénum du comité central du POUP, le premier depuis l'entrée en vigueur de la loi martiale. Le quotidien yougoslava Borba a annoncé une « Importante intervention - du général Jaruzelski ces jours prochains. Le journal, qui cite un fonctionnaire, ajoute que cette intervention devrait marquer l'ouverture d'une . étape d'initiatives politiques », car « la première phase de stabilisation, au cours de laquelle l'armée a écarté le danger de désintégration de l'Etat et de controntation sociale, touche

Solidarité, cependant, contrairement à ce qui avait été annoncé mardi, se refuse à toute négociation avec les autorités, si l'on en croit les informations publiées. vendredi, par le Times de Londrea. Selon le quotidien britannique, qui se réfère à des sources diplomatiques, « les autorités de Varsovie n'ont réussi à persuader aucun dirigeant connu de Solidarité coopérer. L'Eglise catholique résiste égalament à toute coopération étroite, à moins que des membres de Solidarité ne scient présents, et Lach Walesa refuse de négocier en l'absence de ses collègués

(Lire la sutte page 2.)

Le « pacote » électoral au Brésil

La Pologne « normalisée » La récession aux États-Unis

Le chômage frappe désormais neuf millions et demi d'Américains

Le chômage s'est encore aggravé aux États-Unis : en décembre, il frappait 9.5 millions de personnes, soit 8.9 % de la population active contre 8.4 % en novembre (+ 0.46 million en un mois). Cette aggravation a surtout touché certaines catégories, comme les jeunes et les Noirs. Parmi les secteurs atteints figure la

Cette crise explique pour partie l'échec des négociations sur les exportations communautaires d'acier engagées entre la C.E.E. et les États-Unis. Cet êchec ouvre la voie au dépôt de plaintes pour dumping par les producteurs américains, soucieux d'exclure les sidérurgistes européens de leur marché (lire page 19).

D'autre part, l'agriculture américaine connaît, elle aussi, des difficultés. Les prix à la production ont baissé de 13 % en un an tandis que les coûts d'exploitation augmentaient de 4,2 %. Enfin. l'administration a décidé d'abandonner les poursuites engagées contre des firmes accusées de violer la législation antitrust (lire

De notre correspondant

Washington - La courbe du chômage ne cesse de grandir depuis six mois. Elle est partie de 7% en juillet pour atteindre 7.2 % en août et 7,5 % en septembre, franchir la barre des 8 % en octobre et rejoindre presque. à la fin de l'année, les 9 % de mai 1975, taux record de l'après-

Malgré leur ampleur, ces chiffres globaux masquent des situations dramatiques: la population noire, par exemple, comptatt en décembre 17.4 % de chômeurs, le plus fort taux depuis la seconde guerre mondiale. Chez les jeunes de 16 à 19 ans, la proportion des sans-emploi atteint 21.7 %. Il faut presque multiplier par deux pour conneître la situation des personnes non blanches de cette catégorie d'âge (39.6 %).

La répartition par sexe révèle un phénomène inédit : parmi les adultes on comptait en décembre plus d'hommes (8%) que de femmes (7,5 %) à la recherche

d'un emploi. Cette inversion de tendance ne doit pas surprendre: sur les deux millions de chômeurs supplémentaires enregistrés de iuillet à décembre, les deux tiers étaient des hommes. Qualifier ce phénomène de préoccupant n'est pas de la misogynie. Cela veut dire concrètement que le chômage affecte autant les « soutiens de famille » (masculins en grande majorité) que les « deuxièmes salaires ».

L'explication doit être recherchée dans la répartition des chômeurs par catégories professionnelles. C'est en effet dans les secteurs industriels liés à la sidérurgie, qui emploient surtout des hommes, que l'aggravation du chômage a été la plus forte. Un seul chiffre illustre l'ampleur du désastre : entre novembre et décembre, le taux de chômage des travailleurs de l'automobile est passé de 15.8 % à 21.7 %.

Le chômage proprement dit s'accompagne de plusieurs antres phénomènes négatifs. D'abord, la durée hebdomadaire du travail dans les usines a encore baissé. Elle n'était plus que de 39,1 heures en décembre. Parallèlement, le nombre de travailleurs à temps partiel s'est accru de 360 000, passant à 5.4 millions. On enregistre enfin un supplément de 150 000 travailleurs découragés (discouraged workers) en l'espace d'un mois, c'est-à-dire des personnes qui ne cherchent plus un emploi parce qu'elles sont sûres de ne pas en trouver. Ces marginaux étaient au nombre de 1.2 million en décembre, record absolu depuis qu'on a commencé à les recenser

-POINT-

Une union de pure opportunité ?

Les « divergences » et les « dittérences » suscitées, entre le P.S. et le P.C., par la question polonaise, ne dolvent pas taire éclater la coalition gouvernementale.

Telle était la consigne du président de la République. Tel est le message du « sommet - entre MM. Jospin et Marchais : le communiqué commun — aussi modeste qu'il était possible — a valeur de renouvellement de l'engagement de gouverner ensemble, souscrit le 23 juin demier par les deux principales composantes de la majorité. Renouvellement mutuellement consenti, selon le P.C.F.; confirmant les engagements des communistes.

seion le P.S. De queique côté qu'on se tourne, cette rencontre était de toute facon opportune : tout simplement parce que tout nouveau report eut signitié une aggravation des relations P.C.-P.S.

En encourageant les socialistes à rencontrer promptement les communistes, en incitant les ministres à préserver « l'union des forces qu'ils représentent ». M. Mitterrand avait fixé les limites à ne pas franchir. P.C. et P.S. peuvent débattre et charcher à tirer avantage de leure divergences, sans que l'on puisse penser que le fossé se creuse au point de mattre le gouvernement en péril. Agir autrement eut conduit, notamment, à faciliter la tâche de lopposition et à compromettre les chances des candidata socialistes aux élections législatives partielles.

li reste que sur le fond l'attitude à l'égard de la Pologne et la conception de l'union — ce fut un coup pour rien. Sur le question polonaise, le P.C., contrairement aux espoirs du P.S., n'a pas bougé d'un pouce, conduisant M. Jospin à constater que les communistes à devront vivra avec - leur position.

Quant à l'union de la gauche, elle demeure, pour le P.S., un moyen de prospérer. Et pour le P.C., une planche

 Une pure question d'opportunité ? ». a d'ailleurs demandé M. Jospin à M. Marchais. Sans obtenir de réponse.

(Lire page 5.)

système en vigueur dans beaucoup de campagnes où les empious publics sont liés à une affiliation ROBERT SOLE changeront les lois autant qu'il le

du mal à accepter le retour à un régime démocratique, retour qu'ils ont pourtant prevu. D'où la modification des mécanismes électoraux qu'ils ont imposée en prévision de l'élection présidentielle du 15 novembre. Ils entendent, en effet, que leur candidat parte gagnant. Rio-de-Janeiro. — Finie l'ou-

verture? C'est ce qu'affirme M. Thales Ramalho, porte-parele du parti populaire (P.P., centriste) à la Chambre des déprites. et l'un des opposants les plus modérés au régime militaire. Si beaucoup d'hommes politiques et de commentateurs parlent comme lui, d'autres en revanche estiment que le processus de libéralisation amorcé il y a deux ans est seulement interrompu. Le président de la République, le général Joac Batista Figueiredo, avait promis qu'il ferait du Brésil une démocratie. Il est revenu en arrière il y a deux mois, en modifiant le mécanisme des élections générales, prévues pour le 15 novembre. Le sens de cette modification est clair : les militaires ne veu-lent pas perdre les élections. Ils

AU JOUR LE JOUR

PROCÈS

On a trainé dès centaines de syndicalistes dans un gymnase pour les juger. On les accuse d'apoir comploté contre le pouvoir mis en place après le coup d'Etat militaire. Les appears ont quitté la salle d'audience pour protes-

ter contre la limitation des drotts de la défense. Le procureur a requis des peines de Il faudrait aussi apprendre le mot solidarité en turc.

BRUNO FRAPPAT.

De notre envoyé spécial CHARLES VANHECKE

Une libéralisation en difficulté

faudra pour que « leur » parti gagne et « élise » en 1984, à la tête de l'Etat, le candidat qu'ils auront eux-mêmes choisi. Les Brésiliens ont donné le nom de pacote (paquet) à cet ensemble de modifications approuvées par le Congrès le 7 janvier Dejà, en 1977, le général Geisel avait change le système électoral pour éviter que, l'année suivante, l'op-

position ne triomphe aux élections de gouverneurs et n'obtienne la majorité au Sénat. Le scrutin du 15 novembre est important. Pour la première fois depuis dix-sept ans, les gouverneurs des vingt-trois Etats de la fédération doivent être élus suffrage direct. Certes, ils jouent pas le même rôle qu'autrefois. Ils ne sont, désormais, responsables que de 15 % des dépenses publiques, alors que le gouvernement fédéral en assure la plus grosse part. Mais une victoire de l'opposition à la tête des principaux Etats serait préoccupante. Or c'est ce que les sondages des derniers mois annoncaient

Ils mdiquaient, aussi, que les cinq partis d'opposition pour-raient gagner la majorité des sièges à la Chambre des députés, qui doit être repouvelée en même temps que le Sénat, aux assemblées législatives locales. aux conseils municipaux et dans les mairies. Or le collège électoral chargé de choisir le président de la République est forme, en grande partie, par les deux Chambres du Congrès. Autant dire que le scrutin de novembre a valeur de test : la démocratie promise allait-elle s'exercer, et les militaires étaient-ils prêts à abandonner le pouvoir au profit d'une majorité politique issue des urnes ? Le pacote du général Figueiredo montre que non. Il supprime, en effet, la liberté choisir au sein d'un même part! les candidats aux divers sièges à pourvoir. Or la formation-croupion du régime militaire, le parti

démocratique et social (PD.S.)

est la seule à pouvoir présenter

des candidats dans toutes les communes. Cela s'explique par le au parti gouvernemental et dependent de la faveur des caciques locaux. Les trois quarts des maires actuels sont inscrits au P.D.S. ainsi que vingt-six mille des quelque trente mille conseillers municipaux.

Une autre disposition du « paquet » interdit les alliances électorales. Or l'opposition projetait dans plusieurs régions, de pré-senter un seul candidat à certains sièges, afin de compenser son fractionnement. Les observateurs calculent qu'avec la réforme électorale il suffira d'un peu plus de 20 % des voix au P.D.S. pour avoir la majorité des gouverneurs et des députés. Cette combinaison cumule ses effets avec ceux d'un découpage électoral particulièrement discriminatoire : dans l'Etat ouvrier de Sao-Paulo. faut deux cent mille habitants pour élire un député, alors que dans le nouvel Etat de Rondonia il n'en faut que quarante mille Le pacote électoral a évidem-

ment été durement ressenti au sein du parti populaire (P.P) Constitué de transfuges de l'ancien parti gouvernementa l'Arena (devenu P.D.S.), et des léments les plus modérés de l'ancien parti unique d'opposition, P.P. se situe au centre de l'échiquier politique.

(Lire la suite page 4.)

M. Claude CHEYSSON invité de RTL-« Le Monde »

M. Cloude Cheysson, ministre des relations extérieures. sera, le dimanche 10 janvier. l'invité de l'émission « Le grand jury », organisée par fusée de 18 h 15 à 19 h 30. Il répondra aux questions des journalistes de la station et du journal.

Priorité à la danse contemporaine

DE BAGNOLET AUX PROJETS DU MINISTÈRE

où l'avenement d'un gouvernement de gauche a suscité, le plus d'espoirs, peul-être parce que c'est un de ceux qui posent le plus de problèmes. Alors que l'on assiste dans tout la pays à une véritable explosion, et que la France samble prendre aujourd'hui le releis des Etata-Unis dans la recherche d'une expression contemporaine, la danse reste tributaire d'une infrastructure qui relève du dix-neuvième siècle. Depuis quelques années, le minis-

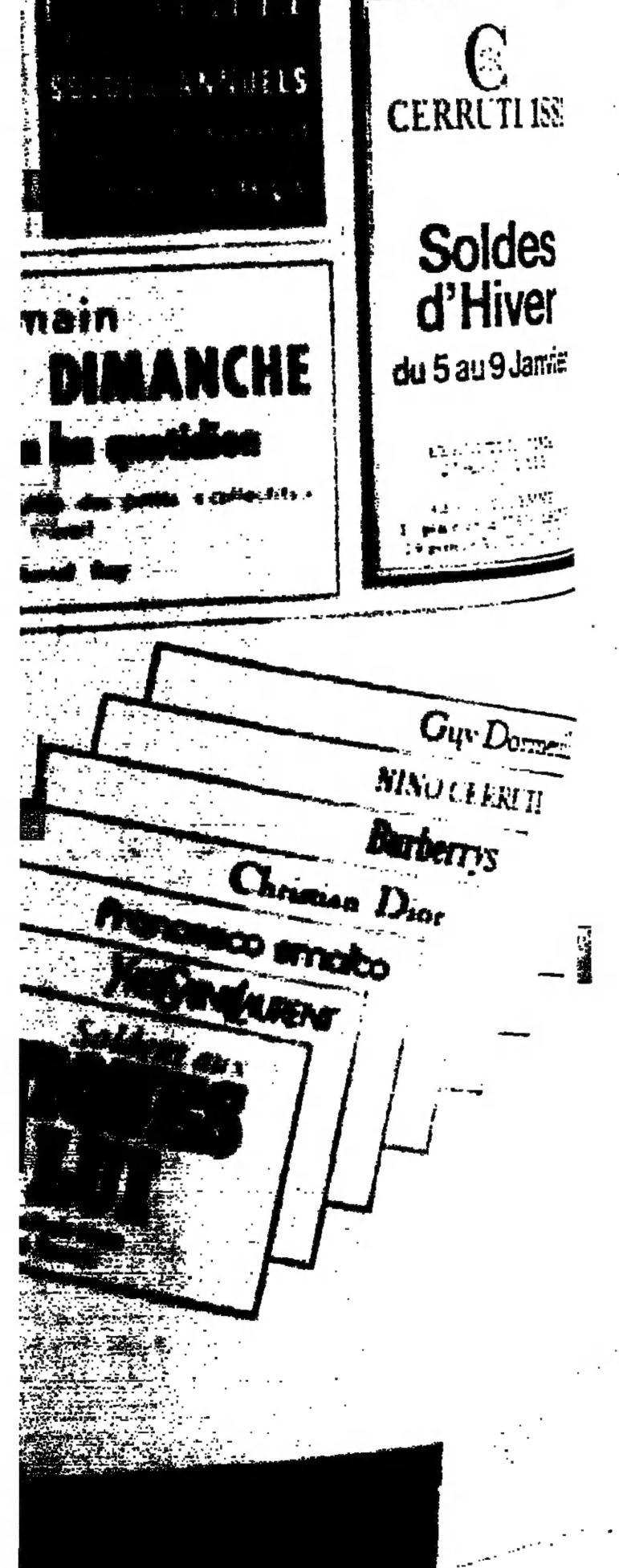
tère de tutelle a tenté de parer au plus urgent : environ une quarantaine de jeunes compagnies sont subventionnées. Mais cela demeure insuffisant. Les chorégraphes et danseurs refusent désormals d'être - assistés -. ils attendent une reconnaissance de la danse comme un art à part entière, et sa pratique comme une profession reconnue. Après quelques mois, ils se sont émus de constater que la dense n'apparaissait dans aucun des rapports établis par le nouveau ministère, et le milieu a commencé à bouger. Une commission a'est for-

(1) C'est à l'initiative de M. Jean-Philippe Lecat, alors ministre de la communication, qu'avait été enlevé le mot « danse » pour « alleger » e titre de la direction de la musique.

de la culture (le 31 octobre 1981). suivie les 28 et 29 novembre des assises de la danse, organisées par la municipalité de Bagnolet, qui depuis des années, se consacre à promouvoir la création chorégraphique. Des professionnels venus de toutes les régions s'y sont réunis pour discuter à partir de travaux des différentes commissions. Daux éléments nouveaux - l'annonce d'une augmentation, en 1982. du budget de .75 % par rapport à l'année précédente, le projet d'une redéfinition des responsabilités de l'Etat et des régions - ont été au centre des réflexions.

Ce qui frappe, à l'issue des assises de Bagnolet, c'est le bienfondé, la sérieux de propositions cù chacun samble avoir décassé ses propres intérêts. Les danseurs se sentent « mai aimés », d'où la demande — essentiellement symbolique, mais formulée deputs tonotemps -- d'une direction autonome de la danse, à laquelle Maurice Fleuret, nommé à la direction de la musique le 14 novembre, n'a titre au Journal officiel (1).

> MARCELLE MICHEL (Live la suite page 15.)



LE MALIVAIS TEMPS

a Padagra, to Class a deciman to

& 'S recognision in this plant and

in marie de Cladre en affect de im ".

LA POLOGNE « NORMALISÉE »

RÉUNI A COPENHAGUE

De notre correspondante

Varsovie annonce une épuration Le Conseil mondial de la paix n'a pas fait recette dans le parti communiste

de Solidarité de « se disputer pour se partager les ambassades dana les différents pays après la changement de régime en Pologne -, et affirmait que M. Bronislaw Geremek. - selon la pressa occidentale, se comportalt comme le ministre des affaires étrangères du cabinet ·tantôme créé par Solidarité ». Cl-'tant M. Albin Siwak, membre du comité central du POUP, la radio affirmait que le syndicat avait l'intantion de le tuer, ainsi que de 'nombreux autres membres du parti et leur famille.

"Les chiffres fournies jeudi par les Autorités (le Monde du 9 Janvier) Indiquent que la répression continue. Plusieura containes d'arrestations se sont ajoutées ces demiers jours aux grandes rafles du 13 décembre. Une Hate de mille cent personnes internées dans trois camps différents - Bialolenka, Jaworzno et Strzerrecherche catholique sur les pays de l'Est. Seion un porte-parole de get organisme, les conditions dans les camps d'Internement sont très dures. Une fois inculpés, les internés membres de Solidarité scient séparés mises à la censure.

Avant la réunion de l'OTAN

presse un « importent discours » sur la Pologne après la réunion spéciale du conseil atlantique de lundi, indiqualt-on vendredi 8 janvie. de source américaine dans la capitale beige. ● A BONN, on déclare de source à M. Spadolini, président du conseil

informée que le communiqué du conseil atlantique soulignera . la responsabilité de l'U.R.S.S. dans les événements de Pologne, les violations de l'acte final d'Helsiniti et la nécessité d'un retour au processus traiter evec le pouvoir en place à Varsovie, sans l'acculer à s'aligner et les pays capitalistes. Cet article sur les positions soviétiques, tout en est destiné à montrer aux Occidenprix à payer en cas de prolongation Indélinie de l'état actuel, ajoute-t-on de même purce. Il faut louer le leu d'Haisinki, rappeler les violations, mais maintenir le dialogue. En même temps, la promesse d'une aide économique à la Pologne peut contribuer à ramener le processus de

Barole du Quai d'Orsay a Indiqué que la France juge « intéressante » l'idée d'un « plan de réhabilitation »

Lammenais et la Pologne « LA LIBERTÉ A PASSÉ SUR TOI COMME UNE OMBRE FUGITIVE »

Le 17 septembre 1831 après l'échag de l'insurrection polonaise et le refus de Louis Philippe de lui apporter l'aide de la France. Félicité de Lamennals publish dans son journal l'Avenir un article où il écrivait notamment :

- Varsoyle a capitulé l'hérolque nation polonaise, délaissée de la France, repoussée per l'Angleterre, vient de succomber dans la lutte qu'elle a si glarieusement soutenue pendant huit mois contre les hordes tarrarea alliées avec la Prusse 'Le joug moscovite va peser de nouveau aur le peuple des Jagellona et des Sobieski (...).

 Ainsi donc, peuple généreux. notre frère de loi et notre frère d'armes, lorsque tu combattels pour ta vie, nous n'avons pu t'alder que de nos væux ; et à présent que te vollà gisant sur l'arène, nous ne pouvons re donner que des pleurs Pulssentils au moins te consoler un peu dana te douleur immense i Le une ombre lugitive, et cette ombre e épouventé les ancient fustice (...). Peuple de héros, peuple de notre amour, repose en paix dans la tombe que le crime des uns et la fêcheté des gutres l'ont crausée Mais, ne l'oubile point, cette tombe n'est pas vide d'espérance : aur ella # y a une croix, une croix prophétique, qui dit : TU REVI-VRAS I -

nilieux proches de Solidarité, entent de mettre en place un système d'aide aux familles des détenus Le procès de M. Maciel Szczepanski, ancien directeur de la radio et de la télévision du temps de M. Gierek, et de quatre de ses collaborateurs, qui s'est ouvert mardi Varsovie, se poursuit. Selon Radio-Varsovie, M. Szczepanski, ac-

cusé de détournement de fonds et d'erreurs de gestion, plaide non coupeble et affirme que « ses activités allaient dans le sens de la réforme économique actuallement mise sur pled, mala qui, melheureusement, arrive cinq ans trop tard -La radio a, d'autre part, annoncé la condamnation, vendredi, à Bielsko-Blala, de cinq membres de Solidarité des peines allant de trois ans

 L'amélioration de la discipline sociale et du respect de la loi martiale . a enfin annonce Radio-Varsovie, va permettre le rétablissement, à partir de dimanche, des communications téléphoniques entre les capitales provinciales. On ignore cependant si cette mesure s'appliquera à Varsovie. La radio a précisé sont - déplacés - - # semble que les que les conventions resteraient sou-

de l'économie polonaise, à condition

que les autorités de Varsovie re-

à l'état d'urgence. Cette idée a été

évoquée à la demière réunion des

Dix et a l'appui de la R.F.A. et de

Le général Jeruzelski a adressé

italien, un message réaffirmant le

caractère - transitoire - des mesures

A MOSCOU, M. Patolitchev.

ministre soviétique du commerce

extérieur, consacre un article dans

la Pravda de ce samedi aux relations économiques entre l'U.R.S.S.

les années 70. écrit M. Patolitchev.

l'Europe de l'Ouest a vêcu dans

les conditions de la paix et de la

détente en obtenent des avantages

réels de l'extension de la coopé-

ration evec les paya socialistes (...)

Les pays qui céderont à la pres-

sion exercée d'outre-Océan risquant

de perdre leura propres positions

dens notre commerce extérieur

Or l'expérience prouve qu'il est

plus facile de réduire les rapports

commerciaux que de les rétablir. »

A WASHINGTON, M. Reagan,

interrogă vendredi sur une éventuelle

rencontre avec M Breinev en 1982,

a répondu : « Nous avons toujours

eu à l'esprit une rencontre avec

M. Breiney, et c'est toujours pos-

LES BANQUES CRÉANCIÈRES

DE VARSOVIE SE PLAIGNENT

D'ÊTRE INÉGALEMENT TRAITÉES

Londres (A.F.P.). - Des repré-

sentations vont être faites auprès

de la Pologne dès que possible

par ses créanciers occidentaux

pour qu'elle cesse de favoriser certains d'entre eux apprend-on

à la suite de la réunion du groupe

de travail d'une quinzaine de

banquiers représentant les quel-

que quatre cent cinquante ban-ques auxquelles elle doit plus de 16 milliards de dollars (dont

24 milliards viennent à échéance).

Certaines banques se plaignent

de la discrimination que la Fo-

logne exerce depuis qu'elle a recommencé dernièrement à rem-

bourser quelques arrièrés et inté-

rets. Quelques banques seulement, la plupart quest-allemandes, ont

recu des versements.

de restriction des libertés.

la Grande-Bretzone.

demi à cinq ans et demi de

LES RESPONSABLES SYNDICAUX ET POLITIQUES FRANÇAIS DEVRAIENT S'UNIR Mme Marie - France Garaud.

ancienne candidate à l'élection présidentielle, a notamment déclaré, vendredi soir 8 1 terme de l'entretien au'elle venait d'avoir, à l'Elysée, pendant un peu plus d'une heure avec M Francois Mitterrand : e Aujourd'hui Pai l'absolue conviction que les décisions que la France peut prenviennent à la situation antérieure dre et les orientations ou'elle va donner à sa politique étrangère et à sa politique de défense vont déterminer nos chances de survie en tant que nation libre. »

gue du 6 au 8 janvier, a décu ses

Quand, il y a quelques mois,

ceux-ci avaient choisi la capi-

tale danoise pour se réunir, ils

avaient l'intention de profiter du

qu'avait fait couler la Marche des

femmes pour la paix l'été dernier.

L'Afghanistan et la Pologne, qui

Estimant que les événements polonais justifient les avertissements qu'elle avait lancés au cours de sa campagne électorale propos de la politique soviétique, l'ancienne conseillère M. Georges Pompidou et M. Jacques Chirac, a ajoute :

livrés à de très violentes attaques contre Solidarité. Le président du bureau Conseil mondial de la paix. l'Indlen communiste Romesk Chandra, s'est, dans une interview au quotidien communiste Land Og Folk, donné beaucoup de mai pour réfuter les « mensonges » selon

dirigeants de Varsovie avaient

délégué l'ancien premier minis-

tre. M. Cyrankiewicz et le capi-

taine Gornicki, bras droit du

général Jaruzelski, qui se sont

succès des mouvements pacifistes en Scandinavie. Ils n'avaient pas prévu l'arrestation en novembre d'un des principaux animateurs ces mouvements, l'écrivain danois Herloev Petersen, accuse de travailler pour une puissance étrangère, pas plus que l'a état de guerre » en Pologne — deux lesquels le Conseil mondial de la évépements qui ont sérieusement paix est surventionné par Mosrefroidi l'opinion nordique à leur cou : a Nous recevons des dons du égard. Aujourd'hui, en Europe monde entier, a-t-il dit. Si nous septentrionale, le désarmement avons recu des roubles, cet arnent et la dénucléarisation ne font a cté recueilli par les enfants des guère recette. Les journaux loécoles et les veuves de querre caux n'ont accordé à cette réud'U.R.S.S. » nion qu'une place très mince en Les participants se retrouveront comparaison avec les flots d'encre

Mme GARAUD:

dans six mois... à Kaboul CAMILLE OLSEN.

« L'élan d'indignation et de générosité qui a soulevé tous les hommes et les femmes de cœur en France montre que la nation ressent avec émotion le drame polonais. (_)

» Sans rėjėrence aux partis auxquels ils appartiennent ni aux querelles idéologiques qu'ils ont à soutenir, les responsables politiques et syndicaux devraient donner l'exemple et s'unit pour la détense et la liberté (...). Il ne dott pas être dii que France restera couchée dans ses rancunes et dans ses divisions. il ne doit pas être dit que les interets financiers, commerciaux ou partisans prévaudront contre grand cri de détresse qui résonne comme un terrible aver-

Union soviétique

Un débat est engagé sur l'extension du secteur privé dans l'agriculture

De notre correspondant

sur l'opportunité d'une extension du secteur privé dans l'agriculture. Au moment où les autorités soviétiques tentent de mettre en place, conformement aux orientations du onzième plan, un important programme alimentaire, la question de la place tenue par les enclos individuels, qui fournisduction agricole, sur environ 3 % la superficie cultivée en U.R.S.S., est au premier plan de la discussion. On a assisté depuis quelques années à une sorte de réhabilitation de l'exploitation privée. Une relance a encore eu lieu au début de l'année 1981 avec la publication d'un décret destiné à accroître l'aide de l'Etat. On attendalt du dernier plénum du comité central, à l'automne, qu'il annonce de nouvelles décisions. Ce sera peut-être, dit-on, pour

le printemps. La presse se fait, en tout cas, l'écho des réflexions menées sur ce sujet. Le journal la Russie soviétique vient d'y consacrer un long article d'un spécialiste des économies socialistes, M. Ambartsoumov, en réponse à de nombreuses lettres de lecteurs. Beaucoup d'entre eux demandent que on recoure plus largement au travail privé. D'autres, en revanche, craignent les conséquences négatives, sur le plan socio-économique et sur le plan politique. d'une telle orientation.

L'auteur de l'article prend nettement parti pour les premiers et se réjouit de constater que plusieurs lecteurs ont bien apprécié la portée non seulement économique et sociale mais aussi psychologique et morale du déveoppement des enclos individuels.

M. Ambartsoumov souligne également, que le gouvernement accorde des exemptions d'impôts aux propriétaires qui cultivent des produits en déficit, comme les haricots. Il estime que le moment

- Un vaste débat est est venu d'adopter une activités privées avec l'intérêt de l'initiative individuelle à de nouvelles branches de la sphère des services. Enfin, à ceux qui lui opposent le risque d' « une renaissance de la bourgeoisie et du capitalisme», il précise que le secteur privé sera constamment contrôlé par l'Etat et ne pourra donc se transformer en un secteur capitaliste.

> Ces thèses ne sont pas nouvelles. Elles avaient été formulées notamment dans une étude sur la NEP (le Monde du 4 décembre 1981), mais elles sont presentées d'une manière plus ouverte et plus directe que d'ha-

La loi que M. Ambartsoumov appelle de ses vœux se heurte de toute évidence à de sérieuses résistances. Les expériences étrangères servent à cet égard d'arguments contradictoires : d'un côté, l'exemple hongrois, de l'autre, l'exemple chinois. En Hongrie affirmait dernièrement le correspondant de la Pravda à Budapest, on a su combiner les deux modes de production individuel et collectif, concilier l'intérêt personnel et l'intérêt public Résultat : le volume de la production des lopins a presque doublé en dix ans et le « second échelon » fournit à peu près la moitié de la viande, du lait, des fruits.

En Chine, au contraire, où l'on décidé de développer, selon la Russie soviétique l'exploitation des terres par de petits exploitants individuels a la mise en vigueur d'un tel système » s'il faut en croire l'auteur de l'article « augmente l'isolement social, aggrave les contradictions et les conflits, mine les bases de l'agriculture collective ».

En Union soviétique, apparemment, la question n'a pas encore été entièrement franchée.

THOMAS FERENCZI.

Turquie

SELON UN JOURNAL D'ANKARA

18 000 fonctionnaires ont été sanctionnés depuis le coup d'Etat

De notre correspondant

ration dans les ministères : Sous ce titra le quotidien à fort tirage Hurriyet (libéral) a donné des précisions chiffrées sur le « nettoyage » réalisé par le gouvernement turc entre septembre 1980 et septembre 1981 au sein de l'administration, en vue de l'expurger des « extrémistes » appartenant à divers camps idéologiques. Le journai indique que plus de 18 000 fonctionnaires, accusés de s'être livrés à des activités militantes au cours de la période antérieure à l'intervention militaire, ont été l'objet de sanctions ou de poursuites

Deux mille fonctionnaires ont été définitivement radiés : 942 ont été relevés de leur poste; 7233 mutés dans d'autres provinces: en outre, environ 1800 fonctionnaires, considérés comme « personnels à surveiller », ont été maintenus dans leurs fonctions en attendant le résultat des enquêtes administratives en cours pour vérifier la régularité des actes réalisés. Quant aux fonctionnaires déférés devant la justice militaire. Hurrivet rapporte que 3 660 d'entre eux ont été placés en garde à vue : 2507 inculpés et 590 condamnée 35 appartiennent à l'administration centrale, 988 sont des policiers. 47 des magistrats ou procureurs. 266 des fonctionnaires religieux; 7249 des | fonctionnaires appartenant à DIPLOMATIE divers ministères : 3 854 des ouvriers et 6 191 des instituteurs ou enseignants du secondaire, pré-

Les banques mécontentes soucise le même journal. halteraient que les fonds dispo-Le ministre de la justice, nibles solent répartis équitable-M Mentes, a annoncé qu'un proment entre tous les créanciers. iet de loi prévoyant l'accrolsse-Il y anrait alors moins à craindre ment de certaines peines vient que l'une des banques, non payée. d'être soumis à l'Assemblée fasse déclarer la Pologne en défaut, procédure qui ferait boule consultative : peines visant à documents officiels et l'émission tement les rapports économiques de faux passeports, diplômes ou et financiers entre la Pologne et cartes d'identité, crimes passibles actuellement de condamnations allant de huit mois à huit ans de • L'Expagne, la Belgique et la prison. De nombreux activistes par Israel. C.E.E. — Le premier ministre ont été aidés par des « spéciaespagno:, M. Leopoldo Calvo listes » pour se procurer des

Sotelo s'est entretenu, jeudi papiers ou des documents leur 7 janvier, à Bruxelles, avec son permettant d'agir incognito. homologue belge, M. Wilfried Martens, qui lui a donné l'assu-Le projet gouvernemental vise rance que la Beigique activera la également les articles 141 et 142 du code pénal turc, punissant la procédure de ratification du protocole d'adhésion de l'Espagne à création d'organisations commul'OTAN et les négociations sur nistes ainsi que la propagande

qué que les sanctions prévues par lesdits articles pour ces « crimes contre l'Etat », allant respectivement de huit à quinze ans et de cinq à dix ans de prison, étaient insuffisantes et devraient être accrues pour mieux répondre aux conditions de l'époque

La préparation

de la nouvelle Constitution Quant aux travaux relatifs à la préparation de la nouvelle Constitution les critiques commencent à se faire jour dans la presse, notamment en ce qui concerne la lenteur de la procédure de la commission de la Constitution. Les chroniqueurs d'Hurriyet (libéral) et de Cumurivet (centre gauche) insistent pour leur part sur la nécessité de choisir sans tarder entre un régime semi-présidentiel et un régime parlementaire sans lequel les grands équilibres constitution-nels ne sauraient être solidem at établis. La nouvelle législation. dans certains domaines névral-giques, devrait être mise en attente jusqu'à ce que la nouvelle Constitution soit soumise à référendum afin d'éviter toute contradiction avec elle.

CORRESPONDANCE

Le procès des dirigeants syndicaux

a sélourné en Turquie à l'occasyndicaux de la confédération Disk, nous écrit :

Cinquante-deux dirigeants risquant la peine capitale parce que leur syndicat a eu l'andace d'exister légalement et d'utiliser tous les moyens légaux d'expression ; Cent-vingt-six dirigeants des syndicate affiliés à la Disk, dont le procès est en préparation : Deux mille militants actuellement détenus dans les pires

conditions pour leur simple appartenance à la Disk; Trente-cinq mille détenus selon la junte, mais beaucoup plus vraisemblablement solxante - dix mille si l'on tient compte de la multiplication des centres de détention depuis le 12 septembre 1980, des milliers de personnes détenues dans des centres de police pendant une garde à vue qui est actuellement de quarantecinq jours, période qui n'est souvent pas respectée;

Des tortures quasisystèmatiques durant cette période de garde à vue, qui utilisent des procedés allant de la torture à l'électricité aux simulacres d'exécution, en passant par la flagel-lation de la plante des pieds et l'isolement complet et prolongé des semaines durant, yeux bandés et menottes aux mains ; Des disparitions au cours d'interrogatoires et même après pla-

cement en détention provisoire : Des personnes qui se « sui-

M Frédéric Weyl. avocat, man-cident » ou « tentent de le faire » daté par l'Association internatio- en tombant du huitième étage. nale des juristes démocrates, qui comme c'est le ces d'Aydan Bulutgil, premier accusé des deux sion du procès des dirigeants cent cinq poursuivis à Ankara à partir du 1er février :

Des avocats oui n'obtiennent le

droit de communiquer avec les personnes qu'ils devront défendre que dans les pires conditions matérielles, sous la surveillance constante de militaires en armes. et séparés par des doubles gril-lages. Des dossiers de cinq mille cinq cente pages de e preuves » comme c'est le cas au procès des deux cent trente de Golofik : Les avocats expulsés, bâtonnier d'Istanbul en tête, parce qu'ils ont tenté de se faire entendre lorsque le tribunal d'Istanbul prétendait imposer une défense individuelle de chacun des cinquante-deux accusés d'un procès qui va durer des mois:

Des menaces proférées publiquement contre ces mêmes avocats et l'annonce de poursuites pour complicité contre tous les avocate avant de près ou de loin assisté la Disk et ses militants : Vollà le lot quotidien de la Turquie sur la voie de ce qui correspond beaucoup plus à un régime « autoritaire » qu'à une « démocratie ».

Le procureur général de Golcük m'a indiqué que la démocratie turque ne ponrrait s'accommoder d'un parti communiste d'un parti socialiste à la française, d'une centrale syndicale libre, compte tenu de l'existence de frontières communes avec l'URSA

● M. François Mitterrand a. Etats-Unis, M. Galbraith, ven-accepté de venir en visite offi- dredi 15. Le président de la Répucielle au siège du Consell de blique a d'autre part, reçu venl'Europe à Strasbourg, a annon- dredi 8 janvier l'ambassadeur de cé le secrétaire général de cette organisation, M. Karasek, vendredi 8 janvier, devant la presse diplomatique française. M. Kara- aurait principalement porté sur sek a, d'autre part, indiqué que la commission politique de l'Assemblée du Conseil de l'Europe pourrait renoncer à son projet de se réunir à Jérusalem à la suite de l'annexion du Golan

• Des ambassadeurs à l'Elysée. - M. François Mitterrand recevre successivement à déjeuner les ambassadeurs de l'Allemagne fédérale, de l'U R.S.S. et des Etats-Unis L'ambassadeur d'Allemagne fédérale, M. Herbst, sera recu lundi 11 janvier : l'ambassadeur de l'U.R.S.S., M. Tchervonenko, mardi 12 : l'ambassadeur des

Chine, M. Yao Guang, qui lui a remis un message du président Deng Xiao Ping. La conversation

M. Shehu Shagari, a officiellement accepté l'Invitation de M. Mitterrand à se rendre en France pour une visite de travail, su printemps prochain, a déclaré, vendredi 8 janvier, à Lagos, M Guy Penne, conseiller à l'Elysée pour les affaires africaines, au terme d'un entretien avec le dirigeant nigérian. D'autre part, M. Penne n'a pas

exclu que d'eutres contingents puissent venir s'ajouter à ceux des trois pays déjà représentés

militairement au Tohad (Nigeria, Sénégal, Zaire), mais il a indiqué que, selon M. Cheysson, recemment revenu d'Addis-Abeba, il est peu probable que l'Ethiopie y envoie un contingent. — (A.P.P.)

● Nomination & FONU. — Une

femme (elle sera la seule) a été nommée vendredi 8 janvier à le tête d'un département au siège des Nations unies, à New-York, par le secrétaire général, M. Perez Cuellar, Mme Leila, Doss (Egypte), qui était responsable des affaires économiques et sociales au département de l'information, dirigera le département du personnel. Un Français, Robert Muller, fonctionnaire l'ONU depuis 1948, a été choisi par M. Perez de Cuellar

Grande-Bretagne

LES NÉGOCIATIONS

SUR L'AVENUR DE GIBRALTAR

S'OUVRIRONT LE 20 AVRIL

(De notre correspondant.)

Londres. — L'Espagne lèvera le blocus, imposé à Gibraltar en 1969, le 20 avril 1982. Le même

jour, des négociations commen-ceront à Lisbonne entre les mi-nistres espagnol et britannique des affaires étrangères sur l'ave-

nir du « rocher ». Tel est le prin-

Londres de M. Leopoldo Calvo

gnol qui s eu, vendredi 8 janvier, cinq heures d'entretien avec Mine Thatcher (le Monde du

Medrid est disposé à appliquer

l'accord de Lisbonne du 10 avril

1980 qui prévoyait l'ouverture de

i" juin de cette année-là. Face

à l'opposition de la droite et de

l'extrême droite, les Espagnols

n'avaient pas été en mesure de

tenir leur engagement. Du côté

Madrid devait lever le blocus

avant toute reprise des négocia-

tions La formule trouvée à Lon-

dres ménage donc les suscepti-

En échange de la fin du blocus

- au cours d'une conférence de

presse, M. Calvo Sotelo a parlé

d'une simple « suspension », —

l'Espagne a obtenu du gouverne-

ment britannique le droit pour

ses ressortissants de passer la nuit

à Gibraltar, donc en fait de s'y

établir, et le même statut que tous

les citoyens n'appartenant pas à

um pays de la Communante suro-

péenne en ce qui concerne l'em-

ploi, la sécurité sociale, les salaires

et la possibilité de s'organiser en

qu'ainsi les relations de son pays

et de la Grande-Bretagne pou-

vaient entrer dans une « phase

nouvelle et prometteuse » tandis

que lord Carrington, secrétaire au

Foreign Office, déclarait que les

décisions prises constituaient une

Les divergences anglo - espa-

gnoles sur Gibraltar avaient

encore provoqué un incident iors

du mariage du prince Charles.

Le roi Juan Carlos avait au der-

nier moment refusé d'assister à

la cérémonie parce que le couple

princier devait faire escale dans

la colonie britannique pendant

son voyage de noces. M. Calvo

Sotelo était soucieux de lever ce

qui pouvait être un obstacle à l'entrée de son pays dans l'OTAN

et le Marché commun L'Espagne

n'a cependant pas renoncé à

le « rocher » cédé -à la Grande

Bretagne en 1713. «La solution

définitive du problème passe par

le rétablissement de l'intécrité

territoriale de l'Espaone, a déclaré

le premier ministre, et cet objectif

est compatible avec l'intention

déclarée du gouvernement espa-

anol de sauvegarder les intérêts

fait qu'aucune solution ne peut

être imposée aux vingt-huit mille

habitants de la colonie sans leur

accord. Leurs dirigeants seront

d'ailleurs représentés dans la

délégation britannique qui parti-

cipera aux négociations de Lis-

bonne. Toutefois, M. Calvo Sotelo

a refusé de s'engager sur le droit

à l'autodétermination des habi-

DANIEL VERNET.

Londres insiste en effet sur le

des habitants de Gibraltar.»

revendiquer la souveraineté

a victoire du bon sens ».

Le premier ministre a estimé

la frontière entre l'Espagne

la colonie britannique avant

hritannique on estimait

bilités des deux côtés.

syndicats.

Union saviétique

entage sur l'extension du serieur privé dans l'africulture

motive contributions and

665-18...174 marking this of Con them for the tar too and the property of the dis-COLUMN T WAS ALLEST THE STATE OF ---Mr in New or West of the de Pennette St. the property of the party matter to the same to the same to the M. W. L. Parent 100; Free, Mary Taids on 182 of On to the grant to the contemp western & Faultonia auti an diprimertunt derrichonen. tente es feneral a servicio Milenser he eight the ---la hourses in Report

and the second of the contract between the 15 this pt bert barecides. a offer to the true ming come of The September Add to the Contract I THE MARKET IN I

> sta state and the other THOMAS FERENCE

CORRESPONDANCE proces des dirigeants syndicaux

The state of the s



EUROPE

République démocratique allemande

sculpture soviétique « pacifiste »

We occupe use place d'honneur à la gaferie Tretlakow de Moscou. ..

Cette sculpture vise à Illuserer la rôle nacifique du « aociafisme mondial - en exhortant tous les peuples à transformer « les épées en socs de charrue ». Ce thème classique de la propaganda communiste paraît cependant déplaire aux dirigeants de l'Allemagne de l'Est Les organisatione de leuresse de l'Eglise évangélique en R.D.A. f'ent, en effet, adopté pour leur propre compte. Un peu partout dans leurs réunions on a vu apparaître depuis quelques mois les jeunes croyants de la R.D.A. avec une reproduction de la sculpture sur leurs biousons ou laurs T-shirts.

C'est évidemment là une façon de protester contre la militari-

magne de l'Est, qui, à l'encontre l'objection de conscience. Aussi 'cas,' des maîtres ont exigé que teurs élèves s'abstlennent d'exhiber un symbole qui surait effet négatif sur la « voionté de

détense - dens la R.D.A. et qui

se s'accordensit donc pas avec

sa - politique de paix ». Un groupe de jeunes qui s'étaient rendus à une réunion de l'Eglise évangélique à Halle ont été arrêtés à la gare par la police. Ses membres n'ont pu reprendre leur voyage gu'après avoir décousu de leurs vêtements la reproduction de la sculpture soviétique lugée dangereuse. D'autres ont été interpellés à Berlin-Est. Les prêtres dans un certain nombre de. paroisses de la R.D.A. auraient, à l'occasion de Noël, protesté contre une action des autorités cul, selon eux, irait à l'encontre « de ce que notre Etat a toujoura

JEAN WETZ.

Suède

Stockholm met un terme à la formation de militaires libyens abusivement présentés comme des civils

De notre correspondant

Stockholm. — La centaine de jeunes Libyens oui suivaient une formation « technique » en Suède depuis près de deux ans ont regagné leur pays, le mercredi 6 janvier. Les autorités de Stockholm et de Tripoli n'out pu se mettre d'accord sur une révision du programme d'études qui comportait certains aspects « militaires » que le gouvernement suédois voulait supprimer.

Cette affaire a constitué le agros scandale» politique du printemps 1981. Plusieurs ministres et anciens ministres libéraux. centristes et conservateurs en charge du dossier étaienti impliqués. M. Staffan Burenstam-Linder, ancien responsable du commerce, avait ainsi été obligé de reconnaître, au Pariement, que les jeunes Libyens n'étaient pas des civils mais bien des soldets et que leurs études en Suède n'étaient pas, comme on l'avait longtemos prétendu, exclusivement techniques, mais qu'elles présentaient également un carac-

Les programmes avaient été préparés par l'entreprise publique TELUB, qui mise depuis quelques années sur l'exportation de matériel électronique et les programmes de formation technique de personnel. Son directeur ginéral, jusqu'en 1979, date à laquelle il devait démissionner pour des raisons personnelles, M. Benkt Dahlberg, noua les premiers contacts avec les entorités libyennes en 1977. Le contrat portait sur l'équivalent de 300 millions de francs français. Conscients du fait que le projet était « délicat » et qu'il fallait en evertir les responsables politiques, M. Dahlberg, ancien général de brigade, affirme avoir recu le feu vert du gouvernement pour la signature du contrat, en mars 1979.

Certains ministres de l'époque estiment avoir été abusés par le P.-D.G de TELUB, L'ancien ministre de l'industrie, M. Huss. assure que, « préoccupé par les problèmes structureis de l'industrie suédoise », il n'a guère souvenance des « détails de l'affaire ». D'autres enfin, passablement irrités par les critiques de l'opposition social-democrate, soulignent que « tout cela ne serait jamais arrivé si en 1974, à Stockholm, M. Palme, alors-premier minisire, n'apait pas signé avec son homologue libyen, M. Jalloud, un ac-

taires de Tripoli sont arrivés en Juriste, homme d'affaires, conseil-

Vaxio, où la société TELUB avait aménagé à leur intention un centre d'études avec piscine, salle d'éducation physique et salle de prières. La société aveit même organisé ces dermiers mois des cours spéciaux sur « le comportement de la femme suédoise » car à la sortie de certaines discothèques on assistait parfois, le samedi soir à des bagarres entre jeunes Suédois et jeunes Libyens.

Cette affaire a provoqué une cascade de démissions, et le gouvernement avait ordonné au printemps 1981, à la nouvelle direction de TELUB de renégocier le contrat de façon à ce que l'enseignement fût purement technique Ces discussions ont échoué et il est pratiquement certain que Tripoli va réclemer des dommages et intérêts pour rupture de contrat. Mais le gouvernement suédois a fait savoir qu'il était prêi à couvrir financièrement l'entreprise TELUB. Cet empressement à être déberrassé de l'affaire se comprend aisément.

ALAIN DEBOVE

. Andorre

tants de Gibraltar.

APRÈS SEPT SIÈCLES D'IMMOBILISME

La principauté réforme ses institutions et se donne un premier ministre

De notre correspondante

Toulouse. — Après sept siècles d'immobilisme, la principauté d'Andorre vient de vivre la première étape d'une réforme complète de ses antiques institutions. Les vingt-huit conseillers généreux — qui jusque-là comulaient dans des limites mal définies les responsabilités des pouvoirs légis-latif et exécutif — ont élu, lundi 4 janvier, le très illustre syndic général- des Vallées,-M. Francesco Cerqueda Pascuep, trente-neuf ans. Ils out ensuite choisi, le vendredi 8 janvier, pour la première fois un veritable chef de l'executif. C'est le début d'un processus démocratique voulu par les deux coprinces, le président de la République française et l'évéque de Seo-de-Urgel. M. Oscar Ribas Reig (quarante-

six ans), a été élu par vinot voix sur vingt-huit. Les huit bullstins nuls ont été déposés dans l'urne par les jeunes conseillers influen-cés par le parti démocratique andorran, le parti de gauche toléré dans la principauté.

M. Ribas, candidat unique, était sans doute le seul homma au-

fi se veut « nationaliste libéral ». favorable au dialogue. Il est le neveu du célèbre Julian Reig, le « Citizen Kane de la principauté », ancien syndic général des Vallées et banquier commercant qui a fait l'a Andorre moderne ».

M. Oscar Ribes Reig, loin d'être révolutionnaire, évitera de réveiller les tensions qui ont éliminé, par exemple, Sud-Radio et Radio-Andorre du territoire, et conneît assez les rouages de la politique nternationale pour établir de bons rapports avec la France et Espagne.

En coopération avec le jeune syndic des Vallées, il aura à mettre tout en œuvre pour que l'Andorre soit enfin reconnue comme un Etat de droit.

CATHERINE LAURENS.

M. Ribas Reig formera, dès le 11 janvier, son gouvernement tel que l'a prévu le décret des coprinces en date du 15 janvier 1981, en cholsissant quatre on six conseillers pour diriger avec lui les finances, l'édu- Shaoqi dans la construction du texte datant de 1948 concernant M. Ribas Reig sommettra, le même jour à l'Assemblée andorrane, son programme de couvernement.?

ASIE

LES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LE VIETNAM

Les représentants des pays de l'ASEAN craignent un rapprochement entre Paris et Hanoï

M. Cheyeson a réuni à déjeuner, vendredi janvier, les ambassadeurs des pays de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN. Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thailande). Il s'agissait pour le ministre des relations extérieures d'expliquer à ses interlo-cuteurs — qui avaient sollicité cette rencontre — que, en dépit de la signature, le mois dernier, d'un protocole d'aide au Vietnam, la politique indochinoise de la France n'avait pas changé et qu'elle continuait de demander le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge. Les représentants de l'ASEAN ont estimé que cette rencontre avait abouti à un « régultat positif ». Toutefois, depuis plusieurs semaines, les relations franco-thailandaises se sont refroidies, et les inquiétudes de Bangkok à propos de la politique indochinoise de la France n'en sont pas la seule raison.

Les inquiétudes de Bangkok

Depuis l'époque où les cours de Versailles et d'Avnthva échangealent des ambassadeurs, les relations entre la France et la Thailande ont connu des hauts et des bas, Actuellement, l'impression prévaut à Bangkok que l'on est au creux de la vague, en dépit de la signature, à la mi-décembre. d'un nouvel accord de coopération culturelle, scientifique et technique. L'aspect psychologique du

problème n'est pas sans importance : les Thallandais, comme d'autres membres de l'ASEAN; ont pariols l'impression d'être mal informés, mai compris, voire mai entendus par Paris. Les Français pour leur part n'ont pas une fort haute impression du comportement de Bangkok face au sort des réfugiés indochinois qui croupissent dans des camps ou sont la proie des pirates: il en est de

même en ce qui concerne le trafic de la drogue et le sort des Francais qui ont commis la folie de se faire prendre avec de l'héroine et qui connaissent la mort lente dans des prisons sinistres. Cette façon de présenter leur pays heurte en retour la fibre nationaliste des Thallandais.

L'accord de coopération fait suite à la troisième réunion de la commission mixte à Bangkok. D'un montant modeste il concerne essentiellement les domaines de l'enseignement et de la recherche. Les Thallandeis auraient souhaité m'il fût plus généreux et, comme nous l'a déclare à Bangkok l'un des principaux négociateurs, « qu'il bénéficie à la population et ne serve pas à permettre à des officiels d'aller faire un tour à Paris, ». Regrettant que a 80 % partent en frais de personnel », il a souhaité que l'aide française participe plus au développement, « comme par exemple au projet de substitution de cultures pour inciter les montagnards à abandonner la culture de l'opium, Ainsi, vous aideriez i combattre le trafic de la droque et vous participerlez à un projet sous le patronage du roi. ». Ce haut fonctionnaire souhaite en outre que la France et l'Europé investissent plus en Thallande et y rééquilibrent des relations commerciales dominées par le Japon.

La question cambodgierme

Mais c'est surtout à propos de la question indochinoise en général, et cambodgienne en particulier, que la France et la Thallande semblent en porte à faux. Alors que rien ne semble le laisser préjuger, Bangkok se montre persuadée qu'une « sointion française » à la crise cambodgienne est en train de s dessiner dans le dos de l'ASEAN elle voit dans la récente conclusion d'accords avec Hanoi un changement inopportun de la diplomatie francaise à un moment où se poursuivent tant hien que mal des négociations en vue de créer un gouvernement de coalition des trois mouvements de résistance khiners opposés aux Vietnamiens Tandis que Paris estime que sa position sur la question khmère est inchangée et que les accords avec le Vietnam étaient prévus de longue date, ce dont l'ASEAN avait été informée au début de 1981, un responsable de la diplomatie siamoise nous-adit: « On a ici le sentiment que la France est en train de faire quelque chose. Ou'elle prenné seule des initiatives nous inquiète; elle ne nous a pas approchés à l'avance. Ne fattes rien derrière notre dos. Il y a des limites à une a politique réaliste ».

Le fait que les rapports rares — entre M. Chevsson et son homologue thaffandais, le maréchai Sitthi Saweisila, sotent moins bons one ceux qu'il entretient avec les autres ministres des affaires étrangères de l'ASEAN explique peut-être l'actuel g tirage > entre Paris et Bangkok: qui ne comprend sans doute pas. que la France ait des priorités plus pressentes. Mais d'eutres. par exemple les Américains, ne seraient pas étrangers aux récentes craintes de l'ASEAN de voir la France adopter une attitude plus comoréhensive envers le Vietnam. Selon des informations qui nous sont parvenues, des membres d'organisations humanitaires américaines mettraient en garde les réfuglés cambodeiens des camps à la frontière khméro-thallandaise contre l'acceptation d'un asile en France, a pays socialiste qui sera bientôt. communiste, comme le Viet-. nam / » Or la France est le paysqui a fait le plus gros effort pouraccueillir les Cambodgiens.

PATRICE DE BEER.

RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE spécialement destinée

à ses lacteurs

l'octroi d'une aide économique française au Vietnam De notre correspondant et de « ne pas lui lancer de bouée

Pékin juge «peu sage»

Pékin. — Le gouvernement chinois n'a quère apprécié la décision de Paris de rétabilr son aids financière au Vietnam. Dans un bref commentaire publié ce samedi 9 janvier dans le Quotidien du peuple, sous le titre Une action peu sage », Pékin s'étonne d'une mesure qui « n'a pas manqué de susciter les préoccupations et l'opposition de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) ». Mettent en avant la démarche effectuée vendredi par ces pays auprès du gouvernement francais dans l'espoir de le faire revenir sur sa décision. l'organe du P.C. estime que Paris fait fausse route s'il pense amadouer les dirigeants de Hanoi en agissant de la sorte. -C'est une « Musion » de croire, écrit le Quotidien du peuple, qu'il soit possible de favoriser une certains modération du Vietnam en lui accordant une a l d e économique. Il convient, au contraire, si l'on veut mettre fin à l'agression de Hanoi de « laisser s'enliser » le réglme vietnamien dans une situation encore plus difficile, tant sur le pian économique que militaire et diplomatique.

Le Quotidien du peuple estime que la France fait un mauvais calcul » elle croit élargir de cette façon son influence en Indochine. En réslité, prédit le journal, « le résultat sera inversé -. Cette réaction, un peu vive, de Pékin ne saurait étonnes compte tenu de la place que tiennent le problème cambodgien et les relations sino-vietnamiennes dans la politique étrangère du gouvernement chinois. Il faut toutefols remarquer que l'annonce par Paris de l'octroi d'une aide au Vietnam n'avait fait l'objet ici, en son temps, d'aucune remarque particulière et que le même silence avait été observé lors du rétablissement des relations entre la France et le Laos.

Un article récent du Quotidien du peuple consacré à la politique étrangère du gouvernement socialiste français n'aveit pas souffié mot de son volet aslatique, ce qui, évidemment, autorise les interprétations les plus divergentes.

MANUEL LUCBERT.

«LA PENSÉE GLORIEUSE D'UN GRAND MARXISTE» Les «Œuvres choisies» de Liu Shaogi vont être publiées

De notre correspondant

Pēkin. — «La pensée glorieuse d'un grand marxiste et d'un révolutionnaire et théoricien prolétarien. » A quel dirigeant chinois la presse de Pékin a-t-elle adressé mercredi 6 janvier un tel éloge? A Mao Zedong? Pas du tout. Le destinataire de cette couronne de lauriers est l'ancien président de la République, Liu Shaoqi La publication du premier tome de ses Œuvres choisies est annoncée par le Quotidien du peuple sur toute sa première page. Déchu de ses fonctions de chef

de l'Etat et chassé du parti en octobre 1968, décédé en novembre 1969 cen proie aux souftrances de cette infustice», pour reprendre un euphémisme officiel. l'ancien collaborateur — et rival de Mao a été réhabilité en février 1980. La décision d'alors a annulé celle prise douze ans plus tôt de l'exclure « définitivement » Elle a supprimé les « juux cheja d'accusation a lancés contre lui

et lui a crendu son honneur ». Réhabilitée elle aussi, la veuve de Liu. Mme Wang Guangmei, a retrouvé un poste à l'Académie des sciences sociales, un frère de Mme Wang est maire-adjoint de Tianjin, grande ville industrielle située entre Pékin et la côte. Le premier tome des Œuvres choisies de l'encien prisident couvre la période 1926-1949. On n'y trouvera donc aucun texte postérieur à la fondation de la République populaire. Il comprend trente - huit documents — lettres, discours, articles - dont vingt-deux inédits. Selon la présentation qui en est faite, ce volume doit per-

tisans antijaponaise et l'établis-

sement des bases > (politicomilitaires de la guérilla). Il refléteratt aussi sa « contribution éminente dans la formation et le développement de la pensée-Mao Zedong, qui est une cristallisation de l'intelligence collective du parti ». Le projet de publication des Œuvres choistes de Liu remonterait à 1960 et l'idée, selon le Quo-

tidien du peuple, en reviendrait à Mao. Si cette précision est exacte, la date est intéressante, car elle se situe à une époque à la fin du Grand Bond en avant — où les relations entre les deux hommes ne devaient pas être des plus harmonieuses. Une décision aurait même été prise par le secrétariat du parti afin d'engager ce travail. C'est dans ces circonstances que fut publié en 1962 le fameux Pour être un bon communiste, sorte de bréviaire pour les cadres du P.C. qui rassemblait des conférences faites par l'auteur à le base rouge de Yanan en juil-Déjà réédité en 1980, Pour

être un bon communiste l'igure bien sûr, dans le premier tome des Œutres choisies. La sélection de certains autres textes paraît refleter des préoccupations actuelles des dirigeants chinois on trouve ainsi un texte de 1936 critiquant l' aventurisme » (gauchiste), une critique contre ceux qui copposent une attitude bureaucratique et des paroles creuses » aux décisions du parti (même année), une analyse des luttes au sein du parti (1941). des extraits du discours prononcé devant le VIIº congrès en 1945, mettre d'apprécier les « mérites où fut entérinée l'expression immortels du camarade Liu « pensée-Mao Zedong », enfin un cation nationale, les travaux publics | parti, le travail dans les régions le travail des journalistes et où

Jérusalem s'interroge sur d'éventuelles initiatives

De notre correspondant

Jérusalem. — M. Begin se rendra en visite en Roumanie, à une date qui n'est pas encore fixée. L'invitation lui été transmise, mercredi 8 janvier, par M. Vassili Pungun, envoyé spécial du président Ceausescu (* le Monde du 8 janvier).

La Roumanie représente pour raël un cas très particulier. le seul pays de l'Est à diplomatiques avec l'Etat hébreu après la guerre des six jours. C'est aussi, hormis les Etats-Unis, le seul pays étranger visité M. Begin, Le premier ministre y avait déjà effectué un voyage en 1977, peu après son accession au pouvoir. A cette époque, le président Ceausescu, en jouant les intermédiaires entre Jérusalem et Le Caire, avait grandement contribué à la préparation de l'initiative de paix de Sadate. L'annonce de cette deuxième invitation a fait naître à Jérusalem des spéculations. On se demande si le président roumain n'est pas prét à se lancer dans une nonvelle mission de bons offices au Proche-Orient et on souligne que son envoyé spécial a récemment rencontré des dirigeants du gouvernement syrien et de l'OLP. On estime d'autre part que l'attitude roumaine pourrait avoir été approuvée dans une certaine mesure par l'Union soviétique. Certes, la politique étrangère gouvernement roums in est très indépendante de celle Kremlin, mais actuellement, à propos d'Israël, cette politique se démarque moins qu'il y paraît des dispositions résolument « antisionistes » de Moscou LURSS en effet a manifesté ces derniers mois son intention de maintenir un minimum de contacts evec Jérusalem, et pourtant les circonstances ne s'y prétent guère, notamment après l'annexion du Golan. Apparemment, le fossé entre Moscou et Jérusalem ne cesse de se creuser. L'Union soviétique continue de soutenir contre Israël le Front du refus et développe de plus en plus la coopération militaire avec la Syrie et la Libye Les Israéliens constatent que l'antisémitisme officiel du régime soviétique ne diminue pas, tant s'en faut, et que, depuis deux ans, sur décision du Kremlin, le nombre des juifs autorisés à quitter l'U.R.S.S. a considérablement diminué. Pour sa part, M. Begin. voulant être l'un des champions de la défense du « monde libre ». met chaque jour davantage l'accent sur la nécessité de sa croisade antisoviétique. C'est ainsi que, en septembre, il triomphait en obte-

cles une délégation parlemen-• Mise au point. — Le Rassemblement national démocratique syrien, qui regroupe plusieurs formations de l'opposition, dont le parti communiste (tendance Riad El-Tark), nous prie de preciser qu'il convient d'éviter toute confusion à son propos avec le Rassemblement national syrien: ce dernier a appelé l'opposition à observer une trève dans sa

lutte contre le régime de Damas

(le Monde du 31 décembre).

nant à Washington la prom se

d'un accord de coopération stra-

tégique avec les Etats-Unis

entièrement dirigé contre la

menace soviétique » au Proche-

Or, en dépit de tous ces obsta-

Orient.

APRÈS L'INVITATION DE M. BEGIN A BUCAREST

des pays socialistes au Proche-Orient

nait des membres de l'opposition travailliste mais aussi de la coa-lition formée par M. Begin. A leur retour, les députés ont fait observer avec satisfaction que leur voyage n'avait pas été annulé ni modifié après l'annexion du Golan et qu'ils avaient été bien accueillis, maigré l'exposé réci-proque avec leurs interlocuteurs Israel et l'Union soviétique. Queloulgare à une réception, où il s'est retrouvé en présence de diplomates soviétiques et arabes. C'était première fois, depuis 1967 qu'un ambassadeur d'un pays de Est aussi aligné sur les positions de l'Union soviétique que la Bulgarie prenait une telle initiative, et. de source roumaune. on faisait remarquer que Moscou

avait vraisemblablement donne

son aval Ces deux éléments n'ont

pas manqué de confirmer en

Israël l'impression laissée par

l'entretien qui a eu lieu entre

MM. Gromyko et Shamir, en sep-

tembre, au siège des Nations unies

a New-York.

taire israélienne a été reçue îlr

décembre à Moscou. Elle compre-

Les ministres des affaires étrangères soviétique et israélien ne s'étaient pas rencontres depuis six ans (le Monde du 29 septembre). L'Union soviétique, qui, en 1947 et 1948, fut le plus fervent défenseur de la création d'Israël ne veut pas, de toute évidence couper les ponts avec l'Etat hébreu, même dans les situations les plus délicates. Est-ce pour un jour prochain, relancer l'idée d'un nouveau processus de paix différent de celui qui aujourd'hui, est patronné par les Etats-Unis? Certains observateurs politiques israéliens se posent la question en se montrant toutefois très prudents, en notant qu'Israël n'est pas près d'accepter la présence de l'O.L.P. à une gestes de relative bonne voionté de l'Union soviétique ne sont que des manœuvres

l'extrême méfience des dirigeants

FRANCIS CORNU.

Le «pacote» électoral

Avec les nouvelles règles du jeu, il risque de se trouver laminé entre le Parti du régime militaire et le Parti du mouvement démo-cratique brésilien (P.M.D.B.), la principale force d'opposition au

Or les stratèges de l'ouverture avalent eux-mêmes favorisé sa création ils savaient, en effet, que l'hégémonie parlementaire du P.D.S. - imposée par l'arbitraire du pouvoir — ne résisterait pas à une véritable libéralisation. Ils ont donc estimé nécessaire la formation d'un parti-charnière · le jour où le P.D.S. perdrait la majorité, ils pourraient composer. avec le P.P. une coalition de ceutre droit capable de rassurer les militaires. Ceux - ci pourraient alors rentrer dans les casernes. sûrs de contrôler étroitement la succession et d'exercer leur tutelle sur la « démocratie » enfin

Pareille combinaison a échoué. Le parti populaire a irrité les maîtres du système en mêlant ses voix au Parlement avec celles du reste de l'opposition. En outre, le principal stratège de l'ouverture, le général Golbery, chef de la maison civile de la présidence depuis 1974, a été contraint de démissionner en août dernier sous la pression des militaires les plus hostiles à la libéralisation.

Un État dans l'État

Tout le monde ici s'accorde à dire que celle-ci a essuyé un coup très rude le 30 avril, le jour où s'est produit ce que les Brésiliens appellent pudiquement « l'épisode Riocentro ». Plusieurs attentats à la bombe avaient été commis les mois précédents à Rio-de-Janeiro contre des syndicats d'avocats et de journalistes qui avaient été particulièrement actifs en faveur de l'ouverture politique. Le 30 avril, une bombe avait également explosé mais trop tôt, selon toute vraisemblance : un sergent. appartenant aux services secrets de la première armée, avait été tué à l'intérieur d'une voiture stationnée près d'une salle de spectacles, Riocentro, où avait lieu un festival de musique populaire organisé par une formation dépendant du parti communiste et auquel participaient des milliers

sident Figueiras avait demandé que l'enquête soit menée jusqu'à son terme. Il a finalement reculé devant les implications de l'attentat manqué. Une sorte d'accord tacite semble avoir été conclu entre le gouvernement et l'opposi-tion pour ne pas faire de vagues et obtenir, en échange, l'arrêt de la campagne de terreur. Aucne bombe n'a explosé depuis le 30 avril Et l'en quête a été conduite de façon à ne découvrir

mêrr du régime : un magistrat du tribunal militaire supérieur, l'amiral Bierrembach considéré fusé d'avaliser les résultats de cette enquête, lorsqu'elle a été soumise à l'approbation de ses pairs. Et l'impunité accordée aux organisateurs de l'attentat est en grande partie à l'origine de la démission du général Golbery.

aucun coupable. Cela n'a pas été sans provoquer des remous au sein

Une telle impunité consacre, en effet, la toute-puissance des éléments durs de l'armée, qui se situent surtout dans les services de renseignements et de répression. Un militaire bien informé nous a indiqué que ces divers aervices regroupaient 25 % des officiers et sous-officiers, constituent une armée dans l'armée et presque un Etat dans l'Etat.

« Jai créé un monstre », aurait dit le général Golbery à propos du SNI (Service national d'information), ame des services de répression, aujourd'hut dirigé par le général Otavio Medeiros. Le général Golbery, pour sa part, a - remplacé par M. Leitao de Abreu, qui avait déjà occupé k poste de chef de la maison civile de la présidence dans le gouvernement Medici, c'est-à-dire à l'époque la plus répressive du ré-gime, à la fin des années 60 et au début des années 70.

Fragile libéralisation

Le «monstre» parviendra-t-il bloquer le processus d'ouverture? Les responsables que nous avons interrogés répondent que la transmission du pouvoir aux civile n'est qu'ajournée : le prochain président de la République sera encore un homme du système ou éduqué par lui : il sers chargé de faire la transition. aura six ans, jusqu'en 1990, pour préparer le retour de l'armée aux

États-Unis

M. WALTER STOESSEL DEVIENT LE NUMÉRO DEUX DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT

Washington (A.F.P., Reuter). -

M. Reagan a nommé, vendredi i janvier, M. Walter Stoessel, vicesecrétaire d'Etat, c'est-à-dire numéro deux du département d'Etat, chargé notamment d'assurer l'in-térim pendant les absences de M. Haig. M. Stoessel, qui est un diplomate de carrière, remplace avocat californien, nommé il y a tiques. Il sera lui - même : : mplacé dans ses fonctions par M. Lawrence Eagleburger, qui

adjoint chargé des affaires européennes. M. Reagan rompt avec une tradition vieille de plus de trentecinq ans qui veut que le numéro deux du département d'Etat soit un « politique », appartenant à l'entourage du président,

était jusqu'ici secrétaire d'Etat

divisé et donc peu menaçant pour Missiles de croisière pour la La libéralisation répond à l'exigence d'une société qui voit bien les failles du société qui voit bien VII flotte. — L'amiral Robert Long, commandant en chef des forces américaines dans le Pacieconomique imposé par le coup fique, a déclaré dans une interd'Etat militaire de 1964 : après view publiée ce samedi 9 janvier quelques années de « miracle ». par le quotidien japonais Yomiuri Shimbun que les Etats-Unis prévoyaient d'équiper au cours de l'année 1982 les navires de la VII° flotte américaine de missiles de croisière. Cette mesure est destinée à contrer l'accroissement

l'amiral Long. - (AFPJ

en Extrême-Orient, a précisé

croissance, en 1981, a été de Mais cette libéralisation demeure fragile, puisque le système garde intact son appareil de répression et cet arsenal juridique totalitaire qu'est la loi de du potentiel militaire soviétique

sécurité nationale CHARLES VANHECKE.

cherche désespérément une ré-plique à la réforme électorale.

Le parti populaire a déjà décidé, en convention nationale, de

vernement peut trouver des arti-

une telle fusion, d'autant que certains le a de r s du P.P., tel M. Magalhaes Pinto, son prési-dent d'honneur, se disent opposés

à la disparition d'une formation qui représentait jusqu'à présent

la seule alternative crédible aux

liberté de la presse et le pluri-partisme ont été rétablis. Si la ré-

pression s'exerce encore dans les

conflits socieux (les deux prêtres

français, incarcérés à Belem en

sont un témoignage), on n'em-

prisonne plus pour délit d'opl-

nion. La censure s'est beaucoup

relachée dans le domaine cultu-

rel Depuis l'amnistie de 1979

les exilés sont rentrés. Le P.C.

cité, sans accéder, néanmoins, à

la légalité (il est, au demeurant,

retrouvé un certain droit de

fusionner avec le P.M.D.B.,

LES VENTES D'ARMES FRANÇAISES AU NICARAGUA

Washington se dit «très déçu»

M. Weinberger, secrétaire américain à la défense, a déclaré, vendredi 8 janvier, sur la chaîne de télévision C. B. S., que les Etats-Unis étaient - très décus - par la décision française de fournir du matériel militaire au Nicaragua. M. Weinberger, qui avait rencontré jeudi M. Charles Hernu, ministre français de la défense, en visite à Washington, a indiqué que le secrétaire d'Etat, M. Haig, transmettrait la réaction officielle du gouvernement américain, lundi 11 janvier, à Bruxelles, à M. Cheysson, lors de la réunion du Conseil atlantique.

manifestation trop publique de leur désaccord avec Paris sur l'opportunité de livrer des armes au Nicaragua révolutionnaire. De son côté. très brièvement évoquée - su cours la défense ni le secrétaire d'Etat n'ont manifesté leur - désapprobation . mais seulement une . certaine préoccupation », a affirmé la ministre

Dans une interview au Washington Post. M Hernu a indiqué, d'autre part, que la France était « techniquement - en mesure de produire la bombe à neutrons, mais n'avait pas encora « décidé » de la M. Hernu devait poursuivre son voyage aux Etats-Unis en visitant diverses installations militaires en

- Mms Simy Ouskning

M. et Mme Jo Abitbol.

Et leurs enfants.

grand-père.

75015 Paria.

M. et Mme Jo Benebgui

M. et Mme David Ousknine:

M. et Mme Emile Ouaknine,

M. et Mms Michel Elmalhem.

Le docteur Jacques Cohen et

Abraham OUAKNINE.

de la société import-Export-Service, sur venu brutalement le 3 jan-

La cérémonie religieuse a été célé-brée le 7 janvier 1982, à Jérusalem.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Jean-Jacques HAGENDORF

Communications diverses

Anniversaires

134, rue de Vaugirard,

- Le 10 janvier 1978.

Daniel, Linda, et Samy Quaknine

Air Command à Omaha (Nebraska) Aucun commentaire officiel n'avait encore été fait à Managua, ce samedi, sur la décision française de livrer du matériel militaire. La presse M. Hemu, qui venalt d'être reçu par niceraguayenne estime capendant M. Halg, a déclaré vendredi, à sa qu'il s'agit d'une - gifle - infligée sortie du département d'Etat, que aux Etats-Unis. De son côté. Mgr MIles relations franco-américaines guel Obando y Bravo, archevêque « n'étaient pas altérées » par cette de Managua, a affirmé que la somme affaire, et que celle-ci n'avait été que de 15,8 millions de dollars sur laquelle porte le contrat français aurait de cet entretien. Ni le secrétaire à été mieux investie « dans des écoles. des vivres et des camps de

que le quartier général du Strategic

Les réactions étaient relativement peu nombreuses ca samedi en Amérique latine. Hostiles au Guatemala (qui pourrait être menacé par un accroissement du potentiel militaire nicaraguayen) et en Colombie, elles étaient lavorables à Cuba. A Moscou, d'autre part. Tass a affirmé que la décision française était une - preuve convaincante » de la tension qui existe, seion l'agence soviétique, entre Paris et Washington. - (A.F.P., Floride et dans le Missouri, ainsi A.P., U.P.J.)

A TRAVERS LE MONDE

Centrafrique

GOUMBA RECTEUR DE L'UNIVERSITE DE BANGUI. - M. Abel Goumbs, un des dirigeants de l'opposition centrafricaine, a été nommé cette semalne recteur de l'université de Bangui par décret du chef de l'Etat centrafricain, le général d'armée André Kolingba. M Goumba, qui remplace à ce poste le professeur Simon Bedaya-Ngaro. est prol'esseur agrégé de médecine - (A.P.P.)

Angola

■ LE GOUVERNEMENT ANGO-LAIS a annonce, jeudi 7 janvier, qu'un soldat cubain avait été tué, trois autres blessés et

ISRAEL EN SÉCURITÉ

par les Sud-Africains lors d'une attaque, le week-end dernier, à 300 kilomètres au nord de la frontière namibienne, en territoire angolais. Trois soldats angolais ont également été tués, a indiqué le ministère de la défense qui a démenti la version sud-africaine selon laquelle l'affrontement s'était produit à proximité de la frontière namiblenne (le Monde du 7 janvier). De son côté, M. Javier Perez de Cuellar, nouveau secrétaire général des Nations unies, a apporté son soutien jeudi aux initiatives du « groupe » de contact occidental (Etats-Unis, Canada, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne et France) pour tenter de régler le conflit namiblen. -

un cinquième fait prisonnter

Haiti

RUMEURS SUR UN ATTEN TAT CONTRE LE PRESI DENT JEAN-CLAUDE DUVA-LIER Le ministère haltien de l'information a démenti vendredi 8 janvier l'information. diffusée le même jour par la chaîne de télévision française Antenne 3, selon laquelle le president Duvalier. • Baby Doc », aurait été récemment blessé à la cuisse dans un attentat. On apprend d'autre part à Miami (Floride) qu'un groupe d'extlés, qui aurait proieté un débarquement destiné à renverser le régime du président Duvalier, a été prié vendredi de auitter les lles Turks et Caicos, par les autorités britanniques qui administrent ces fles minuscules.

CARNET

(Reuter_) '

ISRAEL a justifié l'application de la loi isroélienne au Golan par

des raisons de sécurité. Les réactions démesurées que cette décision o provoquées dans le mande aut masqué les véritables éléments du problème. SAVEZ-VOUS Que le Golan ne fait pas partie des frontières historiques de la

Syrie, mais a été attribué à ce pays dans le cadre des « accords trocs > SYKES-PICOT après la première guerre mondiale e Que le Golan représente une infime étendue de 67 kijomètres de long et de 25 kilomètres de large : une goutte d'eau dans l'océan

• Que le Golan, par sa position stratégique, est d'une importance Vitale pour Israël : il surplombe toute la frontière nord d'Israël que la Syrie n'avait cesté de bombarder pendant des années.

• Qu'Israél a déjà évacué 80 % des territoires arabes acquis en 1967. notamment une partie du Golan et la ville de Kuneitra

SAVEZ-VOUS o Que la Syrie a repeté depuis toujours toutes propositions d'Israèl

de faire la PAIX · Que le Président Syrien EL ASSAD vient de répêter ce qu'il a déciaré à maintes reprises « Jamais, jamais de PAIX avec laraël » « Que la Syrie est le principal animateur des pays du « Front de la Fermeté » qui considére :a destruction de l'État d'Israél comme la seule solution au conflit du Proche-Orient. Pour comprendre le problème du Goian, il est indispensable de le situer dans le contexte international. RIER : BUDAPEST. PRAGUE KABOUL. AUJOURD'HUI : Hélas ! VARSOVIE

Le monde libre assiste une foie de plus, impassible et impuissant à l'étranglement d'un peuple et à l'écrasement de la ilberté.

MM. KREISKY, SCHMIDT, PAPANDREOU et bien d'autres troubadours de la morate internationale se cantonneut dans l'équivoque et l'attentisme prudent : « C'est, disent-ils, une affaire intérieure

Pour préserver leurs intérêts commerciaux, certains pays dont l'Allemagne qui avait tant à se faire pardonner, tentent de justifier l'injustifiable i Même le Vatican iance un appel e au calme » et à

Et voilà, hélas i l'histoire se répète : on est obligé de constator que par égoisme national, personne en France ni ailleurs n'est prêt à « mourir pour la Pologue », comme personne n'acceptera de « mourir pour Israël ». ALORS, devant cant de passivité, de lacheté et d'impuissance du monde occidental, peut-op reprocaet à faraci de ne compter que sur lui-même pour assurer sa sécurité?

Citation du journal « LA PRAYDA » du 2 septembre 1964 : Quand on a obtenu par de grands sucrifices une certaine sécurité. on a'acceptera jampis de revenir aux frontières antérieures. MOUVEMENT SIONISTE SIONA . 52, rue Richer, 75009 PARIS

- M. at Mme Plerre ESCOUBE. M. et Mme Jean CARLIOZ, Le docteur et Mme Michel ont la grande joie d'annoncer la

naissance de leur petite-fille et fille Marie-Bénédicte, Paris, le 5 novembre 1981. - Viviane, Bruno et Thibaut VOILLEMOT son! Toureux d'annoncer la naissance de Ciementine, Paris, le 3 décembre 1981.

55, rue Saint-Jacques. 75005 Paris.

Décès

- Nous apprenona is decès. survenu à Castres, du général Pierre CAROLET. dont les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, à Castres, le mardi 15 décembre 1981.

(Ne le 9 decembre 1898 à Nice, ancien élève de Szint-Cyr., Plarre Carolet, fait prisonnier des juin 1940, devient en octobre 1944 chef du 2º burgau de la 1re Armée française. En 1950, avec la grade de ganement militaire français de Berlin et commandant do secteur français de Sertin. Commandant le 29 division d'Intenterte en 1952. Il est promu general de division en 1953 el sera nommo, en 1957, commandent le 1er corps d'armée. Éleve au rang et à l'appellation de général de corps d'armee en 1958, it est place en deuxième

section (réserve) en décembre de la même année. En 1970, le general Carolet avait eté elu-président de la Fédération française d'escrime, jusqu'en 1977.]

- Mme Marc Delagarde et ses enfants. M. et Mme Paul Delugarda. ont la douleur de faire part du

décès de M. Mare DELAGARDE. survenu le 2 janvier 1982. Le service religioux a eu lieu dans la plus stricte intimité. - Oujda, Casabianca, Marseille,

M. Jacques Dray (Marnia). 5. rue de Copenhague. a la douleur de faire part du décès de son épouse.

Mme Esther DRAY, née Tobelem.

ce joignent parents et alliés. dont la famille Elle Mrejen. et Ariette, sa fills. La famille Pierre Hallmi et Nelly, gs. fille. La famille Vivien Benchetrit et Denise, sa fille. Les familles Tobelem, Bensoussan

Cohen, Danan, Chokron, Dray et Les obsèques auront lieu le mard) 12 janvier 1982. On se réunira à la porte princi-

- Mine Magay Harari et Me Ibram Harari, avocat au barreau de Paris. ont la douleur de faire part du décès de leur mère, Mme Pauline HARARI. née Najar.

Un service religioux sera donné en son souvenir le lundi 11 janvier 1982 i 18 heures, à la synagogue de la rue Copernic. La famille ne recoit pas. 45. boulevard Lannes

8. villa Spontini.

nous quittait Il est toujours présent dans nos cours et dans celui de tous ses fidèles amis. Renée, Francoise, Julian. pale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 14 heures

> - ACORAM (section de Paris). Le mardi 12 janvier, à 18 h. 30, au Musée de la marine (place du Trocadero, 75016 Paris) ; Conférence sur l'état de la flotte merchande française : Evolution possible de sa compocition dans les années à venir : par M. de Demandhoiz, délégué géné-

ral du comité central des Armateurs de France. Les families sont cordinlement invitées.

- Le groupe d'adoption ne s d'Amnesty International organise le vendredi 29 janvier, & 20 h. 30, tine soirée « Chorales et Orgues » en l'église Notre-Dame-des-Ardents, à Lagny-sur-Marne (77), avac le concours de J.P. Gijon (orgues), la chorale Arc-en-Ciel des Coudresuz, et l'Ensemble vocal J.P. Gijon. Au programme : Schumann Mozart ont la douleur de faire part du décés de leur mari, père, et Carissimi, Thiriet, etc. .

hrıstıan_ SOLDES

Prêt-à-Porter féminin, masculin; souliers, colifichets accessoires.

les 12, 13 et 14 JANVIER 10 h - 12 h 30 14 h 30 - 18 h 30

32, avenue Montaigne - Paris 8º 12, rue Boissy-d'Anglas - Paris 8°

Le Monde

Etats-Unis

politique

LA RENCONTRE P. S. P. C. F.

La confirmation de l'union est entachée constat de « différences » et de « divergences »

Il y aura en deux aspects dans la rencontre des dirigeants du parti socialiste et du parti communiste, le vendredi 8 janvier : la rencoutre elle-même et l'information que les deux partis souhaitaient donner à son sujet. La publication, dans l'après-midi, de la déclaration liminaire faite, lors de l'entrevue, par M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., montre bien welle était l'intention des socialistes. Il s'agissait pour eux, en dressant seus forme interrogative l'- état de l'union », de formuler, en adresse aux dirigeants mais à l'intention des militants communistes, l'ensemble des questions que pose au P.C.F. son insertion dans la majorité parlementaire et gouverne-

Tout en se défendant de vouloir s'ingérer dans les affaires intérieures du parti communiste et, en particulier, dans la préparation de son congrès, qui doit se reunir dans trois semaines. M. Jospin a souligue que les débats des communistes sur l'union avec le P.S. ne peuvent laisser celui-ci indifférent. De fait, le premier secrétaire du P.S. ne s'est pas privé d'interroger son vis-à-vis sur le « décalage » manifeste entre la pratique unitaire des communistes - leur présence au gouvernement - et le maintien, dans le document préparatoire au congrès, d'une - autocritique - sur la forme d'union qui avait associé les deux partis de 1972 à 1977. De même, M. Jospin a demandé des éclaircissements sur le fait, mentionné dans une contribution à la tribune de

discussion de « l'Humanité », qu'une « invitation interne - à ne pas l'avoriser la victoire de M. Mitterrand avait circulé an sein du P.C.F. entre les deux tours de l'élection présidentielle.

Le premier secrétaire du P.S. a abordé la question polonaise en constatant d'emblée qu'un accord sur l'analyse de le situation paraissait impossible. Il a proposé des initiatives communes, qui out été refusées par les responsables communistes. Ceux-ci ont opposé deux arguments : d'une part, ils estiment que l'action du général Jaruzelski préserve les chances d'un règlement interne de la crise polonaise, et ils se refusent, par consequent, à • jeter de l'huile sur le feu . : d'autre part, ils estiment que les partis n'ont pas à suggérer aux syndicats l'action qui pourrait être la leur. - Vous p'êtes pas, ici, rue La Favette (siège de la C.G.T.) . a déclaré M. Georges Marchais

aux socialistes. L'empressement des dirigeants socialistes à faire connaître le déroulement-de la rencontre, après la publication, à leur demande, d'un communiqué commun bref et sec. a guelque peu pris de court les communistes. Ceux-ci ont décidé. dans la soirée de publier, à leur tour. la teneur de la longue intervention, en réponse à M. Jospin, faite par M. Marchais, qui n'avait pas préparé de déclaration écrite. Du compte rendu repris par «l'Humanité» de samedi, il ressort que les communistes avaient concu cette réunion comme l'occasion d'un tour d'horizon de l'action commune des deux par-

tis depuis la formation du gouvernement et partant comme une confirmation mutuelle de leur alliance.

 Nous avons renouvelé l'engagement de gouverner ensemble pris le 23 juin dernier ». a déciaré M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., après la rencontre. La version de M. Jospin est sensiblement différente : - Le P.C.F., a-t-il dit, a été amené à réaffirmer son engagement - Les propos de M. Marchais, au cours de la réunion. expriment une certaine irritation devant le fait que le P.C.F. se soit trouvé placé en situation d'avoir à donner des explications. Le secrétaire général du P.C.F. a rapproché l'attitude de M. Jospin de « la campagne faite ces derniers jours pour accréditer l'idée que notre réunion serait dure et marquerait notre division ».

Sans doute, les communistes s'atteudaient-fis - M. Jospin les avait d'ailleurs prévenus en annoncant qu'il avait « des choses à dire - à M. Marchais — que les socialistes n'éluderaient pas les points de désaccord entre les deux partis. Ils pensaient, cependant, que le constat de « différences » et de « divergences » n'oblitérerait pas l'affirmation d'une alliance. dont ils observent que l'opinion l'approuve et qu'elle est aujourd'hui, pour eux, un élément de poids face aux difficultés internes et externes que connait leur parti. Les socialistes ne se sont pas prêtés au jeu autant que les dirigeants communistes l'auraient souhaité.

PATRICK JARREAU.

M. Jospin : notre souci doit être en faveur de la politique gouvernementale

A l'ouverture de la rencontre, faite par les communistes entre M. Lionel Jospin a lu une déclaration liminaire centrée sur deux points: «L'un parce qu'il nous unit: c'est notre action commune. a-t-11 dit : l'autre, parce qu'il nous sépare : c'est la question polo-

naise. » Après avoir souligné que bilan de l'action commune est « très encourageant », et rappelé les grandes lignes des réformes mises en chantier, le premier secrétaire du P.S. a insisté sur la nécessité, pour les formations politiques de gauche, de témoigner leur « apput déterminé » au gouvernement. a Nous 'ne poulons pas douter du votre, a-t-il indiqué à l'adresse de M. Marchais mais la facon dont il s'est exprimé ces derniers mois mérite quelques

M. Jospin a alors précisé «L'émulation entre nos deux partis est sûrement un facteur de démocratis. Que vous n'avez pas renoncé à croire votre programme plus juste que le nôtre me paraît logique. Mais de cela, les électeurs ont tranché pour le prémettre plus particulièrement en valeur l'action de vos ministres au gouvernement, n'a pas de quoi surprendre. Encore que la politique suivie par le gouvernement de Pierre Mauroy est celle de tout le gouvernement et forme ellemême un tout. C'est cela qu'il s'agit de juger, conformément à notre accord du 23 juin. ». Mais nous lisons le journai l'Humanité. Nous écoutons pos déclarations. L'on y découvre uns certaine tendance de la direction du parti communiste à s'attribuer le rôle du censeur viallant, distribuant les bons et les mauvais points, et n'échappant pas touiours à la tentation de s'attribuer les bons pour réserver à d'autres les mauvais. Cette tendance estelle à la hauteur de l'enjeu 7 Nous n'en sommes pas elles. Nous sommes engagés dans une politique qui a seion nous pour la France et pour l'Europe une importance historique. Nous n'avons d'autre objectif que de réussir cette politique. Or un gouvernement de acuche - aui ne dispose pas des forces de l'argent, auquel beaucoup de médias ne sont pas javorables, qui dérange bien des habitudes et des intérêts acquis à l'intérieur comme à l'extérieur. qui doit mener bataille contre les forces conservatrices - a pardessus tout besoin de Padhesion populatre. Cette confiance: à notre avis, existe dans notre peuple. » Mais notre souci de partis dott être, tout en exercant notre rôle de contrôle, de stimulant et de critique, de tout faire pour mobiliser les travailleurs et l'opinion en faveur de la politique convernementale. De ce point de vue nous avons entendu avec satistaction l'un-de vos dirigeants dire récemment que le parti communiste n'appuyatt a pas du bout des levres » le gouvernenement. En effet, si vous pensez que la politique oue nous menons ensemble est juste, il nous semble que vous devez engager sans réticences vos forces dans le soutien politique et idéologique à la politique gouvernementale: > Le premier secrétaire du P.S. a

ensuite évoqué la préparation du

vingt-quatrième congrès du P.C.F.

Il a alouté : « Votre mise en cause de la stratégie d'union de la gauche autour d'un programme élaboré dans les années 70 fait que disparaît le fondement théorique de notre union qui peut devenir alors une pure question d'opportunité. Par exemple, si le gouvernement actuel n'est pas un gouvernement d'union de la

gauche, quelle est au nature?

Après avoir interrogé les diri-

geants communistes sur la contri-

bution à la tribune de discussion

de l'Hymanité, selon laquelle ces derniers auraient procédé « à une limitation interne à ne pas faciliter la victoire » de M. Mitterrand (le Monde du 8 janvier) M. Jospin a abordé la question polonaise en ees termes : « Sur l'analyse de la situation polonaise, sur les causes des événements dramatiques de décembre il semble exclu que nous puissions tomber d'accord. Vous paraissez tuget que c'est dans les surenchères ou les excès de Solidarité ou de certains de ses membres qu'il faut trouver justification de l'intervention des militaires. Nous croyons nous que c'est parce que les autorités en place, et notamment le POUP. n'oni pas su (ou pas pu) assumer plemement le « renouveau démocratique » amorcé par le peuple en août 1980 pour le concrétiser dans la vie économique, sociale et politique du pays, que cette situation s'est créée. En tout cas, pour les socialistes rien ne justi-fiait l'intervention massive de l'armée, de la milice et de la police. D'autres réponses doivent être données quand une société est en crise. Vouà notre position. Je constate qu'elle est entièrement partagée par deux grands partis communistes de l'Europe

ne pourra échapper à une réflexion sur les pays de l'Est »

M. Jospin a conclu : «Le parti

socialiste et la parti communiste ne doivent-us pas ensemble demander le retour aux libertes conquises, et notamment aux accords de Gdansk; réclamer comme un premier geste la libération des membres du présidium de Solidarité: demander la possibilité par exemple pour les dirigeants syndicaux français qui ont accueilli Lech Walesa à Paris - et Georges Seguy et Henri Krasucki étaient de ceux-là de poupoir se rendre en Pologne pour rencontrer Walesa. C'est en tout cas la proposition que nous vous faisons. Personne ne pourra échappet désormais à une réflexion sur l'évolution des paus de l'Est, que vous appelez pays du a socialisme réel ». Car la situation a changé demuis le 10 mai. Etant desormais au poupoir ensemble et avant pour objectif — même si nos pisions sont différentes - d'aller par élapes vers une société aut soit socialiste, c'est-à-dire tibre démocratique, la question du fugement qu'il faut porter sur ces

Les de mobiliser l'opinion M. Marchais: nous mobilisons sans réserve toutes les forces de notre parti

Dans sa réponse, M. Georges des problèmes » aux communistes Marchais a d'abord confirmé et leur « demande beaucoup d'ejl'appréciation positive des communistes sur les mesures mises en œuvre par le gouvernement et sur les perspectives qui s'ou-vrent. Il a souligné a la nécessité d'une relance durable de la consommation populaire et d'une action vigoureuse contre l'inflation ». Il s'est prononcé pour l'intervention des comités d'ennotre parti. s treprise afin d'agir à la source sur la formation des prix et pour des mesures contre la hausse des profits privés et leur dilapidation. Le secrétaire général du P.C.F. a indiqué que son parti est « engage à fond » pour l'application des contrats de solidarité-emploi. e Nous invitons nos militants, a-t-il ajouté à s'opposer aux lermetures d'entreprises et aux licenciements infustifiés. Nous les incitons à approuver l'aide financière aux entreprises à la condition expresse qu'il y ait création d'emplois. » M. Marchais s'est félicité de l'orientation choisle

par le gouvernement en faveur de la reconquête du marché M. Marchais a insisté sur la volonté des communistes de contribuer à toutes les réformes qui ont été décidées : nationalisations, décentralisation, extension des droits des travailleurs. mesures fiscales (il a cité l'impôt sur la fortune). « Même si nous ne partageons pas toutes les mesures prises, a déclaré le secrétaire général, nous constatons, dans l'ensemble, une approche nouvelle et positive des problèmes du pays. (_) Non seulement nous pariageons cette approche noupelle mais encore nous la soutenons et nous participons à l'action dont elle s'inspire ». Il a ajouté : « Il s'agtt bien, pour nous, de mobiliser tout notre parti dans cette action positive et constructive (...), d'aider autant que nous le pouvons à la mobilisation populaire indispensable. » M. Marchais a explique que le passage « d'une activité de parti d'opposition à une activité de parti de gouvernement (...) pose

LE COMMUNIQUÉ COMMUN « DIFFÉRENCES » ET « DIVERGENCES » SUR LA POLOGNE

M. Paul Laurent, membre du

secrétariat du comité central du

P.C.F., et M. Marcel Debarge membre du secrétariat national du P.S. ont présenté à la pressa, après la rencontre, le communique commun suivant : a Des délégations du parti socialiste et du parti communiste français se sont rencontrées le 8 janvier 1982 au siège du parti communiste français. Elles ont procède à un large échange de vues, comme il est normal entre deux grandes tormations politiques associées au gouvernement. » Les deux parties ont porté un tugement positif sur la politique de changement conduite en France depuis la victoire 10 mai et depuis la conclusion de leur accord du 23 nuin.

» Elles ont confirmé leur volonté de mobiliser l'opinion populaire pour soutents cette politique. » Les deux délégations ont contaté à cet égard des différences forts s. Il a ajouté : Nous combattons le patronat, la droite qui s'opposent à la mise en œuvre de la politique nouvelle voulue par les Français et nous agissons de tacon constructive en taveus de cette politique, sur tous les terrains possibles, en mobilisant sans réserve toute les forces de

. Un gouvernement d'union de la gauche

Le secrétaire général s'est expliqué, ensuite, sur la critique de la a forme d'union » du type-programme commun contenue dans e document préparatoire au vingt-quatrième congrès du P.C.F « C'est, a-t-il dit, une autocritique qui porte sur toute une période de notre histoire. Cette autocritique ne met absolument pas en cause l'union de la gauche, mais seulement des formes de cette union. Et elle ne met pas en cause non plus, fy insiste, le fait que le gouvernement actuel est un goupernement d'union de la gau-

M. Jospin, sur une cinvitation internes à ne pas voter pour M. Mitterrand le 10 mai. M. Marchais a déclaré qu'il s'agissait de a l'opinion individuelle d'un camarade » et que les résultats et les constatations des experts ne laissent aucun doute sur la mobilitsation du P.C.F. en faveur de M. Mitterrand an second tour de l'élection présidentielle et des candidats du P.S. au second tour des élections législatives. Le secrétaire général du P.C.F. a affirmé, ensuite, que la position

de son parti sur la Pologne est conforme à l'accord passé avec le a préserve et même favorise ce qui est décisif, c'est-à-dire la possibilité pour la Pologne d'aller par ses propres force- pers la solution démocratique de l'ensemble des problèmes qui lui sont posés ». Il a ajouté : « Les différences, et même les divergences que nous apons sur cette question polonais. n'ont pas mis en cause

en France l'union de la gauche et la politique nouvelle, malgré le formidable effort qu'a accompli la droite. C'est bien pour nous Pessentiel. » M. Marchais a declaré que les propositions du P.S. concernant une action syndicale sur la Pologne doivent être adressées aux syndicats et que le P.C.F., pour sa part, ne s'y associera pas. Après un échange de vues avec

M. Jospin, le secrétaire général du P.C.F. a déclaré : « La jaçon dont tu interprètes mon intervention m'étonne. Mais elle me jatt mieux comprendre la campagne faite ces derniers jours pour accrediter l'idée que notre réunion serait dure et marquerait notre division. Nous ne tomberons pas dans ce piège. Nous jatsons nôtre le mot d'ordre du président de la République, soulignant que ce qui compte, c'est l'union de la majorité. Nous ne sortirons pas de là. (_)

* Tel est noire état d'esprit. Tout le resie, ce n'est qu'élucubrations. Si j'avats un souhait à formuler, ce serait que vous ayez la même vigilance que nous face à la campagne forcenée conpays comme sur les pays du fronté leurs points de vue sur la duite par la radio et la télévision situation en Pologne et ont cons- contre la gauche et sa politique.

BUDGET POUR 1982

M. Goux (P.S.) juge « surprenante » l'< indignation > de M. Gantier (U.D.F.)

M. Christian Goux, président L'article 59 de cette loi prévoyait de la commission des finances de l'Assemblée nationale et député socialiste du Var, nous a fait parvenir le texte suivant. réponse au a point de vue » de M Gilbert Gantier, députe U.D.F. de Paris, publié par le Monde du junvier, sur la décision du Conseil constitutionnel déclarant conforme à la Constitution le budget pour 1982 :

« Commentant dens ces mêmes colonnes la décision récemment rendue par le Conseil constitutionnel sur la loi de finances pour 1982, un député de l'opposition. M Gantier, se livre à d'amères réflexions sur la jurisprudence de la haute instance, coupable à ses yeux d'avoir accepté la profanation de nos traditions financières et suspecte d'étranges sympathies pour le gouvernement socialiste. A y regarder de plus près, ette indignation a

prendre. Quel en est le motif ? Le Parlement a décidé que désormais, le tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétrollers serait indexé sur l'évo-lution de la septième tranche du barème de l'impôt sur le revenu. Ce que M. Gantier défend serait alors la rigueur furidique, les droits du Parlement et le principe sacro-saint de l'annualité budgétaire, autant d'éléments que le Conseil constitutionnel aurait foulés d'un pied auguste et sacri-

> Cette vertueuse critique n'oublie qu'un détail, mais il est d'importance. Le Consei, constitutionnel n'a fait qu'appliquer la jurisprudence dont il avait jete les bases dans sa décision rendue le 30 décembre 1980 à propos de la loi de finances pour 1981.

en effet que le montant maximal des ressources fiscales des regions évoluerait chaque année, comme l'indice de la formation brute de capital fixe des administrations publiques, et le Conseil constitutionnel n'y avait rien trouvé à redire. Or, l'article 59 de la loi 25-III de la loi de finances pour 1981 ont en commun le principe, violemment contesté par M Gantier, de l'indexation de certaines ressources fiscales. Jugé conforme à la Constitution l'an dernier, on voit mai comment il aurait pu ne pas l'être cette année. Dans ces

» 1) Si je Conseil constitutionnel avait changé de jurisprudence entre ces deux dates, il faudrait parler, comme l'a fait M. Gantier, de « deux poids, deux mesures » : >2) M. Gantier a l'indignation singulièrement sélective car l'Assemblée, sur une disposition identique, n'a pas, en 1980, retenti ce ses protestations:

>3) N'osant croire que son ... amertume résulte de l'application de la mesure en cause aux compagnies pétrolières, on doit en déduire que certains élus de l'ancienne majorité gagneraient à mediter sur un ouvrage parfois discutable mais toniours intéressant qui a nom Reruell des décisions du Conseil constitutionnel .

>4) Enfin, il est prouvé une nouvelle fois que le souci du droit n'est pas, il s'en faut de beaucoup. l'apanage de l'opposition actuelle. ni même, contrairement à ce qu'elle dit, 62 véritable préoccu-

UNE DÉCISION AVANT TOUT JURIDIQUE

M. Loic Philip, professeur de posés dans le préambule de 1946 finances publiques à l'université et dans la déclaration de 1979 d'Aix-Marseille III. nous écrit n'ont pas nécessairement valeur pour sa part : Le point de vue de M. Gilbert

Gantier, publié dans le Monde du 5 janvier dernier, montre à quel point il est difficile, pour le Conseil constitutionnel d'échapper à l'accusation de rendre des décisions « politiques ». En 1978, c'était M. Mitterrand

qui qualiflatt cette institution « d'institution politique... d'instrument politique du pouvoir exécutif > (1). Autourd'hul c'est un membre de l'ancienne majorité qui l'ac-

cuse d'avoir jugé de la constitu-tionnalité de la loi de finances pour 1982 cen politique plus qu'en juriste ».... Si M. Gantier s'étatt donné la peine d'examiner avec plus d'attention la jurisprudence du Conseil constitutionnel il se serait aperçu que la décision du 30 decembre 1981, relative à la loi de finances pour 1982, est une décision « juridique » tout à fait dans la ligne de la jurisprudence budgétaire et financière élaborée

Il saurait que tous les principes

depuis plusieurs années.

constitutionnelle (décision 15 janvier 1975). Il saurait que la disposition de l'article 34 de la Constitution. relative à l'asslette, aux taux et aux modalités de recouvrement

des impôts, a fait l'objet, depuis plusieurs années, et notamment 🙃 à propos de la loi de finances pour 1981, de la même interprétation que celle qu'il dénonce . anjourd'hui (décision du 30 décembre 1980). Bref, il saurait que la plupart des motifs qu'il critique ne font ... que confirmer la jurisprudence

classique du Conseil en matière financière. S'il s'était donné la peine de consulter les travaux preparatoires de la Constitution de 1958. il n'aurait jamais écrit que les textes de 1789 et de 1946 ont été s expressément reconnus par la Constitution de 1958 comme une

partie de notre droit positif » et

que le Conseil s'arroge le droit

de modifier la Constitution. C'est, en réalité tout le contraire (1) Le Monde, 25-26 juin 1978.

La situation en Nouvelle-Calédonie

UN SÉNATEUR S'INQUIÈTE DU REMPLACEMENT DU COMMANDANT SUPÉRIEUR DES FORCES ARMÉES

(union centriste) du Val-d'Oise, a rieur des forces armées de la demandé dans une question écrite à M. Charles Hernu, ministre de la défense, que lui solent expliquées les raisons du départ. de la Nouvelle-Calédonie, du général de brigade Michel Lartigue, commandant supérieur des forces armées de ce territoire d'outremer. M. Salvi se demande, en P.F le 23 juin dernier, et qu'elle particulier, si cette décision n'est pas motivée par le fait que l'épouse de cet officier général ait pu participer « à une manifestation politique d'attachement à la France en brandissant un dra-

> peau tricolore = (1). C'est au conseil des ministres du mercredi 6 tanvier (le Monde du 8 janvier) que le général Lartigue a été nommé chargé de

mission auprès du chef d'état major de l'armée de terre. Le général Lartigue quitte, donc, ses (1) Il s'agit de la manifestation anti-indépendantiste du 11 novembre i Nouméa qui avait réuni vingt mille

M. Pierre Salvi, sénateur fonctions de commandant supé-Nouvelle-Calédonie avec quatre mois d'evance sur le terme normai de sa mission. Il sera remplacé par le général Robert Gas-

> Au ministère de la défense, on indique que le général Lartigue n'a pas démérité et qu'il ne s'agit, d'aucune manière, d'une sanction comme, ajoute-t-on, on pourra le constater lors de sa prochaine affectation. En effet, le poste de chargé de mission, bien qu'étant une position officielle, est un poste d'attente. On fait observer que le nouveau haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie M. Christian Nucci. nommé il y a un mois par le secrétaire d'Etat chargé des DOM-TOM, a exprimé le souhait d'ètre assisté par une nouvelle équipe. C'est ainsi que le secrétaire général du territoire et le directeur de la police ont été changés, comme devait l'être le général responsable du maintien de l'ordre.

A l'Assemblée européenne

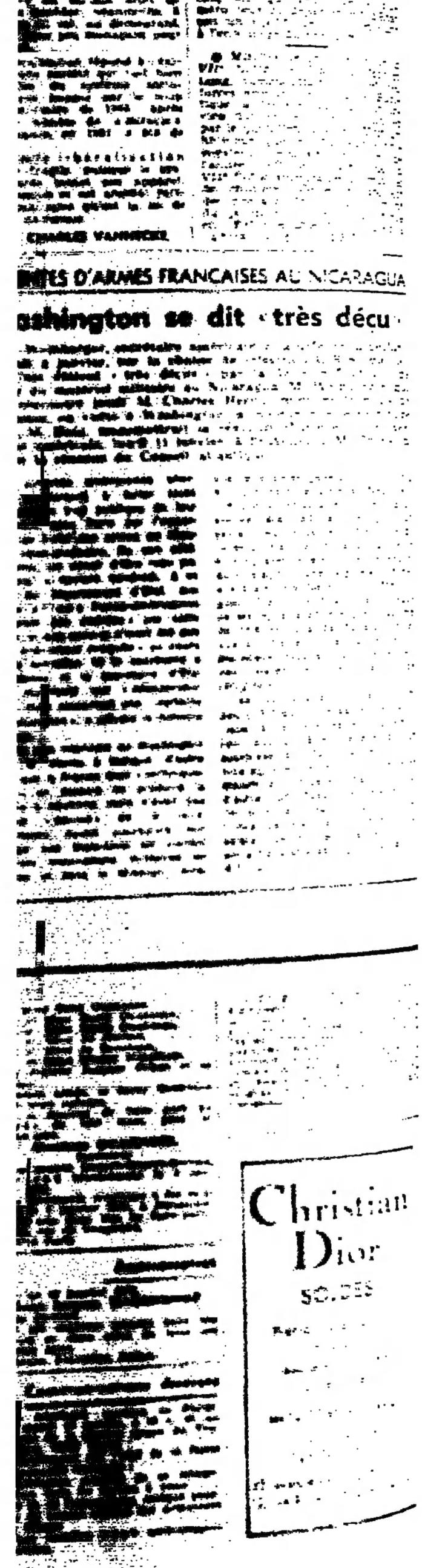
MM. ANSQUER ET COUSTÉ (R.P.R.) CONFIRMENT LEUR REFUS DU « TOURNIQUET »

M. Bernard Pons, secrétaire général d R.P.R. affirmant que deux quet » d' « imbécilité ». Il a des représentants du mouvement gaulliste à l'Assemblée des Communautés européennes s'étaient « mis eux-mêmes hors du parti » en ne respectant pas le système du « tourniquet », — à savoir céder leur place à Strasbourg au bout d'un an de mandat (le Monde daté 8 janvier). — M. Vincent Ansquer, député de la Vendée l'un des interceses, a mis en çaus mercredi 8 janvier, la légalité d'un « mandat impératif » obligeant un parlementaire à par M. Pons, a qualifié de « na-

Après les déclarations de M. Pierre-Bernard Cousté, député du Rhône, a qualifié le « tourniajouté « Je dois voir M. Chirac. la semaine prochaine, et je ne suis pas inquiet le moins du monde v Le bureau du groupe R.P.R. de

l'Assemblée nationale doit décider, mardi 12 janvier, st MM. Ansquet et Cousté peuvent continuer appartenir au R.P.R.

M. Gérard Israel, l'un des six autres élus de la liste européenne du R.P.R. qui ont été sanctionnés



a series assessment to P.C. : Billians to an are

THE REST WATER STORY OF LAND MANY AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE PART

MARINE WARRING THE B. MARINE

APRÈS LA MORT D'UN NORD-AFRICAIN A L'HOPITAL DE CRÉTEIL

Deux « Dupont-Lajoie » en blouse blanche devant le tribunal de Senlis

Senlis, — Des «Dupont-Lajoie» qui ont déshonoré la médecine, selon la formule du substitut, M. Emmanuel Gérard? Deux hommes seulement victimes à la fois de leur inexpérience et d'une organisation défectueuse des services d'urgence d'un hôpital, selon leurs défenseurs. Mer Georges Flecheux et Jacques Chanson? Il faudra bien choisir au iour du jugement. le 5 février prochain, choisir à partir de tout un a dossier longuement, minutieusement, examiné · '- durant plus de huit heures, vendredi 8 janvier, devant la chambre correctionnelle du tribunal

de grande instance de Senlis, présidée par M. Henri Libertalia

Sans doute, MM Henri Vallez et Philippe Rogé sont inculpés uniquement de non-assisdu 4 août 1981 ayant effacé la contravention de voies de fait et violences légères, et l'information n'avant pas permis de retenir l'homicide par imprudence. Il n'empêche que ce se passa le 20 décembre 1977 à la salle des urgences de l'hôpital de Creil reste un tout, et qu'il est impossible de ne pas parler de ce tout.

DE CHOC TRAITEMENT

21 h. 30 lorsqu'à l'usine Chausson de Creil Mohamed Boubaaya, ouvrier âgé de vingt-quatre ans. employé à l'atelier de peinture, est trouvé en proje à un malaise qui tout de suite paraîtra sérieux et grave. L'inflomler de l'établissement. M. Decitre. demande de conduire immédiatement le patient à l'hôpital de la ville. Un ambulancier, M. Provins. I'y conduit aussitot. L'interne de garde, c'est M. Hervé Vallez, mais M. Rogé, autre Interne qui n'est pas de service, est là aussi. Après un premier examen succinct de M. Boubaaya qui ne lui a pas permis de « déceler quol que ce soit -. M. Roge, d'emblée, décrète : « C'est un simulateur. » Dès lors se produit le dérapage. Tout ce que va subir M. Boubeava

paraît conduit par cette seule idée démontrer la simulation, confondre le tireur au flanc. M. Rogé dira bien : - Ce n'était pas un diagnostic en soi. » Il n'empèche. Car. selon lui, tout portait à croire à une simulation : « Il était inerte, trop înerte. Cela falsalt même

théâtral. C'était bizarre. Quand on le questionnait il tournait la tête et la ramenair ensuite. -Alors on le pinca, on le giffa, on lui toucha l'œll du doigt, on lui versa de l'éther dans les oreilles, aur l'abdomen, histoire de déceler des réactions. Et délà l'infirmière avait Inscrit sur le registre des

entrées, comme pour lustifier par

avance le refus d'admission qui allait

suivre : • flemmingite aigué .•. Un témoin, M. Gaby Geagea, Infirmier qui, pour sa part rasa la moustache de M. Boubasya, histoire encore d'éprouver ses réflexes. aioute l'avoir fait sur l'ordre ambiance. M. Boubaava de la table Poussé par M. Rogé, qui, en effectuant des tractions de la tête, admet seulement avoir été - un peu fort -Pendant qu'on y était, M. Geagea aurait même volontiers rasé les poils du pubis du patient. M Vallez, mal-

Boubaaya simulalt, voulant obtenir un arrêt de travail. Alors, bien sûr, pas question de l'admettre à l'hôpital.

gré tout, l'en empêchs.

Ou'en faire ? ils appelèrent la police. Elie vint. On lui remit ce supposé simulateur : qu'elle s'en charge l'Et voilà M. Boubaaya embarqué à la cellule de sûreté du commissariat. « Il se tenalt debout à ce moment ». affirme M. Rogé. - Non, il a fallu

porter -, disent les agents.

Moins d'une demi-heure plus tard. mēmes agents ramenérent Boubaaya à l'hôpitel, car, eux, ont bien vu que ce n'était pas si simple. Du coup, le substitut pourre dire : - Voilà donc une affaire dans laquelle les gardiens de la paix se sont comportés en médecins, alors que les médecins se sont montrés

Adjectif trap fort ? Que dit M. Provins, l'ambulancier qui avait amené le malade et assista à son accuell? Il dit : < C'était comme une danse du scalp. Cela m'a quand même surpris, mais quand l'ai dit qu'il taudrait tout de même lui prendre la température, M. Rogé m'a répondu : « Le médecin, c'est moi Pas toi. » Quand Il lui a tiré sur la tête, l'ai entendu un crequement. Une personne consciente n'eurait pas résisté à cela. Ou elle se serait sauvée, ou elle aurait hurié. »

Hémorragie cérébrale

Alors, bien sûr, lorsque les cardiens de la paix ramèneront M. Boubagya, MM. Vallez et Rogé changeront d'attitude. Cette fois, ils pratiqueront une ponction lombaire, un examen sérieux et enverront finaement le malade à l'hôpital Lariboisière à Paria. Il y mourra le 24 décembre après trois jours de coma dépassé, victime d'une hémorragie cérébrale, ce dont il souffrait dès le 20 décembre, dès son malaise

l'hémorragie cérébrale n'est pas facile à diagnostiquer. En outre, ils n'auraient pas pu empêcher l'évolution. M. Boubaaya était déjà au-dessus de toute possibilité théraceutique. Les experts l'ont dit. Mais ils ont dit aussi, et c'est le fond l'affaire : « Il n'est pas possible moral de simulation La simulation. Mais tous ne démordalent pas : cels n'existe pas - et cette notion

Aussi bien ont-lis condamné for-

tance à personne en danger, la loi d'amnistie

mellement ces aspersions d'éther. ca rasage de moustache (tout à fait

contraires à la déontologie médicale).

Pour les avocats de la partie civile. Mes Hubert Tétard et Roland Weil. voilà la délit : ce n'est pas l'erreur de diagnostic, c'est une non-assistance fondée sur la présomption de simulation. Me Weil no pouvait pas no pas poser cette question grave, et peut-être essentielle : « M'est-ce pas parce que c'était un quyrier, et de surcroft eigé.ien, qu'ils ont eqi comme ils l'ont fait ? Se seralent-ils comportér de la même facon avec un patient lils de tamille? »

Cependant, la détense, après que le représentant du ministère public eut requis 20 000 francs d'amende contre M. Vallez, dix-huit mola à leux ans de prison avec eursis contre M. Rogé, n'en a pas moins visidé la relaxe, fondée à son avis sur la méconnaissance qu'avaient lours clients du péril dans lequel se rouvait le malade, avec toute une urisprudence à l'appul. Mº Chanson a même eu dans see

explications les accents de l'indignation pour parier de « démesure ». d'« amargame », pulaque l'on voulait. en dépit de l'amplistie, condamner en réalité les violences. Il a stigmatisé aussi la presse, coupable à ses yeux d'avoir fait état de l'affaire alors que celle-ci avait pour origine une plainte avec constitution de partie civile, à laquelle la loi du 29 juil-1981 interdit de faire allusion avant le débat en audience publique.

Juridiquement, il n'avait pas tort. Mais le pauvre Boubaaya, merte et sens voix, essayant de montrer sa tête à laquelle II avait si mai à des toublbs - e · qui il espérait mais qui ne voulaient voir en lui qu'un

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

■ A la commission nationale de l'informatique et des libertés, Mme Noëlle Lenoir est nommée directeur de la réglementation. Elle était administrateur principai à la commission des lois du Sénat. Le poste de directeur de la réglementation était vacant depuis un an. Il avait été occupé par M. Louis Joinet, aujourd'hu: conseiller technique du premier

SCIENCES

POINT DE VUE

Pour une recherche scientifique qui n'en serait pas moins humaine

N ouvrant, mercredi 13 janvier 1982, le Colloque national sur la science el la technologie France sera, plus qu'elle ne l'est eujourd'hui, le pays du renouvellement et des chances. » Encore a-t-li été plus fortement éclairant d'entendre la président de la République s'engager lui-même, se risquer à lier par deux fols « recherche » et culture =. enfin sesocier d'un même mouvement le « champ esthétique ». le « champ de l'éthique » et a-t-il ajouté, - tout simplement le champ de la connaissance ». Quitte à être reprise à l'envers, cette sorte de

Tout d'abord il n'est pas certain qu'ait été communément saisle la subtilité, pour ne pas dire la malice, de ce « tout simplement » qui introduisait le troisième terme de l'énumération. Pendant des années. l'esprit des Français a subl la matraquage. aussi publicitaire qu'étatique, de priorités - dont la prétendu réalismo n'a pourtant nullement enrayé la crise al empêché le chômage, mais a révasi, à coup sûr, à incuiquer aux zélateure du défunt régime le mépris de ce que M. François Mitterrand - qui ne donne pas dans le verbalisme, mais n'ignore pas pour autant l'épistémologie - appelle « tout sim-

trinité culturelle vaut ou on s'y arrête

Ce qui signifia que, à ses yeux, il vaut en soi de conneître pour conneitre, et non pas de connaître avant tout pour être puissant, opératoire. pragmatique, technocrate, que eais-le encore ? D'où le plaidover du président pour l'accès des leunes aux - merveilles de la recherche -. plus propres à susciter leur « ambition ». leur - énergie - et leur goût des - responsabilités » que la reproduction copie conforme des modèles incomés par les « généraux » de querres faujours pardues.

plement le chema de la conneis-

sance » ?

Mais, de grêce, que cet appel à la santé et à l'invention ne soit pas étourdiment interprété en fonction de la démagogle d'un ci-devant ministère des universités qui en voulait paradoxalement à l'existence de l'Université elle-même, accusée au premier chef de se refuser à n'être qu'une sorte de grande surface d'écoles professionnelles à la solde du capital et des multinationales I Le soin même qu'a mis M. François Mitterrand è justifier, non sans humour, d'avoir oris auprès de lui au même que, loin de vouloir détruire l'Université et ses satellites, il n'aura

par ANDRÉ MANDOUZE

princes gui nous gouvernaient, - est, sans aucum doute, une des composantes essentielles de ce - chemp de l'éthique » que M. François Mitterrand a tenu en second lieu à nommer comme contribuant à assurer - la maîtrise des éléments bruts dont l'homme dispose ».

La barbarie robotisée

Priorité donc assentielle reconnue à l'histoire de l'esprit et à l'histoire tout court, dans la mesure où sor objet est l'humasité même dans son devenir et où son travail propre de recherche vise notamment à décrypter. à travers la vie passée des hommes, les difficiles chemins de la berté à venir. Aussi bien n'est-il pas étonnant que les perspectives de la - philosophie humaniste - (1) coînciden, exactement avec la fulgurante formule du ministre de racharche et da la technologie La liberté et la science aont

Mais, là non plus, qu'on ne se croie pas autorisé pour autant confondre science et scientisme. à tamener (en dépit des directives de M. Chavenementi toute la recharche à la technologie, à ne considérer comme fondamentales que les sciences exactes ou la biologie et à ne faire (à la rigueur) une place aux sciences humaines que dans la mesure où elles sont dites « sociales » Sur ce demier point — et même si on peut regretter la monstruosité du terms créé pour les désigner. — la dénonciation faife récemment des Intellocrates = vient à son heure pour rappéler que la circulation des idées suppose leur création et ne la

Bref. pulsque - sans crainte de faire sourire ou de déchaîner la dérision - le chef de l'Etst ne s'est pas contenté de remettre en honrieur le champ de l'éthique », mais. même tout bonnement confessé qu'il tait - de ceux qui ont constamment le pratique de ce qu'on appelle l'exane serait pas non plus mauvais que ce fréquent et tonique retour sur soi soit pratiqué avec riqueur par les potentats et mandarins de la recherthe scientiflaue.

Ce qui, en tout cas, est sûr, c'est que, dès le moment où la morale -et particulièrement la morale poliplace, le prestige extérieur de certaines techniques se présentant « avancées » n'est plus assurée de garantir, à des ennemis de l'humanisme qui prétendraient les pratiquer.

laquelle l'ex-majorité a pitoyablement de jouer du sophisme selo laquel une « forme - de discours aussi britiante n'aurait pas été nécessalte si le « fond » avait été mailleur, on pourrait penser, en l'occurrence, à quelque malicieuse provocation de l'orateur si on ne savait pas depuis longtemps, que, pour lui, la beauté est une valeur essentielle sans laquelle, précisément, l'homme ne peut être pleinement homme.

Vollè blen qui rejoint l'exaltation non seulement de l'humanisme, mais plus précisément des « humanités ». par un éminent professeur de physique théorique qui. lors d'une amicale soirée avec des hellénistes, latinistes, et plus généraiement de ceux qu'on appeiait naguère des « littéraires », ne pui s'empécher d'éclater :- Permettezmoi, s'écria-t-il, de vous dire, chers collègues, qu'il est pitovable de vous voir vous excuser en queique sorte de votre identité culturelle. les una en croyant valoriser la critique textuelle par l'insistance sur votre appei éventuel aux ordinateurs et à la statistique philologique informatisée, d'autres en lustifiant la pratique de l'archéologie par ses incidences sur le tourisme, la plupart en parlant de vos bibliothèques comme de vos « laboratoires » ayeo ingénieurs » bibliographes, tous en ayant sans cesse dans la bouche le mot « scientifique... »

En tout cas, nous — qui préférons pour notre part le mot « recherche =. — ce que nous avons besoin de trouver en yous autres c'est tout ce qui faisait iadis que les « lettres » étaient les « balleslettres ». Quels que soient les moyens, plus ou moins sophistiqués auxqueia elles font appel aulourd'hui c'est bien ce qu'elles doivent de facon urgente, redevenir. »

Et l'on n'a pas oubilé non plus diverses interventions de l'Académie des sciences visant, au cours de ces demières années, .. à s'opposer la dictature de la section C. encouragée par l'administration cenfavoriser une classe privilégiée mais de rendre tous les hommes plus hommes : Humaniores Litteree.

Ce qui nous ramène à l'esprit de la formule, citée plus haut. du premier responsable gouvernemental de la recherche et nous emêne pour finir à formuler un vosu concernant le grand colloque sur la recherche, qui aura lleu du 13 au 16 janvier.

Ce seralt en effet une catastrophe, pour le coup nationale, si cet effort venent, par la base, de toutes les cellules de la recherche francalse n'aboutissait qu'à confirmer et: ultériourement. à planifier « les missiona prioritaires délà mises en piace . auxquelles le président a tait ailusion sitôt après ses vastes prémisses concernant la primauté absolue du « champ tout aimplement de la connaissance ».

li n'est que de voir les misérables protestations d'une centrale corporatiste, au sulet de la proposition de rendre tout le Louvre à sa vocation, pour imaginer le courage qu'il faudra, dans le domaine culturel comme dans tous les autres, à l'équipe de M. Pierre Mauroy : car ll ne s'agit rien de moins que de tenir, là aussi, les promesses en prouvent à la face du monde que si elle ne saurait être bourgeoise, la culture voulue et défendue par un gouvernement de gauche ne saurait non plus être ni technocratique ni « énarchique » (3).

Notre chance, ici comme allleurs. c'est pour la France d'être revenue en démocratie. En terminant sa première conférence de presse par ce qui est sans doute de la plus haute importance, le président de la République a voulu, sur ce darnier point, conclure là aussi avec seront logés à l'hôtel restaurant ses concitoyens un « contrat de avons tous oris date.

> (1) Le Monde du 26 septembre. (2) Le Monde du 8 septembre. (2) Au cours d'un récent entretien cet ancien élève de l'ENA qu'est M. Chavenament a fortement réaffirmé les thèses qu'il a soutenues il y a quelques années dans son pamphlet contre l'e énarchie ».

FAITS ET JUGEMENTS

Huile frelatée : le parquet de Paris ouvre une information contre X... après un décès.

Le parquet du tribunal de Paris a ouvert, jeudi ? janvier, une information contre X.. pour homicide involontaire et fraude ou falsification en matière de produits alimentaires, après décès survenu le 16 novembre à l'hôpital Claude - Bernard, de M. Augelo Mora-Cribeiro. soixante et un ans, employé aux ASSEDIC. Français d'origine espagnole. M. Alain Vernier, premier juge d'instruction, a été charge du dossier.

Avant meme que le fils et la fille du défunt aient porté plainte. le docteur Marche, chef du service de l'hôpital où M. Mora-Cribeiro venalt de mourir, avait pratiqué une autopsie pour rechercher comment cet homme atteint lors d'un voyage à Madrid d'un mal semblable apparemment celui des personnes avant absorbé de l'huile impropre à la consommation, avait, après des soins prodieués dans un hôpital provoqua une paralysie et il succomba finalement à une asphyxie.

Juliette Garat, experts toxicologues, ont été chargés d'analyser les viscères qui avalent été prélevés. D'autres experts seront , peut-être désignés par le magistrat instructeur.

L'enquête sur le voi d'armes de Foix : le commande

n'aurait été composé que de quatre hommes

Sept semaines après leur dis-

parition du camp militaire Clauzel, cent treize pistolets-mitrailleurs et quatre mitrailleuses de calibre 12,7, ainsi que six canons de rechange, c'est-à-dire la quasitotalité des armes volées, sont de armurerie d'origine. Les complices de Francis Emourgeon, vingthuit ans. et Vincent Coronna. vingt-quatre ans, eux, courent toujours. Selon les deux inculpés, ces complices ne seraient qu'au nombre de deux. Si cela est vrai. le fameux commando « compétent » et a techniquement partait s présenté par les militaires semble de plus en plus fantasmatique. L'un des deux auteurs présumés a déclaré aux policiers que le commando s'étalt efforcé de faire croire qu'il était formé de nombreux membres pour mieux

Au moment de leur irruption dans la caserne - le centre mobilisateur 83. — la sentinelle dormait et la résistance des soldats n'aurait pas été très vive. Il reste que les déclarations de Francis Emourgeon dolvent être appré-Les docteurs Roger Lebreton et clées avec prudence. Se refusant à indiquer les noms de ses complices, il a en effet tout intérêt à

en minimiser le nombre. Francis Emourgeon, s'il fut a compétent » dans la manière d'organiser le voi d'armes de Foix conditions légales de leur tému- jeunes gens, « casqués et mas-

a cependant fait preuve de beaucoup de naiveté. Ainsi espéralt-il écouler les armes dérobées au Polisario, mouvement de libération du Sahara occidental par l'intermédiaire d'un ami qu'il avait au Maroc... Inutile de préciser que le Polisario ne lui avait passé aucune commande.

L'enquête de la police s'emploie à présent à déterminer quels sont es amis et relations des deux eunes gens écrones.

Le président du tribunal de commerce de Paris, M. Jacques Carcassonne,

craint un « concours Lépine de la réforme judiciaire »

Le nouveau président du tribunal de commerce de Paris. M. Jacques Carcassonne, a pris ses fonctions, vendredi 8 janvier, remplace M. Jacques Piot qui devient président de la conférence générale des tribunaux de commerce. La rentrée solennelle de la turidiction parisienne a eu lieu le même jour en présence notamment de MM. Robert Badinter, ministre de la justice. Alain Michel Rocard, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire. M. Carcassonne a annoncé une série de mesures destinées à accélérer le cours des procédures devant le tribimal de commerce. Il a pris la défense des syndics, victimes, selon lui, d'un « *ritue*i d'exorcisme » mais a reconnu qu'il était nécessaire « de modifier les

nération ain de les inciter bien davantage à poursuivre les exploitations qu'à en liquider les ac-M. Carcassonne s'est enfin

inquiété de la prochaine réforme des tribunaux de commerce dont il craint qu'elle ne soit l'occasion d' « une sorte de concours Lépine de la réforme judiciaire ». Une commission a été chargée de préparer cette réforme. Elle est presidée par M. Badinter. L'intention du gouvernement est de revoir l'implantation des tribunaux de commerce et de confier la présidence de ces tribunaux non plus à des juges consulaires élus mais à des magistrats de

[No le 28 Juin 1929 à Maraeille. Carcassonne est diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris ginei que de l'Institut des hautes études internationales et licancle en lettres. Il est P.-D.G de Jacques Carcassonne S.A., une société de négoce de pierres précluses, administrateur de Publicis et d'une charge d'agents de change statt deputs once and juge an tribural de commerce de Paris et en a été président de chambre.

 A la commission de révision du code pénal, M. Georges Levasseur, professeur honoraire à l'université Paris-II, est nomme l'université Nancy-IL M. Vitu avait démissionné de cette commission lorsque sa composition a été modifiée et que M. Badinter en a pris la prési-

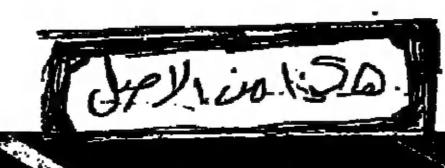
● Incidents au centre universitaire parisien Assas. — Un groupe d'une soirantaine de 6 janvier (le Monde du 8 jan-

ques s. selon l'administration ont investi, peu avant 8 heures. samed! 9 janvier, les locaux du centre universitaire Assas (Université Paris-II). Après avoir M. Philippe Fouchard. selon directeur du centre, a neutralisé les vigiles sans violence », ils ont mis à sec. au quatrième étage du centre, les locaux de trois organisations de droite et d'extrême droite: l'Union nationale interuniversitaire (UNI), le Groupe union et défense (GUD) et le Front des étudiants nationalistes (FEN). Aucun blessé n'a été gignalé. Cette action n'était toujours pas revendiquée samedi en matinée. M. Jacques Robert, président de l'université Paris-II, envisage de porter plainte pour effraction et dégra-

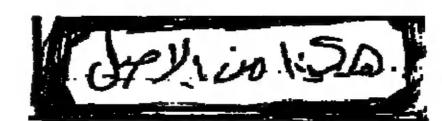
dation de matériel.

en Dordogne. - Trois Basques espagnols, MM Tomas Linaza Miguel Angel Aldana et José Miguel Arrugaeta, assignés cet automne à résidence à l'île d'Yen (Vendee), devaient arriver ce samedi 9 janvier en fin 'd'aprèsnidi, accompagnés de C.R.A. Antonne-et-Trigonant, une commune située à quelques kilomètres de Périgueux (Dordogne). Ils de l'Ecluse et feront l'objet. veillance « rapprochée ». Ces trois Basques espagnols, qui avaient fait la greve de la faim, avalent été hospitalisés à la Roche-sur-You le 1er janvier. Les deux autres Basques de l'ile d'Yeu MM Francisco Xavier Arin et Angel Gurmindo, ont retrouvé leur liberté de mouvement le

Les Basques de l'île d'Yeu







en n'en servit pas moins humdine

tt 1. 4 ct 12

Uni-Inter

Paul D mannequin agence LOOKALIKES et Lyn H "Lady Di Double."

Une image du bonbeur a fait le tour du monde.

En tout homme vit un prince charmant Et en chaque femme une fée, une princesse, une bergère. Le bonheur n'existe pas seulement dans les contes. On le rencontre aussi dans la vie. Il est la vie.

Demandez la liste complète des 110 cabinets de CONSEIL MATRIMONIAL UNI-INTER (France, Belgique, Luxembourg) à



10 rue Boileau - 44000 NANTES Tél. 16 (40) 89.49.56

RÉGIONS

Le groupement Solidarité médicale a présenté sa charte de la santé

Près de deux mille personnes, médecins et professionnels de la santé (pharmaciens, infirmières libérales, chirurgiens-dentistes et kinésithérapeutes), ont assisté, vendredí 8 janvier, au Palais des congrès à Paris, à la convention nationale du groupement Solidarité médicale. Paralièlement, le même jour à Lille, deux mille personnes ont manifesté, sans incident, dans le centre ville. Dans les deux cas, les participants tenaient à exprimer leur opposition aux différentes réformes actuellement mises en œuvre par M. Jack Ralite, ministre de la santé.

Les animateurs de Solidarité médicale, qui affirment regrouper une cinquantaine de syndicats et associations forts, au total de soixante mille à quatre-vingt mille membres, ont présenté, lors de cette convention, leur charte de la santé. Ils ont aussi annoncé la création pro-

La charte de la santé de Solidarité médicale se présente comme un document de six pages dont le contenu correspond à un a engagement moral et public » des professions de santé unies afin de défendre solidairement le système de soins. Elle comporte deux parties. La première expose les a principes intangibles » qui a ne peuvent être sujets à négociations et pour la défense desquels les membres de Solidarité médicale se déclarent « prêts à se mobiliser ». Il s'agit du maintien du alibre choix permanent » du praticien quelle que soit sa discipline, par le malade, du secret médical et de la possibilité d'acceder à des soins de haute qualité quels que solent le revenu études médicales et paramédi-

ou la situation sociale du patient Dans ce but, est-il precise, le système de soins doit aussi garantir l'indépendance professionnelle et la liberté d'installation, la pour les praticiens de leur mode d'exercice, la liberté thérapeutique, notamment la liberté de prescription. la liberté de l'information scientifichaine d'une association parallèle, baptisée Solidarité santé, destinée à rassembler, avec les mêmes objectifs, les asagers du système

D'autre part, M. Ralite devrait l'aire connaitre, mercredi 13 janvier, les modalités exactes de suppression du secteur privé dans les hôpitaux publics. Le mouvement médical et hospitalier de soutien de cette dernière réforme continue, de son côté, de se développer. La pétition nationale qui traduit ce mouvement, et dont nous avons déjà fait état (« le Monde » du 9 décembre 1981), a recueilli à ce jour plus

Enfin, la charte gouvernementale de la santé sera présentée lors d'un prochain conseil des

que, le paiement direct à l'acte pour les praticiens libéraux et la possibilité de promotion.

La seconde partie comporte un ensemble de propositions communes à toutes les organisations professionnelles signataires. Elle demande successivement un a renouveau de l'exercice libéral », le amaintien à part entière » de l'hospitalisation privée dans le système de santé et de l'indépendance professionnelle, politique et syndicale des médecins salariés.

inutiles et nocifs

Le charte s'oppose notamment au développement des centres de santé et des pharmacles mutualistes e inutiles et nocifs ». Elle souligne d'autre part que « le tiers payant généralisé, facteur d'irresponsabilité, doit être écarté».

Réaffirmant leur attachement à l'exercice libérai des professions de santé a le plus économique pour la société, le plus efficace pour le progrès de la santé publique, le plus conjorme aux aspi-

PSYCHODRAME

Situation conflictuelle, miss en ecène so:gnée, atmosphère dramatique. Tout était réuni pour que la convention nationale de Solidarité médicale, annoncée de longue date par voie publicitaire, soit un psychodrame. Trois houres durant, ce fut un grand et beau psychodrame.

Le grand auditorium du Palais des congrès, treize orateure à la tribune, de beaux jeux de lumière et l'utilisation Judicieuse de l'audiovisuel : on n'avait pas sistance ne fut pas avara d'applaudissements, dépensant une énergie qui parvint à faire oubi'er un temps la relative désaffection du public : riqueur du temps - dix cars n'avaient pu attendre Paris - ou prévisions trap audacieuses, toulours est-il que plus de la moitié des tauteuils étalent restés vides.

Un orateur britannique n'avait pu se deplacer. On ne parla donc pas des vices du National Health Service. En revanche, un jeune médecin de Lille — la ville de Pierre Mauroy précisat-il - vint joyeusement à la tribune nour annoncer qu'au nême moment trois mille blouses blanches défilaient dans les

rues de sa ville. Les orateurs se succédaient. Leur visage était reproduit et déformé sur un immense écran. Tous stigmatisaient les intentions du nouveau pouvoir. Tous ne parvenaient pas, en dépit des précautions oratoire du professeur Debré, à éviter de sombrer

Par un arrêt rendu, le 8 jan-

vier 1982, sur le rapport de

Mme Marie-Françoise Bechtel et

les conclusions de M. Bruno

Genevoix, après observations de

la société civile professionnelle

d'avocats Bore, Capronet Xavier,

le Conseil d'Etat vient de se pro-

noncer sur les difficultés posées

en centre bospitalier de Château-

roux par l'application de la loi

du 17 janvier 1975 relative à

l'interruption volontaire de gros-

cette affaire sont les suivants :

M Pierre Lambert, chef du ser-

vice de gynécologie obstétrique,

avait refusé, comme le lui per-

mettait la loi du 17 janvier 1975,

d'assurer la responsabilité des

interruptions volontaires de gros-

sesse dans cet hôpital Pour que soit néanmoins appliquée la loi

qui, à l'époque, ne faisait pas

obligation aux établissements

d'hospitalisation de créer une unité

spécialisée en cas d'opposition du

chef de service de gynécologie,

le conseil d'administration de

l'hôpital décida, le 10 juillet 1975,

de créer une unité spécialement

chargée d'assurer ces interrup-

tions volontaires de grossesse.

Les faits qui cat donné lieu à

dans la politique politicienne. On entendit ainsi parler d'« idéologie communista ». On cria » tasciste = et = Hitler = lorsqu'un orateur lut quelques lignes de Jacques Attali sur l'euthenasie. Le nom de François Mitterrand engendra un murmure, celul de Karl Marx tomba dans le silence.

Comme un seul homme, la

calle se leva quelques secondes pour la Pologne et dans la chaleur de l'union retrouvée on se sépara, suffisamment forts pour du nouveau pouvoir et l'avenir. La famille de la santé était soudée N'y avait-il pas là des reeponsables ordinaux un représentant de l'industrie pharmaceutique, des infirmières, des pharmaciens, des dentistes et des grands noms de la médecine française ? Des professions qui voient chaque jour un million de citoyens n'ont-elles pas un exceptionnel pauvoir?

En coufisse, les organisateurs étaient radieux. Ils ne cachsient pas avoir recu en quelques semaines dix mille lettres de soutien contenant chacune - au minimum 100 france . Ils croyalent sentir qu'un nouveau rapport de force était en train de a'établir Délà, ils estimaient avoit presque gagné sur le sec-

Alors que tout le monde guittait le Palais des congrès. une autre foule s'approchait. En coulisse aussi, on s'activalt, A 21 houres, Gérard Lenorman entrait en scène, pour un autre psychodrame. - J.-Y. N.

AU CONSEIL D'ÉTAT

Cette unité fut constituée à

partir d'éléments détachés du

service de gynécologie obstétrique. Le directeur de l'hôpital, chargé

d'exécuter la délibération du

conseil, invita alors le docteur Lambert à libérer les locaux

affectés au centre d'interruption

volontaire de grossesse, et nomma

à la tête de ce centre un attaché

vacataire. M. Lambert attaqua

devant le tribunal administratif

d'Orléans la délibération du conseil d'administration et les

Statuant sur l'appel formé par

Consell d'Etat a, en premier lieu,

jugé que M. Lambert avait qua-

lité pour attaquer la délibération

du conseil d'administration dans

la mesure où l'unité spécialisée

avait été constituée à partir

d'éléments détachés de son ser-

vice. Mais le Consell d'Etat a

egalement jugé que la création

de cette unité n'avait pas le

caractère d'une réorganisation du service de gynécologie obstétrique,

décisions du directeur.

teur privé à l'hôpital public.

de soins.

de deux cent trente-cinq signatures.

rations profondes de la nation ». les auteurs précisent d'autre part que les honoraires doivent être négociés en fonction de critères économiques soigneusement définis. Selon eux. les professionnels de santé ne peuvent s'engager sur un contrat de remboursement a du seul ressort des caisses d'assurance-majodie et déterminé par les possibilités financières de celles-ci ».

Demandant la possibilité de créer maintenir et développer leur outi. Je travail, ainsi qu'une modération des charges excessives aui pèsent sur leur gestion, les auteurs réclament enfin la maitrise de l'évolution de la démographie professionnelle par le biels d'une sélection à l'entrée des études médicales et para-médicales et le maintien des ordres professionnels.

Le seul élément novateur de ce document concerns l'hôpital public. B'il est bien souligné que celui-ci doit demeurer « à l'abri programme qu'il a présenté le de toute pression idéologique. politique et syndicale » et que « la mission de service public ne doit pas être incompatible avec la notion d'équilibre économique », la charte reconnaît néanmoins qu'il faut « substituer progressivement] aux structures traditionnelles puramidales, fortement hiérarchisees, des structures horizontales où chaque médecin hospitalier titulaire est responsable techniquement et économiquement d'un certain nombre de lits (...) ».

Cette charte sera prochaine-

ment remise à M Ralite. Le professeur Bernard Debré (Paris). l'un des principaux responsables de Solidarité médicale, a annoncé que, dans les semaines qui viennent, une série de contacts seraient pris à travers la France pour mieux faire connaître les objectifs du groupement auquel ont (15 millions de francs par an) et adhéré une cinquantaine de syndicats, unions et associations (1). la fraude (150 millions par an. Le professeur Debré a d'autre soit 5 % des recettes payées par quatre millions de lettres afin de tout maintenir le cadre accueil créer une nouvelle association baptisée Solidarité santé qui jusqu'alors une de ses qualités, groupera les patients et les usa- C'est pourquoi aussi elle est gers du système de soins désireux de soutenir la charte de la santé de Solidarité méd cale.

JEAN-YVES NAU.

est vrai que cinquante composent Solidarité médicale, Il faut noter que ces organisations sont d'importance fort diverse. On peut citer, parmi les plus importantes, l'Union nationale pour l'avenir de la médecine, les Syndicate autonomes des enseignants de médecine et de pharmacie, les syndicates C.G.C. de médecins hospitaliers, les syndicats nationaux de chirurgleus, d'anesthésistes-résulmateurs de blod'anesthésistes-réanimateurs, de blo-logistes des hôpitaux, le Syndicat des professeurs et maîtres de confé-rences agrègés à plain temps des C.H.U., la Fédération des chirurgiens prise le dépôt de bilan de la dentistes de Prance, l'Union des syndicats dentaires indépendants l'Union nationale des urologistes français, la Confédération des syn-dicats autonomes d'infirmiers libéraux, l'Union européenne des prati-ciens en médecine dentaire. C'est par recoupements et extrapolations que les responsables de Solidarité médicale estiment représenter au total « entre 60 000 et 30 000 per-SORRES D.

Il a, en second lieu, jugé d'une

part que l'invitation falte à

M. Lambert par le directeur d'avoir à libérer les locaux affec-

tés à la nouvelle unité était in-

susceptible de recours devant le juge administratif, d'autre part

que le docteur Lambert n'avait

pas intérét, en sa seule qualité

de chei d'un service hospitalier,

à contester la nomination du mé-

decin responsable d'une unité

Par cette décision le Conseil

l'application de la loi de 1975

lorsqu'un chef de service se pré-

vaut de la clause de conscience.

Ce dernier peut alors contester

la décision de créer une unité

distincte de celle qu'il dirige. dans la mesure où cette création

se fait par amputation de son

service ; mais des lors que l'unité

distincte est créée, il ne peut

indépendante de son service.

UN MILLIER D'AGRESSIONS EN 1981

La R.A.T.P. veut «réhumaniser» le métro

« Métro-la-crainte ». « métro-la-peur », un coup de poignard et un échange de coups de jeu la semaine passée ont suffi à renouveler l'appréhension de votr les couloirs du métropolitain de la capitale ressembler à quelque foret de Bondy. Une analyse sereine des chiffres amène à plus

a caution, puisque la Régie ne

recense que les faits qui lui sont

signalés par ses agents ou les

usagers. La comparaison de ces

deux séries de chiffres ne peut

qu'indiquer une tendance, rien de

Il ne s'agit pas de nier le pro-

bleme de sécurité qui se pose dans

le métro : les clochards y sont

les groupes de jeunes désœuvrés

s'y donnent facilement rendez-

vous : les mendiants préférent

maintenant les wagons aux por-

ches des églises : non seulement

Is a correction s a depuis long-

temps disparu, mais elle a été

trop souvent remplacée par le

sans-gene et le goût de la provo-

cation : cigarette au bec dans les

voitures, pieds sur les banquettes

pour impressionner le « bour-

geois »... Les 260 policiers et les

150 gendarmes mis à la dispo-

sition du service de sécurité du

police n'en peuvent mais...

métropolitain de la préfecture de

Résultat : de nombreux voya-

geurs se sentent de plus en plus

mal à l'aise dans le mêtro. La

Régie en est parfaitement cons-

Quin, en a fait un des axes du

20 octobre dernier. « Ré-huma-

niser » le métro, c'est tenter de

porter remède à ce mal. D'où le

souci d'assurer à nouveau une

présence humaine sur les quais

des stations et de renforcer les

équipes de contrôleurs devant les

guichets pour dissuader les frau-

Dans quelques semaines, une

centaine d'agents devraient donc

« accueillir » et renseigner les

voyageurs dans une dizaine de

stations particulièrement fréquen-

tées : en aucun cas, ils ne devien-

dront des a vigiles ». Et si cette

nouvelle politique est développée

dans les années à venir, il n'est

pas pour autant question de

rouvrir toutes les cabines de

La RATP, peut espérer ainsi

réduire le coût du vandalisme

diminuer les pertes entraînées par

lant du métro parisien qui était

maintenant décidée à conserver

un bon niveau de nettoyage quel

chefs de station.

qu'en soit le prix.

ciente. Son président, Claude

plus nombreux que par le passé

lisent le métro... tenu : le métro est souterrain, « délicats » de la surface. Pas que 803 et 387 il y a dix ans, ses usagers s'y sentent un peu serait jugé bénin en surface, y prend facilement des proportions dramatiques. Or. il n'v a sucune

raison que ses couloirs soient plus surs que les rues à l'air libre. Les policiers ne peuvent que constater que les points chauds du

de raison. La R.A.T.P. a enregistré, en 1981, un millier d'agressions dans son réseau souterrain, des agressions allant du coup de poignard et du vol de sac à moin à la simple bousculade un peu brutale. Moins de trois incidents par four, alors que quotidiennement quatre millions de voyageurs uti-

métro correspondent aux secteurs plus en bas qu'en haut, la multiplication des forces de l'ordre ne peut être la seule solution. Le métro n'est que le reflet, amplifié par l'ambiance souterraine, d'un certain malaise de nos sociétés urbaines.

THIERRY BRÉHIER

Profession: pickpocket...

La scène se passe le mercredi 6 janvier, vers 22 heures, Agnès et Pierre-Marie sortent d'un cinéma et vont prendre le métro à la station Opéra. Alors que lui, galant, passe devant sa compaone pour lui ouvrir la porte au bes des escaliers, elle sent que Elle ne s'est pas trompée : elle voit une main, le temps d'un éclair, qui sort de son sac. - Je crois qu'on m'a voié mon portefeuille », dit-elle à son ami, qui l'attend au tourniquet L'homme qui la suivait les dépasse et i ..nchi' d'un bond, sans y mettre un ticket, la barrière Il faut en avoir le cœur net : ils font de même; et n'ont pas de peine à le rejoindre, car il va d'un pas

 Nous avons perdu un porteauille... Vous marchiez derrière moi, dit Agnès, l'auriez-vous vu, par hasard? - « Non », repond l'autre. C'est ut. jeune Maghrébin. - sourient, sympathique -, dira Agnès. On discute : - Aliona, dis-neus la vérité... = + Je l'assure, je n'el rien vul Tu paux me touiller ! - !! entreprend de montrer le contenu de ses poches. Trois gendames mobiles par ent. - Pas un Instant je n'ai songé à les appeler », précisera la jeune femme.

tranguille.

Passe un garçon de quatorzepect .. - Vous vous connaissez ? - demande Agnès. - Oh i comme ca. de vue, c'est tout. -« Maintenant, ça suffit, dit Plerre-Marie. On sait que c'est vous.

rendaz-nous le portefeuille un

riant le garcon leur dit : « Ailons ailleurs, c'est plein de flice en civil par ici... - Tous trois -entre-temps, le plus jeune s'est éclipsé - repassent le contrôle en sens inverse. Une discussion de plus de trente minutes s'engage. Chacun tient ferme sur ses positions, les volés et le voleur, qui avouera enfin, précisant qu'il a un - casier judiciaire ». « Régions cela entre nous », propose la jeune femme. ■ Je ne Pal plus, ce porteteuille », répond l'autre, qui explique camement sa facon de procéder . lorscu'il a repéré un eac d'accès facile. Il « colle » à sa victime tandis qu'un complice le serre lui-même de très près. Une fois subtilisé, le portefeuille passe immédiatement dans la main du deuxième larron, qui prend aussitôt le large. Alnsi, lout risque d'être confondu par une fouille éventuelle devient nul. X..., le voieur, a avoué - faire çe très souvent », et a même regrettė - que cela devienne difficile - à cause des rondes de police. On a discuté encore un bon moment. Finalement, le portefeuilie est miraculeusement revenu, rapporté par un... troisième homme. Mais les 200 F qu'il contensit ne s'y trouvaient plus. - On ne les a plus, le te le jure », a dit le voleur. Il a même alouté : « Tu sais, si on se rencontre un jour et que l'ale bourseral la moitié. - Avant de

FAITS ET PROJETS

LA SOCIÉTÉ DU RUHL DÉPOSE SON BILAN

M. François Scarbonchi, présociété gestionnaire de l'établissement, la société de créations et d'exploitations touristiques (Socret). Cette décision. ani prend effet le lundi 11 janvier. était devenue inévitable après que le ministère de l'intérieur eut refusé à la Socret de prolonger l'autorisation d'exploitation des jeux qui avait été accordée à ses dirigeants jusqu'au 4 janvier (le Monde du 6 janvier).

Le tribunal de commerce de Nice se prononcera dans les prochains jours sur le sort de la société. Celle-ci fera l'objet soit d'un règlement judicizire, soit d'une mise en liquidation des Clause de conscience et interruption volontaire de gressesse biens. Les trois cent-huit salariés du casino, dont les droits sont préservés, ont décidé de continuer la compétence du conseil d'admià occuper les locaux (Corresp.)

L'IMMOBILIER EN CRISE

Le rythme des achats par des ressortissants étrangers de terrains ou de résidences sur la Côte d'Azur semble se ralentir et donc la spéculation immobi-Dère, elle aussi, se ressentir de

la crise C'est du moins ce qui ressort de l'étude faite par l'Organisation d'Etat reconnaît aux hôpitaux régionale pour les études de déve-M. Lambert contre le jugement d'Etat reconnaît aux hôpitaux régionale pour les études de déve-du tribunal administratif, le les moyens juridiques d'assurer loppement et d'aménagement (OREAM) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, à partir de renseignements fournis par direction régionale des impôts, et relatifs aux acquisitions de terrains à bâtir, habitations, châteaux, terres cultivables, bols, forèts et étange.

976 acquisitions ont été enregistrées au premier semestre de plus faire obstacle à l'application de la loi en attaquant les mesu-1981 dans les six départements, au lieu de 1 460 au deuxième sequi relevait de la compétence du res concrètes que celle-ci sup-directeur, mais bien celui d'une pose : attribution de locaux et création de service relevant de désignation d'un chef de service. tanniques arrivent toujours en

tête, mais lorsque l'on ne considère que les transactions d'une valeur supérieure à un million de francs dans les seuls départements côtiers - 115 au lieu de 148 dans les six derniers mois de 1980. les Allemands et les ressortissants du Liechtenstein sont les plus

Enfin, 16 acquisitions superieures à 3 millions de francs ont été enregistrées au premier semestre

Notons, parmi ces « grosses af-faires » : dans les Alpes-Maritimes l'achat par un Suisse d'une propriété avec deux maisons, deux piscines et un jardin (6,5 millions de francs) ; dans les Bouches-du-Rhône l'acquisition par des Japonais d'une villa et d'un jardin (3.8 millions); dans le Var, l'achat par des Allemands de l'Ouest d'une propriété de 4 millions de

M. GASTON DEFFERRE: PAS DE DÉPARTEMENT

Six ministres sont, ce samedi 9 janvier, à Bordeaux, pour expliquer aux différents responsables économiques et sociaux et aux élus la politique gouvernementale en matière d'emploi. A cette occasion, le journal Sud-Ouest public une interview de M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, qui conduit la délégation ministérielle, et dans laquelle celui-ci déclare notamment, à propos du Pays basque : « La situation dans la Pays basque est très délicate mais la solution ne sera pas fournie par la création d'un département basque Je pense qu'il jaut avant toute chose donner aux Basques la possibilité de faire enseigner leur langue, de tentr compte de leur histoire, de leurs truditions et de leur folklore. Il n'est pas certain du tout que la création d'un département basque soit conforme à l'intérêt des Basques eux-mêmes. 🖈

A propos de la répartition des compétences entre les régions et

départements, M. Defferre indique : a Les domaines d'action de la région ne seront pas enlevés aux départements, où la région aura surtout un rôle dans le secteur économique, social et culturel, davantage d'asseurs sur le plan de l'impulsion que sur le plan de la réalisation »

de « mieux fermer son sec à

l'avenir ». De ne pas tenter le

diable, en quelque sorte...

M. Defferre et M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, devalent d'autre part signer plusieurs contrats de solidarité avec des entreprises et aussi avec plusieurs communes d'Aquitaine

LA MAIRIE DE PARIS ET LES SQUATTERS

M. Pierre Billaud, directeur du cabinet du maire de Paris, évoque l'inquiétude de la municipalité face aux a nouveaux et graves incidents » dans des immeubles a squattés » dans deux lettres qu'il vient d'adresser au préfet de police, M. Jean Périer, et à M. Georges Sarre, député et pré-sident du groupe socialiste au Conseil de Paris

Il demande à M. Jean Périer, après le meurtre commis rue Raymond-Losserand (quatorzième arrondissement) le 31 décembre que l'a expulsion des squatters soit entreprise à bret délat p. M. Chirac s'inquiète aussi aupres du préset de police des disposi-tions qu'il entend prendre « pour faire cesser les occupations illégales qui se développent dans le dir-huitième arrondissement ». A propos de la situation des

immeubles des 4 et 6 rue Losserand, où, indique le cabinet du maire, la ville a l'intention d'installer, « à la place de ces immeu-bles dégrades, un foyer pour grands handicapes » (le Monde du 6 janvier). M. Billaud écrit M. Sarre : « Je ne coche pas que le groupe socialiste au Conseil de Paris ait jamais défendu jusqu'à présent ce projet, puisqu'il s'était associé aux manœuvres visant maintenir, pour le plus grand plaistr de quelques esthètes et contre le voeu projond de la population locale, ces immeubles en

ne region sort d

mmaniser» le métro

THIERRY ERCHIER

LA MAIRIE DE PARIS ET LES SON COTTERS

France.

père de famille de trois enfants, qui est conseiller immicipal de Laon (Aisne), donne au Centre de perfectionnement des journalistes, rue du Louvre à Paris, des cours sur les finances locales, sujet dont il est spécialiste, puisqu'il l'enseigne à Reims à la faculté de droit. Jusqu'à il y a peu. M. Dosière travaillait à la chambre d'agriculture de l'Aisne, où il s'occupait des problèmes du

PAROLE FACILE COURS

D'EXPRESSION ORALE HUBERT LE FEAL

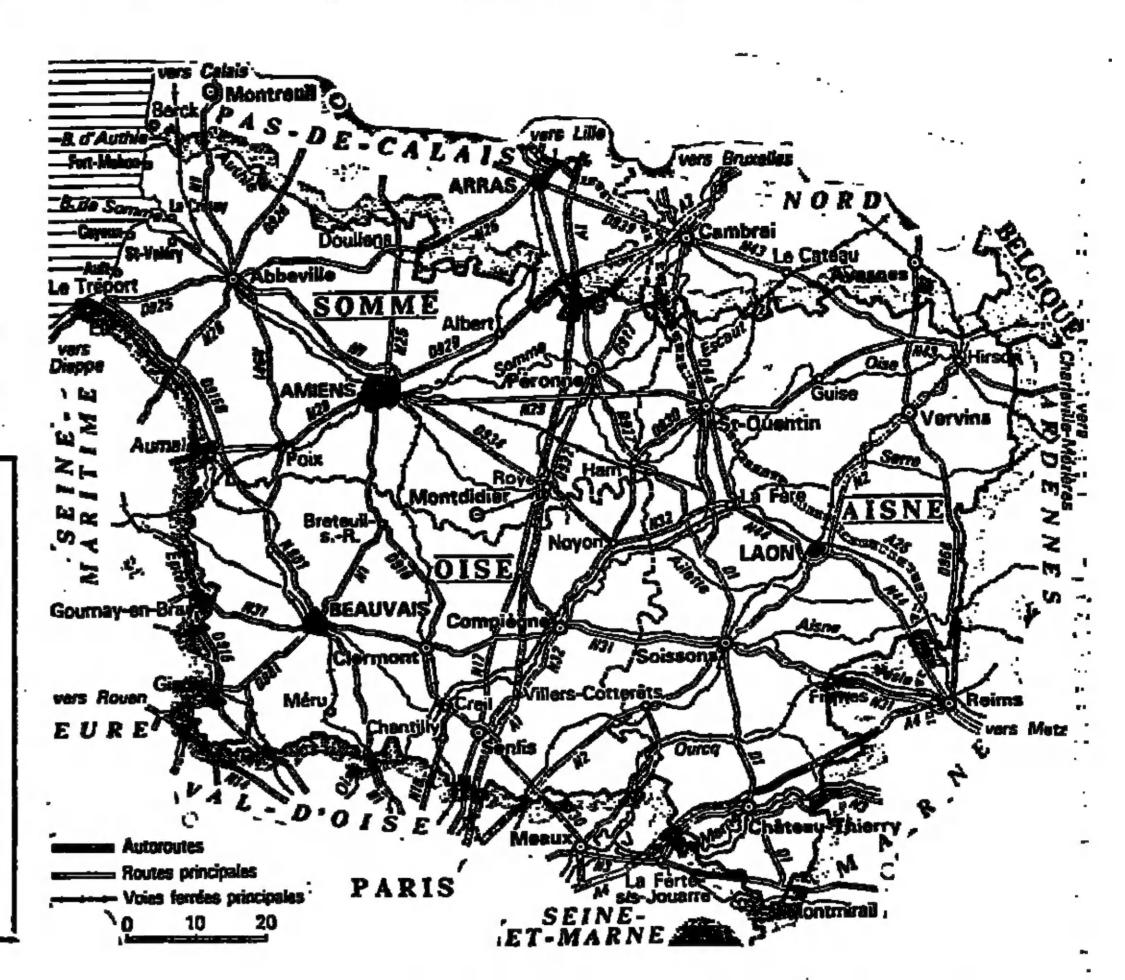
Rue des Dames Paris 17

La Picardie

DOUR le premier ministre, 1982 commence comme avait fini 1981. M. Meuroy reprend ses voyages en province pour expliquer le ferrain, au contact des « forces vives », la politique du gouvernement. Le 11 janvier, Il-visite la Picardie en se rendant successivement à Creil, dans l'Oise, et à Amiens, effectuent ainsi la huitième étape d'un tour de France commencé le 26 octobre en Braragne. Il est accompagné de Mme Edwige sports, de MM. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat au secteur public, et André Cellard, secrétaire d'Etat auprès du ministre de d'agriculture.

La Picardie ? On a coutume de dauber sur sa prétendue unité. La Picardie ne serait pas une vraie région elle-même à cause de sa deux vraies régions, le Nord-Pas-de-Calais et file-de-France. « La région reste à construire », note d'ailleurs le président du conseil régional, M. René Doslère (P.S.), qui estime légitime de poser le problème de la taille d'une région, « la Picardie manquant de

Pour ce qui est des préoccu pations concrètes, outre évidemment l'emploi, on retiendra que, si l'agriculture ne manque pes d'atouts (mais des manifestations paysannes sont prévues à Amiens), d'eutres secteurs accusent un lourd retard : santé, formetion professionnelle, transports fluviaux vers la Seine et le réseau balge par exemple, comme l'expliquent les reportages qu'on lira dans ce



Une région sort de l'ombre

ORSQUE M. René Dosière. président socialiste du conseil régional de Picardie, recoit un visiteur, son premier réflexe est de lui montrer la brèche qu'il y a dans le mur, là juste à côté de son bureau et. derrière cette brèche, dans la-

quelle il y a désormais une porte. on trouve d'autres bureaux gaenés sur l'inspection académique L'équipe de l'un des plus jeunes présidents de région (M. Dosière a quarante ans) est au travall

« Ce n'est ni plus ni moins

qu'ailleurs une région véritable ».

dit-il. Mais il note aussi « l'ab-

sence plus spécifique à la Picar-

die d'une véritable presse régio-

nale qui contribue à donner une

conscience régionale ». Il est

exact que la presse est à peu près

à l'image de la région, tiraillée

entre divers pôles d'attraction.

Le principal quotidien, le Cour-

rier picard, est édité à Amiens,

il diffuse sur la Somme où il ne

rencontre pas de concurrent, et

il a. sur l'Oise - bien qu'il ait

supprimé de son titre le mot

picard pour ne plus s'appeler que

le Courrier, édition de l'Oise. —

du mal à s'imposer face à l'Oise

Matin, édition locale du Parisien

La Picardia sa vend mai dans

l'Oise. Il est vrai que l'habitant

de Chantilly, celui de Senlis ou

encore celui de Creil, qui prend

le train chaque matin pour aller

travailler à Paris n'a pas du tout

l'impression d'être picard. Il ne

s'est sans doute d'ailleurs jamais

Il en est de même dans le sud

de l'Aisne, à Château-Thierry, et

aussi à Soissons et à Laon. A

Saint-Quentin peut-être se sent-

on un peu picard, mais on est

surtout tourné vers Lille. Il est

caractéristique de noter que trois

journaux se partagent les lecteurs

de ce département : la Voix du

Nord, édité à Lille, l'Union de

Reims et à l'autre tribebdoms-

daire, l'Aisne nouvelle. Après

avoir fegretté l'absence d'une

presse régionale, le président de

la Picardie note que, « contraire-

ment au Nord, où il y a une

volonté politique d'avancée, chez

nous, rien de tel. En Picardie.

posé la question.

Les nouveaux espaces de liberté

Ils sont quatre, c'est-à-dire deux fois plus qu'auparavant. Avant, c'était l'époque de la présidence régionale communiste, celle de M. Raymond Maillet, qui, lui, n'avait pas poussé les mus mais avait quand même eu l'andace de s'entourer d'un état-major de deux personnes, ce que lui avaient teulours repreché ses adversaires politiques et le préfet, le même qu'aujourd'hul, M. Jean Clausen.

La nouvelle loi sur les régions

n'est pas encore votée, mais déjà M. Dosière, pour améliorer le travail de celui qui sera bientôt chef de l'exécutif de Picardie. déplace une énergie de bâtisseur dans cet immeuble du mail Albert-I'm à Amiens. Il parle d'aménager le troisième étage Mais sa grande fierté, c'est la salle de presse du rez-de-chaussée, qui sera inaugurée par M. Pierre Mauroy lors de son voyage le lundi 11 janvier. Les journalistes trouveront tout ce qu'il leur faut pour travailler. M. Dosière souhaite qu'un club de la presse se crée qui permette l'utilisation quotidienne de tels locaux ou pourraient petit à petit s'établir des archives utiles aux hommes de l'information travaillent à Amiens, mais aussi à ceux en déplacement dans la capitale picarde. Mais ce qui existe est à l'heure actuelle unique en

Ce n'est pas un hasard si M. Dosière a le souci de l'information Chritism militant, ce territoire.

Cet homme qui habite l'Aisne, donne des cours à Paris et à Reims et a son siège de président à Amiens, comment la voit-il cette région picarde, composée de l'Alsne, de l'Oise et de la Somme ?

• Le Courrier picard dans les bons et mauvais jours • Le patron de la Maison de la culture d'Amiens s'explique sur la culture

SOMMAIRE -

• Les nouvelles recettes de l'ensei-13 gnement technique • Un exploitant agricole de l'Oise

endetté jusqu'en 2002 • Le grand désert des voies de com-14 munication de la Picardie

on ne trouve ni projet, ni majorité, ni, à plus forte raison, les deux ensemble. La région reste à construire ».

« En France, explique M. Dosière, la circonscription administrative finit par prendre une importance considérable. Telle qu'elle existe actuellement, la région est une coordination administrative. On veut en faire une collectivité territoriale avec élus au suifrage universel. Il n'est par évident que le cadre actuel convienne, » M. Dosière soutient que la gestion doit se faire le plus près possible des habitants. Pour cela, deux échelons lui paraissent adaptés : la commune (ou le syndicat de communes) et le département. Il est partisan de leur donner le plus de pouvoir possible pour que tout ce qui peut se gérer à ce niveau le soit. « Dans cette optique, dit-il, la région n'a pas à se superposer à ces collectivités de base. Son rôle est de décider du développement économique. social et culturel et de jaire de l'aménagement du territoire. Pour remplir ce tôle et éviter les conflits avec les départements. il faut des unités relativement vastes. Or la Picardie manque de dimensions. D'autre part, si on avait des régions de taille plus importante, les problèmes de péréquation seraient moins ardus. Et dans une perspective européenne des régions puissantes permettraient plus facilement la construction de l'Europe ».

Développant sa théorie sur la nouvelle régionalisation, M. Dosière voit trois tentations qu'il

passéisme, qui consiste à recréer les provinces royales, le féodalisme, c'est-à-dire créer des régions qui seraient autant de bastions pouvant s'opposer à l'Etat, le néocentralisme, qui consisterait à recréer dans la région le phénomène parisien. M. Doslère n'aime pas parier de capitale régionale. Pour lui, l'objectif de régionalisation est de fournir au citoyen un cadre qui ne l'étouffe pas, qui lui permette de faire entendre sa voix, de peser sur les décisions, soit directement dans les communes. soit par délégation de pouvoir dans les régions. On aboutit ainsi un plus grand respect des libertés, et c'est alors l'apparition du anouvel espace de liberté » souhaité par M. François Mitterrand, «le reste, frontière, structure, présidence, paraît secondairs ».

faut absolument repousser : le

Le président de la Picardie, qui souhaite que la région donne des pouvoirs de décision aux entreprises, permette une véritable régionalisation de la radio et de la télévision et fasse en sorte que les banques nationalisées mettent en place une structure régionale, constate que a tout cela ne neut pas toujours se faire dans le cadre administratif qui existe». C'est pourquoi il souhaite une coopération interrégionale afin de mettre en place des procédures pour que les nouvelles assemblées élues au suffrage universel en 1983 puissent se poser la question de la dimension de la région avant la fin de leur mandat.

Deux ans pour redresser la barre

Enfonçant le clou, M. Dosière prépare le terrain à une redistribution des cartes sur l'Hexagone. Quid de la Picardie en 1983 ? Il ne le dit pas. En attendant, il se penche sur le sort de la Picardie en 1982. «La région doit s'efforcer de sortir du sousdéveloppement qui la caractérise. Elle a donc effectué une démarche originale en mettant au point un programme de rééquilibrage sur deux ans (1982-1983).» On sait que la Picardie a un caractère rural très marqué mais on sait moins que c'est l'une des régions de France où l'industrie tient relativement la place la plus importante dans l'économie. L'agriculture n'occupe que 9,4 % des actifs (moyenne nationale : 8,6 %) alors que l'industrie, le bâtiment et les travaux publics emploient 41,3 % des actifs (moyenne nationale : \$5.5 %). Le secteur tertieire étant en retard par rapport à l'ensemble des régions, la population ouvrière est plus nombreuse en Picardie (45,5 % des actifs) que dans l'ensemble

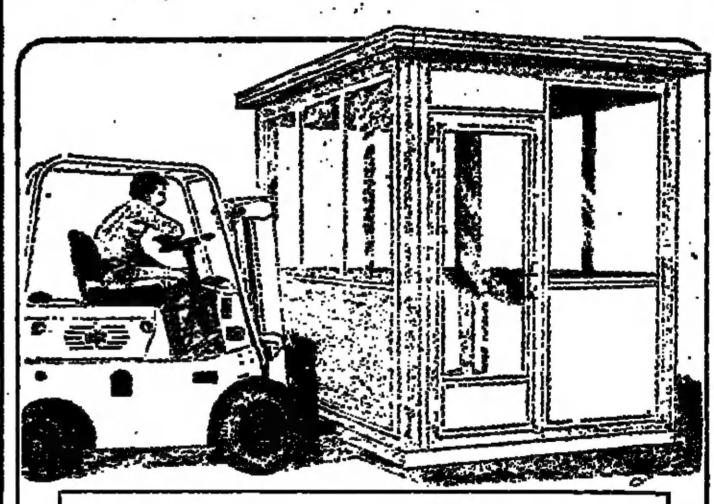
de la France (37,7 %). La Picardie a été frappée par la crise (61 000 demandeurs d'emploi fin 1981, troisième région en ce qui concerne l'augmentation du chômage entre 1977 et 1980). Cela est dû à l'insuffisance de la qualification professionnelle, à la proximité de la région parisienne (dépendance accrue en période de récession, centres de décision des entreprises à Paris) et aux dotations d'Etat insuffisantes : on croyalt la Picardie riche et sans problème. En fait, le problème numéro un de la région picarde est sa population jeune, nombreuse et peu formée professionnellement face à un marché du travali dégradé.

> MICHEL CURIE, (Lire la suite page 11.)

A Picardie, c'est trois départements : l'Aisne (chef-lieu : Laon, 27 000 habitants), l'Oise, (chef-lieu : Beauvais, 53 000 habitants), la Somme (chef-lieg : Amiens, 130 000 habitants). Au total, 1 678 000 habitants recensés en 1975, ce qui plaçait, de ce point de vue, la région au douzième rang des régions françaises. La densité est légèrement inférieure à la moyenne nationale. La préfecture régionale est établie à Amiens.

La population picarde continue de croître plus vite que l'enzemble de la France, mais avec des situations différentes suivant les départements. On note ainsi une décroissance légère dans l'Aisne, où l'émigration est très forte. Dans l'Oise, le taux de croissance est élevé du fait de l'immigration et d'un fort accroissement naturel. Dans la Somme, le taux de Pimmigration est voisin de la moyenne française. Fait assez remarquable : sept Picards sur dix sont nés en Picardie ; les autres sont venus de l'Ilede-France, du Nord, de la Champagne, de la Haute-Normandie.

En Picardie comme ailleurs, la population des communes rurales diminue au profit des communes urbaines. Mais, phénomène classique aussi, au voisinage des grandes agglomérations, Amiens, Saint-Quentin, Beauvais, Creil, Compiègne, le nombre des habitants des communes rurales augmente. C'est ce qu'on appelle la « rurbanisation ». Les spécialistes remarquent encore ceci : un tassement de l'accroissement des villes de plus de 50 600 habitants (sauf Compiègne) et une croissance plus rapide des villes de moins de 25 900 habitants dans le sud de la région, en particulier à Senlis, Chantilly, Villers-Cotterêts, par exemple.



aluble Modèle Pour Intérieur Cellules monoblocs de toutes dimensions à haute isolation, bénéficiant d'un équipement rationnel (électricité, ventilation). Une grande variété de modèles pour des applications les plus diverses : atellers, entrepôts, grandes surfaces, etc. L'esthétique très reussie d'ALUBLOC n'altère en rien sa très grande robustesse. Pour vos installations intérieures, les ATELIERS DE VIGNACOURT fabriquent également ALUNORM, une cloison industrielle amovible, isolante, standardisée en 4 modules.

aiubloc. E MODÈLE POUR EXTÉRIEUR Demière création des ATELIERS DE VIGNACOURT, ALUBLOC-E occupe une place à part sur le marché. Fabriqué entièrement en aluminium AGS anodisé, donc parfaitement incorrodable, il est conçu pour garder très longtemps son bel aspect neuf. Il est confortable grâce à une réelle isolation thermique et phonique, et à une finition impeccable.

ALUBLOC et ALUBLOC-E sont mobiles dans les dimensions : 1,5 × 1,5 ; 1,5 × 2 ; 2 × 2 ; 2 × 3 ; 3 × 3 (en m). NOTRE INFRASTRUCTURE SPECIFIQUE NOUS PERMET D'OBTENIR DES PRIX COMPETITIFS POUR UN PRODUIT BREVETE, NOBLE, SIMPLE ET FONCTIONNEL

B.P. nº 1. 80650 VIGNACOURT. Tél. (22) 94.25.52. Telex AV 150843 F

Conseils et documentation gratuits sur demande Bon à découper et à retourner aux Ateliers de Vignacourt



Lettre mensuelle de la Région - N° 1

LE DEVOIR D'INFORMER

La naissance de la «Lettre de la Région», en ce début de 1982, est tout à fait symbolique. L'heure est arrivée où la Région sort du cadre étroit dans lequel elle était maintenue pour devenir une collectivité décidant elle-même de son

Cette «lettre» mensuelle fournira aux élus et responsables administratifs, économiques, culturels et sociaux de Picardie, les informations nécessaires sur les activités multiples du Conseil Régional. Je souhaite également qu'elle devienne un lieu d'échanges et de débats sur la vie régio-

Ce qui compte, en effet, c'est la volonté de mener à bien, ensemble, cette «révolution tranquille» qui permet aux habitants de peser sur les décisions qui concernent leur vie quotidienne, tout en respectant leur particula-

Pour être solide et durable, la Région doit reposer sur la libre détermination de ses habitants. Dès lors, l'information apparaît comme une donnée essentielle de la vie régionale. D'où notre volonté - avec cette

«lettre» - de contribuer, pour ce qui nous concerne, à la diffusion de l'information sans laquelle il n'est pas de véritable démocra-

René Dosière, Président du Conseil Régional de Picardie.

FORMER LES JEUNES

C'est en Picardie la priorité des priorités car un niveau élevé et général de qualification détermine la consolidation et le développement de l'emploi ainsi que l'amélioration des conditions de vie. Dans ce but, de très importants crédits sont consacrés à la construction et à l'équipement de L.E.P. (Lycées d'Enseignement Professionnels), aux centres de F.P.A., aux lycées agricoles. etc. et à l'implantation de halles de

1982 AN 1 de la décentralisation.

intensifier la formation des jeunes,

stimuler les activités économiques

et l'emploi, améliorer le cadre de

diversifier l'action culturelle...

Autant de politiques que mène le

Conseil Régional en coopération avec

La Picardie est au rendez-vous:

sport auprès des collèges secon-

Le Conseil Régional contribue en outre à l'équipement de l'Université de Picardie à Amiens et de l'Université de Technologie de Compiègne.

AGIR POUR L'EMPLOI

C'est intensifier la formation des jeunes, mais c'est aussi stimuler le développement des activités économiques qui assurent l'emploi. A cet effet, le Conseil Régional de Picardie mène de front un éventail de politiques complémentaires: renforcement des infrastructures routières, aménagement de zones d'activité, construction d'usines-relais. etc., il encourage, par des primes, les créations d'entreprises et accorde sa garantie à des. prêts; il a décidé de se doter d'une Agence régionale de Développement. En outre, le Conseil Régional de Picardie mène en faveur de l'utilisation rationnelle de l'énergie et de la promotion des énergies nouvelles une politique active qui sera désormais mise en œuvre par une Agence Régionale de l'Energie.

AMELIORER

LE CADRE DE VIE

Le Conseil Régional de Picardie a lancé en 1980 une vigoureuse politique en faveur de l'amélioration de l'habitat : isolation thermique et phonique des immeubles H.L.M. réhabilitation de l'habitat ancien et du parc locatif social, etc. En outre, au bénéfice des communes, en particulier rurales,

aux administrations régionales et

départementales,

de presse, aux

comités d'entre

. aux organes

syndicats et

prise, oux

associations et fédérations d'éducation populaire, aux organismes extérieurs La lettre de la Région est adressée systématiquement aux élus régionaux. départementaux et locaux de Picardie,

 Elle peut également être adressée à toute personne qui en fera la demande auprès de l'attaché de presse du cabinet régional de Picardie, 11-15, mail Albert-1**, 80000 Amiens, Tel. (22) 91.73.41. poste 491.

d'en multiplier les lieux d'accueil existe un concours «cadre de et de «déplacer», lorsque c'est nécessaire, les lieux où elle

Par ailleurs, le Conseil Régional consacre un important effort à la modernisation des hôpitaux et hospices de la Région. Il tavorise également la promotion des loisirs en contribuant à l'aménagement de la côte picarde et de bases de laisirs nautiques.

LE FESTIVAL POPULATRE DE PICARDIE: UNE NOUVELLE LOGIQUE DE DEVELOPPEMENT CULTUREL

Outil privilégié du développement culturel souhaité par les assemblées régionales, le Festival Populaire de Picardie a démarré en 1981 avec les 200 manifestations du Festival d'Automne.

La dynamique est lancée qui doit se poursuivre en 1982 avec les Festivals de Printemps (dans l'Aisne) et d'Eté (sur la côte picarde).

REDUIRE LES INEGALITES

En Picardie comme ailleurs. grandes sont les inégalités face à

la culture. Dans le passé on a plutôt cherché à favoriser l'accès à la culture de ceux qui se déclarent

L'enjeu d'une politique culturelle nouvelle à travers le Festival Populaire, est donc plutôt de transformer les conditions

Le Festival intervient aussi pour conserver à la création le rôle qui

s'apprend et se pratique.

DE LA CULTURE VECUE

Les inégalités ne se résorbe-

ront pas par l'effet d'une simple

réorganisation des moyens bud-

gétaires. Le Festival vise aussi à

développer la participation de

tous à la culture et à la vie quoti-

dienne en tavorisant la vie asso-

Le Festival Populaire doit en

effet maintenir une politique

ouverte à toutes les formes

d'expression. Sans s'arroger le

droit d'imposer des normes, il

concourt à favoriser l'expression

des valeurs les plus hautes

comme à préserver le patrimoine

vivant dans toutes ses diversités

sociales, régionales et ethniques.

REVALORISER

LA CREATION

REGIONALE

est le sien dans le processus culturel. Les plasticiens, les musiciens, les comédiens de Picardie doivent pouvoir vivre et travailler Le Festival doit permettre par «au pays».

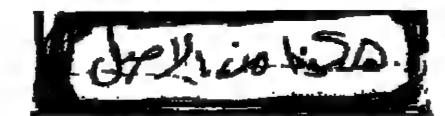
une meilleure diffusion de leurs réalisations dans toute la Région de déboucher sur une politique. cohérente de la création en Picar-

tous ceux qui agissent pour le mieuxêtre des hommes et des femmes de notre Région.

Le Conseil Régional de Picardie est prêt à assumer les responsabilités que la loi va lui confier prochainement et à jouer un rôle moteur dans la mise en œuvre, en Picardie, d'une nouvelle logique de développement.

conseil régional

-La Picardie



Solidarité, l'autre manchette du « Courrier picard »

E Courrier picardest atypique, et ce à bla titres : il est géréjar unesociété coopérative ouvive de roduction, il détient l'un plus importants taux de circi tion it ses recettes publicitai d'origne nationale demours parmies premières de la pres Roux le directeur du Course picard parle du journel, Il de Il est difficile d'adminie nature uridique même du Courplard évellie les ambou-

de France - Picardie, publication qui avait casse de

parattre durant l'occupation, et du Progrès de la Somme, qui, lui, n'ayait pas interrompu se carrière durant cette période, le Courrier picard prend la forme d'une coopérative ouvrière de production. See dirigeants seront élus per les salariés acciétaires propriétaires de l'entreprise, sur la base d'une seule voix par associé. Le conseil d'administration, à son tour, détermine l'organigramme de la acclété Dès le départ, la C.G.T. est majoritaire parmi je personnel et Elle je restera. Même si la C.F.D.T. Of le S.N.J. (Syndical ational des journalistes, me) teatent des percées plus

On abandonne 20 % des avantans

Jusqu'en 1477, avec un tirage de plus de gagtre-vingt-dix milie examplaires, et une vente de quatre-vinge, mille, le Courrier picard vit sur une brillante lancée.-Las SCOP atiquiant in répartition dul produit - du travall, les salariés reçolvent quinze à seize mois de saisire par an, Entre 1959 et 1980, l'ai touché dix-huit mois de traitement . avouera un iournaliste. Or la technique, payé suivant la grille de salaires de la presse parisienne majorée de 10 %, percolt en outre des - avantages maison: - qui, accordés auccessivement, ne se substituent pas les une aux autres mals s'additionnent. Mala, dans upe doopérative.

CULTURE VECUE

nyme, le matériel s'use. Au Courridpicard, il tallut envisager ·le modeisation des moyens de

Faute woir su prévoir ou d'avoir impsé leurs prévisions à des travileurs plus soucieux de préservé jeur emploi ou leur pouvoir d'ales que d'imaginer l'avenir, le dytidien dut supporter des restiçues drestiques. « Nous 'avon' abandonné, en moyenne, 20 de nos avantages. D'un mol sur l'autre, j'ai perdu 1 500 frace »; dira un ouvrier. Un processe d'accord est élaboré. On evient à des traitements = noneux >, on supprime les heur supplémentaires. Il est souhté de faire participar toutes le catégories de personnel au coneil d'admi-

nistration. En foi de quoi, les douze postes seraient partagés, à égalité, entre le personnel technique, les journalistes et les administratifa.

Las I Cette dernière proposition n'a jamais été réalisée. En conséquence, certains journalistes ont refusé de devenir associée de la coopérative. Ils sont une vingteine (sur soixantesept) à ne pas avoir sollicitéleur entrée dans la société. Mais cetre décision ne peut être la fait que des « anciens » car, en 1980, 'un' changement dans les statute oblige les nouveeux venus 'bout d'un an de travail.

Aujourd'hul. avec un effectit

de deux cent quatre-vingts per-

sonnes. le Courrier pleard compte un vaux - de sociétariat de 93 %. Il est de 95 % pour nique, de 80 % pour les emadministrateurs élus, dix adhérente à la C.G.T. Cette structure Juridique, l'appartenance syndicale des hommes qui dirigent le journal, ont étiqueté le Courrier picard comme a journal de gauche ». Appellation rejetée par René Domon, rédacteur en chef. . Nous avons toujours eu une attitude Indépendante et, plus que de neutralité, terme que je n'aime pas, je parlerals d'ouverture volontariste d'accueil de tous les courants de pensée, sans propagande ni explication de texte ! . Mais au sein de la rédaction ? » Oh l'actuellement, il n'y a pas d'Ingérence de cette majorité. La chape C.G.T. se retire devant l'urgence : celle de défendre l'empioi. De force tranquille, elle passe à la force inquiète ! » commentera un lour-

Ce souci de préserver l'empioi s'est manflesté pleinement au moment de la mutation techrique définie en 1977. « La voie la plus difficile a ste choisie. Du plomb traditionnel nous sprimes passés à l'offset et à la photocomposition. Et fous. nous nous sommes prononcés pour l'achat de la rotative qui salivarait le maximum d'emplois. Le personnel a été reconvertL Les linotypistes sont devenus clavistes. Alleurs, quinze ou vingt travailleurs auralent été licenciés. Mais cette rotative a coûté presque 1 miliard de centimes. Un deuxième milliard à du être consacré aux travaux immobiliera engagés pour insonoriser les locaux. Cette mechine - - Votre Rolls i nous - disent certains - - peut sortir deux cent mille exemplaires chaque nult. C'est presque chio-

Le Courrier picard couvre

ainai toute la Somme, où il se

trouve en situation de quasi-mo-

nopole, et une partie de l'Oise.

Dana l'Oise où il a installé des

rédactions détachées », comme

il en a d'autres à Montdidier.

à Abbeville, à Doullens, etc.

Les lecteurs du Courrier picard

lui restent fidèles, - Nous avons

un des plus forts taux de circu-

lation, commente René Domon.

nous sommes à 3,9, alors que

la moyenne nationale est de 2.4.

quant de la voir touler si peu ! -Claude Rondet (F.O.), secrétaire du comité d'entreprise, ancien <-typo polyvalent -, ajoute : « Notre problème, c'est de trouver de nouveaux crénesux, de prendre des travaux de l'extérieur. La situation actuelle est très difficile. En plus de la crise générale que subit la presse, le Courrier picard dolt faire face à des remboursements d'emprunts à court terme qui nous asphyxient. Depuis 1979-1980, ii n'y a plus eu de distribution de bénéfices. » Or, la Courrier picard maintient bien son rythme de vente. - Après une époque de fausses heures de cloire lorsque, s'implantant sur le département de l'Oise en l'absence du Parisien libéré, le Courrier est passé d'une vente de cent exemplaires à vingtcina mille par jour, la vente s'est stabilisée à treize mille journaux sur ce département. -

On nous lit plus qu'on ne nous

achète. Cependant, le passage

du grand au petit format en

1979 nous a valu de nouveaux

iecteurs. Surtout parmi les

jeunes. Ils semblent attirés par

la « dualité » de notre équipe

rédactionnelle. Il y a ici deux

écoles. La première regroupe

des journalistes un peu solen-

nels, qui travaillent sur dossier

et donnent de l'information « di-

gérée ». Elle s'oppose à un

autre courant. plus irrévéren-

cieux, du type Charlie-Hebdo, qui s'attache plus aux problèmes des marginelités. Au Courrier picard, la responsabilité individuelle de chaque journaliste repose sur un contrat de rédaction, véritable contrat de confiance, signé avec la direction par le S.N.J. - C.G.T. et la C.G.C. et qui s'applique à l'ensemble des rédacteurs. .

Alors, actuellement, après le sacrifice d'evantages financiera en 1977, un nouveau directeur. M. Roux, en 1978, la modernisation des techniques et la nomirédacteur en chef en 1979, un changement des statuts en 1980. la bella demeura da la rua Alphonse - Paillat - d'où l'on aperçoit les clochers crénelée de la cathédrale et les toits de l'église Saint - Remi — devrait sinon ravonner d'espoir, male au moins aspirer à la sérénité. Chacun répond prudemment.

En 1981, le capital social de la coopérative a été augmenté de 1,5 million de france en prévision des lourdes échéances de 1982. Chaque sociétaire a apporté une contribution égale è 2 % de son selaire calculé sur trente-neul mois, ce qui, en moyenne, a représenté de 5 000 à 6000 francs par associé. L'avenir s'annonce sévère au Courrier picard, mals on y dit aussi que « la solidarité na doit pas se vivre que dans l'opulence » et que, « en cas de difficultés, tous les intérêts se retrouvent réunis sur l'autel de la coopération ».

CHRISTIANE GROLIER.

Une région sort de l'ombre

C'est parce qu'elle a la voonté de sortir de cette struction rue la région souhaite dialoguer pec l'Etat pour définir une potique contractuelle . scaligne Dosière qui en énumère plueurs axes. Tout d'abord combler ns le domaine de la formaprofessionnelle, universiecolatra II existe apesi la tard au niveau de l'expression pts entre les individus et leur hironnement : audiovisuel ort, accès aux spectacles, vie so - éducative M. Dosière est une expression autonome région : « Les habitants Potront penser par eux-

misme sconomique interne de la régit car l'industrie picarde est cere dépendante de l'extérieur pais il existe tout un tissu fentreprises régionales dont, mileureusement, « trop peu de respirables pensent région ». La réjonalisation doit aboutir une like & l'apparition d'entrepris dynamiques, notamment dans le secteurs d'avenir comme l'informatique et la télématique

Enfii faire vivre les solidari-tés régnales « même dans une région omme la Picardie, qui estime poir des handicaps par rapportur autres régions ». Le présider constate que des ville et des lesins d'emplois se por-tent mier que d'autres : « Denc cela impoue une planification. Des chot depront être faits. La C'est pouvoi elle souhaite une contractussation avec l'Etat, ». En 1983 seront mis en place en série de organismes efficaces : agence réonale de développe-ment éconnique, qui travaillers en étroite haon avec l'Organisme régional d'udes pour l'aména-gement de l'Picardie (OREAP) ; une agence gionale de dévelop-pement cultiel (l'organisme acétant (ansformé) : une agence régione de l'énergie, en loppement des lergies nouvelles.

fonal de Picardo es

les responsabilité

confier prochatilities

moteur dans

leardie, d'une

Ces divers berrying

Cela doit permettre de déclopper le début d'idées à l'intéteur de la région. » Il fosiste sur finformation, qui se fera sur deux plans: mise au point d'une lettre régionale interne à l'assemblée, et création d'un club de la

Les prétentions du comité économique

Picardie voit-il les rapports en- trice ». tre le conseil régional et le comité économique et social? Il pense que d'une manière générale, les rapports ont plufit été bons entre es deux assenblées. mais « l'absence d'une monté politique a pu offrir au C.ks. la tentation d'outre passer soi rôle au conseil ». Ici, le président fait allusion à la création du nensuel économique Présence, qui a. en quelque sorte, remplace le périodique de la chambre réglonale de commerce, Picartie-Information. Il est persuadé que le C.E.S. a souffert de la disparition du comité régional d'expansion, qu'il a lui-même contribué à faire disparaître. Il estime d'autre part, « sans que cela constitue un fugement de valeur, que l'administration a trop pesé

sur le C.E.S. dans le passé, qu'elle

Comment le « patron : de fia n'a pas toujours été assez créc-Selon lui, les représentants syndicaux en nombre insuffisant

n'avaient pas les moyens de travailler. Ils les auront cette année « Quant aux représentants patronaux, en nombre plus important, ils avaient, peut-être, trop de charges pour approfondir leur mandat » Le président Dosière assure que la nouvelle loi permet-tra aux comités économiques et sociaux d'assurer leur véritable rôle de réflexion et d'imagination. Leur composition fera, d'ail-leurs, plus largement appel aux salariés, « en précisant mieux leur rôle, qui n'est pas de constituer un contre-pouvoir mais d'exprimer les réalités diverses de la région ».

MICHEL CURIE,

POURQUO Pourquoi acheter aujourd'hui ce qui coûtera moihs cher demain?... Pourquoi acheter aujourd'hui un matériel périmé demain?... Sans durée imposée installation louez votre installation téléphonique!! toutes installations - toutes capacités TELEPHONIE SELECTIONNEE

S'IMPLANTER

Coopération et contribution

des sociétaires

SE DÉVELOPPER

INVESTIR

ENTREPRENDRE

EN PICARDIE AVEC ...

LES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE:

- D'ABBEVILLE - 10, rue Lesueur

Tel. (22) 24-24-71

- D'AMIENS 6, boul. de Belfort

Tel. (22) 92-34-56

— DE PERONNE - 7, rue des Chanoines Tél. (22) 84-19-70 - DE L'AISNE

- 83, boul. Jean-Bouin,

SAINT-QUENTIN Tél. (23) 62-39-16

- DE L'OISE

- Pont de Paris, **BEAUVAIS**

Tél. (4) 448-48-11

LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DE PICARDIE

6, RUE DES AUGUSTINS - B.P. 1010 - AMIENS

TEL. (22) 91.54.43

MAISON DE LA CULTURE

Le «temple» pour ceux qui le méritent

André Mairaux, la Maison de la culture d'Amiens fut ta première construite - de toutes pierres - par l'architecte Pierre Sonrel (1). Son nouveau diracteur. M. Jean-Marie Lhôte, qui a pris ses fonctions le 1er janvier, définit ainsi la situation de = sa = maison dans la ville : - Quatra édifices ancrent le centre d'Amiens en se répondant deux à deux : cathédrale et musée du nord au sud; gare et Malson de la culture de l'est à l'ouest. Les deux premiers lieux pour la méditation et la contemplation. les deux autres sur l'axe des échanges et des rencontres où s'alignent granda magasina, banques, librairies, La Maison de la culture se présente comme le fronton de cel axe. D'una certuine manière, elle est, au niveau artistique et intellectuel, l'équivaient symétrique de ce que représente la gare au plan économique et social -- encore que rien ne solt si simple, heureusement. Tour à tour, la cathédrale, la pare et le musée ont représenté des événements considérables dans la vie publique. Dernière venue dans le quatuor. la Maison de la culture auscire à son tour interrogations et passions, n'est-ce pas naturel?

Jean-Marie Lhôte sait que le travail qui l'attend n'est pas facile. Les cinq premières années d'existence de la M.C.A. -- auxquelles il a étroitement participé en tant qu'assistant du directeur de l'époque, Philippe Tiry - ont été les plus brillantes. On venait de loin à Amiens, qui était devenu un lieu

de rendez-vous culturel. Le passage sur les scènes des deux théâtres de pièces d'auteurs contemporains (souvent présents dans la salie), les expositions une dimension artistique accentuée par la présence du Bailetpersonnes à temps plein avec un Maison), dont la renommée ne

Instruments pour consciences intellectuelles

En 1971, Philippe Tiry démissionnalt, et, peu après, s'installait à la mairie d'Amiens un maire communiste. M. René Lamps, qui y siège toujours. Dominique Quéhec présidait ators aux destinées de la M.C.A. D'abord proche du P.C., il s'en éloigna petit à petit. Surtout homme de théâtre. Quéhec montait chaque année une pièce. dont certaines furent saluées par la critique parisienne. Il lui fut reproché de sacrifier trop au théâtre aux dépens des autres activités, ce qui n'est pas tout à fait vraî. Ce qui est incontestable, par contre, c'est que la période de folle exubérance des premières années a fait place progressivement à une atmo-

sphère assez morose. - Il est vrai qu'aujourd'hul le chauffage représente un mois de programmation », remarque en souriant Jean-Marie Lindte, cinquante-cinq ans, visage rond, crane chauve, pensée bien carrée et clairement exprimée. Pour lui, le problème n'est pas d'argent. Il s'agit de savoir ce tionale. Cette époque bénie était en même temps critiquée par ceux-là mêmes qui en profitaient. On disait alors qu'il s'aglasait associations à but culturel.

qu'une maison de la culture représente, car un tel établisse-

ment - cristallise toulours les passions et les intérêts ». Il remarque que le début du fonctionnement de la Maison coîncide avec le départ de l'université du centre-ville vers le campus : « Cette Maison, symbole intellectuel, remplace un symbole intellectuel qui part. . Et il se demande pourquoi on a créé des maisons de la culture. - instruments pour consciences intellectuelles et artistiques », au moment où les universités étaient en pleine crise et na réussissaient pas à jouer leur rôle.

Afin de bien situer son action. Jean-Marie Lhôte distingue les vagues successives de la vie culturelle en France, Entre 1950 et 1965, c'est le théâtre qui prédomine (le T.N.P., Vilar, la décentralisation dramatique). Il est ensuite supplanté par les expositions (Arts décoratifs, Musée d'art moderne et, plus tard. Beaubourg) et, comme l'architecture est touiours en retard d'une vague, les maisons de la

théâtre, alors que la période expos = est délà entamée. période qui atteint son point culture. Une civilisation cherche neuvième siècle, c'était la botation. Aujourd'hui, il n'existe plus de lardine botaniques. La culture remplace la nature. On ve se promener dans la culture comme on se promenait dans la nature. On se promène dans Beaubourg pour voir un rellet de la civilisation. C'est une sorte de centrale (avec sa tuvauterie) révélatrice sur le plan culturel. » Amiens est la capitale de la Picardie, et, en tant que telle.

a-t-elle une vocation culturalle régionale dont la Maison de la culture doit être partie prenante ? Sur ce sujet, le nouveau directeur a une attitude très prudente, celle de l'homme qui prend du recul avec l'événement

« Une société respire comme un organisme, commente Jean-Marie Lhôte. Au dix - neuvième ziècie, c'était l'expansion, Aujourd'hui, la langue française est en régression. La France se replie sur ses régions. L'animal qui se terre dans son trou, c'est pour y mouris ou pour y guéris. Un repliement aur soi peut êtra al fort qu'on ne communique plus qu'avec sa propre tamille. C'est alors le camp acout ou le petronage, un retour aux

autres, qui ne louche plus peraonne. Tout le jeu, dans les prochaines années, sera dans ce rapport entre le plan régional et le plan national. »

Du point de vue culturel, Jean-Marie Lhâte est catégorique ordre. . Il n'est pas sûr qu'il · Je su i a touloura étonné de voir un leune artiste chercher l'aide de l'Etat. Le départ doit être individuel. L'État ou les mai sons de la culture reconnaisser ensuite ce qui existe. - Concr tement, cela veut dire que i-

La stratégiede Jean-Marie Lhôte

S'étant ainsi bien fait amlocuteurs locaux et régisaint, Jean-Marie Lhôte définit rôle d'une maison de la ulture comme devant être pridisciplinaire : théâtre, exceitions, cinéma, musique. 11 ouhaite, une ou deux tols of saison, organiser quelque cose de caractéristique qui pmette au public de se détermer. Il est passionné par les roisements entre culture savare et culture populaire (jeux decertes, imageries). Il simera faire une exposition sur le 40 parce que cela fait interver loterie d'argent et loterie d'hommes (conscrits). Il anvisage une exposition aur 2 vie théâtrale à Amiens, quifut très intense, une autre exceltion sur l'asaccueillir des comédins. siette. Une exposition sur l'eau est en préparation. Dans le genre, il y a delà es des expoeitions sur le velours d'Amiens et les gares.

dicteur, accueillere avec ial-

si une jeune troupe thétrale

siun passage à la M.C./ ki

gmet d'étendre son ablic

iblic qu'aitleurs, il n'y : au-

une raison de l'accueill ».

la culture ». Pour lui, enqueique

rechercher d'abord la onsécra-

tion dans le temple. I existe

d'excellents équipemens scéni-

ques dans les centre socio-

colturels, et certaines salles

de quartiers peuvent galement

En attendant, le nouveau directeur fait sien is programme de la saison établi avant son errivée. Fin janvier, on pourra yoir un « Rabelais » par le Théstre de la Planchette et la Rose des Vents (mise en scène de Pierre - Etienne Hevmann). En mars, des journées cinématographiques sur le tiers - monde sont organisées en collaboration avec le service culturel de la MICHEL CURIE

(1) La première maison de la culture en fonctionnement fut celle de Bourges, mais elle était installée dans des locaux an-

Un Festival et des hommes

ANCE par la région qui le finance, avec l'aide des trois départements, des collectivités locales et des associations, le Festival populaire de Picardie a été mis en place par l'Association pour le développement culturel en Picardie. Sa première phase s'est déroulée de septembre à fin décembre. Si des manifestations ont eu lieu un peu partout dans la région.

temps fort de l'automne était surtout axé sur le département de l'Oise. Le printemps le sera sur l'Aisne et l'été sur la Somme. Le Festival a été délibérément voulu par des hommes de gauche, qui ont constaté que les inégalités devant la culture « sont d'autant plus difficiles à réduire au elles ne sont pas touiours imputables à des coûts monétaires ». Pour eux l'accès

gratuit à certaines institutions culturelles a n'a pas suffi à modifier les conditions et les caractéristiques sociales de leur frèquentation ». Ils en ont conclu que « l'enjeu d'une politique culturelle nouvelle est donc plutôt de transformer les conditions d'accès à la culture », c'est-àdire d'en multiplier les lieux d'accueil et de déplacer, lorsque c'est nécessaire, les lieux où la

culture spprend et se pratique. Pour & organisateurs, par exemple ce qui s'est passé l'automne emiler à Creil est exemplaire un chapiteau de mille places installé au milieu des HI.Ma su créer l'événement et senstiliser le public, notamment les sunes et les travailleurs immerės.

mis il ne s'agit pas seulement de cfaire consommer de la

cultures ou d'Imposer des normes. Le but à atteindre est de créer ou de recréer une vie associative, une convivialité, ce qui veut dire que les groupes socieux les plus marginaux ou les plus démunis doivent, non seulement avoir accès à ce que l'on appelle culture, mais aussi que la possibilité doit leur être fournie de trouver leur propre mode d'expression.



CAPITALE DE LA PICARDIE

Edifiée au point de franchissement de la Somme reconnu le plus favorable, à une époque fort éloignée et qui et perd dans la nuit des temps, la ville d'Amiens est située à égale distance de Lille et de Paris. Est-ce la proximité géographique de la capitale de la France et de la capitale du Nord qui a fait oublier des pouvoirs publics, pendant longtemps, la capitale de la Picardie?

Toujours est-il qu'Amiens a souffert, durant de nombreuses années, d'une indifférence qui s'est traduite par un retard considérable en motière d'équipements et d'infrastructures. Poudant la demière décennie, cette indifférence est devenue volonté politique délibérée : pour chacune de pos réalisations, il a falla lutter d'arra-

che-pied, afin d'obtenir de l'État les crédits nécessaires ! Amiens a vu cependant son visage se modifier profondément durant ces dix années : de « ville moyenne de province » - expression à lequelle on se référait quelquefois pour la désigner, — elle tend de plus en plus à devenir véritablement capitale régionale de la Picardie : elle en a les ctouts, il ne lui

manquait guère que les moyens...

Située à quelques dizaines de kilopartie détruit lors du demier conflit. mètres de la mer, à mi-chemin entre Paris et Like, la capitale de la région Picardie — qui comprend les départements de la Somme, de l'Aisne et de l'Oise --- est une ville de plus de cent quarante mille habitants, Important nœud de communications, centre industriel. Amiens est surtout connu pour sa cathédrale, la plus vaste de France, un chef-d'œuvre de vie: enfin, au sud-est, Henriville. l'art gothique du treizième siècle

Ville • à la compagne », avec une agglomération très restreinte. Amiens propose également au visiteur qui s'attarde son très typique quartier de Saint-Les - en cours de restauration -- ou encore ses hortillonnages, réseau de petits ruisseaux sur lesquels on circule en barque, entre les cultures maraichères.

La ville d'Amiens a vu son visage profondément modifié par l'urbanisme de l'après-guerre : en grande

construit par Robert de Luzarches.

le centre a été prasque entièrement reconstruit. Plus récemment, oux quartiers anciens caractérisés par d'étroites maisons présentant le mêma aspect extérieur de briques rouges, sont venus s'ajouter trois quartiers neufs à prédominance d'immeubles collectifs : ce sont, au nord, le Pigeonnier; à l'ouest, Etou-

L'industrie textile et la teinturerie ont longtemps tenu une place importante dans l'économie de la ville. Après avoir connu une récession importante, posant avec acuité le problème de l'emploi, ces secteurs ont été peu à peu supplantés par l'industrie de la chimie, de l'automobile, des biers de consommation.

La proximité de Paris et de Lille. les possibilités de licison rapide avec la Belgique et l'Angleterre, sont, en effet, des atouts non négligeables pour une ville dont la population est, en majorité, leune.

UNE VILLE OU IL FAIT BON VIVRE...

Le visage d'Amiens s'est beaucoup modifié durant ces dix demières années : pour répondre aux besoins nouveaux en matière de logements. l'extension de la vitle a été conque en liaison átroite avec les habitants; porallèlement, l'accent a été mis sur une réhabilitation des quartiers anciens visant, avant tout, à éviter le départ des catégories sociales les moins gisées.

La municipalité s'est éaglement efforcée de doter chaque quartier d'équipements sociaux, culturels, éducatifs qui faisaient encore défaut : écoles modernes et fonctionnelles, stades et holles de sport blen adaptés, centres de loisirs nombreux, crèches, ont été répartis à travers la ville de monière équi-

Ces moyes, une politique nouvelle, réellement à l'écoute des régions et de turs problèmes, peut et doit les donner. Plus encore pent-être qu'a cune autre région, la Picardie — dont on a souvent souligne la disparité des départements qui la composent — a besoin d'une capitale attractive, capable de retenir : pour notre part, c'est e que nous, élus amiénois, sous nous efforçons de faire de noter ville depuis plus de dix aus.

Aujourdhui, dans le contexte politique souveau que nous connaissons, nous pouvous espérer plus d'attention de la part des pouvoirs pullics, cinsi que des moyens occrus : car le succès de le tâche que nous noms sommes assignée dépend aussi de cette condition. Comme en dépend l'avenir de notre ville et, pour une bonne part, celui de potre région.

RENE LAMPS. Membre Honoraire du Parlement, Maire d'Amiens.

librée, en tenant compte des besoins propres à chaque quartier. Le centre ville n'a pas été oublié : la municipolité s'est efforcée de le rendre plus attractif encore, en tentant plus particulièrement de résoudre le problème du stationnement : un vaste plan de transports en commun a élé mis en place : le réseau amiénais est aujourd'hui l'un de ceux qui enregistrent le plus fort taux de participation.

> ...ET UNE VERITABLE CAPITALE REGIONALE

Capitale de la Picardie, siège de la Préfecture, de la Chambre Régionale de Commerce, Amiens est dotée aujourd'hui de nombreux équipements centraux qui assurent son rayonnement : il en est alasi par exemple de son Université, de son Caritre Hospitalier Régional, de sa Maison de la Culture, de l'Ecole Régionale des Beaux-Arts, de l'Ecole de Musique, du Musée de Picane ou d'Art Local.

Et si, dans le passé, Amiens ja

pas obtenu de l'Etat l'attenun nécessoire, ni les moyens prais dans les plans successifs, la applie régionale est bien décidée à zire en sorte que maintenant le rord soit rapidement comblé. Sign du changement : de nombreux dossiers intéressant l'améngament d'Amiens sont autourd'hui réaivés, comme par exemple la rocade lord-Est, dont la réalisation est anoncée pour 1982-1983. De mên, des projets tels la constructo de l'usine d'incinération des léchets urbains avec récupération dhergie, la restauration du quarti Saint-Leu, le réaménagement à locaux du Conservatoire, retienmt maintenant l'attention des provirs pu-

Pour tous repseignements : Hôtel de V(IIe d'Amiena, tél. :27) 91-78-31.

de l'emps des

WILL DAME!

Till-illi- font lens

politionities Seule Pricing.

And the same of th * #854 #854 - FT - - TT 5 466 547 5 24 2411 6 7355 The Country of the Co

Le modiglefie fran-Harie Lhôr A BOOK OF BUILDING TO THE TELL

Sie Graffing in ber ber 135 der

est en present on Dans is gente .. . 2 2 1 12 24, 6224 where his a his three is R DA Garas Fr Accountable - Charles to Strate and a supering To 4 \$4.000 11 3-27 25 # ARM 5 - AT - 21 page まっち 山市 一部 12mm 日本 12mm 日本では、 718 58 14 F.BT-18 1 61 3 Figs 568 484 8 17 18 67 10ene de FETTA - I . en to HE many, En

Springer

make your comments and the BE FRIDAY Bare digampent en de abretan #48" # \$5% 10 10 10 10 Es to MICHEL CURIE

THE RESIDENCE . IN

HPICARDIE

BEME LAWIT

Méru a accueill decuis. vingt ans une quinzaine d'industries réporties sur une zone de 40 hectares. On salt depuis longtemps bien travailler dans notre ville. CD 105 vers la N1 et par gare marchandises sera

Les liaisons sont directes avec Paris par la déviation chemin de fer. Une nouvelle construite en 1982 dans la zone industrielle (chargements directs des wagonscontainers sur camions), un centre de vie réalisé en concertation avec les entre-

informatique, etc.). à la première (usine relais

si nécessoire). L'équipe municipate est à s'implanter dans la cité.

Téléphonez : Secrétaire général Mairie (4) 422-30-11

Le temps des diplômes sur mesure

enseignement professionnel co dans le reste de la France, on ob-Morei, proviseur du lycée d'enseiserve d'abord moins d'évaporagnement professionnel, à Amiens. tion en cours d'études : les Il faut dire que le LEP Montaigne lycéens qui, naguère, abandonest privilégié : bâtiments neufs natent leur C.A.P. (1) des l'âge et de qualité, spécialités rares de seize ans atteint pour gagner (imprimerie). ou recherchées leur vie, restent aujourd'hui (métiers de l'automobile) dynasagement dans leur LEP, « Mais misme d'une équipe qui s'efforce ce n'est pas une motivation pour d'être à la pointe de la technique rendre des études fructueuses », et n'a pas peur d'innover. L'avenote M. Louis Leiné, inspecteur nir est-il au diesel ? On/crée une principal de l'enseignement techsection « véhicules industriels » où nique d'Amiens. S'il admet une vont être formés des désélistes, angmentation de la quantité des très recherchés sur le marché. élèves accueillis dans les établis-Les imprimeurs d'Amiens manquent-ils de personnels nualifiés ? « une baisse sensible de la qua-On crée - en réaménageant on tient, d'une part au d'anciens vestlaires - une secmode de recrutement (sélection imprimerie et l'on est obligé tion par l'échec) et selon ha à de refuser les trois quarts des une particularité régionale : candidats, tant la spécialité « Nous joinines les derniers, en France, four le toux de scolari-'sation longue. Les gens d'ici man-

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Alors 2. La crise / économique n'aurait-elle ancune incidence sur

Les industriels sont dans le bleu

Cette remarque fait bondir faire leur ambition. > Bi I en M. Jean Chapon, inspecteur de veut notamment à l'administral'enseignement technique à l'instion de privilégier l'enseignement pection académique de la privé : « Le moindre curé qui Somme : « Ce ne sont pas les demande. l'ouverture d'une sec-Picards qui manquent d'ambition de B.T.S. (2), on la lui action, ce sont les structures d'accorde, tandis qu'à nous, on la cueil qui mangient pour salisrefuse ! » L'inspecteur d'acadé-

mie de la Somme, M. André Grossetète, apptie ces constatations, qu'il étaie par des faits. L'ecadémie d'Amiens a la plus forte proportion de maîtres auxiliaires de toute la France et le plus faible taux de réussite au baccalauréat (19 % de bacheliers par genération contre 34 % pour la moyenne française). M. Leiné le reconnaît .: « Nous avons un retard considérable en personnels de l'enseignement technique par rapport aux académies du sud de la Loire. » Quant aux établissements quazente-dem lycées d'enseignement professionnel dans l'académie, — il estime que « le réseau est suffisant dans les secteurs turque » mais doit être renforcé dans l'Oise, dont la situation de grande banlieue » entraîne une augmentation demographique persistante.

> Que les structures d'accueil scient sufficantes on non, sontelles adaptées à l'environnement régional ? Comme partout, les LEP de Picardie forment trop de mécaniciens. « Avec un C.A.P. de mécanique générale, c'est le chômage tout de sutte », avoue un professeur de mécanique générale. Même chose pour les sections tertiaires «féminines»: secrétariat, dactylo, etc. « Où y a-t-il des débouchés, où n'u en a-t-il pas ? Qui peut le dire ?. demande M. Lainie, l'inspecteur

principal de l'enseignement technique. On forms trop dactylos, mais quand on en cherche une, on ne la trouve pas ! » Et qu'on ne lui parle pas d'adéquation de la formation aux begoins : « C'est un jaux problème! Les industriels sont incapables de nous dire de quels projessionnels ils auront besoin dans deux ans. Ce qui est en cause. c'est la motivation des élèves. » La motivation et le niveau de formation. A part quelques spécielités où l'on recrute toujours à tous les niveaux (métiers du bătiment, chaudronnerie. carros-

serie ou peinture automobile). tout le monde dit : « Le CAP. c'est fichul » On le constate facilement à la cité scolaire d'Amiens où sont groupés — outre un lycée « classique » — deux lycées

techniques avec LEP « intégrés ». exemple — un ancien collège technique pour jennes filles. la section a industrie de l'habillement » ne s'en tire que par la qualification et l'innovation. Pour suivre les développements de la technologie ambiante — notamment aux usines Lee Cooper, le chef de travaux, M. Henri Ignaczak, a introduit la coupe tion de former des cousettes ou des couturières à façon. « Jusqu'en 1978, 1979, on placatt nos ouvrières de fabrication, maintenant c'est fini, » Il faut élever le niveau diminuer les CAP. et augmenter les B.T.S. (ouinze

Doux années de B.E.P. avec un an en plus

Au lycée voisin Edouard-Branly, comme l'explique le proviseur, M. Jean Esnicourt, on a ouvert cette année un brevet de spécialisation de « maintenance en matériel électronique grand public > - autrement dit de réparateur d'appareils de télévision, baute fidélité, etc. Cette année supplémentaire, s'ajoutant aux deux années de BEP. (3). va permettre de valoriser sur le

marché du travail des lycéens qui, autrement, se retrouveraient en concurrence avec des milliers d'autres. Il faut toujours « quelque chose en plus a cu'il s'agisse de stages, de spécialisation on de formation complémentaire.

en plus l'an prochain) « que tout

le monde s'arrache ».

Les autorités académiques de Picardie l'ont si bien compris qu'elles sont décidées aujourd'hui à umitiplier les nasserelles (ascendantes) pour permettre sux élèves du technique de gravir les échelons (C.A.P., B.R.P. B.T. (4), B.T.S. et baccalauréat technique). On va créer des classes d'adaptation pour réintégres le cycle long. On va mettre l'accent sur les « dominantes », qui permettent aux établissements de se donne- une image, et donc de valoriser des diplômes qui, autrement, sont sans grand intérêt pour les employeurs. Ainsi, on va créer, au lycée de Péronne des formations pour la réparation de matériels agricoles; à Soissons, on va mettre l'accent sur la chaudronne-ie et notamment la tuyanterie industrielle : dans k Vimeu, où la quincaillerie a une liser les mécaniciens dans la découpe et l'emboutissage : à Rue. on envisage des formations aux métiers de la mer (réparation de coques, accastillage, diesel), etc. Le choix est entre le haut niveau ou la spécialité géographique. En Picardie, où l'urzence fouette les initiatives, l'enseignement technique s'engage dans les deux voies — avec les movens du

ROGER CANS.

(1) Certificat d'aptitude profes-(2) Brevet de technicien (4) Brevet de technicien

FORMATION PROFESSIONNELLE DANS L'OISE

Pour cet artisan, Papprentis-

sage de la gestion doit faire dis-

paraftre le « sans facture », ou

travail noir. «Cela ne rapporte

rien à l'artisan, s'exclame-t-H;

au contraire, cela bel nuit dans la

mesure où il n'apparaît pas dans

son chijfre Gaffaires, ce qui

jausse les évaluations pour l'éta-

blissement de prêts bancaires. La

quantité des frais n'est pas

incluse, parce que l'artisan ne le

sait pas, comme l'essence, le bleu

de travail ou l'amortissement du

quent d'ambition et se conten-

tent de formations courtes.

Des artisans font leurs comptes aux cours du soir

OUS le sigle SAGA (Système d'autoformation à la gestion pour artisansi la Fédération du bâtiment a mis en piace dans l'Oise depuis trois ans, un système de formetion à la gestion, « Une obrore de salubrité professionaelle. explique l'un des respensibles de l'opération, puisque le pâtiment en France est l'une des rares branches où aucun diplome. pas même un C.A.P., n'est exigé chantier» et « Comment calculer du créateur d'entreprises », & Il les frais généraux par heure trasuffit d'un pinceau et d'une vaillée ». Cette année, elle est échelle pour devenir peintre », animatrice d'un groupe d'une remarque M. Jean Bienaimé, sedizaine d'artisans du secteur, crétaire général de la chambre dont la première rémion, celle du bâtiment de l'Oise. Résultat : cù a été distribué le matériel presque un dépôt de hilan par pédagogique, a eu lieu à la iour ouvrable. Ce n'est plus au caserne des pompiers de Clerpied du mur qu'on reconnaît l'armont. « C'était difficile, se tisau maçon. Le pragmatisme en souvient-elle, parce que je n'ai gestion s'apparente à la roulette

russe. Que faire? Former biensur, mais pes n'importe comment. Le cours classique, magistral, est dépassé. Les artisans et petits entrepreneurs n'ont pas le terms de se rendre, à jours réguliers dans un centre. La démarche les intimide. Désormaid grace au SAGA, la lecon vient eux. Sous la forme d'une vision neuse sonore : des films, des cassettes, des livrets d'exercice des fiches de calcul et des guides pratiques. On emporte tout cels chez soi et on travaille quand or a le temps. C'est gratuit (la chambre syndicale prend tout

en charge) et sans contrainte.

s: Cela permet aux couples de pas l'habitude de parlet en putravailler ensemble, explique blic; et puis, les artisans d'un Mme Chantal Goranflot, épousemême secteur, curieusement, ne secrétaire d'un artisan en isolase connaissent presque pas. Ils tion thermique de Fitz-James, sont aussi un peu timides. Beauprès de Clermont-de-l'Oise. & St coup sont venus avec leur jemme, puis, on peut revenir en arrière si et vuis, à la seconde réunion on n'a pas bien compris. > L'an — celle des résultats, — c'était dernier, elle a suivi les deux presurtout les femmes qui étaient miers cours (appelés modules) de la formation intitulés respectivement : «Le prix de revient d'un

Grace an SAGA, Mme Goran-. flot sait maintenant calculer le déboursé d'un chantier, c'est - àdire son colli quotidien : « On sait ce qui est rentable ou pas. » Son mari, chargé du commercial, rencherit : « Grace au SAGA, on s'est rendu compte que le rangément du matériel chaque soir, nous coatait jusqu'à 7 % du temps : c'était énorme ; l'ai embauché un magasinier.»

L'apprentissage de la gestion

matériel. En définitive, un chantier kinnt terminė, l'artisan ne sait pas praiment s'il a gagné ou perdu de l'argent.» Avec le SAGA, dont les lecons sont concrètes et illustrées de dessins attrayants, il avance les yeux ouverts. Il apprendra, par exemple, avec étonnement, qu'il doit établir le budget de ses frais avant de trouver un marché, alors qu'avant il partait du chiffre d'affaires pour en sortir un

bénéfice. «L'une des prischeles

difficultés de notre métier tient aux aléas climatiques, explique M. Goranflot, et on ne parvient à lutter contre ça que par la décomposition du prix de re-

Et puis, au terme du cycle de formation, les artisans adhérents du SAGA sont capables d'argumenter avec leur comotable, et. s'il n'est pas sanctionné par un examen ou un certificat, l'artisan est beaucoup mieur armé.

« Aujourd'hui, le SAGA s'étend vartout en France, explique M. Belloche, secrétaire général adjoint de la chambre syndicale. mais c'est dans l'Oise que nous avons le plus grand nombre d'artisans ainsi formés. » En valeur absolue, le chiffre peut paraître cependant modeste puisqu'ils seront cent cinquante environ à le fin de 1982.

Au Groupe d'établissement du hatiment et des travaux publics (Greta-B.T.P.) de Picardie. dont l'établissement d'appui sorte de siège social régional est le LEP du bâtiment, à Beauvais, on propose quatre préparations à des certificats d'aptitude professionnelle par unité capitalisable (CAPUC) dans les métiers d'électriciens d'équipement (Senlis), de constructeurs en béton armé de travaux publics (Saint-Quentin), de macons (Beauvais), et, le dernier-né, qui est également expérimental à l'échelon

national, de couvreurs, à Beauvais également

Le CAPUC, « cet extraordinaire instrument de promotion projessionnelle des ouvriers, estime M. Robert-Louis Gast, président du Greta, offre la possibilité d'obtenis un C.A.P. en un deux ou trois modules de trois cent vinat heures chacun selon les acquis du stagiaire », « Mais, vollà un peu moins de dix ans, explique M. Jacques Galot. conseiller en formation continue, le CAPUC était, au début, préparé uniquement en cours du soir, formule qui devait peu à peu disparattre grâce à l'application

et le congé jornation. C'est dans cette optique que, depuis février 1981, en Picardie, les CAPUC du bâtiment sont préparés au cours de stages à plein temps. L'un des avantages de cette formule tient au fait que les savoir - faire du stagiaire sont pris en compte, et grace à une individualisation de la formation. l'auditeur avance à son rythme. Mieux: le stagiaire -peut choisir son chemin de formation, grâce à des heures optionnelles. Ce C.A.P. est obtenu per contrôle continu, et ce mode de préparation est en passe de s'étendre à la formation initiale.

des lois sur la formation continue

Une grande action pour les migrants

prochain.

Greta - B.T.P. de Picardie n'ont pas voulu en rester là. C'est ainsi qu'en collaboration avec les associations régionales de formation du bâtiment (Aref-B.T.P.) de Picardie et de Normandie et le Greta de Rouen, ils ont mis en place des stages d'alphabétisation pour travailleurs migrants qui vont commencer prochainement à Rouen et à Senlis. Un enseignement de ia langue qui utilise comme point d'appui les outils et les matériaux de l'ouvrier. Ces stages permettront aux ouvriers aiphabétisés d'accèder ensuite à come formation CAPUC a

Mais les responsables du D'autre part, les responsable de l'enseignement professionne du bâtiment sont en train de mettre sur pied, à la demande du ministère de la culture, un brevet professionnel par unité capitalisable (B.P.U.C.) pour le couverture, destiné en priorité aux ouvriers des entreprises travaillant pour les monuments historiques. Le référentiel professionnel qui détermine les niveaux à atteindre est en cours d'élaboration. Ce brevet professionnel devrait être préparé au LEP de Beauvais à partir du printemps

MARCEL LUBATTL

Méru, la ville des boutonniers! Pas seulement...

Méru est una petite fille industrielle de 12 000 hibitants, située à 45 kilomères de Paris et 20 kilomètres de

Son histoire, c'est un peu celle de la tabletterie, Capitale de la nacre depuis la fin du XVIII° siècle, on y travalifait les éventail, les pions, les dominos it de vent se créer à patir de l'os ou de l'ivoire, i cela s'ajoutait à la fin du XIXº siècle l'industrie du boutan qui au termé de ce siècle prendra toute on im-

se reconvertir, et, si on y.fabrique toujours des boutons.

iorer la qualité de vie de tous ceux qui travaillent (services sociaux, contines, Le Député - Maire et le Conseil Municipal mettent à disposition des entreprises désirant s'installer 17 hectares d'une nouvelle zone industrielle attenante

la disposition de toutes les entreprises qui souhaiteraient



Tredecouverts

The second of

«Nous survivons, un point c'est tout»

de mais, autant de betterave su-

vous de juger en quelle estime nous tient notre gouvernement... » Déception, amertume, inquiétude : trois mois-clés pour situer exactement cet agriculteur du pays de Thelle, la grande pisine crayeuse qui s'étale, dans le département de l'Oise, entre Vexin, Valois et Clermontols.

bien volontiers, ce fermier de la nouvelle génération — il a trente-huit ans - aurait aimé. si la mort de son père ne l'avait pas contraint à y renoncer, a jaire une grande école, H.E.C. peut-être ». Mais il s'est arrèté après « maths élém ». Pourtant il n'est pas — loin de là à « metire au nombre des plus malheureux p.

A Picardie, c'est délà un peu

d'invasions ont éloquem-

ment montre qu'on la traverse

facilement. Pourtant, le plus

petit coup d'œli sur une carte

de la région suffit à découvrir

que les technocrates aménageurs

n'ont pas aussi bien réussi que

les hordes barbares. Ou du moins

qu'ils n'ont pas eu le même

souci puisqu'ils lui ont refusé

les voies de communication

modernes qu'ils ont généreuse-

Quelques kilomètres d'auto-

route (la A1), un morceau de

réseau ferré essentiellement

tourné vers Paris, des nationales

qui mettent la capitale amiénoise

à plusieurs heures de ses fron-

tières, enfin, des voles navi-

gables qui eussent à peine surpris

Colbert, composent le tissu —

lâche — d'irrigation des trois

ment essaimées ailleurs.

le plat pays. Vingt siècles

ainé, ils ont repris le domaine familial que leur mère avait géré, tant bien que mal, pendant une dizaine d'années après son veuvage. 290 hectares de belle et bonne terre, dont une solxantaine sculement ne leur appartiennent pas. Leurs six tracteurs labourent chaque année quelque

crière et une trentaine d'hecta-

Endettés jusqu'en l'an 2002

La traversée du désert

u Partout, de tous côtés à la fois. pôt foncier. Il va falloir faire Impossible à qui raisonne sainement d'envisager l'avenir autrement que sombre, irès sombre $m \in m \in ...$ b La conjoncture. d'abord :

A la fois propriétaires et locataires, nous allons être incessamment placés devant le fait accompli; il y a plusieurs mois déjà, la plupart des propriétaires auxquels nous louons nous ont fait part de leur intention de vendre, plutôt que de se

demande à revoir les études, à

réfléchir, à échafauder des solu-

tions financières. Et la Picardie

La liaison Seine-Nord est le

gros morceau du programme. Son

cout pourrait avoisiner 3,6 mil-

llards de francs. Mais sa réali-

sation supprimerait l'incompré-

hensible bouchon qui, entre

Complègne et Cambrai, interdit

aux convois lourds (3 000 tonnes)

attend toujours.

ROUTES ET VOIES NAVIGABLES

res, enfin. d'escourgeon. l'orge hative d'hiver réservée à l'alimentation du bétail. Dans une rézion où la movenne des exploitations tourne autour des 75 hectares (1), on peut parler de « grosse ferme ». Alors où le bât blesse-t-il? laisser laminer par le nouvel im-

> Comment suture? » Autre suiet d'inquiétude, le... ciel. Il s'en explique : « Depuis trois ans, nous avons beneficie de récoltes non pas e exceptionnelles», mais, en tout cas, très

> tace. c'est-à-dire... acheter. A

30 000 france ou 35 000 france

l'hectare, vous pouvez imaginer

le prix vertigineux des additions!

Mon frère et moi nous sommes

déjà endettés jusqu'en l'an 2002.

rer éternellement. Or. mainienant, nous vivons dans la crainte d'une année mauvaise, car une année mauvaise, c'est tout simplement la catastrophe imparable, pour tout le monde, petits, monens ou gros exploitants. Nous survivons, un point c'est tout.

pas évoquer, sous peine de déclencher sa colère, la politique sujet épineux : « L'impôt sécheresne? Mais moi, écoutez bien. je Pai payė deux jois! La première en ma qualité de citoven. comme les autres Français, au titre de l'entraide nationale. Et une deuxième, puisque fai été imposé sur le chiffre d'affaires l Au bout du compte, ce jameur impôt sécheresse m'aura coûté 80 % de plus que l'imposition « normale » à laquelle faurais dû être soumis » Quant aux aides que le gouvernement s'ap-

prête à distribuer, il les jugera d'un seul et définitif haussement d'épaules : « 6 milliards de francs, cela signifie quoi 2000 francs par tête d'agriculteurs, pas même le prix d'un cyclomoteur. Paut-il en rire ou A présent, il évoque les pré-

décesseurs de Mme Cresson. « Le seul que nous aurions voulu garder, c'était Chirac. Un homme qui nous a énormément défendus, qui nous avait compris. » Un ministre « efficace, et énergique, que ce soit à la table du conseil des ministres, à l'Elysée ou à celle de l'Europe agricole, à Bruxelles a. Justement, si on en pariait du Marché commun? « Au départ, nous y avions cru, très sincèrement, parce qu'il ouprait des débouchés inespérés. » Mais aujourd'hui, « avec la politique des échanges, plus celle des montants compensatoires, et d'un tas d'autres aménagements, c'est bien fini ». Et à cela il faut aionter encore « le fait que la France est le seul pays européen à n'avoir pas compris qu'il fallait, à noire époque, livrer des produits finis. Les Allemands, les Belges, les Italiens, les Hollandais, eux, l'ont compris en temps roulu, pour se mettre aussitot à Pheure des industries agro-alimentaires, tandis que nous allons chercher à la gare un produit fini que nous y avions livré

tout de même sur la propriété. non? a, que tant d'agriculteurs s'entendent rabacher par des citadins peu avertis des réalités actuelles, il le gommera d'un seul coup : « C'est une vue de l'esprit. Même un simple potager familial n'est plus rentable à compter du moment où il faudrait, pour en tirer de vraies récolies de légumes, y maintenir un salarie — à plus de 80 000 francs l'an en permanence! Nos légumes, ma jemme les achète au super-marché. comme tout le monde... » Comme ils se partagent, son frère et lui. entre les champs et la paperasserie, pas question que l'un on l'autre empoigne la bêche ou le sarcioir.

Quant au fameux « vous vivez

Autrefois, voici encore une dizame d'armées sculement, il y avait treize salariés sur la propriété. Au fur et à mesure de leur départ à la retraite — ils avaient nassé leur vie entière ici. on ne les 2 pas licenciés, — ils n'ont pas été remplacés. Tant pis nour les bâtiments : d'un bout à l'autre de l'année, jusque-là. un maçon, sa truelle à la main. entretenait toits et murs, rescellait un gond, repiâtrait une cloison ; tant pis pour les réparations de matériels qu'un forgeronsoudeur assumait douze mois sur douze

Face à tant de difficultés, fautil espérer tout de même voir un jour, à force de dispositions nouvelles et... de patience, les choses prendre un tour moins menacant? « Absolument pas_ C'est irréversible! Me croirezvous si je vous dis qu'à l'heure actuelle sept agriculteurs sur dix sont obligés - fe dis bien o-bli-gés — de vendre chaque année un petit morceau de leur domaine pour survivre? Tous les ans, une parcelle, le plus souvent un terrain à bâtir, pour pouvoir, grâce à l'argent frais qu'elle représente, « boucher des trous » de-ci. de-là ! »

Son pessimisme quant à l'avenir, il a, pour le concrétiser, les mots les plus terribles qui puissent être : a Jai un fils de neuf ans, dont il est trop tôt pour savoir s'il aura une vraie vocation. Toujours est-il que je ne plaisante pas! — je jerai tout ce que je peux pour le dissuader, s'il en manifestait un jour l'intention, de prendre ma suite... L'agriculture, c'est jini,

fouture s Inutile de lui proposer quelque belle formule romantique du genre : « Mais vous jattes be plus beau métier du monde, vous semez et vous récoltez. Vous faltes le pain des hommes! » Se déception, son amertume, son inquietude, sont suffisamment fortes pour lui permettre de couper court, avec un « je vous en prie! » aussi amer que définitif. Pour lul, tout cela est e fini, foutu ». Sans espoir de

retour. Même si les syndicats et autres professionnelles comme le F.N.S.E.A. à laquelle réunions, de nouvelles actions entremendre:

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(1) La Picardie, cuvrage publié sous la direction de René Debrie. Les Editions d'organisation (Paris,

LA CHASSE

E Fort-Mahon & Mers-les-

en quelque sorte. Le rêve pour les sarcelles... mais aussi — contrepartie — le rêve pour les sauvaginiers. Baie de Somme, baie d'Authle, quel chasseur à la botte, quel privilégié de la hutte ou du gabion n'a pas entendu parler d'elles ? A l'heure où court la mer vers la terre, falsant lever vers les rivages bécasseaux, huitriers. macreuses, canards piongeurs pa vois fous, quelle merveille t Plus de trois cent vingt espèces sont ici représentées, les deux

serve nationale de 19 000 heccette journée nationale de nettoyage des bales et rivages qui lancée sinon ces associations peut laisser les côtes d'un pays, quel poids de détritus, de boîtes

CLAUDE LAMOTTE.

gibler d'eau). B.P. 2280790 Port-LES RÉSERVES

ET REFUCES

Tireurs... et protecteurs

Bains, du ohena! de la Seine-Maritime, la côte picarde court sur près de 40 kilomètres. Une telle facade maritime de situation géophysique idéale pour lout chasseur. c'est l'assurance que les migracouvert à ces grands navigateurs que l'on appelle camerda. berges, gies, pluviers, vanneaux, sarcelles... La lista serait longue de ces oiseaux qui chaque année em-

pruntent les routes qui les mêneront, par la côte, du nord vera le aud, d'Europe aux rivages d'Atrique, guand la froid se fera trop sentir; puis du sud vers le nord, quand le printemps s'annoncera. Or vollà sur leur chemin un havre pas encore trop mis à sac, avec son littoral bas. marécageux, ses bales, sa campagne trutiés de marais et d'étange, de mares et de mollières. De l'eau partout, salée, saumâtre meis douce aussi. indispensable: a p r è s un long voyage. Le rêve pour un canard qui n'a rencontré depuis le paradis des Pays-Bas qu'urbanisation intensiva, tumées d'usines. voies ferrées, agitation, bruit et hydrocarbures. L'escale idéale

tiera de l'avilaune d'Europe.

Aussi peut-être est-ce le raison pour laquelle les chasseurs d'ici, ceux de la bale d'Authie sud, ceux de la bale de Somme, ceux de Cayeux - Mers, comme on dit, sont plus conscients qu'ailleurs, plus vigilants, plus actits. Eux que l'on a si souvent décriés, si souvent accusés de vautoir tout tuer, de ne voutoir que remplir leurs congélateurs. les voilà taisent ouvrir une ri tares, multiplient le gerderie. repeuplant en colverts reproducteura estuaires et pacages humides, animant une exposition permanente consacrée à la taune et è la flore, participant a u x études scientifiques entreprises pur l'avifaune migratrice. Et aujourd'hui s'est étendue à tout de littoral français, qui l'avait de chasseurs du domaine public maritime ? Et sait-on dans quel élat un an de tourisme intensif

de conserves, de papiers gras cela représente? Toutes choses à savoir quand on rencontrera ces fous vêtus de kaki, leur toile de tente roulée sur le dos, leur fusil à la main, aller s'enterrer dans le vent qui lève du côté du Crotoy et de Saint-Valery pour attendre l'oiseau qui viendre du nord.

* Pour tous renseignements: Association picarde des chasseurs de gibier d'ean du dépar-tement de la Somme (Association affiliée à l'Association nationale des chasseurs de

Outre la réserve de chasse maritime limitée par les communes de Saint-Quentizen-Tourmont et du Crotoy, et qui s'étend donc sur 7 kilonétres de côte, donnant refuge un nombre important Cespèces. Il existe dans le déparement de la Somme : .- une réserve de chasse approuvée située sur la commune de Saint-Quentin déjà citée; - une réserve de charse maritine qui s'étend sur 10 kilomètres et sur 13 000 hectares Circ, Port-Mahon Plage, Quend Sant-Quentin-en-Tourmont ; un pare emithologique suert au public, géré par l'Asocation Marquenterre-Nature et implanté sur des Flak, sur l'Avre, l'Ancre Somne canalisée.



de rallier le bassin de la Seine à partir de la Belgique et réciproquement. Entre ces deux villes, en effet, n'existe qu'une portion d'Oise non aménagée que prolongent, après Noyon, deux canaux à neu près parallèles : à l'Est. celui de Saint-Quentin, qui date de Napoléon 1st et ne peut supporter que des péniches de 350 tonnes : et. à l'Ouest, le canal du Nord qui

a priori, la plus coûteuse. Mais la fermeture à la navization pour la durée des travaux (plusieurs années) du canal du Nord - le plus « performant » - aurait, à l'inverse, des conséquences redoutables sur l'économie générale de cette voie d'eau en détournant une bonne partie du trafic vers le rail et la route. Les deux tracés ont fait

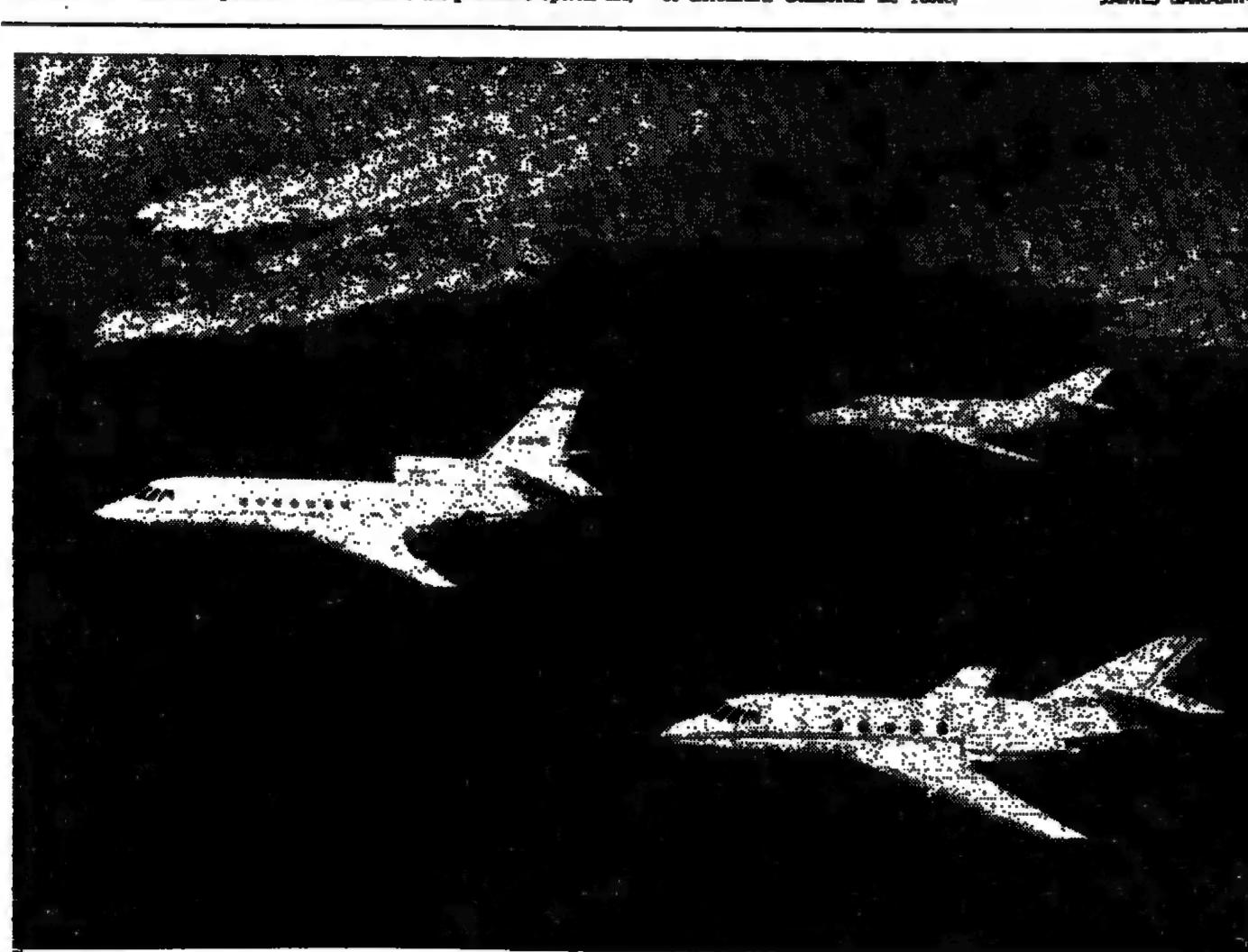
l'objet d'apres discussions. C'est que. de Chauny à Ham et de Péronne à Saint-Quentin, on attend du canal quelques retombées industrielles. Mais quel qu'en soit le prix - 25 milliards de francs dans un cas, 1 milliard de plus dans l'autre - le projet pose d'abord un problème de financement. Fin 1980, après dix ans de palabres sur l'opportunité et la rentabilité de tels travaux, on s'acheminait vers une participation de l'Etat à hauteur

les 121 kilomètres de Cambrai à Reims, et notamment toute la partie picarde de l'autoroute, qui ralliera Saint-Quentin et Laon, ne sont encore que pointillés. Au cours de sa visite dans la région, à la fin de l'an passé, ministre des transports.

M. Charles Fiterman, s'est engagé à conduire cette liaison à bonne fin. D'ailleurs, dans l'Aisne, les remembrements et les acquisitions foncières vont bon train, tandis que la loi de finances prévoit des crédits d'étude pour 1982. Mais qui paiera les 2 240 mil-

lions de francs de la réalisation (650 millions pour Cambrai-Saint - Quentin, 1590 millions pour Saint - Quentin - Reims)? Déjà concessionnaire de Paris-Lille-Valenciennes (A 1-A 2) et de Metz-Strasbourg (A 32-A 34). la Société des autoroutes du nord et de l'est de la France SANEF) s'est vu confier la concession de la A 26. Mais le ministre des-transports a engagé une réflexion qui doit, d'ici à l'été prochain, déboucher sur une nouvelle politique du financement et des concessions des autoroutes. On ne connaîtra ou'après les bailleurs de fonds de l'autoroute picarde dont on ose espérer qu'elle abordera alors, enfin, sa dernière ligne

JAMES SARAZIN.



LES AVIONS D'AFFAIRES DE LA SOCIÉTÉ des AVIONS MARCEL DASSAULT

nighad **dhi**n des**hinagan. Mini** sarike 19-3

months of continues and the continues of

and distribute descinatellists (c. c.c.

botto product to the second to the

d Alexander man appropriate gan in 1965.

the andre turber, invers the

presinche field. Les differents

Manager in Supplement for Mainey

March and Park beite pers det be unte

minds, page of motive describer to

Standard on through your though the series

Charecher & in ours be presting

Minute and Marketan & strong Control

Charles Traditional College (Sales) . . .

a Company was the first

Marie des Statistics and Ast Marie Co.

with fire, was back at April 1975

and the second second state of

SAME TO SERVICE THE PARTY OF TH

minimum in the second contract of the second

COMMENT OF PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE PARTY

Contract of the Contract of the Contract of the

Many of Courts of the paper to be deposited to

and the second section of the s

Spirather of the street district district along

White & Takes are parthirected for a

THE MANUAL PROPERTY OF THE PARTY.

AND MADE IN THE PART OF

THE PROPERTY AND PROPERTY AND

indicated when the

What what desired is developed as

Print.

Friedricht dem Indhaltfies aucherig.

---- AMARINE AMARINE ----

3/2

Programme with the state of the

And The Print of the Control of the

" in a second se

T 4_**.

Garage Congress

- 44 11 11

ROCK

Elvis Costello et Police à Paris Les mythes redécouverts

Ils sont apparus en pleine explosion punk en Angleterre, Elvis Costello et Police. Tout à coup le rock retrouvait sa réalité et, mieux encore, avec eux, il redécouvrait ses mythes. Attrapant au vol l'humeurdu moment, les musiciens de Police, qui avaient tenté séparément et sans succès plusieurs aventures dans le passé, jouaient-le rock vite et dur ; en attendant mieux, ils étaient prêtsà tout. Elvis Costello, lui, n'était pret à faire aucune concession. Son premier 45 tours annonçait la couleur et le ton d'un trajet qui ne s'est

jamais démenti. Petit, nerveux, binoclard, avec ses allures de Buddy Hooly, Costello partait en guerre contre le showbusiness; avec un esprit frondeur, ses attitudes, ses références, ses actions, alimentaient la légende. D'ail leurs le prénom qu'il s'était choisi Elvis, suffisait à le placer au panthéon des « rois ». C'était il y a quatre ans. Aujourd'hui, avec Clash. Police et Elvis Costello comptent parmi les seuls à avoir survéeu au phénomène punk. Les premiers avec le succès international que l'on sait, le second avec un prestige indubitable. L'année 1982 ne pouvait commencer sous de meilleurs augures en matière de rock puisque Police donne deux concerts, les dimanche 10 et lundi 11 janvier à la Rotonde du Bourget, tandis,qu'Elvis Costello, avec son groupe les Attractions augmenté du quatror à cordes de l'Opéra de Paris, se produit le 10 au

Théâtre des Champs-Elysées. Le rock n'est pas seulement affaire de musique. C'est James Dean qui marche tête baissée, coi relevé et cigarette au bec; c'est Marlon Brando qui part seul en lutte contre les syndicats de la pègre dans Sur les quais. Une succession d'images, un état d'esprit de rébellion et de marginalité. C'est ce qu'avaient compris les Stones, les Beatles, Dylan et quelques autres dans les années 60, c'est ce qu'ils vivaient et c'est ce qu'entretient Elvis Costello-- il est unique - aujourd'mi. Il a compris et démonté les mécanismes du rock pour les reprendre à son compte, flatter la part de fétichisme qui existe en chaque fan, l'entourer de mystère. Il est le seul musicien qui refuse systématiquement les interviews et qui s'y tient, qui avance au rythme de ses passions en dehors des exigences du show-business.

Elvis Costello ne gagnera jamais le succès d'un Bruce Springsteen par exemple. Son répertoire est destiné à un auditoire averti, complice. tion, ses talenis d'auteurcompositeur - il a le don des mélodies qui vont à l'essentiel en trois minutes, avec des textes comme des petits scénarios, — sa voix au timbre particulier, qui évoque parfois celui de Dylan, ont su l'imposer devant un public substantiel en Angleterre et aux Etats-Unis-

Elvis Costello fait l'objet d'un culte avec ses disques, qui sont autant d'anthologies du rock, parfaitement cohérentes, pensées et travaillées dans les moindres détails jusqu'à la pochette et même le marketing. Lorsque tout le monde s'est mis au reggac, il s'est tourné vers le rhythm'n blues, aujourd'hui, les temps sont au rockabilly, le voici avec un disque de country et wes-tern. Il est allé à Nashville enregistrer, dans la pure tradition, des classiques du genre. Et c'est ainsi qu'on le verra au Théâtre des Champs-Elysées avec tout l'attirail, chapeauté Stetson et chaussé Tony Lama, soutenu par le quatuor à cordes de l'Opéra de Paris pour les besoins de la cause. Héros toutes catégories, Elvis Costello est l'homme de la situation en toutes circons-

coûte que coûte

En 1977, les musiciens de Police profitèrent de l'effervescence du phénomène punk. Sting (basse et chant) venant du jazz, Andy Summers (guitare) et Stewart Coppeland (batterie) ayant joué avec des groupes peu-convaincants, ils appartenaient à la génération précédente. Tout à coup décomplexés par l'élo-

quence et la vitalité retrouvées du rock, ils virent les idées, qu'ils trainaient avec un sentiment de frustration, formulées sous leurs yeux par des groupes qui surgissaient de toutes parts. L'époque était à l'énergie coûte que coûte, le temps de se tailler une image de circonstance, et e trio se lancait dans l'aventure comme pour se défouler et se netloyer des années de démarches négatives. Cette période de transition passée, ils mirent à profit leur acquis musical pour enregistrer un premier album. Les compositions étaient habilement construites, les harmonies vocales séduisaient et surtout, en étant parmi les premiers à assimiler les rythmes du reggee, Police s'était crée un son qui l'identifiait d'em-

Touchant en un premier temps le public spécialisé, très vite, dès le se cond album, Police a conquis les faveurs du grand public pour devenir aujourd'hui (après quatre albums et une tournée récente qui a visité le Japon, l'Australie, l'Inde, la Grèce, l'Egypte, l'Argentine) un phénomène commercial de première importance plébiscité dans le monde entier. On a souvent comparé Police aux Beatles : une musique universelle, des compositions à la fois complexes et évidentes à l'oreille, des chansons qui descendent dans la rue C'est un peu ça, le génie et l'intelligence de John Lennon en moins et un phénomène social qui ne se répétera pas. On peut regretter une certaine complaisance et le manque de renouvellement dans l'inspiration des dernières productions. Reste que Police est un événement qu'il faut voir sur scène ne serait-ce que pour la folie qu'il provoque dans la salle. Le trio se produira chaque soir devant quinze mille personnes.

ALAIN WAIS. ★ Elvis Costello le 10 janvier

20 heures au Théâtre des Champs-Elysées. Discographie chez Vogue, CBS, WEA et Arabella. ★ Police le. 10 janvier à 19 heure avec les Go-Go's en première partie et le 11 janvier à 19 heures avec les Belle Stars à la Rotonde du Bourget. Disco-

graphie chez A & M, distr. CBS.

DANSE

Priorité à l'expression contemporaine

(Suite de la première page)

Le moment est venu pour le ministère de la Culture d'être concret. M. Jack Lang en est d'accord : il a esquissé, le 4 décembre dernier à l'Assemblée nationale, les grandes lignes de son action : utilisation du budget, stratégie des réformes, avec notamment des mesures de priorité « destinées à promouvoir la jeuné danse et à sensibiliser la jeunesse à cette activité - (2). En compagnie de M. Maurice Fleuret, directeur de la musique, le ministre de la culture exposera ses projets à la fin du mois de janvier. Il est désormais acquis qu'il s'appuiera sur les thèmes débattus au cours des travaux de Bagnolet. En voici les grandes lignes

• L'enseignement. La danse ontemporaine étant largement prationée, une commission de professionnels propose d'officialiser son enseignement au moyen d'un examen de professorat « ouvert à tous les styles » et permettant en quelque sorte de définir les éléments de cette discipline. Cela amène à s'interroger sur les conservatoires : pourquoi ne pas y enseigner également la danse moderne, alors que les danseurs en ont désormais autant besoin que du « classique » dans leur formation?

Sont réclamées aussi des écoles nationales de danse pour préparer le diplôme de professeur. L'équipement des villes en salles aménagées est souhaité pour sortir la danse de son état de dépendance à l'égard du sport. Une sous-commission a travaillé sur l'intégration de la danse à l'Université. Elle souligne le caractère sporadique et improvisé d'expériences qui, le plus souvent, ne débouchent sur rien. Enfin, Jean Serry, pédagogue, a largement développé un point essentiel et demeuré jusqu'ici à l'état de vœu pieux : la danse à l'école.

· La création. Elle concerne aussi bien des compagnies organisées que des cellules composées de quelques danseurs réunis autour d'un chorégraphe et dont la démarche se rapproche plus des arts plasti-

ques que du ballet traditionnel. Elle appelle un certain nombre de dispositions comme la protection de l'œuvre chorégraphique, la mise en place d'une commission d'aide et l'attribution aux compagnies existantes d'un budget de sonctionnement sans lequel il est impossible de garder des danseurs assez longtemps pour élaborer une œuvre et imposer un style.

La diffusion. Elle est définie négativement : pas de politique, pas d'action en direction du public, pas d'équipements, une programmation des festivals proliférante, anarchique, et sans réflexion. - surtout du fait des collectivités locales ».

Les propositions sont multiples. Toutes partent d'une évidence : la danse existe, le public est nombreux, divers ; favoriser leur rencontre suppose un rééquilibrage de la part chorégraphique dans les lieux de diffusion subventionnés (révision des cahiers des charges, création de - pool • techniques, aide aux jeunes compagnies, création de conseillers culturels auprès des municipalités).

La ligne de partage

Les critères de la programmation de la danse sont, dans leurs ensemble, contestés; on leur reproche d'osciller entre les valeurs sûres, à la mode, et le spectacle du genre « gala de sin d'année . Pour la capitale, la commission constate que, si quelques lieux ont une politique courageuse, en général - Paris n'achète de la danse que très exceptionnellement et en ne prenant aucun risque .. On peut remarquer aussi la ligne de partage existant entre les maisons de la culture axées sur la diffusion de la danse contemporaine et les opéras de province plutôt tournées vers le bailet néo classique.

En tout état de cause la danse manque de lieux pour travailler. pour répéter, pour se produire. On pe construit pas pour la danse. Mais peut-être pourrait-on envisager un

Depuis longtemps déjà, Claude

inventaire de tous les endroits possibles et les aménnger

· Le rôle des médias. Si la commission chargée de l'information déplore le manque de place accordée à a danse dans la presse écrite du en particulier - à la nonreconnaissance de la danse art -, elle est - à juste titre - encore plus sévère pour la radio et la télévision qui n'assurent même pas leur vocation de services public : pas d'informations, pas d'émissions régulières. - comme si la danse ne concernait qu'une poignée d'ini-

Un défilé de majorettes

On s'accorde pour réclamer la création à Paris d'un Centre de la danse (documentation, information, vidéothèque, traduction) doté d'un « lieu de représentation ».

• Rôle de l'État. Depuis vingt ans, la danse en France est sortie de l'Opéra; les troupes sont désormais indépendantes à la facon des compaanies théâtrales, avec leurs propres circuits de création et de diffusion. Elles ont besoin d'une politique spécifique. A Bagnolet, tout le monde a souhaité « que le ministère conserve ses prérogatives en matière de sinancement global des compagnies et des centres, et de conduite d'une politique de la danse en France ». On demeure dans le vague quant à la décentralisation : le précédent du théâtre en la matière est plutôt inquiétant. Pour beaucoup de villes, l'idée que les pouvoirs locaux se font de la danse se réduit à des animations, à un défilé de majorettes. Voilà une belle source de débats municipaux en perspective.

Marcelle Michel.

(2) Réponse à une intervention de M. Gérard Collomb, député du Rhône (P.S.), à propos de l'avenir de la

sur l'art, elle avait pourtant cher-

Réédition du Moyen Age fantastique »

IRRÉSISTIBLES PRODICES

Le Moyen Age fantastique, de Jurgis Baltrusaitis, publié en 1955 vient d'être réédité chez Flammarion. Il inaugure la remise à jour des œuvres essentielles de l'auteur.

Jurgis Baltrusaitis est lituanien. I l'est resté, bien qu'installé depuis longtemps à Paris. Il reconnaît sans difficulté sa dette à l'égard d'Henri, Focillon, mais il n'a pas fait sa carrière universitaire en France. Celle-ci a d'ailleurs été singulièrement entrecoupée. Bien que sa présence physique, l'élégance d'un lutteur de grand style, d'un réveur en prise avec la matière laissent imaginer un brillant conférencier, il est d'abord un écrivain un constructeur de livres.

A force de collages, ses manuscrits ont acquis l'épaisseur des parchemins Il forme ses lettres avec une générosité qui évoque l'écriture, solide, très matérielle, des peintres et des scuipteurs. Il a la largeur de vues et le goût des détails qui permettent d'éveiller l'imagination et de convaincre. Pour ne pas lasser son lecteur, il change. sans s'attarder, de paysages. Il aime les jeux de miroirs, les machines à

La rigueur et l'originalité

Le Moyen Age fantastique en est déjà une preuve suffisante. Mais il faudra disposer de tous les autres ouvrages pour percevoir pleinement, dans sa continuité, le rigneur et l'originalité de la démarche.

Baltrusaitis s'est d'abord attaché à la sculpture romane et en à dégagé les lois ornementales. Dès cette époque, et comme ses origines l'invitaient à le faire, il s'est également préoccupé des influences orientales sur l'art d'Occident. Et ce fut Art sumérien, art roman (1934), un petit livre de cent pages d'une audace

Le Moyen Age fantastique reprend l'enquête pour l'art gothique, avec plus d'ampleur. Un gros volame le complète, Réveils et Prodiges (1960), de nouveau accessible chez Armand Colin (mais à l'insu de l'anteur et sans remise à jour). Ces réveils et prodiges, c'étaient, en plein « classicisme » gothique, is

France ou dans les coins reculés des nefs, sur les marges des manuscrits et qui, avec la désintégration du gothique, reviennent au centre, occupent l'espace tout entier, envahissent les tableaux de Jérôme Bosch. Au même moment, le classicisme de Chartres, d'Amiens offre une moindre résistance au goût exotique, qui commence d'ailleurs avec la passion pour les monnaies, les pierres gravées, les sceaux antiques. Le Moven Age fantastique est sous-titré : = Antiquités et exotismes dans l'art go-

De l'Antiquité, l'imagination médiévale recoit des modèles d'êtres hybrides, composites (grylles et grotesques); de l'Islam, les motifs ornementanz. Mais elle va chercher aussi plus loin son inspiration, jusque dans l'empire mongol, aux Indes ou au Tibet. Un énorme jeu de mots associe, par exemple, les Tartares à l'enfer. le Tartare ou Tartaros les hordes dévastatrices de Gengis Khan incarnent les peuples maudits de la Bible, et leur chef, l'antéchrist. Le « péril jaune », qui faisait récemment trembler l'Occident, n'est pas

une nouveauté. --Le lecteur de Baltrusaitis apprend aussi que la représentation des trois morts dans la rencontre avec les trois vifs, thème répandu au quatorzième siècle, est inspirée de textes bouddhiques décrivant les états successifs de la décomposition du corps après la mort.

Il v a bien d'autres prodiges dans ce livre, qui nous rappelle que l'art est une formidable machine à remonter le temps, à traverser les continents. C'est un arbre à têtes qui crie « wakwak », transformé en arhre de Jessé, ce sont des rochers anthropomorphes, des objets humanisés. L'Occident n'a pas résisté à tontes ces démoneries. A l'Extrême-Orient. « terre des dragons », et précisément à l'Empire céleste (la Chine), nos ancêtres doivent l'emblème de leur démons infernaux l'aile de chauve-souris. L'enfer chrétien s'était mis à parler chinois sans le savoir. Il fallait un grand historien pour le découvrir, s'émerveiller et nous séduire.

J.-FRANÇOIS CHEVRIER.

« L'Aventure du jazz », de James Lincoln Collier

A suivre

Belle épopée, belle besogne que les deux tomes, ni exactement chronologiques ni vraiment analytiques, de James Lincoln Collier : l'Aventure du jazz (tome I : « Des origines au swing », tome II : « Du swing à nos jours »). Ancien musicien de iazz devenu journaliste. Collier traite et remue de grands ensembles historiques avec un goût de l'intelligence et du détail qui fait de son œuvre un bel outil de référence. Point de vues à proprement parler nouvelles, pas davantage de perspectives inédites, de ces regards qui d'un trait d'écriture, en un clin d'œil, changent le vôtre, mis une thèse solide et informée à quoi s'ajoute le prolongement aigu de notions que l'on croit un peu vite

Comme cette aventure est suivie et traduite par Yvonne et Maurice Cullaz (producteur depuis longtemps de l'émission . Libre parcours jazz »), c'est-à-dire par d'excellents spécialistes, on nous épargne cette fois les sottises coutumières des traductions de livres sur le jazz. Sur les origines africaines du jazz, sur les musiques tribales et la genèse de cette mystérieuse caractéristique qu'est la blue note, sur les schémas rythmiques et sur quelques particularités de style et de jeu, on apprend en douceur mille et un enseignements, en se faufilant entre l'anecdote plaisante et la description

On regrette d'autant plus que cette aventure du jazz soit sur le plan théorique - même si le mot continue bêtement de faire peur - si peu aventureuse... Les continents sont bien découpés, leur dérive bien relatée, mais le globe où tout cela se passe est un globe dessiné à l'ancienne mode. Rien n'est renouvelé de cette description, commode certes mais depuis longtemps criti-

culturel du Marais, qui, à ce jour, a recueilli plus de trente mille signatures. vient de lancer, sous forme de télégramme, un appel au président de la République, pour que l'exposition Turfantastique, Flammarion, collection | qu'au 31 janvier. Les musées prêteurs aldées et Recherches », 280 pages, ont, en effet, accepté cette prolongation

quée en profondeur, qui donne tous les mouvements leur juste place dans un honnête catalogue et les fait se suivre comme les dynasties d'un empire bien réglé.

A ce conformisme historique, la West Coast », par exemple, passe à la trappe ; des musiciens comme Lennie Tristano sont traités pardessous la jambe et les mouvements des vingt dernières amées - sagesse ou précaution? - réduits à la surface corrigée d'un salon de musée... Quant la la transmission de l'expérience familiale, pourtant fondamentale, en marge de tous les systèmes pédagogiques, et quant à l'importance décisive de la musique d'église et des spirituals, elles ne font pas partie de ce dispositif historique-là Tout de même_...

Nouveauté

et ferveur

Escortée néanmoins de belles et parfois rares illustrations, d'un avantpropos judicieux d'Henri Renaud. lui aussi musicien et critique, d'une discographie utile et d'une vaste bibliographie aux surprenantes lacunes, cette aventure mérite qu'on l'accompagne jusqu'au bout de ses explications techniques. On y découvrira les amples développements du jazz, mais aussi, au détour d'un paragraphe. Charlie Parker dans le restaurant où jouait Art Tatum. Emporté par l'élan de sa préface. Mike Zwerin - encore un excellent musicien critique - va jusqu'à dire que ce livre est le premier, sur le jazz, qui - swingue -. C'est peut-être vanter se nouveauté : ce n'est pas exagérer sa ferveur.

FRANCIS MARMANDE.

★ James Lincoln Collier, l'Aventure du jazz, Albin Michel.

en raison de l'affilience du public, de réaliser un bénéfice net de 150 000 francs (le Monde du 23 dé-

■ Le Centre culturel irakien à Paris

FORMES

Mythologie de la couleur

Bellegarde s'est éloigné du grand silence blanc qui lui fut jadis salubre. Il ne renie pas son passé. Mais, en 1981, après bien des recherches, et des réussites, dans la conquête de la couleur, il semble avoir définitivement maîtrisé sa pelette. Ses œuvres neuves ne procurent pas seulement un plaisir épidermique (1). Elle va loin, cette couleur, qu'en soit le support, même les entrelacs d'un store de bois, où les bleus et les rouges, le froid et le chaud donnent souvent le ton (Apia, Hécate). Sommes-nous devant une peinture non figurative où se contentent d'onduler les verticales vertes, jaunes, outremer de Pan? Voire. Les courbes féminines d'Atalante par exemple contredisent un jugement hatif. Elle n'est pas anodine ni sans vertus, cette peinture vive, nette, harmonieuse, Chaque touche agit sur la rétine. sur l'esprit, tonique ou apaisante.

Bellegarde figure parmi les soixante-cinq artistes morts ou vifs dont on a réuni un bon choix de dessins, d'Adami à Zadkine. Ils y sont à peu près tous, les plus grands et les plus jeunes d'aujourd'hui, de la peinture et de la sculpture. On est heureux de voir ainsi la Galerie Breteau (2) au glorieux palmarès redonner signe de vie, alors que trop d'autres ont dû fermer leurs portes, telle la Calerie Entremonde. Madeleine Grenier avait été choi-

sie par René Char pour enluminer une gerbe de ses poèmes. En a-t-elle eu le temps? Elle est morte le 3 janvier et sa fin. prématurée fait mesurer l'étendue de cette perte : son métier était en progrès constants. Sa dernière exposition avait eu lieu en mars 1981 à la Calerie Darial. La blancheur était son élément vital, une blancheur qui avait « du sang sous la peau ». Fille du philosophe Jean Grenier, auteur de tant de pages sensibles et lucides

ché à profiter de cette référence. Une autre disparition, récente elle aussi, celle de Bram Van Velde, est l'occasion d'ouvrir une nouvelle revue d'art suisse d'un titre (3) et d'une formule insolites. Elle ne fait appel ni à la critique ni à l'information. Elle se veut une tribune d'artistes. Son second numéro est en bonne partie consacré à « l'aventure commune » de Charles Juliet et de Bram Van Velde. On sait l'importance du rôle joué par le poète dans l'exégèse du peintre; ses « Rencontres », sa grande monographie avec Jacques Putman chez Maeght, etc. Les lettres vermillon d'un alphabet peint par Bram sur la couverture se retrouvent agrandies, en teintes plus tendres et en surimpression de poèmes et de texter de Charles Juliet, en compagnie d'autres reproductions. « Je n'ai qu'un désir, disait-il à Juliet au cours d'un dernier entretien à Grimaud. Voir cet inconnu qui est en

De la Suisse passons à la Belgique. Là encore, une jeune revue, Incisions (4), jumèle le poète écossais Kenneth White et le peintre francais Michel Moy, bien vivant, hil Ce sont des variantes extrêmement riches sur le thème du « nouveau paysage », résultant de trinôme poésie-peinture-pensée, que Kenneth White développe une fois de plus avec son extraoidinaire pouvoir d'évocation. Un art éclaté qui fait table rase de toute notion de représentation et de toute culture apprise... disons bourgeoise.

JEAN-MARIE DUNOYER.

1) Galerie d'Art internationale, 12, rue ean-Ferrandi. (2) 70, rue Bonaparte. (3) Frou, éditions de la Prévôté. Motier

(4) Incident, nº 3, rue des Fontanelles,



LES SPECTACLES **NOUVEAUX**

LE CHANTEUR D'OPÉRA, Comédie de Paris (28)-00-11), sam... L'ILE AUX CHEVRES, Marie Strart (508-17-80), sem., 17 h 30 et 20 h 30. PALAIS DE JUSTICE. Odéon (325-70-32), sam., 20 h 30, dim., LE COMBAT DE LA MOUCHE, Lucernaire (544-57-34), sam.,

Les salles subventionnées et municipales

22 h 15.

Salle Favart (296-12-20) : Brasil Tropical (sam., 20 h 30, dim., 15 h et 18 h, der-Comédie-Française (296-10-20) : les caprices de Marianne; l'Epreuve (sam. dim., 20 h 30); les Femmes savantes (dim., 14 h 30).

Chaillet (727-81-15), Faust (sam. 20 h 30); Britannicus (dim., 15 h). Petit Odéon (325-70-32), Dorval et mai (sam_ et dim_, 18 h 30) ; le Neveu de Rameau (sam. et dim., 21 h 30). TEP (797-96-06) le Grand Magic Circus, (le Bourgeois gentilhomme) (sam., 20 h 30, dim., 15 h.).

Petit TEP (797-96-06), 20 h 30 : Marionnettes Richard Bradshaw : (sam., 20 h 30, dim., 15 h). Centre Pempiden (277-12-33) : Jeux de mémoire (sam. et dim., de 14 à à 16 h); rinéma-vidéo: Takis et Masson (dim.,

Carré Silvia-Monfort (531-28-34), Cirque Grass à l'ancienne (sam. et dim., 14 h et 16 h 45); la Duchesse d'Amalfi (sam., 20 h 30). Théâtre musical de Paris (261-19-83). West Side Story (sam., 20 h 30, dim.,

Les autres salles

Antoine (208-77-71), 20 h 30 : Potiche. (sam., 20 h 30, dim., 15 h 30 et 20 h 30). Atelier (606-49-24) : le Nombril, (sam., 21 h, dim., 15 h et 21 h). Bouffes-du-Nord (239-34-50) : la Tragédie de Carmen (sam., 20 h 30).

SEUL A PARIS

au Cinéma GEORGE V

VO - Son Stéréophonique

DOROTHY DANDRIDGE

HARRY BELAFONTE

un film de

OTTO PREMINGER

Bouffes parisies (296-60-24) : Diable d'homme (sam., 21 h, dim., 15 h). Cartoucherie, Théâtre du Soleil (374-24-08), Richard II (sam., 18 h 30, dim., 15 h 30); Épēc de Bois (808-39-74); Ecrits contre la Commune ; (sam., 20 h 30, dlm., 16 h). Centre d'Arts celtique (258-97-62) ; Évasion. (sam. 20 h 45, dim., 17 h).

interpationale (589-38-69), grand théâtre : la Divine Comédie (sam. 20 h 30). Comédie Cammartin (742-43-41) : Reviens dormir à l'Élysée (sam., 21 h., dim., 15 h 30).

(720-08-24) : le Jardin d'Eponne (sam., 20 h 45, dim., 15 h et 18 h 30). Comédie Italiense (321-22-22) : la Servante amoureuse (sam, 20 h 30, dim., 15 h 30).

Daumon (261-69-14): La vie est trop courte (sam., 21 h, dim., 15 h 30). Deux-Portes (361-49-92); les Fausses Confidences (sam., 20 h 30, dim., 15 h). Espace-Gallé (327-95-94) : Tranches de vie (sam., 20 h 15, dernière).

Espace Marais (271-10-19) : Motas et Paillasse (sam., 22 h 30). Escalou (278-46-42), salle I : la Princesse de Babylone (sam, 20 h); Attention copyright (sam., 21 h 30); salle II : Spectacle Guillevic (sam., 18 h 30); Monsieur, Monsieur, Monsieur (sam.,

20 h 30); Cheese ou la vie en rond (sam., 22 h). Fentaine (874-74-40) : les Trois Jeanne (sam., 20 h 30). Gaité Montpurnasse (322-16-18) : Ça fait mal quand je toeche (sam., 20 h 15, dim., 15 h 30): Est-ce que les fous

jouent-lls ? (sam., 22 h, dim., 17 h 30). Grand Hall Montorgneil (233-80-78) : Dialogues d'immigres (sam., dim., Huchette (326-38-99) : André Frère (sum., 18 h 30) : la Cantatrice chauve (sam., 20 h 15); la Leçon (sam., 21 h 30).

Jardin d'Hiver (262-59-49) : Partage La Bruyère (874-76-99) : le Divan (sam., 21 h, dim., 15 h). Lacernaire (544-57-34), Théâtre Noir, : Yerma (sam., 18 h 30); Anatole (sam., 20 h 30); Elle lui dirait dans l'île (sam.,

22 h 15) ; Théâtre Rouge : Ladyablogues (sam., 18 h 30); Milosz (sam., 20 h 30). - Petite salle : Parions français (sam., 18 Madeleine (265-07-09): Du vent dans les branches de sassafras (sam., 20 h 45, dim., 15 et 18 h.30), Marie Stuart (508-17-80) : Pourquoi la

(sam, 22 h 15, dim., 15 h).

– TH. MARIE-STUART – 508-17-80

UGOBETTI MAURICE GLAVEL

20 H 30 Samedi mat. 17 h 30

DEUX ANES

IMMENSE SUCCES DE LA MORDANTE REVUE

Pierre-Jean VAILARD

Christian VEBEL Jacques MAILHOT Jecques RAMADE Merie SANDRINI Jean-Michel MOLE Martin ARISI Jean-Pierre MARVILLE Robert YALENTINO

100°

DINERS

J. 23 h. Grande Carte. Menu d'affaires : 100 F a.n.c. Menu dégustation : 220 F a.n.c. Salons de 2 à 50 couverts. Cadre antien de réputation mond.

J. 22 h. Culsina périgourdine. Manu 127 F 1/2 vin de pays + café + alcool de prune, avec foie gras, cassoulet au confit. SA CARTE.

De 12 h. 2 h. du matin. Ambiance musicale. Spécialités alsaciennes.

Vine d'Alsace. BANC D'HUITRES. CARTE DES DESSERTS.

Ze Centre Georges Pompidou

du 11 au 24 janvier à 20 h 30 (Grande Salle) matinées dimanches 17 et 24 à 16 h (relâche le mardi)

Olympic Man par le groupe Els Joglars

location 274.42.19

LAPEROUSE 325-90-14 et 68-04 51, q. Grands-Augustins, 6. F/dim.

LE SARLADAIS F/sam, midt. dim.

AUB. DE RIQUEWIER 770-62-39 12, rue Fg-Montmartre, 9-. Ta L jrs

Pour tous renseignements concernant I ensemble des programmes ou des salles

> LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures. sauf les dimanches et jours fériés)

Théâtre de Paris (280-09-30) : L'ensemble

Theatre-18 (226-17-47), Ombre d'entre

Salle Gavena A. Deile Vigne (Liszt, Bee-

Schubert, Chopin, Beethoven, Dutilienx)

Feline Saint-Merri : Ensemble à vents

Radio-France Grand Auditorium: D. Var-

sano (Beethoven), (sam. 18 k 30); Nouvel Orchestre Philarmonique, chœur et

maîtrise de Radio-France (Globo-

kar, Thon That Tiet), (sam. 20 h 30-; Atelier des Chœurs de Radio-France

Théfitre de Road-Point C. Alsina, R. Fran-

Conciergerie B. Charbonnier, J.-P. Cani-

Retise St-Thomas d'Aquin J. Galard,

Relies Réformée d'Auteuil M.-C. Alain.

(dim. 17 h 45). American Church M. Haniotis, A. Wheat-

Befinger (272-87-82), Stella Al Levitt, A.

Cavean de la Hinchette (322-65-05), Mona-

Chrone d'Hiver (503-47-59), J. Higelin

Dunois (584-72-00), J. Mas, L. Xavier, S.

Marne, C. Barry, B. et F. Lapierre, (sam. 20 h 30); Combinacion latina (dim.

L'Éconne Mariène et Slan, (sum. 22 h.).

Feeling (271-33-41), Stocker Tubapack

Gibus (700-78-88), Private life, (same

Jazz Unité (776-44-26), J.-P. Debarda, C.

Manu musicale (238-05-71), J. Sicard, D.

New Morning (523-51-41), Claude Bolling

Petit Journal (326-28-59), Swing at six,

Petit Opportun (235-01-06), R. Fays Trio.

Slow chib (233-84-30), R. Franc (sam,

Théstre des Champs-Elysées (723-47-77),

Theatre Natr (797-85-15), Section (sam.,

ALLEMAGNE MERE BLAFARDE

ALLEMAGNE MERE BLAFARDE

(Ail., v.o.): Marais, 4 (278-47-86).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE

PERDUE (A., v.o.): Saint-Michel, 5 (326-79-17); Ambassade, 8 (359-19-08); George-V, 8 (562-41-46).

-- V.f.: Parnassiens, 14 (329-83-11);

Paramount Opéra, 9 (742-56-31):

Nation, 12 (343-04-67): Fauvette, 13 (331-60-74)

(331-60-74). CARMEN JONES (A., v.o.) George-V, &

LA CHEVRE (Fr.) : Gaumont Les Halles,

1= (297-49-70); Berlitz, 2= (742-60-33)

Richelieu, 2 (233-56-70); Hautefeuille, 6 (633-79-38); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Ambassade, 8

(359-19-08); France Elysées, 8° (723-71-11); Saint-Lazare Pasquier, 8° (387-35-43); Français, 9° (770-33-88); Athéna, 12° (343-00-65); Fanvette, 13° (331-56-86); P.L.M. Saint-Jacques, 14° (589-68-42); Bienvente Montparnasse, 14° (544-25-02); Gaumont Convention, 15° (828-42-27); Victor-Hugo, 16° (727-49-75); Paramount Maillot, 17° (758-24-24); Wepler, 18° (522-46-01); Gaumont Gambetta, 20° (636-10-96). CONDORMAN (A., v.f.): Napoléon, 17° (380-41-46).

(380-41-46).
COUP DE TORCHON (Fr.): Marivaux,
2" (296-80-40); Studio Alpha, 5"

(359-29-46); Elysées Lincoln, 8" (359-36-14); Saint-Lazare Pasquier, 8"

EXCALIBUR (A., v.f.) : U.G.C. Opéra, 2"

(261-50-32).

The immetes: E. Costello, (dim. 20 h.).

Lazro, J.-J. Avenel, J.-Y. Coison, (sam.

Barthelemy, P. Blanchard, E. Tocanne.

phis Slim, (sam, dim, 21 h 30).

Jean-Marie, R. del Fra, (sam. 21 h.).

Jazz, pop, rock, folk

ley. (Mahler, Théodorakis, Baillif).

çois, M. Portal, B. Pasquier (Bach, Stravinski, Schumann), (dim. 11 h.).

hac, C. Giardelli, B. Verlet, (Fresco-

baldi, Costello, Corolli), (dim. 17 h 30).

(Lefebvre) (dim. 19 h.).

(dim. 17 h 45).

(dim. 18 h.).

(sam. 21 h).

(sam., dim. 22 h 30).

(sam. 21 h 30).

(sam. 21 h 30).

Les exclusivités

(562-41-46).

(sam., dim. 21 h 30).

21 h.).

21 h 30).

cinemas

Amadens, dir. P. Cambreling (Mozart)

(sam. 21 h); C. Cukeretein (Bach)

ciles (sem_ 20 h_ dim_ 16 h.).

Les concerts

(sam. 21 h.).

(dim. 16 h.).

de Pélcin (sam., 20 h 30, dim., 15 h).

Samedi 9 et dimanche 10 janvier 1982

Marigny, salle Gabriel (225-20-74) : le Garçon d'appartement (sam., 21 h). Matherius (265-90-00): le Grain de sable (sam., 18 h 30); Jacques et son maître (sam., 21 h; dim., 15 h et 18 h 30).

Michel (265-35-02): On dinera au lit (sum. ex dim., 15 h 30, 21 h 15). Modume (280-09-30) : le Journal d'une

femme de chambre (sam., 20 h 30 ; dim.,

Nouveautés (770-52-76) : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre (sam., 21 h ; dim., 15 h). (Euvre (874-42-52) : Ortios... chaud (sam., 20 h 30; dim. 15 h).

Palais-Royal (297-59-81) : Joyeuses Pâques (sam., 20 h 45 ; dim., 15 h 30). Roquette (805-71-51), Petite salle ; Il était trois fois (sam., 20 h 30). Saint-Georges (878-63-47) : le Charimari

(sam., 20 h 45; dim., 15 h). TAI - Théatre d'Essai (270-10-79) l'Écome des jours (sam., 20 h 30; dim., Théâtre d'Edgar (322-11-02) : Vampire au pensionnat (sam., 20 h 30); Nous on fait où on nous dit de faire (sam., 22 h). Théâtre en roud (387-88-14) : Méli-

mélomane (sam., 20 h 30 ; dim., 16 h) ; Rosine Favey (sam., 22 h; dim., 18 h). Théâtre du Marais (278-03-53) : Henri IV (sam., 20 h 30). Théâtre Notr (797-85-15) : les Joies de la vie? Pardon Monsieur (sam., 20 h 30; dim., 17 h).

Théâtre Paris 12 (343-19-01) : les Mentons bleus (sam., 20 h 45; dim., 15 h). Thélitre du Parvis (633-08-80) : Écoute le vent sur la lande (sam., 20 h 30). Théâtre Présent (203-02-55) : le Grand Bilan (sam., 20 h 30; dim., 17 h); Aima (sam., 21 h; dim., 17 h). Theatre des Quatre - Cents - Coups (633-01-21) : Christophe Colomb (sam.,

Théâtre du Road-Point (256-70-80) l'Amour de l'amour (sam., 20 à 30; dim., 15 h) : Petite salle : Virginia (sam., 20 h 30; dim, 15 h). Théâtre-18 (226-47-47) : Gaspard (sam., Théâtre de la Ville (542-79-46) : Crime parfait (sam., 20 h 45; dim., 14 h 45).

Tristan-Bernard (522-08-40) : Une heure

à tuer (sam., 21 h; dim., 15 h et

20 h 30, 22 h 30; dim., 16 h).

18 h 30). Comédies musicales

Eldorado (208-18-76) : Brei en cent chansons (sam, 21 h; dim, 14 h 30 ct Porte Saint-Martin (607-37-53): Violettes impériales (sam., 20 h 30, dim., 14 h 30).

La danse

Atelier des Quinze-Vingts (307-98-97) : A. Harwood, K. Simson, M. Tomkins... (sam. dim. 21 h). Espace Marais (271-10-19) : Graziella Martinez (sam., 20 h 30, dernière).

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize aux

(**) sux meias de dix-huit sus.

CHAILLOT (704-24-24)

Sam. 15 h : Ave Maria, d'A. Braun ; 17 h : Hello sister, d'E. von Stroheim ;

19 h : Contes cruels de la jeunesse, de N. Oshima ; 21 h : Rétrospective Ivan Passes : Eclairage intime.

Dim. 15 h : Mes petites amoureuses, de J. Eustache ; 17 h : L'incendie de Chicago, de H. King ; 19 h : Vampyr (l'étrange aven-ture de David Gray) de T. Dreyer ; 21 h : Rétrospective Ivan Passer : la Loi et la

BEAUBOURG (278-35-57)

maurico; 17 h, 10 ans de forum de Berlin (1971-1980) : La dernière cène, de T. Gut-

tierrez Alea; 19 h, Festival des trois conti-nents (Nantes 1981): Les yeux ouverts, de R. El Mihi; 21 h; Salvatore Giuliano, de F.

Dim. 15 h : Dix ans du forum de Berlin (1971-1980) : Out one : Spectre, de J. Rivette : 19 h 30 : Festival des trois conti-

nents (Nantes 1981): Inimaginable, d'A.

Sam. 15 h ; Le fils du cheik, de G. Fitz-

La cinémathèque

LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A., v.o.) (") : Elysées Point-Show, & (225-67-29). FAME (A., v.o.) : Saint-Michel, 5 (326-79-17).

LE FAUSSAIRE (AR., v.o.): U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); Biarritz, 8 (723-69-23); U.G.C. Opéra, 2° (261-50-32); Montparnos, 144 (327-52-37). LA FEMME D'A COTE (Fr.) : Biarritz, 8º (723-69-23). LA FILLE OFFERTE (All, v.o.) : Marais, 4 (278-47-86). LES FULLES DE GRENOBLE (Fr.) :

Montpernasse-83, 6c (544-14-27); Marignan, 8º (359-92-82); Français, 2º (770-33-88). FRANCESCA (Port., v.o.): Olympic, 149 (542-67-42). GARDE A VUE (Fr.) : Marignan, &

(359-92-82); Bergère, 9- (770-77-58); 14-Juillet Beaugrenelle, 15- (575-79-79). LA GRANDE ESCROQUERIE DU ROCK'N ROLL (A., v.o.) (*): Rivoli-Cinéma, 3º (272-63-32); Elysées Point thoven, Chopia) (sam. 21 h.). Salle Cortet N. Mandement (Bach Liezt, Show, & (225-67-29). LA GUERRE DU FEU (Pr.) : Gaumont les Halles, 1" (297-49-70); Richelieu, 2" (233-56-70); Hautefeuille, (633-79-38); U.G.C. Odéon, 6º

(325-71-08); Marigman, & (359-92-82); Olympic Balzac, 8 (561-10-60); Francais, 9º (770-33-88); Nation, 12º (343-04-67); Fauvette, 13s (331-56-86); Gaumont Sud, 14° (327-84-50) : Montparnasse Pathé, 14 (322-19-23); Parnassiens, 14c (329-83-11); Kinopanorama, 15e (306-50-50); Broadway, 16a (527-41-16); Clichy Pathé, 18-(522-46-01)

L'HIVER LE PLUS FROID A PEKIN (Chin., v.o.) : Ciné Seine, 5° (325-95-99). L'HOMME DE FER (Pol, v.o.) : Studio

de la Harpe Huchette, 5 (633-08-40); Lucernaire, 6º (544-57-34). HOTEL DES AMERIQUES (Fr.): Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Paramount City, 8 (562-45-76); Paramount Opéra, 9 (742-56-31) : Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10). IL FAUT TUER BIRGITT HAAS (Fr.) : U.G.C. Marbeul, 8 (225-18-45). LE JARDINIER (Fr.): Lucernaire, 6

LE JOURNAL D'UNE FILLE PERDUE (All., muct) : Vendôme, 2º (742-97-52) ; Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18). LOLA, UNE FEMME ALLEMANDE (All., v.o.) : Hantefeuille, 6" (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79)

LES FILMS **NOUVEAUX** AMERICAN POP, film américain de

Rainh Bakshi, v.o. : Impérial, 2º (742-72-52) ; Cluny Palace, 5 (354-07-76); Ambassade, 8 (359-19-08); Parnessions, 14º (329-83-11).

ARTHUR, film américain de Steve Gordon, v.o. : U.G.C. Odéon, 6-(325-71-08): Rotonde, 6º (633-08-22); U.G.C. Champs-Elysées, 8 (359-12-15); Magic Convention, 15° (828-20-64); v.f.: Cameo, 9 (246-66-44); Mistral, 14 (539-52-43); Bienvenile Montpermasse, 15º (544-25-02). RAGTIME, film américain de Milos

Forman, v.o.: : Gaumont Halles, 1" (297-49-70); Quintette, 5° (633-79-38) : Hantefenille, 6-(633-79-38); Pagede, 7= (705-12-15) : Gaumont Champs-Elystes, 8 (329-83-11); Mayfair, 16 (525-27-06); v.a.: Berlitz, 2 742-60-33); Richelicu, 24

(233-56-70); Nation, 12s (343-04-67); Montpernasse Pathé, 14s (322-19-23); Gaumant Conven-tion, 15s (828-42-27); Wepler, 18s LE ROSE ET LE BLANC, film fran-çais de Robert Pansard-Besson, Studio Cuizs, 5 (354-89-22); Action République, 11 (805-51-33). SOUHAITEZ NE JAMAIS ETRE INVIIE (Happy Birthday) (*), film américain de John Lee Thomp-

ilm americain de John Lee Thompson; v.o.: U.G.C. Danton, 6° (329-42-62); Ermitage, 8° (359-15-71); v.f.: Rio Opéra, 2° (742-82-54); Rex, 2° (236-83-93); U.G.C. Gare de Lyon, 12° (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13° (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13° (336-23-44); Mistral, 14° (539-52-43); Montparnos, 14° (327-52-37); Convention Saint-Charles, 15° (579-33-00); Murat, 16º (651-99-75).

T'ES FOLLE OU QUOI ? film fran-çais de Michel Gérard, Gaumont Halles, 1º (297-49-70); Richelieu, 2º (233-56-70); U.G.C. Opéra, 2º (261-50-32); Bretague, 6º (222-57-97); Normandie, 8° (359-41-18); Marignan, 8° (359-92-82); Caméo, 9° (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12° (343-01-59); Fauvette, 13° (331-56-86); Gaumont Convention,

(354-39-47); Paramount Odéon, 6-(325-59-83); Monte-Carlo, 8-(225-09-83); Paramount Opéra, 9-(742-56-31); Athéna, 12- [343-00-65); Paramount Galaxie, 13- (580-18-03); Paramount Montparnasse, 14-15 (826-42-27); Clichy Pathé, 18-(522-46-01); Gaumont Gambetta, 20 (636-10-96). LE LOUP-GAROU DE LONDRES (A., v.o.) (°): Marbeuf, 8° (225-18-45); v.f.: Hollywood Bonlevard, 9° (329-90-10). CROQUE LA VIE (Fr.) : U.G.C. Danton. (770-10-41). 6. (329-42-62); Biarritz, 8. LE MAITRE D'ÉCOLE (Fr.) : Marignan, 8' (359-92-82) ; Français 9' (770-33-88) ; \$tudio-28, 18' (723-69-23) ; Miramar, 14 (320-89-52). LE DERNIER METRO (Fr.) : Studio de la Harpe, 5 (354-34-83).

DIVA (Pr.): Panthéon, 5 (354-15-04).

EAUX PROFONDES (Fr.), Forum, 1 (297-53-74); Impérial, 2 (742-72-52);

Quintette, 5 (633-79-38); Montparmasse 83, 6 (544-14-27); Colisée, 8

(606-36-07), h. sp. MALEVIL (Fr.) : Studio-Raspail, 14 (320-38-93).
MEPHISTO (Hong., v.o.): Gaumont Les Halles, 1e (297-49-70); Saint-Germain Studio, 5 (633-63-20); Pagode, 7 (705-12-15); Ambassade, 8 (359-19-08); Olympic Entrepôt, 14° (542-67-42). — V.f. : Berlitz, 2° (742-60-33); Saint-Lazare Pasquier, 8-(387-35-43); Montparnasse Pathé, 14-(322-19-23).

(387-35-43); Gaumont Sud, 14*
(327-84-50); 14-Juillet Bastille, 11*
(357-90-81); 14-Juillet Beaugrenelle, 15* (575-79-79); Clicky Pathé, 18*
(522-46-01); Gaumont Gamberra, 20* METAL HURLANT (A., v.o.) : Quin-lette, 5- (633-79-38) ; Ambassade, 8-(359-19-08) ; Parmassiens, 14"

(329-83-11) - V.f. : Impérial, 2-(742-72-52) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12-(343-01-59). LA MORT AU LARGE (*) (A. v.f.): Maxéville, 2º (770-72-86). NOCES DE SANG (Esp., v.o.) : Quin-tette, 5 (633-79-38) ; Olympic Balzac, 8 (561-10-60); 14-Juillet Beaugrenelie 15 (575-79-79). L'OMBRE ROUGE (Fr.) : Racine, 6 (633-43-71).

PASSION D'AMOUR (IL, v.o.) : U.G.C. Dagton, 6 (329-42-62). LA PEAU (It., v.o.) (*) : Elysées Lincoln. 8. (359-36-14) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15º (575-79-79); (v.f.) : Français, 2-(770-33-88); Montparnasse Pathé, 14 (322-19-23) LE PETIT LORD FAUNTLEROY (A.

v.f.): U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Le Paris, 8 (359-53-99); Athéna, 12 (343-00-65) Convention Saint-Charles, 15: (579-33-00). POPEYE (A., v.o.): Paramount Odéon, 6-(325-59-83); Publicis Elysées, 8-

(720-76-23); (v.f.); Rex, 2° (236-83-93) ; Ermitage, & (359-15-71) ; Paramount Opéra, 2= (742-56-31); Paramount Bastille, 12 (343-79-17); Paramar. 14 (320-89-52); Paramount Oricans, 14 (540-45-91); Magic Convention, 15 (828-20-34); Paramount Maillot, 17º (758-24-24); Paramount Montmartre, 18 (606-34-25); Secrétar, 19 (206-71-33).

POUR LA PEAU D'UN FLIC (Fr.) (*): -Marbeuf, 8 (225-18-45).
LE PROFESSIONNEL (Fr.): Berlitz, 2 (742-60-33); Richelieu, 2 (233-56-70); Colisée, 8 (359-29-46); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Montparnasse Pathé, 14 (322-19-23); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00); Clichy Pathé, 18 (522-46-01). PRUNE DES BOIS (Belg.) : Rivoli. 3-(272-63-32) ; Banque de l'Image, 5-

(326-12-39) ; Grand Pavois, 154 (554-46-85). **OUAND TU SERAS DEBLOQUE FAIS-**MOI SIGNE (Fr.) : Rex. 2" (236-83-93); Biarritz, 8 (723-69-23); U.C.G. Gobelins, 13 (336-23-44); Montparses, 14 (327-52-37); Tourelles, 20 (364-51-98). REPORTERS (Fr.) : Saint-André-des-

Arts, 6 (326-48-18). LA REVANCHE (Fr.) : U.G.C. Rotonde, 6º (633-08-22); Biarritz, 8º (723-69-23); U.G.C. Caméo, 2ª (246-66-44) : Magic Convention, 15 (828-20-34). RIEN QUE POUR VOS YEUX (A., v.f.) : Cin'Ac Italiens, 2º (296-80-27);

Coliste, & (359-29-46); Miramar, 14 (320-89-52). ROX ET ROUKY (A., v.f.) : Rex, 2 (236-83-93); Bretagne, 6 (222-57-97); U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); Norman-

die, 8 (359-41-18); La Royale, 8 (265-82-66); U.G.C. Gobelins, 13° (336-23-44); Mistral, 14 (539-52-43); Magic Convention, 15 (828-20-64); Murat, 16 (651-99-75); Napoléon, 17 (380-41-46). SALUT L'AMI ADIEU LE TRESOR

(A., v.o.) : Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; George-V, 8= (562-41-46) ; Paramount City, & (562-45-76) ; (v.f.) Marivaux, 2 (296-80-40); Max-Linder, 9º (770-40-04); Paramount Opéra, 2º (742-56-31); Paramount Bastille, 12-(343-79-17) : Paramount Galexie, 13 (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10) : Paramount Oricans, 4 (540-45-91) : Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00); Paramount Maillot, 17 (758-24-24); Paramount Montmartre, 18 (606-34-25); Secrétan, 19 (206-71-33). . SI MA GUEULE VOUS PLAIT (Pr.) :

U.G.C. Danton, 6 (329-41-62); Brunitage, 8 (359-15-71); Caméo, 9 (246-66-44); Maxéville, 9º (770-72-86); U.G.C. Gare de Lyon, 12-(343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13-, (336-23-44); Mistral, 14 (539-52-43); Montparnos, 14 (327-52-37); Murat, 16 (651-99-75); Clichy Pathé, 18 (522-46-01); Secrétan, 19 (206-71-33). SOLIDARNOSC (Pol., v.o.); Banque de

"Image, 5 (326-12-39). LA SOUPE AUX CHOUX (Fr.): Capri,
2º (508-11-69); Marignan, 8º
(359-92-82); Normandic, 8º
(359-41-18); Nation, 12º (343-04-67);
Fanvette, 13º (331-60-74); Gaumont
Sud, 14º (327-84-50); Montparmane Pathé, 14° (322-19-23); Gaumont Convention, 15° (828-42-27); Clichy Pathé, 18 (522-46-01). STALKER (Sov., v.o.); Quintette, 5° (633-79-38); Cosmos, 6° (544-28-80). SURVIVANCE (A., v.f.); Cin'Ac Italiens, 2° (296-80-27).

THE ROSE (A., v.o.) : Bonaparte, 6 (326-12-12). TOTO APOTRE ET MARTYR (it., v.o.): Studio Cujas, 5 (354-89-22); 14 Juillet Bestille, 11 (357-90-81).
TOTO LE MOKO (it., v.o.): Forum, 1 (297-53-74); 14 Juillet Parnasse, 6

UNE AFFAIRE D'HOMMES (Fr.):
Movies, 1" (260-43-99); Berlitz, 2"
(742-60-33); Montparnasse 83, 6" (544-14-27).
UNE ETRANGE AFFAIRE (Fr.):
Forum, 1= (297-53-74); Marivaux, 2=

(296-80-40); U.G.C. Opéra, 2° (261-50-32); Ciné Beaubourg, 3° (271-52-36); Publicis Saint-Germain, 6° (222-72-80); Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Publicis Elysées, 8 (325-59-83); Publicis Elysées, 8°
(720-76-23); Paramount City, 8°
(562-45-76); Paramount Opéra, 9°
(742-56-31); Paramount Bastille, 12°
(343-79-17); Paramount Gaiaxie, 13°
(580-18-03); Paramount Gobelins, 13°
(707-12-28); Mistral, 14° (539-52-43); Paramount Montparnasse, 14°
(329-90-10); Convention Saint-Charles, 15° (579-33-00); Passy, 16°
(288-62-34); Paramount Maillot, 17°
(758-24-24); Paramount Montmartre, 18° (606-34-25). 18- (606-34-25).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Publicis Matignon, 8 (359-31-97); Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10). VOTRE ENFANT MINTERESSE (Fr.): Saint-Séverin, 5 (354-50-91). Y A-T-EL UN PILOTE DANS

L'AVION? (A., v.f.) : Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10).

BRUNO COQUATRIX présente

scéances

Location au théâtre de 11 h à 22 h. Par téléphone 742.25.49. Dans les agences. NOUVEAU DISQUE: "LE RETOUR DE GERARD LAMBERT"

THE PARTY.

- Paradel Mar - Alleria - Per

The same of the same of the same of gentleren in der Lauftertraften bereitung gereitung and the second of the second of the Contraction and the second Same and the same of the same of the same of ATTICLE OF THE PARTY OF THE PAR

The second second

The first is a second supplied to the supplied that

Martiner in the Ballion &

RADIO-TÉLÉVISION

LA RENCONTRE DE M. FILLIOUD-ET DES RESPONSABLES DE L'AUDIOVISUEL

Le souvenir de l'O.R.T.F.

Le ministre de la communication, M. Georges Fillioud, a présidé, luadi 4 janvier, une réunion groupant les responsables de tous les organismes issus de l'O.R.T.F. (TF 1, Antenne 2, FR 3, Radio-France, INA, S.F.P., T.D.F.), ainsi que les représentants syndicaux de ces sociétés. Indiquant les grandes lignes du projet de réforme de

l'audiovisuel, le ministre a exprimé sa volonté de mieux coordonner les négociations à venir et d'adopter désormais une démarche qui prenne en compte l'ensemble des problèmes communs à tout le personnel du secteur public de la radiotélévision. Cela afin d'aboutir d'ici peu à la création d'une convention collective unique.

Nétait-on pas en train de reconstituer l'O.R.T.F. ? Les participants avaient beau savoir qu'il ne pouvait en être question, la réunion du 4 janvier n'a pu manquer d'évoquer en eux quelques souvenirs. Le cadre à jamais symbolique (la Maison de la radio, aujourd'hui encore appelée, par les touristes, Maison de I'O.R.T.F.), l'auditoire (les présidents des sept sociétés issues dudit 'organisme, ainsi que toutes les organisations syndicales représentant les personnels de la radio-télévision) tout contribuait à gommer les sept dernières années et à faire apparaître comme naturelle la réunion d'ensemble du secteur audiovisuel Le texte publié le lendemain par la C.F.D.T. ne titrait-il pas : « Dans le sens d'une réunisication ! »

A VINCENTE BLEE LIE TO FALL

m in chie 61 all frequent

THE METERS IN THE PARTY.

Sep. F (HELDON) . Polement

MANUAL DE LEGISTER

THE PERSON PRINTS OF THE PERSON OF THE PERSO

Manual Company & (150-0) 42 i

BUNEAUX

The Ambrooms

Different get-

BOT. LANDON

ALCOHOL: N

it etien .

Af Hear is a

ADOST Seminost. P.

water the commender they

LOC DIME

. The China ?

Bes P. (200-25-61)

L'appointment Ball

Barnada a

Y ...

6. **阿斯西斯**亚亚亚

the first of the second

the state of the

新版 ははまつ アニー・・

ME MAIN AND TO

ARPLO DE M. W.

Che bikaba

And the second

ROBERT BREEZE BERTHAMER

Maria 🚾 🐛

" that have a bland may be been

10 (12) 40 A11 Paris

MUI MAN DEBLOCK Provoquee par IVI. Mul Mul Michigan les relations · une novation = dans les relations entre les responsables des sept orgareprésentants des personnels. D'em-grand bruit, se fait attendre, « et je tiences de ceux qui trouvent qu'elle Must 11 stut 11 1 1 1 1 précipitation. La doi entrera en application au début de l'année 1983. Toutefois, a ajouté le ministre, - peut-être faut-il maintenant, dans certaines directions, presser un peu ... plus le pas, en tout cas prendre une La conscience meilleure de la globalité des problèmes, des responsabilités WALLT L'AME ATTILL LE Tet des missions . et, dans l'immédiat, • s'efforcer de gérer financière ment et socialement l'ensemble du · service public de la radio-

Unité collective

Voilà bien la question. Au lieu de s'acheminer doucement vers la réforme, en la devançant, voire en anticipant ses grandes orientations, We with the train vot a Pat le temps ne fait que renforcer les ".'- différences et les antagonismes entre "les divers organismes, les problèmes posés par le personnel étant réglés le plus souvent cas par cas, et de toute facon société par société, rendant chaque jour plus complexe et plus -aléatoire l'évolution vers un service

public harmonisé. Qualifications et critères de recrutement divers, statuts et grilles

Qui ne serait ému par ces en-

fants qui se pressent à l'entrée

d'une école. y travaillent studieu-

sement, s'éparpillent comme une

volée de moineaux dès que la

cloche sonne, cahiers ou ardoise

sous le bras ? Comme les en-

fants de tous les pays du monde,

les enfants khmers sont beaux.

Comment se sentir plus opti-

miste qu'en voyant ces enfants

souriants, joueurs, appliqués ?

Les images ramenées du Cam-

bodge par Jean Kanapa et diffu-

sées par FR 3 prennent plus de

poids si l'on sait qu'il y a trois

ans le système d'éducation,

après avoir été détruit per les

Khmers rouges, était réduit à

l'état d'embryon, et que les

drames qui se sont abattus sur le

pays depuis douze ans ont laissé

des myriades d'orphalins, d'en-

fants abandonnés ou déplacés.

bonnes intentions ne font pas né-

cessairement un bon reportage.

Partiel, Les enfants d'Angkor,

documentaire financé par l'UNI-

CEF, est aussi partial, comme l'a

fait remarquer le présentateur.

Car des enfants souriants, on en

trouve sous tous les régimes,

instruments de propagande

rêvés. Oui, un million et demi de

petits Khmers vont à nouveau en

Mais de belles images, de

nalisation des salaires), tout contribue à a que les personnels des sept sociétés se sentent de plus en plus attachés à l'organisme employeur (véritable unité humaine collective créée à l'intérieur même du service public). Ils redoutent souvent toute mutation dans une autre société, où ils risqueraient de ne retrouver ni leur ancien statut ni leurs précédents salaires. D'où les craintes suscitées par le rapport Moinot qui, rassurant sur la situation de l'emploi dans le domaine de la radiotélévision, p'en prévoit pas moins quelques bouleversements de structures (éclatement de l'INA; réunification an sein d'un même organisme des deux premières chaînes de télévision, régionalisation de FR 3...).

Créer et produire davantage

D'où aussi l'objectif, qu'a fixé M. Fillioud, de - réduire puis, aussitot que possible, de saire disparaitre les injustices, les inégalités. entre diverses catégories de collaborateurs du service public .. Avec ce souci de prise en compte globale des problèmes, et dans la perspective d'une convention collective unique des salariés du groupe ex-O.R.T.F. éclamée depuis plusieurs années par les organisations syndicales, il est prévu que les responsables des sept sociétés issues de l'O.R.T.F. se constituent en collège d'employeurs du service public. Ainsi aborderontils ensemble, et avec les organisations syndicales, les questions qui appellent des réponses concertées. Un délégué ministériel sera nommé prochainement pour coordonner 'ensemble des travaux. M. Marcel Huard, déjà chargé d'une mission de bilan et d'inventaire du service public (le Monde du 25 novembre 1981) devant assurer aussi le suivi

de l'opération. Une première réunion aura lieu dans les prochains jours pour tenter d'harmoniser les systèmes salariaux, une autre lundi 18 janvier pour aborder la question de la réduction du temps de travail le ministre probosant de son côté quelques « pistes » telles que la définition des fonctions et des critères de recrutement, l'examen des professions créées depuis 1975 et leur insertion dans la convention collective, l'étude de l'évolution des carrières, etc.

Mais la réunion de lundi a surtout permis aux participants de se voir préciser quelques principes et orientations avant la réforme sur l'audiovisuel. Suggérant d'aller dès à préde salaires multiples (la tendance sent « vers la réforme », le ministre récente ayant privilégié une person- a donné des précisions sur la loi à

classe avec une artieur décuplée

après quatre ans d'interruption.

temps du prince Sihanouk, font

un spectacle qui ravit les sens.

Certes, la décrépitude d'Angkor.

dépourvue d'archives et sou-

mises aux ravages de la guerre.

des pillards et de la nature, est

une catastrophe pour la civilisa-

tion mondiale, comme pour la

culture à laquelle se raccrochent

les Khmers. L'aide de la France

serait inestimable. Mais, en ne

montrant qu'un seul aspect des

choses, le reportage ne risque-t-

il pas de se transformer en ins-

P. de B.

trument de propagande ?

fusil à la main ?

Les enfants d'Angkor

venir. Ainsi se sont trouvées confirmées quelques grandes idées : la vocation de service public du système audiovisuel, et son renforcement face au développement des nouvelles techniques; l'ancrage de la S.F.P. dans ce service public, et l'instauration de liens de solidarité entre cet organisme de production et les sociétés de programmes ; l'accroissement des moyens de créations originales : l'organisation de la complémentarité entre les chaînes; le respect du pluralisme et de l'indépendance de l'information à l'égard du pouvoir politique : le renforcetélévision et la création de radios locales.

Pas de surprise dans cette énumération d'idées, commentées par le ministre, elles avaient pour but d'inciter les sept organismes à ne rien entreprendre qui aille à l'encontre de ces principes, et surtout de rassurer les représentants des personnels présents : « La mise en œuvre de ces choix d'orientation ne peut que développer l'emploi dans l'ensemble du service public, a dit le ministre, puisqu'il s'agira à la fois de créer et de produire davantage, et aussi parce que la politique de décentralisation conduira à renforcer les unités décentralisées existantes et à en créer de nouvelles. · Par conséquent, a ajouté M. Fillioud, personne, nulle part à la radio et à la télévision nationales, doit avoir de crainte, quel que soit le service auguel il colla-

Ce langage apaisant semble avoir été apprécié par les syndicats. Pour a C.G.T., la réunion du 4 janvier figure parmi les plus positives pour le groupe depuis le 10 mai » et · a permis de cadrer le problème av niveau le plus souhaitable : celui du groupe ex-O.R.T.F. .. Dans un communiqué du 5 janvier, la C.F.D.T. s'abstient de tout commentaire et se contente de relater la séance de la veille. Certains de ses membres confient cependant leur relativesatisfaction bien que leurs vœux aillent dans le sens d'une convention collective nationale englobant aussi le secteur privé. Enfin, le S.N.J. réagit lui aussi plutôt favorablement, espérant y voir l'annonce de « passerelies » possibles entre les différentes sociétés.

L'idée d'un grand service public de la radio-télévision viendra-t-elle à bout de corporatismes pesants parfois au sein de l'audiovisuel ? M. Fil- DEUXIÈME CHAINE : A2

ANNICK COJEAN.

UNE GRÈVE A LA S.F.P. PERTURBE LES PROGRAMMES DU WEEK-END

Mais combien d'autres travaillent La grève des techniciens de la vila terre, font des petits métiers déo mobile de la S.F.P. n'aura pas en ville ou gardent les routes, le duré longtemps. Commencée le jeudi 7 janvier, elle s'est terminée le Jamais le film ne montre les lendemain vendredi, à 14 heures, soldats vietnamiens qui occupent mais ce conflit-surprise, qui porte au le pays, ne parle du régime sociadépart sur la revalorisation des liste à la vietnamienne dui s'insprimes de repas, a réussi à perturber talia, du P.C. omniprésent, de la les émissions du week-end, rendant politisation des manuels scoen effet impossibles les répétitions laires, du remplacement du texte de la nouvelle émission de Michel des chansons traditionnelles par Drucker. . Champs-Elysées ., dont des paroles « révolutionnaires ». la diffusion, samedi soir sur A 2, se Certes les danseuses du Ballet tronve ainsi annulée, ainsi que celle national amenées de Phnomde « Toute une vie dans un diman-Penh pour danser devant le temche » de Patrick Sabatier, prévue diple d'Angkor-Vat, comme au manche après-midi sur TF 1 (avec

> Michèle Morgan comme invitée). C'est à la suite d'une réunion intersyndicale avec M. Bertrand Labrusse, président-directeur général de la S.F.P., et après avoir entendu les propositions de la direction que les personnels de la vidéo mobile ont décidé d'arrêter leur mouvement. souhaitant arriver à un règlement négocié de l'ensemble des problèmes qui, disent-ils, « vont bien au-delà d'une simple divergence sur le taux de remboursement des frais de mission . C'est ainsi que, en plus de l'augmentation de la prime de repas (ou'ils veulent faire passer de 35 F à 40 F), les personnels de la vidéo mobile, - comme l'ensemble de la S.F.P. . attendent « avec impatience la nomination du coordinaseur du collège - employeurs radio-télévision service public, dûment mandaté ». « Cette nomination, précisent-ils, est la seule mede nature à rendre crédible l'existence de ce collège, qui doit régler, sur un plan global, certaines désignations attendues par les agents de la vidéo mobile.

Samedi 9 janvier

En raison de la grève des techniciens de la S.F.P. les émissions de Michel Drucker (samedi, 20 h 30, A 2) et de Patrick Sabatier (dimanche, 14 h 5, TF 1) ont do être annulées (voir article ci-contre).

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

PAUL BRICKHILL LA GRANDE EVASION **EDITIONS FRANCE-EMPIRE**

35 Magazine : Droit de réponse de Michel

Réactions de téléspectateurs de province et de l'étranger à la puite de l'émission du 2 janvier dernier ; et débat sur l'élevage industriel avec la participation notamment du professeur Kastler pour son livre Le grand massacre et d'Anne Gaillard

Bobby apprend qu'il va être père et tente de mettre à exécu-

tion la plus grande affaire de sa vie. ment des unités régionales pour la 22 h 55 Magazine d'actualité : sept sur sept. Comment la rélévision soviétique a suivi les évènements de la semaine. Pologne ; interview du Général Dubicki, réfugit en République Fédérale allemande.

Adoption de poupées en Amérique, Roman Polanski.

DEUXIÈME CHAINE: A2

20 h 35 Série : Les cinq dernières minutes. L'Impasse des brouillards. Réal. C. Lourseis. Avec J. Debary. Une enquête sur le rocket d'un bar et l'assassinat de son pro-

20 h 35 Variétés : Jorge Ben à Paris.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

20 h 30 La Chartreuse de Parme (3º partie).
D'après Stondhal. Réal. M. Bologaini. Avec M. Keller,
G.-M. Volonte, G. Wilson, L. Bose... La nouvelle idylle de
Fabrice éveille la jalousie du comte Mosco. Fabrice, de nouveau fugitif, quitte Parme et se réfugie à Bologne.
21 h 25 Drôle de cinéma.

raconté par W. Mathau. Les Marx Brothers, Mae West, Laurel et Hardy, Bop Hope 23 h Journal

FRANCE-CULTURE 19 h 20, La mait d'Hermès, de M. Zbar (Priz Italia 1981).

Avec le Nouvel Orchestre Philharmonique de Radio France.

20 h. Express-Liberté, de L. Kobrynski (rediff.).

21 h 55, Ad lib., avec M. de Breteuil.

22 h 5, La fegue du samedi.

19 h 40 Spécial DOM-TOM.

23 h 20 Journal.

FRANCE-CULTURE

8 h 30, Protestantisme.

9 h 10, Ecoute d'Israël.

18 h 30. Min non troppo.

7 h 7, La fenêtre ouverte.

7 h 15, Horizoe, magazine religieux.

8 h , Orthodoxie : l'Epiphanie.

, Sons à Manosque.

19 h 10, Le cinéma des cinéestes

chevaux d'or, de R. Jentet.

FRANCE-MUSIQUE

14 h 5, Noë , de L. Kobrynski (rediff.).

23 h Musique de chambre : Chopin, Tippett.

Delibes, Lehar, Robert, Mascagni et Lanner.

16 k 5, Disques rares... de B. Titchenko.

Des routes pour désenclaver la Guyane.

Japonais absents.

20 h 30 Théâtre : Le Soulier de satin.

23 h 40 Cinéma de minuit : Tex Avery.

FRANCE-MUSIQUE 20 h, Enregistrements historiques, rééditions.

20 h 30, Concert, Échanges internationaux, « Russian et Ludmille » de Glinka (ouverture), « Concerto pour piano et orchestre n° 2 » de Prokotiev. « Symphonie n° 5 » de Tchaïkowski, par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, avec H. Gutierrez, piano; dir. Y. Abronovitch.

22 h 30, La auit sur France-Musique: 23 h. Samedi minuit.

Prouhèze et Don Rodrigue se rencontrent et se reconnaissent

Mogador, où sevit la peste. Doà a Prouhèse, mariée devant

Dieu à don Pelage, ne peut aimer don Rodrigue. Elle choi-

stra le péché et quittera don Pelage pour rejoindre

Suite de l'hommage au rol du destin animé délirant et com-

plètement dingue, avec onze - cartoons -, réalisés dans les

années 40-50 : What's buzzin buzzard ; Hound Hunter, Out-

Foxed, Car of to morrow, Dare-devil Droopy, Garden Gopher, Little Johnny jet, The first bad man, Deputy Droopy, T.V. of tomorrow, The Screwy Truant. Inédits à la télévision, aauf le

7 h 40, Chasseurs de son : les Pays—Bas vus par un Français.

9 h 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : la libre

12 h 40, Le lyriscope : • les Contes d'Hoffmann •, d'Offenbach.

17 h 30, Rencontres avec... R. Garandy et le Père M. Lelong.

20 h . Albatros : la poésie espagnole (José Angel Valento).
20 h 48, Atelier de création radiophonique : Caprico pour quatre

6 h 2, Concert promesade, musique viennoise et musique

8 h 2, Cantates, (intégrales des cantates de Bach) : Œuvres

légère. Œuvres de Walberg, Linke, Schubert, Zelwecker, Tchaikovski, Geitner, J. Strauss, Besthoven, Offenbach,

10 h . Messe à la cathédrale d'Abt-en-Provence.

, Regards sur la apasique : Stravinski.

Dimanche 10 janvier

rault, J. Martin, M. Herbault, D. Santarelli. (et à 20 h 30).

PREMIÈRE CHAINE: TF 1 9 h 30 Foi et tradition des chrétiens orientaux.

Présence protestante. 10 h 30 Le jour du Seigneur.

célébrée en le paroisse Saint-Maxime d'Antony, prédicateur Sport : ski.

slalom géant hommes, à Morzine.

13 h 20 Mise en boîte. 14 h 5 Variétés : Monte-Carlo Show.

Avec Demis Rousson.

14 h 55 La séquence du spectateur. 15 h 20 Sports dimanche.

Tierce, Tennis, Antomobile, Football. 17 h 15 Téléfilm : Trente litres de super

Réal.: B. Hampel, Avec : M. Heidmann et G.M. Halmer. Un agent immobilier est soupçonné d'un meutre. 18 h 40 Mini-chronique.

La méchanceté des choses, par R. Goscinny (Redif.) 19 h Magazine : Pleins feux.

L'actualité du speciacle, de J. Artur et C. Garbisu. 19 h 30 Les animaux du monde.

Jones pour vivie. Journal

20 h 35 Cinéma : la Grande Evasion. Film américain de J. Sturges (1963). Avec S. McQueen, J. Garner, R. Attenborough, J. Donald, H. Messemer, C. Bronson, D. Pleasance, J. Cobarn.

Pendant la seconde guerre mondiale, dans un camp de prisonniers anglo-américains, en Allemagne, la préparation par le creusement de trois tunnels, de l'évasion massive de desce cent cinquante hommes. Inspiré d'une histoire wale, un film L'aventures bien sabriqué, et passionnant par ses péripéties dramatiques. Steve McQueen en tête d'une distribution pres-

23 h 20 A Bible ouverte. Le livre de Job. Avec l'écrivain Elie Wiesel. 23 h 35 Journal.

11 h 15 Dimanche Martin. Entrée des artistes.

12 h 45 Journal. 13 h 20 Dimanche Martin (suite).

Incrovable mais vrai : 14 h 25, Série : Magnum : 15 h 20. L'école des fans; 15 h 55, Les voyageurs de l'histoire; 16 h 25, The dansam. 17 h 05 Série : L'île aux trente cercueils.

d'anrès M. Leblanc, réalisation M. Cravenne. Une infirmière se remêmore su rencontre avec son mari, un espion allemand mort il y a quatorze ans. La course autour du monde.

19 h Stade 2 20 h Journal

20 h 35 Variétés : Patrick Sébastien.

21 h 40 Série documentaire : Les métiers dangereux et apectaculaires. Nº 1 : Pompiers du pétrole. Où l'on suit dans la pratique de leurs tâches à haut risque le commandant d'un pétrolier géant, un poseur de dynamite, un

plongeur sous-marin, un pompier du pétrole. 22 h 35 Magazine : Zig-Zag. de T. Wehn-Damisch, Moscou-Paris. A l'occasion de l'exposision Moscou-Paris au musée Pouch-

kine, un reportage dans la capitale soviétique à la recherche des réalisations architecturales de ceux que le régime stalinien réprouve : l'avant-garde des années 1900-1930. 23 h 05 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR3

Émissions de l'LC.E.I. destinées aux travailleurs immigrés : Mosaïque. 15 h Un comédien lit un auteur : Choderlos de Lacios.

15 h 55 Paul Claudel ou l'espérance sauvage. Une présentation de la vie et de l'œuvre de Paul Claudel.

6 h 55 Théâtre de toujours : le Soulier de satin. de P. Claudel. Mise en scène J.-L. Barrault. Avec J.-L. Bar-

de J.-S. Bach. 9 h 7, Magazine international 11 h. Concert (en direct du Théâtre du Rond-Point des Champs-Elysées à Paris) : (Euvres de J.-S. Bach, Stravinski, Schumann, Varèse et Scarlatti ; avec C. Alsina, piano, R. François,

flûte, M. Portal, clarinette, B. Pasquier, alto. 12 h 5, Les après-midi de l'orchestre : Œuvres de J. Strauss, Thomas, Poccini, Mahler, Mozart, Beethoven, Schumann 14 h D'ame greille à l'autre : Œuvres de Grieg, Gesualdo, Webern, Rachmaninov, Messiaen, Rimski-Korsakov.

17 h . Comment Pentendez-vous ? : Œnvres de Mozart, par 19 h 5. Jazz.

20 h 30, Les grands concerts d'archives : « Ibéria » de Debussy • le Tombeau de Couperin » de Ravel. « Bacchus et Ariane » de Roussel par N.B.C. Symphony Orchestra (concert du 28 mars 1954), dir. C. Munch; Symphonie nº 1 - de Bizet, par l'Orchestre phisharmonique de New-York (extrait du concert du 2 janvier 1949), dir. C. Munch.

22 h 39. La mult sur France-Musique : Biennale de Venise;
0 h 05, rupture, œuvres de Dvorak, Ravel, Schumann.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 10 JANVIER

- M. Claude Chevsson, ministre des relations extérieures, est l'invité de l'émission «Le grand jury R.T.L.-le Monde » sur R.T.L., à 18 h. 15. - Mme Marie-France Garaud participe au « Club de la presse » d'Europe 1, à 19 heures.

I- M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, est recu au « Journal » de 12 h. 45, sur R.M.C.

France-Inter: information « non-stop »

Changement dans l'information nationale sur France-Inter. A partir du landi 11 janvier, il v aura en effet une heure et demie d'information non-stop » de 7 heures à 8 h 30. Présentée et annoncée uniquement par des journalistes, cette nouvelle tranche réservée exclusivement à l'information commencera avec Pierre Chatignoux qui présentera le journal de 7 heures et animera l'antenne jusqu'à 7 h 30. Dans cette première demie-heure placée sous la responsabilité de Pierre Pelissier, que de Dominique Jamet ; à 7 h 15,

chronique de Michel Cardoze.

Arlette Chabot, qui prendra la relève de 7 h 30 à 8 h 30, présentera le journal de 7 h 30, animant également à 7 h 40 « l'Invité du jour » (remplaçant ainsi Didier Lecat). Suivront après : à 7 h 50, la chronique économique d'Emmanuel de La Taille: à 8 heures, le . Journal à deux voix » présenté par Arlette chronique de Guy Claisse ; à 8 h 20, la page sportive d'Émile Toulouse et la revue de presse de Jacques Théve-

les courses par Lionel Obadia; à nin. On trouvera en outre, en dehors 7 h 20, la chronique télévision de de tous ces journaux et chroniques. Daniel Saint-Hamon; à 7 h 25, la des pages pratiques, la météo, des informations services et spectacles. et tous les quarts d'heure les grands titres de l'actualité.





• Parallèlement à la tenue du colloque sur la recherche. Antenne 2 organice, en collaboration avec le quotidien les Echos, une opération

Du 10 janvier au 11 février, Anpremières et agriculture de l'avenir. blèmes nés de la crise économique intelligence artificielle, santé).

tenne 2 diffusera cinq jours par semaine, du dimanche soir au jeudi. un sujet que les Échos développera le lendemain matin un invité faisant chaque semaine la synthèse du thème abordé (recherche, matières

Evolution probable du temps en France entre le samedi 9 janvier à 0 beure et le dimanche 10 janvier à 24 heures :

Les hautes pressions continentales dirigeront des masses d'air froid et la perturbation pluvio-neigeuse qui stagnait sur le nord et l'est de notre pays régressera vers le Centre tandis qu'un flux occanique doux et pluvieux circulera de l'Atlantique à la Méditerranée.

Dimanche, une zone de pluies verglacantes et suivies de chutes de neige éparses se situant le matin de la Normandie et de la Bretagne au Bassin parisien, aux Vosges et au Jura s'étendra dans la journée au nord du Massif Central et des Alpes tandis qu'un temps plus froid et see s'établira du nord de la Seine à la Champagne et à l'Alsace; sur ces régions, les vents orientés au nordest seront assez forts, sur les régions méridionales le temps restera doux, brumeux le matin en plaine; des pluies abordant les côtes de l'Atlantique en matinée progresseront vers l'est pour atteindre la Méditerranée le soir ; des chutes de neige se produiront en altitude sur les Pyrénées, les vents de secteur quest se renforceront près des côtes, les températures maximales seront en

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 9 janvier 1982 à 7 heures de 1 009,7 millibars, soit 757,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 janvier ; le second, le minimum de la mit du 8 au 9 ianvier) : Ajaccio, 15 et 4 degrés; Biarritz, 19 et

PARIS EN VISITES

MARDI 12 JANVIER

rat », 15 h, 30 bis, rue de Paradis (Ap-

(Connaisance d'ici et d'ailleurs).

proche de l'art).

(M= Hager)

sionnistes ..

(Futuribles).

Cité (E. Romann).

Henri-IV (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

- Musée de la cristallerie de Bacca-

· Montmartre · , 15 h, métro Abesses

- Hôtel de Poulpry -, 15 h, 12 rue de

Poitiers (M= Ferrand).
- Musée de l'orfèvrerie Christofle .,

15 h. métro Saint-Denis - Porte de Paris

· L'Opéra », 13 h 30, entrée

- Le Marais -, 14 h 30, metro Saint-

- Le Marais -, 14 h 30, 12, boulevard

MARDI 12 JANVIER

XVI. Mª Saint-Girons: - Les impres-

17 h 30 : 55, rue de Varenne,

M. J.-J. Salomon: « La résistance so-

ciale au changement technologique -

Père D. Olivier : . Luther et la soi .

(Amitié judéo-chrétienne de France).

20 h 30 : 21, rue Notre-Dame-des-

Victoires, Ma Thibaut : - Hans Mem-

Te Monde

Service des Abognements

5, rue des italieus 75427 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.

273 F 442 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

483 F 862 F 1 241 F 1 620 F

ETRANGER

(per messageries)

L - BELGIOUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

- SUISSE, TUNISIE

386 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voie acrieune

Tarif sur demande.

Les abounés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisoires (deux semaines ou plus); nos abonnés sont invités à formuler

lear demande une semaine an moins

Joindre la dernière bande d'envoi à

Veuillez avoir l'obligeance de

rédiger tous les noms propres en

avant leur départ

toute correspondance.

capitales d'imprimerie.

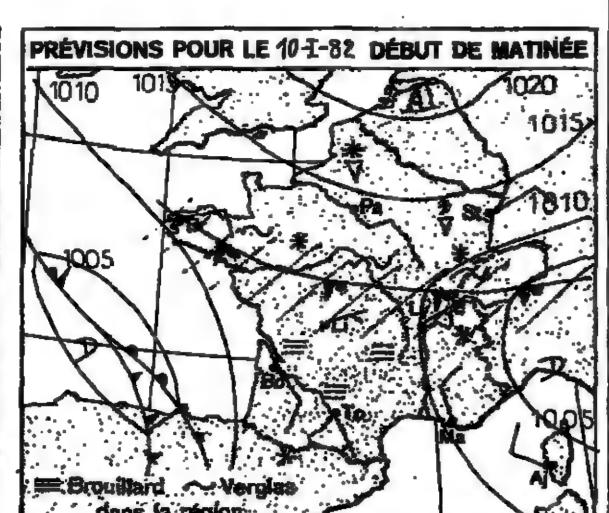
313 F 522 F 731 F 940 F

18 h 30 : 7, rue de la Bienfaisance,

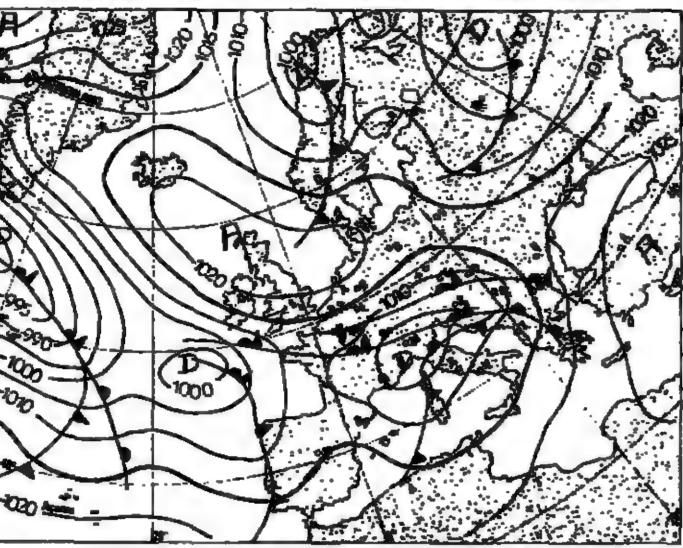
15 h : salle des fêtes de la mairie du

Paul (Résurrection du passé).

- L'île de la Cité -, 12 h 30, métro



PRÉVISIONS POUR LE 10 JANVIER, A 0 HEURE (G.M.T.)



4; Bordeaux, 17 et 6; Bourges, 10 et : Brest, 11 et 10 ; Caen, 6 et 4 ; Cherbourg, 9 et 8; Clermont-Ferrand, 14 et 8; Dijon, 0 et 0; Grenoble, 5 et 2; Lille, - 2 et - 5; Lyon, 6 et 5; Marseille-Marignane, 11 et 5; Nancy, - 5 et - 5; Nantes, 12 et 10; Nice-Côte d'Azur, 10 et 8; Paris-Le Bourget, -1 et -1; Pau, 21 et 6; Perpignan, 12 et 7; Rennes, 9 et 8; Strasbourg, - 4 et - 5: Tours, 10 et 11; Toulouse, 17 et 5: Pointe-à-Pitre, 26 et 22.

Températures relevées à l'étranger Alger, 26 et 9 degrés : Amsterdam. - 4

20 h 30 : 26, rue Bergère,

L'homme et la connaissance).

fant et son milieu de vie ..

Acropole).

M. J.-C. Sergent: • Le corns et le cri •

20 h 30 : Institut catholique de Paris,

20 h 30 : 5, rue Largillière, M™ Wino-

toire au siècle des lumières - (Nouvelle

21 h : Centre Huit, 8, rue Porte-de-

JOURNAL OFFICIEL

du 9 janvier 1982:

UN DÉCRET

DES ARRETÉS

publics.

Sont publiés au Journal officiel

Modifiant le code des marchés

Fixant le seuil au-dessous des-

• Fixant les taux de cotisations

quel les collectivités locales et leurs

établissements publics peuvent

du régime de l'assurance obligatoire

des salariés agricoles contre les acci-

dents du travail et les maladies pro-

fessionnellle pour 1982 et la part des

ressources affectées à chaque caté-

· Portant organisation des

Portant organisation et ho-

classes de première et des classes

raires, dans les classes de première

et les classes terminales des lycées,

des enseignements sanctionnés par

le baccalauréat de l'enseignement

cité relative aux objets, appareils es

méthodes présentes comme bénéfi-

Portant interdiction de publi-

D'administration au concours

Des élèves de l'école supé-

rieure d'ingénieurs en électrotechni-

que et électromique ayant obtenu en

1981 le diplôme d'ingénieur de cet

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Jacques Fauvet, directeur de la publication.

PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles.

sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux

et publications. nº 57 437

de sous-directeur des services péni-

gories de charges de ce régime;

terminales des lycées:

du second dégré :

ques pour la santé;

DES LISTES

établissement

Gérants :

tentiaires:

conclure des marchés négociés:

21. rue d'Assas, M= 1. Mourral :- L'en-

- 6: Athènes, 9 et 6: Berlin, - 6 et - 11: Bonn. - 5 et - 6: Bruxelles. - 4 - 6; Le Caire, 21 et 11 : îles Canaries, 25 et 14; Copenhague, - 10 et - 15 : Dakar, 34 et 15 : Genève, 3 et 1 ; Jérusalem, 11 et 8 ; Lisbonne, 17 et 14 ; Londres, - 2 et - 4; Madrid, 13 et 5; Moscou, - 21 et - 24; Nairobi, 27 et 13: New-York - i et - 13: Palma-de-Majorque, 19 et 6; Rome, 13 et 9; Stockholm. - 12 et - 16.

> Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

ÉDUCATION

UNE ENQUÊTE DU « MONDE DE L'ÉDUCATION »

Où en est la discipline?

vingtaine d'élèves c collés par semaine, dans un établissement nistration reconnaît que les collés », qui figurent toujours au règlement intérieur, ne sont pas mises en pratique. En matière de sanctions et de discipline la disparité est grande entre les différents lycées et collèges de Franca, Les mêmes faits n'entraînent pas ici ou là les mêmes sanctions : « Beaucoup d'établissements scolaires flottent selon leur recrutement - celui des élèves et celui des professeurs selon l'état de leurs locaux et les conceptions de chef d'établissement entre la tolérance et la discipline a, explique Marc Coutty dans l'enquête du Monde de l'éducation consacrée à la disci-

Les collaborateurs du Monde de l'éducation ont visité des écoles, des collèges, des lycées d'enseignement professionnel (LEP), des lycées du nord au sud de la France. Ils ont découvert des écoles où les maîtres ont encore la main leste, d'autres où adultes et enfants élaborent en commun des « règles de vie ». Ils ont écouté parler des élèves de LEP qui se plaignent que leur établissement. « c'est la tôle » : d'autres qui vantent les mérites des professeurs d'ateliers et du travail par petits groupes autour des machines. Ils ont aussi suivi des collégiens qui, entre les transports scolaires, les cours et la cantine, passent près de dix heures hors de chez eux dans la nervosité, le bruit et qui parfois ont envie de crier, de hurler ou « de faire les imbéciles ».

De ce voyage dans les établissements scolaires. Marc Courty revient avec l'impression que le chahut préparé et organisé a fait place au désordre, à l'excitation. Cette attitude est plus le résultat des rythmes scolaires mal adaptés ou du rejet de l'école par des élèves qui n'arrivent pas à s'intégrer dans un système qui n'est pas fait pour eux.

Dans les lycées, les élèves plus âgés « décrochent » et pré-

Le sport et la politique ne font pas

toujours bon ménage. Ainsi, à la de-

mande de la Fédération française de

football qui organisera la phase si-

nale du championnat d'Europe en

1984, le tirage au sort des groupes

de qualification pour cette épreuve,

effectué, vendredi, 8 janvier à la

Sorbonne, reposait sur des critères

strictement sportifs. Il en a résulté,

dans le contexte politique actuel,

« le » choc à éviter entre la Pologne

et l'Union soviétique. Nul n'a ou-

blié, en effet, l'ambiance passionnée

de certaines rencontres sportives en-

tre la Tchécoslovaquie et l'Union so-

viétique longtemps après le coup de Prague de 1968.

Une pareille • mésaventure »

peu de chance de se reproduire le

16 janvier à Madrid pour un tirage

au sort plus important encore, celui

de la Coupe du monde. Cette der-

nière rassemblera vingt-quatre des

équipes divisées pour le premier tour

en six groupes de quatre. Afin

d'équilibrer a priori ces groupes, le

tirage au sort sera précédé, la veille,

d'une réunion de la commission d'or-

ganisation de la Fédération interna-

tionale de football-association

(FIFA) pour répartir les vingt-

quatre équipes dans quatre cha-

peaux. Le premier comporterait six

têtes de série (1), et le quatrième

les six équipes présumées les plus faibles.

de Moscou, M. Joao Havelange, le

président de la FIFA, a bien

confirmé que la commission d'orga-

nisation se réunirait en fait pour ava-

liser une répartition déjà opérée et

très contestable au moins sur deux

points : la désignation de l'Angle-

terre comme tête de série et la

constitution d'un deuxième - cha-

peau » géographique avec les cinq

équipes de l'Est qualifiées (Hongrie,

De passage à Paris en provenance

ries ou des canulars qui rassemde l'établissement, contre un professeur ou un interdit de l'administration. Fatigués ou indifférents, les élèves sont nerveux ou absenta. Ils contestent quelquefais un règlement qu'ils jugent par trop tatilion, mais la plupart du temps ils préférent se réfugier « en marge », s'évader au propre ou au figuré.

Face à cette situation, les enseignants se sentent bien isolés : « Peu ou pas préparés per leur formation à affronter les problèmes posés par la vie acolaire. ils comprennent mal qu'on laur demande d'être, surtout dans les collèges, plus que des enseignants : des éducateurs. > Alors pour les mêmes faits certains sanctionnent, d'autres pas. La majorité tente de composer avac les élèves et s'use tous les jours dans des combats douteux où il s'agit de ne pas pendre la face. Et puis les enseignants aiment à plaisir se retourner contre les autres, parents ou administration. responsables de tous les maux.

Une administration qui a bien changé decuis 1968, Proviseurs, censeurs et conseillers d'éducation, mieux formés et mieux adaptés à leur fonction, tentent de prôner l'éducation à la responsabilité. On ne parle plus guère d'autodiscipline du côté des responsables de la vie des établissements. On préfère employer le terme de « contrat éducatif » qui lie les élèves et l'administration et « place tout le monde en situation de responsabilité ». Mais dans bien des établissements l'arsenal des sanctions demeure. L'indiscipline ou l'insuffisance de travail deviennent des motifs de punition et l'exclusion temporaire une nouvelle menace qui pèse sur les

Des élèves qui ne s'insurgent plus et qui s'efforcent de ne jamais aller trop loin pour ne pas encourir le châtiment suprême. Un équilibre à peine reconnu s'établit ainsi. Un équilibre qui est source de tension pour les enseignants et qui ne présente fèrent s'absenter d'un cours ou guère d'intérêt pour les élèves. - loin des chahuts, des plaisante- nº 79, janvier 1982, 9 F.

entre elles au moins jusqu'au second

L'argentine (tenant du titre),

l'Espagne (pays organisateur), le

Brésil (vainqueur en 1958, 1962 et

en 1970, demi-finaliste en 1978),

l'Italie (vainqueur en 1934 et en

1938, demi-finaliste en 1978) et la

République fédérale d'Allemagne

(vainqueur en 1974 et championne

d'Europe en titre) sont des têtes de

série logiques. Les performances ré-

centes de la Pologne ou de la Belgi-

que (2) (vice-championne d'Europe

avant d'écarter de la Coupe du

monde les Pays-Bas, finalistes en

1974 et en 1978) les désignaient

pour la sixième place, de préférence

l'Angleterre, vainqueur en 1966 mais absente des deux dernières édi-

tions et très décevante dans les mat-

ches de qualification. La présence

probable en Espagne de très nom-

breux supporters britanniques

justifierait-elle cette désignation?

Le regroupement des cinq équipes de l'Est dans le deuxième « cha-

peau est encore plus contestable.

Ce choix a-t-il été-politique pour évi-

ter, par exemple, un autre match

Pologne-Union soviétique? A-t-il

été économique? Les équipes de

l'Est déplacent peu de supporters

hors de leurs frontières, et leurs ren-

contres en Occident sont peu suivies.

Une seule chose semble sûre : les

critères sportifs ne primeront pas

pour le tirage au sort de la prochaine

Coupe du monde.

FOOTBALL

Coupe du monde

Un tirage au sort politique

économique ou... sportif?

100A - - - - - 2

GÉRARD ALBOUY.

(1) Les équipes têtes de série auront au premier tour un double avantage : celui de ne pas être opposées aux cinq astres équipes présumées les plus fortes et celui de disputer leurs trois premiers matches sur le même terrain sans avoir donc à deménager d'une ville à l'autre entre chaque rencontre. (2) la Belgique serait dans le troi-

Pologne, Tchécoslovaquie, Union sosième « chapeau » avec la france. viétique et Yougoslavie), plus l'Aul'Ecosse, l'Irlande du Nord, le Chili et le triche, afin d'éviter un affrontement

BREF

STAGES

AU CENTRE RECHERCHE. - Le centre de documentation Recherche organise les stages suivants à Paris: Expression corporelle analytique premier degré, avec J. Le Du, du 11 au 14 février ; Initiation à la lecture structurale des textes avec applications à l'Évangile, avec A. Fossion, du 31 mars au 3 avril : L'Eglise et les droits de l'homme, avec L. de Vaucelles, du 31 mars au 3 avril ; Signification humaine des vosux : notre rapport à la sexualité, à l'argent, etc., avec J. Le Du, du 31 mars au 3 avril.

★ C.D.R., 108 bis, rue de Vangirard, 75006 Paris. Tél.: 222-07-48. (Joindre un timbre.)

TEMPS LIBRE

TENNIS A LA CARTE A RUEIL-MALMAISON. - Un choix de dix programmes de « tennis à la carte », pour débutants ou initiés souhaitant se perfectionner avec des moniteurs, est offert par un nouveau club de tennis, qui vient de s'ouvrir à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). Des formules plus classiques d'adhésion à l'année sont aussi possibles sur cinq courts en terre battue et quatre courts en « dur ». Club Dominguez. Tél. :

TRANSPORTS

708-37-38.

VU DU TRAIN. - Quatre nouveaux guides Vu du train viennent d'être édités par France-Rail, filiale de la S.N.C.F. Les voyageurs empruntant les trains rapides des lignes de Paris à Strasbourg, de Paris à Lille et de Paris à Toulouse, et les T.G.V. de la ligne nouvelle de Paris à Lvon pourront disposer gratuitement de ces guides dans lesquels ils trouveront des indications touristiques, historiques ou économiques sur les régions parcourues, les villes traversées, les sites ou édifices situés à proximité des lignes, présentant un attrait particulier.

Le premier guide Vu du train, à l'usage des voyageurs de la ligne Paris-Bordeaux, avait été édité en septembre 1980.

MOTS CROISÉS PROBLÈME Nº 3100

lequel certains font le pied de grue. Garantis tout fait main. - III. Elle est

kler : « Kant et la philosophie de l'his-Connu. Note sur une partition. Recalé faute d'être calé. - V. Parapluie Buc à Versailles, M. J. Offredo: - La à deux manches. Qui coupe court à toute spéculation. -VI. On le dit par reconnaisance ou on l'implore avec rancceur. Quand on est hors d'elle, on risque de se faire mettre dedans. Il est vain de vouloir enfiler ses aiguilles. - VII. Prit un bouillon après avoir passablement écumé. Pour qui les choses pourraient tourner an tragique faute de les avoir

prises au sérieux. - VIII. Lit pour jumelles. Cruches au sommet étriqué. - IX. Telle la première vedette d'un muet qui, cependant, ne man-quait pas de débit. Mot de la fin pour un célibataire. - X. Unités de masse. Qui, ayant horreur des coups de seu, ne s'enflamment jamais. Vivant témoignage de la politique antiségrégationniste. - XI. Bons en-droits pour réaliser une traite. A l'image de la lessive, on y mouille, on y seche, on y étend et on y repasse. Parfois. - XII. Peu naturelle. Encaissée au pays du schilling. Anthropophage inconscient. -XIII. Dur qui est au chien ce que le mou est au chat. Petite main baladeuse. - XIV. Préposition. Elément

VERTICALEMENT

vital pour les poissons ou généra-

trices de friture. - XV. Instrument

à air comprimé. Edenté aux solides

machoires.

1. Passion dévorante. Rejeton de la Gitane. - 2. Travaillent uniquement pour l'agrément. - 3. Fleuve de Suède. Sert pour beaucoup, mais est rarement utilisé. Bon ou mal selon la loi des compensations. Vieux soudeur de chaînes. - 4. Article. Facon de boire des hydrophobes. Un coup court, un coup long pour un poète artilleur. - 5. Arme du chourineur. Celui de l'étoile éclipse celui du satellite. Note. - 6. Peintre néerlandais. Brute. Empêche le rideau de tomber. - 7. Pour lui, la vie est un immense tableau noir. Prendre la voie des poids lourds. - 8. Décor au Soudan ou défaut d'agrément en Angleterre. Pièces de théâtre où les

spectateurs jouent le rôle principal Elément entrant dans la composition de l'air. - 9. Latin haïssable. Un manque d'aplomb est de nature à justifier une telle démarche. -10. Ne croit pas à la croix. Parfois haussé par celui qui s'estime rabaissé. - 11. Prend la main d'une femme pour lui donner asile et protection. Préposition. Certains affirment l'avoir perdu alors qu'il ne l'ont jamais possédé. - 12. Utilise l'ombre pour éclairer sa lanterne. Exécuté en style « clerc » par des gens peu éclairés. Avec elle, l'acquittement suit la condamnation. -13. Haute coiffure ancestrale. Distraire. Copulative. - 14. Laissent des fonds en prenant une culotte. L'une contient des cendres, l'autre réduit en cendres bien des espoirs. Possessif. - 15. L'amour à Tristan au dénouement attristant. Air man-

Solution du problème nº 3099

quant de fraîcheur. Conjonction,

Horizontalement I. Radiateur. - II. Epis. Hune.

1. Résistance. - 2. Apathique.

GUY BROUTY.

HORIZONTALEMENT **SPORTS**

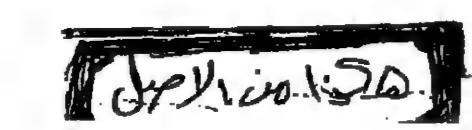
I. Arme blanche de la guerre froide. Lettre grecque. - II. Gros pied sous impressionnée par de forts caractères. Accuse l'effort. Le supplice de la roue. - IV. Article.

III. Sa. Ote. Tu. - IV. Italiotes. -V. Shrapnels. - VI. Ti. Tu. - VIL Aquilon - VIII Nu. Oestre. - IX. CÉRN. - X. Namur. - XI. Pano-

Verticalement

3. Di. Ar. Réa. - 4. Isolation. - 5. Tipule, No. - 6. Théon. Oscar. - 7 Eu. Teint, Ma. - 8. Untel. Rhum. 9. Réussite. Ra.





LANE ENQUETE DU . MONDE DE L'ÉDUCATA

Street Street Street

SPORTS

拉克·纳克克

FULL BALL

.... Coupe du monde

Un tirage au sort politiq économique ou... sportif

150 : 4-20se =5 17

establishment of history and the

* # 1 * Tit ... ; 25 per die 18 % *

for the same and t

1100 3 .- - 3dm

a miget et temme de e contre

marten atatores

toute them are aren't be-

the a herrouse to make !

écononie

ÉTRANGER

ETATS-UNIS

L'ADMINISTRATION REAGAN ET LA LIBRE ENTREPRISE Les difficultés de l'agriculture conduisent Washington

A.T.T. et I.B.M. se sorient à leur avantage de deux procédures antitrust

De notre correspondant

à poursulvre la société I.B.M. (International Business Machines Corpora-The C. C. N. 3, 542 544 tion) qui pourra garder intactes ses structures; d'autre part, elle a total Fund to de tous les p gigantesque, qui se présente comme compagnie de téléphone - connue « la plus grande entreprise jamais aux Etats-Unis sous le nom de Bell tance et les feurnitures d'équipement elle le souhaitait ardemment. Et se à ses clients. On kil demande, en retrouver ainsi en concurrence avec... revenche, de se séparer, d'ici à LB.M. juillet 1983, du moins rentable de ses secteurs même s'il est le plus gros : risque d'être ressenti assez vite par les communications téléphoniques les consommateurs : on s'attend à locates, assurées par vingt-trois une hausse des tarifs des communifiliales qui vont donc' devenir Indé- cations locales. Celles-ci ne pour-'na 'n e page ... pendantes.

été angagée en 1974, le cas 1.B.M. tance, beaucoup plus rentables pour durait depuis 1969. Le gouvernement les sociétés. fédéral accusait chacun de ces Les décisions du 8 janvier n'ont géants de violer la législation anti- pas fini d'être commentées : elles geants de violer la legissation and peut d'une plus grande soudécoupage en plusieurs sociétés. Des plesse à l'égard des concentrations decoupage en passeurs audiens. Les proces qui sont combattues de documents économiques qui sont combattues devalent être collectés pour les depuis quatre-vingt-onze ans pour firmes ont dépensé un demi militard L'administration part du principe que de dollars environ pour assurer feur - big - (grand) ne signifie pas néces-

rien d'illégal dans la prisa de tus. -- R. S.

elle a obtenu en échange un avantage très appréciable : l'accès aux conciu un accord très avantageux activités économiques non réglemenpour American Telephon and Tele- tees par le pouvoir fédéral qui lui graph Company (A.T.T.). Cette firme était refusé jusqu'à présent. Cette Produite sur terre », pourra conserver Systém — va donc pouvoir mettre produite sur terre », pourte conserver un pied dans les industries de l'élecles communications à longue dis- tronique et de l'information comme

> ta. démantèlement partiel d'A.T.T. ront plus, en effet, être subvention-Si la poursuite contre A.T.T. avait- nées par les appels à longue dis-

procès. On estime que les deux empêcher des monopoles excessifs. sairement < bad - (mauvais), surtout I.B.M. s'en tire avec les honneurs. en cette période de crise où la Le ministère de la justice ne voit concurrence internationale s'accen-

Le chômage frappe désormais neuf millions et demi d'Américains

(Suite de la première page.)

Invité à commenter les chiffres de décembre, M. Ronald Reagan a déclaré vendredi : « Je pense aue c'est tragique.» Selon lui. les causes du mal eviennent de loin »; mais le seul moyen d'en sortir est son programme economique dont les effets ne se feront sentir qu'à partir du deuxième trimestre.

taires démocrates et les dirigeants syndicaux cont d'un avis cidé l'ouverture de négociations contraire. Ils reprochent au président d'avoir étranglé l'économie pour accorder à ces deux sociétés par des taux d'intérêts élevés et des avantages du même genre même de compter sur le chômage que ceux dont bénéficie Chrysler.

In d'autres termes, il s'agit de M. Reagan se voit accusé en gagner moins pour sauver des outre d'avoir rendu plus dramameurs par des coupes dans les dépenses eociales. Le récession actuelle est en tout

··cas la huitième que connaissent siles Etats-Unis depuis la seconde -guerre mondiale. Si l'on en croit le très officiel Bureau national de recherche économique, elle a commencé en juillet. Cette date de naissance contredit la règle tacite, selon laquelle il y a réces-sion aux Etats-Unis lorsque le produit national brut diminue pendant deux trimestres consécutifs. Le P.N.B. n'avait-il pas augmenté de 1,4 % au troisième trimestre? Il n'empêche. C'est en juillet, estime le Bureau na-tional, que la situation a commencé à se dégrader pour -conduire à une baisse du P.N.B.

de 5,4% au quatrième trimestre. SOCIAL la « compréhension » des salariés

Cette récession diffère des précédentes dans la mesure où le gouvernement fédéral ne fait rien pour la combattre directement. M. Reagan laisse jouer les lois du merché, en attendant que son programme économique donne les miracles esconaptes. A ce rythme, on ne peut attendre une reprise avant la fin du printemps. Le

TRANSPORTS

Un abonnement étudiant sur le T.G.V. — Le ministre des transports, M. Charles Fiterman. e décidé la mise en place d'un mouvel abouncement T.G.V. destiné sur étudients. Cet ahonnement permettra de faire negf trajets simples par mois par le T.G.V. Il dispensera

ligne ancienne. Il entrers en vigueur le 15 février. Les autres formules d'abonnement pour

taux de chômage va sans doute crever le plafond des 9 % d'ici là. Même avec une bonne reprise, il ne peut baisser aussi vita qu'il était monte, les courbes précé- AFFAIRES dentes indiquant de lentes améliorations après des dégradations

Touchés plus que d'autres par

cette récession, les travailleurs de

l'automobile sont contraints de faire des concessions au patronat. M. Gattaz qualifie de «particulièrement constructif» dre absolument, ne portent pas préjudice à l'industrie américaine. gagner moins pour sauver des emplois. Jusqu'à présent l'Union des travailleurs de l'automobile soutenait que Chrysler était un cas particulier, en raison d'une possible faillite, et que les deux autres e grands » de Detroit n'avaient aucune raison de bénéficier du même traitement. L'automobile n'est pas le seul secteur où le patronat américain se félicite de la « compréhension » des salariés. On signale, ici ou là diverses démarches inhabituelles pour éviter des faillites. Par exemple, les employés de Western Airlines viennent d'accepter une diminution de 10 % de leurs traitements pour aider-cette compagnie aérienne en difficulté.

à accentuer ses pressions sur la C.E.E.

Citée souvent en exemple pour sa réussite, l'agriculture des Etats-Unis n'échappe pas aux pourraient n'atteindre que 16 ou 18 milliards de dollars en 1982, capitaliste peut voir, comme on le constate en France, son revenu baisser également. Selon les statistiques officielles, les prix à la production ont baissé aux Etata-Unis de 13 % entre décembre 1981 et décembre 1980. Dans le même temps, la hansse des coûts d'exploitation était de 4,2 %. L'endettement des fermiers se serait accru de 30 % au cours des deux dernières années et atteindrait 180 milliards de dollars.

De phis, et pour la première fois depuis quarante-six ans, le nombre des exploitations a cessé de diminuer en 1981 et a même progressé de 0.3 %, révèle le département de l'agriculture. Il v aurait donc aux Etats-Unis, aujourd'hui. 2 435 810 exploitations contre 2 427 830 en 1980. Cette augmentation est due à la création de petites exploitations en Californie, dans l'Oregon et l'Etat de Washington notamment. En 1935, les Etats-Unis comptaient 6 812 350 exploitations. Les difficultés de l'agriculture ccapitalistique » et la récession peuvent expliquer ce renversement de ten-

La baisse des prix s'explique. elle, de deux manières : d'une part, une succession de récoltes record (la récolte de blé d'hiver sera supérioure d'un pour cent à celle de l'an dernier), d'autre part, une relative baisse de la demande due aux difficultés économiques des pays acheteurs, due aussi à l'intérieur des Etats-Unis à la réduction des programmes alimentaires sociaux.

Le gouvernement, préoccupé par cette situation, proposera sans doute des remèdes classiques aux Etats-Unis : programme de gel des terres, aides au stockage. Mais surtout il s'efforce de développer et défendre les marchés extérieurs des Etate-Unis. Les exportations de produits agricoles dont les deux tiers sont sur le débat enropéen. — J. G.

Le président du Conseil

national du patronat français (C.N.P.F.), M. Gattaz, a qualifié de « particulièrement construc-

tif » l'entretien de près de deux

heures qu'il a eu an palais de l'Elysée, le vendredi après-midi

8 janvier, avec le président de la

République. M. Gattaz était ac-

compagné des membres du conseil

exécutif de l'organisation patro-

nale. A la sortie, le président du C.N.P.F. a déclaré qu'il avait

cherché avec . M. Mitterrand à

préciser les rapports qui pour-

raient s'établir entre les entre-

prises et les pouvoirs publics

a compte tenu des divergences

« Nous serons donc, a précisé

M. Gattaz, des partenaires, se-

lon l'expression du président de

la République. Des partenaires

courtois, mais bien entendu cons-

l'Est. D'où l'annonce d'une simple l'accord bilatéral pour le comconduit aussi Weshington à augeuropéenne. pour ses subventions à l'exportation, de concurrence déloyale. Le désordre des marchés

mondiaux

Dans une étude qu'il vient de

publier, le département à l'agriculture écrit que « du point de vue des Etats-Unis, une réforme de la politique agricole européenne visant à modérer la production et à stimuler la consommation intérieure servit la solution la plus javorable », car elle diminuerait les désordres et l'instabilité que les exportations des excédents de la C.E.E. provoquent sur les marchés mondiaux ». Une telle étude conforte la position des partisans d'une Europe autosuffisante. Elle constate qu'en dix ans (1970 à 1980) la part de la C.E.E. dans le commerce mondial du blé est passée de 6.2 % à 15.5 %. Dans ce même temps, celle des Etats-Unis progressatt de 36,2 % à 44,8 %. Face à la puissance américaine la C.E.R. est placée devant un dilemme : poursuivre et affirmer sa politique d'exportation dans le cadre actuel de la PAC -M. Villain, directeur général de 'agriculture à Bruxelles, a préconisé, vendredi 8 janvier, devant la commission agricole de l'Assemblée, que les ventes de beurre à l'U. R. S. S. soient poursuivies. soit réformer la PAC de facon ue la C.E.E. et les Etats-Unis n'entrent pas dans une guerre des subventions à l'exportation. Il y a quelques mois parlant devant les industriels laitiers français. M. Villain avait affirmé: « A ce jeu-là, nous serons perdants » Ainsi, les difficultés que rencontre l'agriculture

américaine ne sont pas sens effet

LE C.N.P.F. A L'ÉLYSÉE

son entretien avec le président de la République

tructifs et fermes car nous

pourrions être amenés à prendre

des positions d'opposition chaque

fois que telle ou telle mesure

prise par le gouvernement pour-

rait se révéler contraire à notre

mission économique ou sociale. 2

muns s du patronat et du gou-

vernement, « la prospérité des

entreprises, l'amélioration de

notre économie, de nos exporta-

tions et des investissements », il

contre le chômage.

a notamment insisté sur la lutte

« Nous sommes un peu respon-

sables des problèmes de l'emplot,

a-t-il dit, et dans ce sens nous

avons dit (au président de la

République) que nous apporte-

rions une coopération puisque

nous avons certains buts

Evoquant eles objectifs com-

L'échec des négociations sur l'acier est un coup dur pour les exportateurs européens

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Nouveau coup dur pour la sidérurgie européenne : les tractations, engagées depuis environ deux mois entre la Commission et l'administration de Washington, d'une part, entre cette dernière et les groupes sidé-rurgiques américains, d'autre part, afin de trouver au sujet des exportations communautaires d'acter vers les Etats-Unis un - modus vivendi - acceptable pour tous ont échoué.

M. Baldrige, le secrétaire américain au commerce, vient de l'annoncer, le 8 janvier, à Washington. Il n'est pas parvenu à convaincre les producteurs américains de s'abstenir d'introduire une série de plaintes pour dumping (sous forme de subventions à l'exportation) contre les fournisseurs de la C.E.E.

Face à cette avalanche de plaintes, le mécanisme du « prix gachette » (price tigger), mis en place depuis 1978 pour empêcher les importations d'acier aux Etats-Unis de s'effectuer à des prix trop bas - genants pour les producteurs américains —, révèle son inefficacité, perd sa raison d'être et au moins dans les échanges avec l'Europe, va être

C'est là paradoxalement, une mauvaise nouvelle pour les Européens, car cette discipline, qui encadrait les échanges de produits sidérurgiques entre la Com-munauté et les Etats-Unis, constituait un garde-fou efficace contre les tentations protectionnistes des groupes américains. Désormais, les importations en provenance d'Europe, Attaquées de toutes parts, vont s'opèrer dans des conditions de grande preca-

A Bruxelles, l'objectif des Etats-Unis ne fait malheureusement guère de doute : exclure les producteurs de la Communauté du marché américain. Or les s i d é ru r gistes communautaires, même si leurs exportations outre-Atlantique ont régulièrement baissé depuis 1977, y vendent encore environ 5 millions de tonnes par an soit environ 4 % de la production européenne La Commission a publié. 9 janvier, une déclaration exprimant sa déception devant la manière de procéder des Etats-Unis. Elle est d'autant plus vive que M. Davignon, commissaire charge

des affaires industrielles, n'a pas

Comme on lui demandatt si les

propos du chef de l'Etat étaient

différents de ceux tenus la veille

par M. Jacques Delors an c to-

rum » de l'Expansion, M. Gattaz

a répondu : « Ils étaient un peu

differents, mais ils étaient cons-

tructifs. Nous espérons renouveler

très prochainement ce type d'en-

D'autre part M. Dreyfus — qui

recevait les vœux de la presse,

le vendredi 8 janvier — a annoncé une simplification des aides de l'Etat aux firmes privées afin de

faciliter les créations d'entrepri-

ses. Le ministre de l'industrie a

aussi précise que le secteur public

faisait l'objet de ses préoccupa-

tions immédiates, car, a-t-il dit, a dans les périodes difficules c'est

toujours au secteur public que

l'on s'adresse pour relancer la

tretien », a-t-il conclu.

ménagé sa peine pour essayer de trouver un arrangement avec Washington. La phase actuelle de tensions avait débuté après que en octobre 1980. l'administration américaine, sous la pression de ses industriels cut for ement releve le « prix gachette». Les producteurs européens, craignant d'être de la sorte partiellement évincés du marché américain (de fait leurs ventes avaient sérieusement baissé au début de 1981), ont cru bon, alors, d'accélérer leurs livraisons, quitte à vendre au-dessous du « prix gachette ».

En août 1981, les importations en provenance des Dix ont atteint 800 000 tonnes (an lieu d'une moyenne mensuelle normale d'environ 500 000 tonnes). En novembre 1981, elles se situaient encore aux alentours de 700 000 tonnes. Les sidérurgistes américains se sont alors déchainés, et M. Baldrige, voulant modérer leur zèle protectionniste, prit l'initiative d'engager lui-même une procédure d'infraction contre la France et la Belgique. Un dialogue actif s'engagea avec la Commission.

M. Davignon, sans être, il est

vrai, très écouté, invita les sidérurgistes européens à ne pas exagérer. Les dernières suggestions faites par la commission à Washington (même si l'expression d'arrangement d'autolimitation est formellement proscrite dans ce dialogue) a u ra i e r t permis de maintenir un courant d'exportations raisonnables vers les Etats-Unis, bien qu'inférieures aux millions de tonnes annuelles qui ont précèdé cette dernière crise. Ce sont ces engagements de modération que les entreprises américaines ont refusé et que l'administration Reagan n'a pas su imposer. Pour la Commission. cet echec est d'autant plus lamentable qu'elle considère que les exportations européennes d'acier, an niveau on elles s'étaient stabilisées avant la crise, et. à fortiori, à celui auquel

Il y a lieu de croire que la Communauté va réagir. Dès vendredi, il a été demandé à la Commission d'inventorier les contre-mesures possibles et opportunes. Ce fort regain de tension intervient bien malencontreusement, à la veille de la session ministérielle du conseil atlantique, au cours de laquelle Américains et Européens doivent examiner la situation en Pologne et s'efforcer d'harmoniser leurs politiques commerciales à l'égard de l'U.R.S.S. et de ses satellites

Une réunion informelle des ministres de l'industrie des Dix doit se tenir, mercredi 10 ianvier, s Bruxelles. Ce sera l'occasion pour la Commission d'exposer aux gouvernements membres de la Communauté le point de la situation et de procéder à des échanges de vues sur la réplique possible

PHILIPPE LEMAITRE.

M. Jean Aureux attend des premiers contrats de solidarité la création de huit mille emplois

nassees ».

œuvre dans les collectivités locales ou les entreprises « L'opération; a-t-il déclaré est bien engatements, 22 déclarations d'intention ont déjà été signées, dont 12 sont en cours de discussion, dont seignements précis ont pu être obtenus dans 421 cas, ce qui re-présente un effectif de 106 117 salariés concernés. Les embanches nouvelles qui pourraient résulter contrats représentaient 8 081 emnégociés, soit à la mission natiogation a l'emploi

fait de ces premiers résultats.

M. Jean Auroux, ministre du mesures de préretraite totale ou travail, a présenté le 8 janvier un partielle ont fait l'objet d'un decontrats de solidarité mis en 31 décembre et de deux accords en date des 2 et 9 décembre. Il concernant les collectivités locapartielle, a dit le ministre, permettra aux travailleurs ages de ne pas cesser brutalement leur activité. L'entreprise pourta aussi utiliser cette possibilité pour rajeunir ses effectifs et permettre une adaptation progressive du nouvel embauché, qui pourra être formé par le travailleur plus ancien et plus expérimenté, ayant choisi de travailler à mi-temps. plois, soit 7,5 % des effectifs de C'est une « prime au savoir-jaire », départ. Au niveau national, d'au-estime M. Auroux, qui considère a-t-il conclu, d'un acquis social restera dans l'histoire du

NOIZZIM BAU CHARGÉE D'ÉTUDIER LES SITUATIONS DE MISÈRE M. Daniel Fabre, directeur de

cabluet du ministère de la solidarité nationale, a annoncé devant la presse, le 7 janvier, la création d'une mission destinée à cerner les trous de la protection sociale », que constituent les situations perdistantes de misère et de précarité malgré le système actuel. Cette mission z été confiée à M. Jean-François Larger, conseiller référendaire à la Cour des comptes. Elle sera menée en concertation avec les collectivités locales. Son action se situera dans le prolongement du rapport Oheix (mars 1981) sur les situations de panyreté.

 Les licenciements chez Eclair-Prestil. — Deux usines de la société Eclair-Prestil (au time, et à Bernay, dans l'Eure) sont occupées par leur personnel après l'annonce, le jeudi 7 janvier, d'un plan de restructuration prevoyant le licenciement neur cent cinquante salariés (le

Pour recréer « un bon dialogue » LA R.A.T.P. EFFACE LES SÉQUELLES FINANCIÈRES DES CONFLITS ANTÉRIEURS

général de la R.A.T.P., a annoncé, jeudi 6 janvier, à l'occasion de sa prise de fonctions, un certain nombre de mesures a propres à revoir les conséquences des sanctions intervenues à la suite de plusieurs confitts sociaux a. Ces dispositions, indique-t-on a la R.A.T.P. prolongent celles déjà prises à l'initiative du président de la Régie, M. Paul Quin, et participent du même souci de « recréer les conditions d'un bon dialogue social dans l'entreprise ». Pour effacer « les séquelles de conflits antérieurs », les mises à pied décidées au cours du conflit des ateliers du métro, en janvier 1980, ne feront l'objet d'aucune retenue; les conséquences pécuniaires pour participé au mouvement de grève de mai-juin 1978 seront réduites de 25 %. Em outre, il a été décidé d'annuler les consèquences financières de deux autres grèves : celle des agents des stations pour leurs conditions de travati le 17 décem-

M. Philippe Essig, directeur bre 1979, et celle des conducteurs du metro et du R.E.R. après les accidents survenus dans les stations Auber et Nation en janvier et février 1981.

> Enfin, la R.A.T.P. annonce que la suppression de toutes les sanctions pécuniaires et leur remplacement par « des dispositions mieux adaptées à l'évolution législative et sociale » vont faire l'objet d'une prochaine concerta-tion avec les organisations syndicales. La Régie n'est pas encore en mesure de chiffrer le coût de ces mesures. Avec un nombre de journées de mises à pied estimé à mille trois cent soixante-seize, sur la base de salaires ouvriers variant de 5 000 F à 6 000 F, le cout du remboursement intégral varierait entre 230 000 F et 275 000 1

tion des travailleurs qui ont fait

CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

L'euromarché

La générosité payante de la B.F.C.E.

née, s'explique par au moins trois raisons principales. L'emission qui bénéficie de la garantie de la République française est dotée d'un taux d'intérêt variable. Dans les circonstances présentes, c'est un avantage majeur parce que le marché des émissions à taux fixe en dollars est devenu inaccessible aux emprunteurs internationaux. L'inquiétude est en effet revenue aux Etats-Unis où l'on craint que les taux d'intérêt à court terme ne restent élevés tout au long de cette année.

Cette seule éventualité, soulignée entre autres par Henry Kaufman, le gourou new-yorkais de Salomon Brothers, a immédiatement provoqué una réaction négative des prêteurs qui se sont repliés sur eux-mêmes; peu soucieux d'avancer des capitaux à taux fixe au moment où une remontée des taux d'intérêt apparaît possible. Du coup, chacun se tourne vers le marché des emprunts à taux variable où les emprunteurs ont l'avantage de pouvoir limiter les dégâts si, après six mois, les taux se détendent et où les investisseurs peuvent profiter, pour le temps qu'elle dure, de la hausse du loyer de l'argent. Le deuxième atout de Pemprunt B.F.C.E. est sa durée relativement courte. Celle-ci, qui n'est que de cinq ans seulement est particulièrement attrayante pour certaines catégories d'investisseurs, comme par exemple les banques centrales du Proche-Orient et la clientèle privée européenne.

En troisième lieu, il faut bien reconnaître que la B.F.C.E. n'a pas lésiné sur les conditions. Son émission est dotée d'un taux d'intérêt qui est composé d'une marge de 0,25 %, venant s'ajouter à la movenne des taux interbancaires offerts et demandés à Londres sur les dépôts en eurodollars à six mois. Ceci conjugué avec, pour les banques impliquées dans la transaction, une commisprès de 20 points de plus que ce que le Crédit foncier de France de dollars, dont le taux d'intérêt est également basé sur le taux interbancaire en vigueur à Londres pour les dépôts en eurodollars.

L'opération du Crédit foncier, qui n'offrait aux banques pretenses qu'un rapport maigrelet d'environ 43 points de base, n'a pas suscité un grand enthou-siasme. La B.F.C.E. se devait donc d'offrir un rendement un peu plus alléchant. On n'attendait toutefois pas une amélioration aussi forte que celle qui s'est matérialisée à travers l'offre de la Banque française du commerce extéimm:diatement payante. Vendredi, les « notes » de la B.F.C.E., qui seront émises au pair, se trai-taient aux environs de 99,30-99.40 sur le « marché gris », faisant ainsi preuve d'une très bonne tenue pour une transaction aussi

Une réficence peut-être passagère

Il n'est, toute compte fait, pas du tout certain que ce soit le Crédit foncier de France qui devienne le premier emprunteur français du secteur public, depuis les élections présidentielle et législatives de mar-jukt 1981, à solliciter le marché obligataire américain. Nous avons relaté, il y a une semaine, dans cette chronique, que le Crédit foncier, à peine avait-il drainé 500 millions de dollars par le truchement de deux eurocrédits bancaires, dont celui de 200 millions mentionne plus haut, avait demandé l'autorisation aux autorités américaines d'émettre à New-York 125 millions de dollars d'obligations à dix ans.

Le dépôt du dossier est un préalable nécessaire à tout emprunt outre - Atlantique. Cela n'implique pas toutefois le lancement immédiat d'une émission qui le conflit » entre les politiques peut être, par la suite, réalisée budgétaire (faisant apparaître un au moment où l'emprunteur le lourd déficit) et monétaire (assez voudra. Selon les banques améri- | restrictive) provoquera de fortes caines qui dirigeront le place- variations de teux pendant toute ment de la transaction du Cré- l'année en cours, les niveaux après l'abaissement à 14,75 % du encore été arrêtée pour son lancement. Celui-ci pourrait être aussi bien réalisé dans trois ou quatre mois que dans huit jours. Il se pourrait même qu'un autre ses performances passées, certains débiteur français précède le Crédit foncier dans cette voie. Il n'en demeure pas moins que même déjà trompé, ne fût-ce notre commentaire de la semaine dernière demeure valable. Les

ricains continuent d'estimer que

les emprunteurs français devrout

acquitter une prime afin d'assu-

rer le placement de leur papier budgétaires, elle-même fonction

parce que les investisseurs devront à ce moment prendre une décision et qu'aux Etats-Unis plus qu'ailleurs les choix sont toujours faits à partir de critères purement objectifs.

Dans l'immédiat, il n'est pas

plus question, pour le Crédit foncier que pour n'importe que autre débiteur étranger, de solliciter le marché américain des capitaux. L'atmosphère est sombre à New-York qui se montre plus pessimiste que le marché euro-obligataire. Les banquiers et les investisseurs d'outre-Atlantique sont inquiets à cause des quelque 37 millions de dollars que le Trésor américain se doit de lever pendant le premier trimestre de cette année afin de combler le déficit budgétaire du gouvernement fédéral et de masse monétaire à la fin l'année dernière alors qu'on espérait une détente

Présence japonaise

Sur le marché des euro-obligations, une seule émission nouvelle taux fixe a vu le jour cette semaine dans le secteur libellé en dollar américain. Encore estelle assortie de caractéristiques particulières qui lui enlèvent partiellement son caractère de pla-cement à taux fixe. Il s'agit d'un emprunt de 50 millions de dollars et d'une durée de cinq ans, offert par la société japonaise Miteubischi Chemical Industries, L'émission, qui est garantie par la Mitsubischi Bank, sera dotée d'un coupon de l'ordre de 11 % à 11,50 %. En outre, chaque euro-obligation de 5 000 dollars est accompagnée d'un warrant qui pourra être échange contre une action de l'entreprise nippone, moyennant une prime d'environ 2.50 %. L'emprunt a été bien reçu et compte tenu de cet accueil favorable, on pensait vendredi que le coupon pourrait être fixé au niveau inférieur de la fourchette, soit à 11 %. Trois ou quatre autres transactions japonaises attendues au cours des prochains due, confirme la réception favo-

Si le marché primaire des euroémissions à taux fixe dans le secteur libellé en dollar des Etats-

sent trimestre. La bourse de rêt. Eh bien, ce fut le contraire, car, pour des motifs purement américains (voir en rubrique perspectives sont favorables cette « Marché monétaire »), les taux part de son intention de relancer l'économie nippone en 1982. Pour ce faire, il entend favoriser la reprise du marché intérieur et non plus celle des exportations. Cette prévision encourageante devrait entre autres favoriser le placement des euroemprunts convertibles de sociétés

is Donaises.

lement 1,25-0.75.

Une transaction est venue égayer cette semaine le secteur des euro-émissions en dollar canadien. La Banque nationale du Canada, qui recherche 50 millions dans la devise à feuille d'érable, sur une durée de six ans, n'a pas hésité à offrir ses euro-obligations au pair avec un coupon annuel tentateur de 16,50 %. Ce faisant elle a voulu mettre de son côté tous les atouts afin de séduire la clientèle belge toujours alléchée par des coupons élevés sur des devises qui lui permettent fuir la monnaie vacillante d'outre-Quiévrain. Le débiteur canadien semble avoir bien visé. Le dentiste belge n'a pas manqué de s'intéresser aux « notes » de la Banque nationale du Canada, qui vendredi, se traitaient sur la base d'une décote raisonnable de seu-

Le marché allemand des capitaux est en fin de compte le seul qui n'ait pas été contaminé par l'atmosphère déprimante qui affecte tout à la fois New-York et le reste du marché euro-obligataire. La CECA en a fait la preuve en proposant avec succès une émission en deux tranches, totalisant 185 millions de deutschemarks. La première tranche, d'un montant de 125 millions et d'une durée de cinq ans seulement, est offerte au pair avec un coupon annuel de 9,75 %. Sur le « marché gris », le cours des a notes » était en fin de semaine de 99,75-100,25, ce qui est l'indication d'un très bon placement. La seconde tranche, qui s'élève à 60 millions de deutschmarks et qui a une durée nettement plus longue puisque de douze ans, est également proposée au pair avec un coupon annuel de 9,75 %. Le cours de 99,50-100, auquel se sont traitées à la veille du week-end rable des investisseurs et la bonne tenue du marché allemand.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Fermeté du dollar et de la livre

daient que le dollar accentue son

Lundi 4 janvier, après un chomage de quatre jours, la monnaie américaine commençait à « plonger», tombent à 2,2250 DM à Francfort et à 5,65 F à Paris, contre 2.26 DM et 5,75 F le mercredi 30 décembre. Tous les opérateurs anticipaient à une baisse des taux.

De le lundi soir, la tendance s'incurvait, et le « billet vert » amorcait une nette remontée. s'élevant, le jour suivant, à plus de 2,26 DM et de 5,74 F. A la veille du week-end, toutefois, ses cours fléchissaient à nouveau, mais bien timidement.

De toute façon, les milieux financiers internationaux n'entrevolent guère une baisse très sensible du dollar en 1982. Les experts de la Morgan Guaranty Trust, par exemple, pronostiquent bien quelques pressions sur la monneie américaine au cours du premier semestre, en raison d'une baisse probable des taux, et une remontée au second semestre. liée à une reprise de l'expansion et à

LES MONNAIES DU S.M.E.":

DE LA PLUS FORTE

À LA PLUS FAIBLE

rait tomber jusqu'à 2,05 deutsche-Paris de 5.10 F à 5,20 F. De toute facon, selon la GREF, toute baisse un peu accentuée du dollar aviverait les tensions au sein du Système monétaire européen, le franc belge subissant de nouvelles attaques pour, peut-être, dévaluer. Quant au franc français, la plupart des experts le voient soumis à des pressions au printemps, puis à un réajustement vis-à-vis du deutschemark à la fin de 1982, en raison du différentiel d'inflation qui continue à se creuser. Questionné sur cette eventualité au cours du Forum de l'Expansion, M. Jacques Delors a répondu avec vigueur : « La période est finie où l'économie française pouvait se permettre une dévaluation tous les sept ou dir ans, sorte de « dumping » pour ratiraper nos bêtises. Aujourd'hui, avec la hausse du priz du pétrole, ce n'est plus possible. Je résisterai aux vieux démons : le dopage d'une

dévaluation ne dure qu'un temps.

et je m'y opposerai. »

luation a toujours été actif en France, et les forces du marché mark allemand manifestant des relléités de raffermissement, son cours remontant aux environs de 2.54 F pour la seconde fois depuis l'a ajustement » du 4 octobre dernier. Enfin, le zloty polonais a été dévalué de 71 % par rapport aux monnaies occidentales, dollar étant réévalué de plus de 140 %. Cette amputation va renchérir considérablement les prix des produits importés en Pologne et contribuer à l'opération « vérité » menée à Varsovie. Sur le marché de l'or, la fermeté du dollar et des taux a contribué à maintenir le cours de l'once aux environs de 400 dollars. Les ventes soviétiques per-sistent. Pour les experts londoniens, l'U.R.S.S. a porté ses ventes de métal de 90 tonnes en 1980 à 200 tonnes en 1981, l'essentiel des transactions ayant été effectué. ces trois derniers mois afin d'ac-. quérir les devises nécessaires an

financement des livraisons de

céréales américaines et au sou-

tien de la Pologne. - F. R. Belle conviction, et énergique COURS MOYEN DE CLOTURE

DU 31 DÉCEMBRE AU 8 JANVIER (La ligne inférieure donns ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	• \$ EB.	France français	Franc sulese	D. szerk	Franc beign	Floris	Lire Halieum
flaw-York .	1,9280 1,9158	=	17,4825 17,5054	54,7945 55,5555	44,3458 44,4 9 49	2,6063 2,6007	40,4858 40,5679	0,08263 0,08326
Paris	10,9824 18,9394	5,7200 5,7125	-	313,42 317,36	253,65 253,66	14,9113 14,8570	231,57 231,74	4,7392 4,7564
Zarich	3,5848 3,4470	1,8250 1,8 00 0	31,906 31,509	=	80,9312 79,9289	4,7575 4,6814	73,8866 73,0223	1,5091 1,4987
Pracefort .	4,3296 4,3125	2,2550 2,2520	39,4244 39,4228	123,56 125,11	1.1	5,8785 5,8569	91,2955 91,3590	1,8617 1,8751
Bruxelles .	74,112 73,6317	38.3600 38,4500	6,7063 6,7308	21,0191 21,3611	17,0110 17,0737	=	15,5393 15,5983	3,1722 3,2014
Austerdan	4,7424 4,7204	2,4700 2,4650	43,1834 43,1518	135,34 136,94	109,53 109,45	6.4389 6,4109	=	2,9425 2,9524
Milan	2321,76 2299,91	1209,25 1201,80	211,40 210,24	662,69 667,22	536,25 533,30	31,5237 31,2353	489,57 487,22	7
Tokyo	424,896 420,34	221,39 -219,50	38,6892 38,4245	121,26 121,94	98,1374 97,4689	576,90 570,87	89,5951 89,6466	6,1830 9,1827

Le marché monétaire et obligataire

Pause générale

A la surprise générale, le flé- des chissement des taux américains que tout le monde escomptait pour le début de 1982, après le léger regain de tension de la fin de 1981, ne s'est pas produit. Bien plus, une certaine tension a persisté, ce qui n'a pas manqué d'influencer le marché des changes (voir rubrique « Devises et or ») ; sur le marché des eurodollars, les taux ont monté d'un demi-point.

A l'origine de ce phénomène, on trouve, une fois de plus, l'évolution de la masse monétaire aux Etats-Unis. La publication, en début de semaine, d'une augmentation de 1,4 milliard de dollars de ladite masse, alors que la plupart des analystes tablaient sur une nouvelle diminution, à la rigueur une stabilisation ou une très légère progression, à provoqué un choc. Cette hausse inattendue a immédiatement laissé penser que les autorités moné-taires américaines allaient retarder la détente du loyer d'argent quesi-universellement freinée pour les premiers jours de 1982. En outre, M. Henry Kaulman le célèbre expert de Wall Street, a jeté un froid en prédisant une forte remontée du taux en 1982, peut-être même dés le printemps, en raison des énormes besoins du Trésor pour combler un déficit budgétaire grandlasant, qui s'ajouterait aux demandes de crédits des entreprises. Pour lui, budgétaire (faisant apparaître un records de 1981 pouvant, le cas

échéant. être atteints dépassés. Bien que M. Kaufman réputé « infaillible » en raison de de ses collègues ne se privent pas de rappeler qu'il s'est tout de que pour les derniers mois, où les tanx auraient dû dépasser 20 %. investisseurs institutionnels amé- au lieu de 15,75 % actuellement (pour le taux de base bancaire). Tout dépendre, estiment-ils, de l'ampleur des prochains déficits

du volume de la demande de crédits bancaires, elle-même fonc-tion de l'évolution de la conjoncture économique. Suivant une enquête réalisée par notre confrère le Wall Street Journal auprès de quinze experts réputés, le taux de base des banques au 30 juin prochain s'échelonnera de 11.75 % à 20 % suivant les avis : c'est vraiment un très gros écart!

En attendant, le montant de la masse monétaire américaine ne devrait guère diminuer la se-maine prochaine, surtout celle s'achevant le 15 janvier, qui pren-dra en compte les énormes paie-ments effectués par la Sécurité sociale au titre de ses pensions et retraites versées trimestrielle-

En Europe, la Banque nationale de Belgique a ramené son taux d'escompte de 15 % à 14 % et réduit de deux points son taux d'avances sur titres, qui revient à 15 %. Le 11 décembre 1981, elle avait, brutalement, porté son taux ques, qui peuvent se mo d'escompte de 13 % à 15 % pour un maximum de 4.75 %). défendre le franc belge, fortement Cette nouvelle formu attaque. Depuis, les pressions sur SICAV, dont les coupons cette monnaie se sont atténuées. à la suite des mesures d'austérité prises par le gouvernement de centre droit de M. Maertens, ce qui a permis à la Banque centrale de laisser baisser les taux à court terme. Pour combien de

Les nouvelles SICAV

Sur le marché français, le calme a régné. A court terme taux d'adjudication de la Banque de France pour le début de 1982, le loyer de l'argent au jour le jour est revenu à 15,25 %. Sur le front des obligations toutes les énergies sont consacrées au placement de l'emprunt d'Etat de 10 milliards de francs. qui s'effectue assez lentement. Il faut dire que le marché est un saturé actuellement, les compagnies d'assurances, notamment n'ayant pas énormément de disponibilités après la ponc-

UNEDIC. Les rendements n'ont

des décisions que s'apprête à guère varié, à 16,15 % pour les prendre le président Reagan, et emprunts à plus de sept ans, 15.92 % pour ceux à moins de sept ans et 16,60 % (contre 16.53 %) pour les emprunts du secteur public, selon les indices

Fait intéressant, le Trésor a

autorisé la mise en route des

premières SICAV « pour emploi de fonds à court terme », destinées aux détenteurs de disponibilités placées à un mois ou davantage et dont la rémunération a été sévèrement limitée du fait des mesures restrictives prises le 4 septembre dernier. Les fonds recueillis par ces SICAV seront employés en obligations à très courte échéance, que ce soit à taux fixe ou variable. Les frais d'acquisition de ces SICAV seront très bas, de l'ordre de 0,10 % à 0.50 %, plus des frais de gestion décomptés pro rata temporis (un peu plus de 1 % par an, ce qui marquerait une très nette diminution par rapport aux frais d'acquisition des SICAV classiques, qui peuvent se monter à Cette nouvelle formule de

SICAV, dont les coupons seront soumis en régime fiscal des obligations, c'est-à-dire le prélèvement forfaitaire de 25 %, a été soumise, par le Trésor, à un examen préalable et attentif pour éviter une remise en cause générale de la réglementation des dépôts à terme. Certes, leur mise à disposition permettra aux souscripteurs d'être sensiblement mieux rémunérés sur une période courte, contrairement à ce qui se passe actuellement. Mais elle constituera un élément de soutien d'un marché obligataire plus que jamais sollicité en 1982, et cela valait bien l'autorisation du Tresor. A noter, enfin, qu'à l'occasion du Forum de l'Expansion. M. Jacques Delors a affirmé qu'il faliait continuer à offrir aux éparmants des taux à long terme supérieurs à l'inflation. Et d'ajouter : « Auparapant, nous avions des épargnants naijs.» Hâtonsnous d'enregistrer cet aveu officiel, qui, évidemment, charge les

prédécesseurs, mais garde le mêrite de la sincérité... FRANÇOIS RENARD.

Les matières premières

Baisse des métaux - Hausse du cacao

L'année a commencé sur une production en Irlande se pour-note déprimée dans les différents suit. marchés. Le ralentissement de Pactivité économique persiste. La détente du loyer de l'argent risque d'être remise en question. Aussi, la bausse des cours des matières premières pourrait se faire attendre.

L'indice Dow Jones rajeunit ; il n'ignore plus désormais l'or ni METAUX. — La reprise a été de courte durée sur les cours du cuivre au Metal Exchange de Londres. Les stocks de métal

s'accroissent en Grande-Bretagne. aux Etats-Unis et dans plusieurs autres pays industriels, incidence de la récession. Autre facteur défavorable, la production chilienne de métal a atteint l'an dernier le niveau record de 1 080 000 tonnes. Les cours de l'étain ont peu varié sur les places commerciales

en raison des achais de soutien Sensible baisse des cours du

plomb et du zinc (- 10 % environ) à Londres. L'offre mondiale de métal tend à surpasser de plus en plus la demande, ce qui a incité plusieurs producteurs améincité plusieurs producteurs amé— la première estimation et de ricains à réduire leurs prix. La 9,60 millions de tonnes la précégrève qui paralyse une unité de dente récolte.

peu importantes des cours du naturel sur les différents marchés, grâce que achais effectués par le directeur du stock régu-. lateur au rythme quotidien de 500 tonnes. Les quantités retirées du marché atteindraient désormais 40 000 tonnes. Les avoirs disponibles du stock régulateur' apec le second appel de fonds. permettent de soutenir les prix. DENREES. — La reprise s'est. confirmés, voirs accentués, sur. les cours du cação à Londres, encorrélation avec la reprise des interventions de l'organisation internationale sur le marché. Il a été déjà acquis 67 945 tonnes. Les achats directs auprès des producteurs devraient porter sur 31 400 tonnes. Ils seront les bienvenus, car ils permettront des mieux a encaisser » la perspective d'une récolte excedentaire effectués par les producteurs de de 73 000 tonnes, selon les estimations d'un négociant allemand. Nouvelle régression des cours du sucre. La récolte mondiale est évaluée par une firme privée à 96,79 millions de tonnes. Elle dépasse de 1,68 million de tonnes

CAOUTCHOUC. - Variations

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

METAUX. - Londres (en starling par tonne) : culvre (bigh grade), comptant, 849 (877), à trois mois, 875 (803,50) ; étain comptant, 8 380 (8 340), à trois mois, 7 970 (7 950); plomb, 326 (364) ; zinc, 426 (463); aluminium, 576 (591); nickel, 2 905 (2 920) ; argent (en pence par once troy), 437,50 (427,50). - New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terms), 71,70 (74,65); argent (en dollars par once), 8,22 (6,20); platine (en dollars per once), 377 (379,50); ferrallle, cours moyen (en dollars par tonne). inch (75,50); mercure (par boutellle de 76 Tha), 405-420 (400-420) - Penang : étain (en ringeit par 'xilo), 34,90 (34,68).

TEXTILES. - New-York (an cents par livre) : coton, mars, 65.50 (64.55) : mai. 67,55 (66,05). --Londres (en nouveaux pense par kilo) : inine peignée à sec, janv., 370 (369) : jute (en livres par tonna). Pakistan, White grade C, inch (265). — Roubair (en france par kilo' : laine inch (41.90).

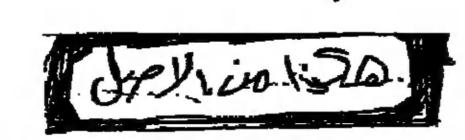
CAOUTCHOUC. — Londres (an nouveaux pence par kilo) : R.S.S. (comptant), 49,75-51,25 51.50). - Penang (en cents cas

Cours du 8 janvier 1982 Détroits par kilo), 203,50-204,50 DENRESS. - New-York (en cents-

par ib, sauf pour le cacao en -dollars par tonne) : cacao, mars, 2 148 (2 043) mai, 2 142 (2 055); sucre, mars, 12,98 (13,19), mal, 13,24 (13,35) ; café, mara, 139,62 (139,35), mal, 133,86 (133,25). -Londres (en livres par tonne) :-sucre, mars, 177,65 (173,75), mai, 173,20 (175,65) ; café, mars, 1:20 (1 144) ; mai, 1 116 (1 124) ; cacao, mars, 1 193 (1 156), mai, 1 191 (1 158). — Paris (en francs par quintal) : caeso, mars, 1 298 mars, 1248 (1246), mai, 1348 (1 250) ; sucre (en france par tonne), mara, 1880 (1900), mai, 1925 (1950). Tourteaux de sola : Chicago (en dollars per touns), mara, 189,10 (186,10), mai, 191,10 (189,20) ; Londres (en livres par tobne), fév., 139,30 (127,10), avril, 130.80 (129,30). CERRALES. — Chicago (en centa

par bolsseau) : bld mars, 401 3/4 (396 1/2), mal, 409 (405); mais, mare, 275 3/4 (372 1/4), mal, 285 3/4 (283 1/4).Indices. - Moody's: 998,60 (988,90);-

Reuter : 1 604,70 (1 614,12).





LA REVUE DES VALEURS

Purson de l'Especialis Add patrameter and Practi The Contract resident may disprincipa los: ME & JAMES POLISPASSING NAMES ----

SOURS MOYEN DE CLOTURE DE ST DESEMBRE AU 8 JANVIER

sections, or secureday the de la ...

the de probablishes Mul

distance : In supplies d'age

the series of the series

		***	Prints Persons	Herper part pe	t sin	1 1	Fee
-	Latin		11 6812 11 10:40	ME 1965	11 .	: .	111
	14 HOT.	1. 3 1000 1. 3 1000		11		*:: ::-	
7.44	T.M. S	-	la 1944 br 3447	200		-/ 1	-
	4 34 36	i dian	30 a 4 30 a 200	To the			-4-5
		10 1000 10 1000	d. "sed" d. "South	20.0613	: :	-	
	6 No. 60	1 6740 2 6648	42 1830 41 11:1	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	• • • •	A 2	-
		Labran Hamilton	114 M	36. 35 36.			1 72
	1	47.0		Les de	F SAA'	:	
	-	-	gar sejekjina jahro 2504	an trucking	nd direct	: م:	. :: •

Les motières première de car on ne peut supposer qu'une

Laisse des métaux - Hausse du (à Bâtiment et travaux publics

Distribution of the Contract o

DES PRINCIPAUX MARCHE

Valeurs à revenu fixe ou indexées

Le compte à rebours pour le
7.% 1973 s'est arrêté le 31 dé-
cembre. A l'issue des treute
seances de Bourse prises comme
référence, le montant de ce cou-
pon payable à la mi-janvier s'élève à 504,92 F contre 603,09 F
un an auparavant. Si les porteurs
2 Jany Diff.

Beghin-Say 283 B.S.N.-G. Dan. (1) 1389

Carrefour

Gén Occidentale Guy, et Gase. Martel. Moët-Hennessy

Momm Olida Caby Pernod-Ricard

Source Pertier

C.S. Saupiquet ... Vve Clicquot

Viniprix

11740

(1) Compte tenu d'un coupon de

plus de 102 millions de plus-values de cession. Le dividende

global est fixé à 60 francs, contre 52,50 F.

Filatures, textiles, magasins

Le bilan semestriel au 31 août

de Le Redouté fait ressortir un

bénéfice après amortissements, provisions et impôts de 157 mil-

lions de francs. Ce résultat n'est

pas comparable au précédent en

F. Fin. Ag.-Willot. 86,50

B.H.V. 118 C.P.A.O. 580 Darty 770 D.M.C. 27,95 Galeries Lafayette. 104

Le Redoute 825
Printemps 116,58
André Roudière (1) 115,20

S.C.O.A. 46,90

(1) Cours offert,

<u>publics</u>

filiales commerciales).

raisen des modifications de struc-

tures (création de trois nouvelles

Pour l'exercice entier s'ache-

vant le 28 février prochain, les estimations de résultats portent

sur un bénéfice consolidé compris

entre 75 millions et 80 millions de

francs (+ 25 % à + 33,3 %)

pour un chiffre d'affaires accru

Matériel électrique, services

Le groupe japonais Hitachi en-

visage d'introduire ses actions à Well Street. Selon le journal

japonais Nihon Keizui Shimbun, l'opération pourrait avoir lieu en

Le bénéfice net de Philips pour

1981 devrait être un peu aupérieur

aux 328 millions de florins déga-

gés pour l'exercica précédent. Cette indicaton a été fournie par

M. W. Dekker, président du

groupe, qui a ajouté que teus les

efforts tendraient à améliorer

Ce dernier espère en effet por-

ter de 1% (taux actuel) à 2%.

voire à 2,5 %, le rapport bénéfice

chiffre d'affaires d'ici à deux ans.

Alethom-Atlant ... 127.10 --

8 janv. Diff.

+ 20

+ 17,80

134

13,20

encore la rentabilité.

C.E.M. CIT-Alcatel Blectricité (Cle g.)

Crouzet

Thomson-C.S.F. ..

Génér des Baux ..

Matra Mot. Lerey-Somer.

Moulinez
P.M. Labinal

Radiotechnique ..

S.B.B.

Signatur Télémés Electr. Thomson-Brandt

LB.M. 382
LT.T. (1) 199
Schlumberger ... 348
Siemens 664

mécaniques

(1) Compte tenu d'un coupon de

Pour l'exercice écoulé, le chiffre d'affaires du groupe néerlandais

a atteint 43 milliards de florina

(+ 17,7 %). En volume, les ventes se sont accrues de 4 % à 5 %.

Métallurgie, constructions

Les Cucles Peugeot ont aban-

donné le régime juridique du directoire et du conseil de sur-

Moulinex

Legrand 1514
Lyoon des Baux 378
Machines Bull 27,80
Matra N.C.
Mot. Lerey-Somer 417

2 fany. Diff.

	8 janv.	Ditt
4 1/2 1973 7 % 1973		+ 30
19.30 % 1975	8Z,90	+ 145 + 9,20
19 % 1976 P.M.R. 10,6 % 1976.	87,50	- 0,40 + 0,20
P.M.R. 11 % 1977 8,80 % 1977	91,78 -	+ 0,30
9,89 % 1978	79	1nch. + .0,10
9,45 % 1978 8,80 % 1978	76,15 77.80	Inch.
9 % 1979 10 % 1979	73.10	Inch.
10,80 % 1978	76,39 78,75 8 9	+ 0,25 + 0,05 - 0,70

optent pour le prélèvement libératoire, ils encaisseront 378,60 par titre de 1 000 F nominal. Le cours moyen du linget d'or au cours de la période s'étendant du 19 nevembre au 31 décembre a atteint 75 616 F contre 91 207 F.

Banques, assurances,

sociétés d'investissement

Le syndicat des actionnaires copropriétaires de la Compagnie Financière de Suez demandent que la nationalisation du groupe ne porte que sur les seuls biens relevant de l'intérêt public. Il fait en effet valoir que le produit de l'indemnisation, soit environ 3 milliards de francs (327 F environ par action), ne représente en fait que le prix des biens non nationalisables.

< Cela revient à dire, souligne le syndicat, qu'en rétrocédant

			8 janv.	, D	HT.
1	Ball Eq	ulpemant	. 160 .	-	9 7 5,90 4 6,30 14,20 2,26 8,80 1,88 8,89
7	S.C.T.		84,50	*	7
E	ser pas	Rothschil	d. 215,90	*	5,90
(etalem		142	· 🛧	4:
•	Chargeu	rs Réun	s. 186		6,30
	cie Ba	neaire	. 176 . 156	+	14,20
- 0	LC.F.		156	-	2,26
	J.F.F.		319,50 158 96 290 207,50	4	9,81
			158	4	1,80
•	Crédit (in Nord	96	11+11+	8,59
1	Burafra	nee	., 290		Z
7	Paris-Pa	ys-Bas	207,50	+	1,50
		in	300	_	1,58 14,99 5,50
		108	15Z,50	-	2,39
			329		Ţ.
				-	10 8 5,50
E	retabai	1	., 432	-	2
		CF	93	1	2,24
	uez		. 125	T	
τ	J.C.B.		129,80	-	900

pour leur valeur réelle les biens relevant du domaine privé, l'Etat pourrait s'approprier gratuite-ment ceux relevant du demaine public. » Dans le souci évident de ne pas choquer, il ajoute copen-dant que cette situation très par-ticulière à échappé au législateur telle mesure sit pu être envisagée de propos délibéré ».

L'action Bouygues s'est inscrite

	8 janv.	DHI
Auxil d'Entrep	775	+ 50
Bouygnes	1025	++
S.C.R.B.G	115,50	+ 3,
Ciments Franc	148,50	- 7.
Dumes	1328	十 26
J. Lefebvre	228	+ 7
Gen. d'Entrep	274	+ 21
G.T.M	449	÷ 19
Lefe-ge	287,50	¥ 1
Maisons Phénix	248	+ 14,
Polist et Chansson.	330	+ 13

10 %. Une nouvelle attribution gratuite d'actions serait sous roche.

A limentation

La Vermandoise de Sucreries annonce pour l'exercice clos le 30 septembre un bénéfice

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

	de titres	cap. (F)
iter. 73 (1)	35 875 74 900 15 090 279 500 219 600 80 400	44 433 304 34 843 782 29 851 838 27 551 224 26 196 656 25 837 775
ERE	54 175	19 125 985

Club Med

(1) Quatre sennes seulement.

veillance pour revenir à celui du conseil d'administration M. Bertrand Peugeot a été nommé président, et M. W. Desa-

L	E AOLUME	DES TRA	NSACTION	S (en fran	C8) _,
	4 janvier	5 jahvier	6 janvier	7 janvier	8 janvier
Terme Comptant	111 544 987	104 641 286	130 596 034	185 814 687	185 259 381
B: et obl	633 928 799	422 925 218	801 989 000	359 822 604	646 306 034
Actions	125 461 294	103 832 945	78479712	123 953 970	113 212 932
Fotal	870 935 080	631 399 449	1011064746	669 591 261	944 778 347
INDICE	S QUOTID	ENS CINSE	E base 100,	31 décemb	re 1981)
Franc.	96,9	98.9	99,5	102,1	102,4
Etrang.		101.4	100,3	100,8	101,1
		NIE DES A	GENTS DE		

11,97 millions. L'année précédente la société avait dégagé 102,35 mil-**BOURSE DE PARIS** lions de francs de profits. Mais ce chiffre inclusit pour un peu

SEMAINE DU 4 AU 8 JANVIER

A contrepied

T NAUGURANT l'année par une forte baisse des valeurs françaises, la Bourse de Paris a du ensuite rectifier le tir précipitamment pour satisfaire la fringale d'achats que manifestaient les investisseurs. En l'espace de trois séances, mardi, mercredi et jeudi, les indices ont gagne près de 5,5 %, et seul le repli constaté jundi a contribué à freiner un véritable emballement de la cote que bien pen de professionnels se seraient hasardés à pronostiquer. Le fait est que tout le monde s'attendait à la répé tition du scénario, désormais classique depuis l'instauration de la loi Monory, selon lequel à la rafale des petits ordres d'achats qui se bousculent au portillon du palais Brongniart, à la fin du mois de décembre, succède une période d'apathie et de chute des cours, les « monoristes » s'empressant de vendre au plus vite ce qu'ils ont adoré quelques jours plus tôt, en attendant de le racheter avant la fin de l'année

en cours. Il faut bien avouer que depuis que cette loi a été instaurée, en 1978, les particuliers ont eu tout le loisir de roder le système...

Lundi, le marché régressait en effet de 2,3 %, privé du soutien que lui assurait jusque-là ce volant important d'achats, finalement assez factice, « Hausse en décembre, autour de la corbeille.

Mais quelle ne fut pas la surprise des professionnels en observant, le lendemain, un net gonflement des achats, ce qui obligeait les responsables du marché à retarder initialement la cotation d'un certain nombre de valeurs (Galeries Lafayette, Beghin-Say, Bouygues), devant l'importance de la demande. En hausse d'un peu plus de 1 % à l'ouverture de la séance, l'indicateur instantané s'offrait le luxe de doubler pratiquement son score à l'approche du son de cloche final.

« Ca pousse derrière », entendait-on autour des groupes de cotation, signifiant ainsi que nombre d'opérateurs avaient surenchéri au vu des premiers cours inscrits. Devant cette frénésie, le titre Dassault contrastait par son flegme, à l'image du fondateur de la société qui venait de réaliser, une fois de plus, en catimini, une de ces opérations financières qui ont le don de ravir la corbeille. Cette l'ois-ci, l'infatigable nonagénaire, dont les discussions - Au café du commerce - abreuvent régulièrement les gazettes. venait de racheter à M. Sylvain Floirat, lequel n'a fêté que ses quatre-vingt-trois printemps, les actions qu'il détenait dans Europe 1. Grace à cette transaction et à quelques menues broutilles ramassées en Bourse, M. Dassault se retrouve donc à la tête de 20 % du capital de la station périphérique.

Mercredi, point de mondanités, ce qui n'empêchait pas les cours de progresser à nouveau de 0,8 % environ, la lourde chute de Wall Street la veille au soir, lorsque l'indice Dow Jones avait abandonné plus de 17 points, n'ayant d'effet que sur les valeurs américaines. Déjà passablement recherchées en fin de séance, les actions françaises recevaient un véritable coup de fouet le landemain, conduisant à quelques « réservations à la hausse » sur des titres tels que Bis, qui a bien besoin d'un regain d'intérêt, ou encore Radiotechnique, qui devait gagner finalement plus

de 11 ‰. · Au total, l'indicateur bondissait de 2,6 % ce jour-là. tandis que le volume des échanges se trouvait propulsé à plus de 150 millions de francs, pratiquement le double d'une séance dite « normale » en cette période de l'année. Ce qui s'est passé est assez courant sous les colonnes du palais Brongniart. Nombre de boursiers, anticipant les ventes Monory évoquées plus haut, avaient précédemment cédé des titres - à découvert », c'est-à-dire sans les posséder,

comptant bien les reprendre moins cher ultérieurement. Leur calcul ayant été déjoné, ils ont préféré, comme l'on dit familièrement autour de la corbeille, « se couper un bras » et racheter précipitamment les titres vendus, ce qui n'a pas manqué d'accélérer la reprise. Ils l'ont fait avec d'autant plus d'empressement, vendredi, que les échos en provenance du forum de « l'Expansion » qui s'était tenu la veille tintaient encore agréablement à leurs oreilles. Non, MM. Delors et Gattaz n'étaient pas tombés dans les bras l'un de l'autre, mais le fait que l'allocution prononcée par notre grand argentier ait recueilli les applaudissements du patronat valait bien quelques sacrifices.

Devant cette apparente félicité, il eût été bien retors de s'obstiner à brandir, sous les colonnes, les résultats du dernier sondage Sofres - - l'Expansion - selon lesquels 91 % des patrons - pas moins - continuaient à bouder des qu'on évoquait devant eux la situation économique à l'anbe de 1982. Il est des situations qui exigent parfois une certaine retenue...

SERGE MARTIL

zars de Montgailhard vice-président-directeur général Malgre les mauvais résultats

	8 janv.	DHi.
Alspi	87,18 520	+ 0,10
Fives-Lillo Chiers-Chatillon .	124	+ 1,50 + 0.75
Creusot-Loire De Districh	18,25 54,50 326	+ 1,50 + 8,75 + 4,20 - 44
P.A.C.C.M.	480,50 189	+ 1,50 + 6,75 + 4,28 - 44 + 13,50 + 18 + 1,38
Fonderie (Gén.) Marine-Wendel	74 40.50	+ 1,38 - 6,45
Métal -Normandie Penhoët	19,85 302	- 6,45 + 0,80 + 3 + 14,80
Pengeot S.A	177 137,90	+ 14,80
Sacilor	108 6,85 789	+ 0,20
Sagem	29	- i
Saunter-Doval Usingt Vallouree	5,80 112	- 1,10 + 0,20 - 0,15 + 5 - 1 - 0,50 + 0,30 + 8,10
du matrième tri		General

Motors table pour l'exercice 1981 sur un retour à l'équilibre financier, voire à un modeste bénéfice.

Mines, caoutchouc, outre-711.67

,		2 janv.	Diff.
	Eléber	79,50 28,59 676 51,50	+ 0,30 + 2,50 + 56 + 1
	R.T.Z. (1) Charter (2) INCO	55 32,05 93,50	- 9,40 + 9,55 - 3,50
	Z.C.I. (1) Compte tanu	92,50 2,59 d'un o	0,09

The state of the s
Mobil Oil & perrir to hotelile
Mobil Oil a perdu la bataille qui l'opposait à U.S. Steel pour la prise de contrôle de Marathon Oil. La seconde compagnie pétro-
la prise de contrôle de Marathon
Oil. La seconde compagnie pétro-

	S janv.	DHE
Elf-Aquitaine	158,50	+ 7,
Esso	289	+ 11
Franc Pétroles .	127,30	+ 11.
Pétroles B.P.	50.80	+ 0.
Primagas	292	+ 0,
Raffinage	102	+ 5
Sogerap	494	+ 27
Exton	266,20	- 3,
Petrofina	766	- 10
Royal Dutch	229	— 3,
Hàra américaine -	a balasa	

lière américaine ne balsse pas les bras pour autant et envisage de prendre une participation dans le capital de U.S. Steel, pour amener ce dernier groupe à capituler.

l'exercice 1981-1982, les Raffine-

ries de soufre réunies ont enre-

Produits chimiques Pour le premier trimestre de

gistré une progres	ssion de	25,95 9
	8 Jany.	Diff.
Institut Mérieus	695 256	21 Inch.
Nobel-Bozel Rhône-Poulenc	20 119	+ 1 Inch.
Roussel-Uclaf B.A.S.F	235 411,88	+ 21,
Bayer Roechst	349 362	+ 19 + 12

montant atteint 32.66 millions de francs.

Norsk-Hydro 461

Bourses étrangères

NEW-YORK Le ludion

Wall Street a néanmoins réussi à récupérer une partie des forces qui pour regagner à la veille du weakand la moitié du terrain abandonné su départ, l'indice des industrielles s'établissant à 856.53 (- 8,46 points). L'alerte n'en a pes moins été chaude. Après une première séance n'offrant guère d'intérêt, le marché plongesit littéralement mard! (- 17,22 points au Dow Jones) sous l'effet conjugué du gonflement inattendu de la masse monétaire et des pronostics de son. € gourou >, M. H. Kaufman, sur la réescalade des taux d'intérêt en 1982 à leurs

niveaux de guerre atteint l'an der-En définitive, le New-York Stock

		Cours
	31 déc.	B janv.
	_	
Alcoa	25 I/Z	25 1/2
A.T.T.		58 5/8
Boeing		22 3/8
Chase Man. Bank .	53 1/2	54 1/4
Du Pont de Nem.		37
Essiman Kodak		73 1/4
EXX0B		30 1/4
Ford		18 1/4
General Electric		57 5/8
General Poods		30 1/8
General Motors	38 5/8	40 1/8
Goodyear	17 7/8	19 1/8
LEM.	56 7/8	N.C.
LT.T	29 3/4	30 1/2
Mobil Off	24 1/4	24
Pfizer		53 3/4
Schlumberger	55 3/4	51 1/8
Teraco	33	32
U.A.L. Inc.	16 5/8	17
Union Carbide		49
U.S. Steel	29 7/8	28 3/4
Westinghouse	25 1/2	25 7/8
Xerox Corp	40 3/4 .	40 3/8
*Cours du 7 janvi	er : 56 7/8.	

TOKYO Déprimé

Le Kabuto-cho a rouvert see portes, lundi 4 janvier, qu'il avait fermées comme chaque année le 28 décembre précédent. D'abord assez ferme, le marché, déprimé par la chute de Wall Street, s'est alourdi par la suite sur d'importants dégagements, qui ont surtout sifecté les valeurs vedette de la cote. L'activité a porté sur 1416 mil-

liona de titres. Selon la Dalwa Securities, une des quatre plus grandes maisons de courtage de la place, les achate nets de l'étranger (ventes déduites), en 1931, auraient atteint 246 milliards de yens (6,4 milliards de francs). Ce chiffre est le plus élevé après le record de 845,5 milliards (21,9 mil-Hards de francs enregistré en 1980). Indices du 9 janvier : Nikkel Dow Jones, 7635,86 (contre 7681,83)

Cours 38 déc. Cours 8 jany. Akal Honda Motors Matsushita Blectric Mitsubishi Heavy

teurs techniques de revenir un neu avec un possible alourdissement de la fiscalité destiné à combler le déficit budgétaire, une récession plus longue et plus sévère que L'activité a porté sur 222,24 milprécédemment.

lions de titres contre 147,35 millions

LONDRES Irrégulier

Le London Stock Exchange a surmonté un accès de faiblesse initial pour regagner, à l'approche du week-end, et même un peu an-delà, les pertes subles initialement. De façon générale, la tendance a néanmoins été à l'irrégularité mais sans écarts de cours très marqués, La mauvaise impression causée par la chute de Wall Street, les incertitudes économiques et les tensions ressenties sur le front social ont été contrebalancées par des nouvelles rassurantes au plan salarial. Notons cependant que l'activité a été réduite à l'approche du weekend, les nouvelles tempêtes de neige ayant passablement éclairei les rangs

des opérateurs. Indices « F.T. » du 8 janvier : industrielles, 531,4 (contre 530,4); mines d'or, 298 (contre 307,5) ; Fonds d'Etat, 62,24 (contre 62,37).

Cours 31 déc.	Cour 8 jar
Bowater 222	227
Brit, Petroleam 316	298
Charter 255	250
Courtanids 75	76
De Beers * 5,90	6,7
Pres State Geduid * 31 1/4	30
Gt. Univ. Stores 428	451
Imp. Chamical 292	304
Shell 409	390
Vickers 155	151
War Loan 26 5/8	26 5
(*) En dollars.	

FRANCFORT

Assez bien orienté Malgré un démarrage laborieux, le marché a fait preuve d'assez bonnes dispositions et a modérément progressé dans le sillage de ses valeurs Les prévisions économiques assez

satisfalsantes pour 1982 ont pour l'essential fuit la décision. Indice de la Commerzhank du indica général, 563,83 (contre 570,31). 8 janvier : 680,2 contre 675,2

-		Cours 30 déc.	Cour 8 jan
	A.E.G. B.A.S.F. Bayer	44 136,70 115	45,14 135 117
	Commerzbank Hoechst Mannesman Siemens	120,5 0 151	131,76 122,56 152
•	Volkswagen	132	284 134

Mines d'or. diamants

Sony Corp. 3870

Toyota Motors 1600

Dans une longue étude sur l'évolution des prix de l'or d'ici à 1987, fondée sur différents paramètres (inflation, ventes soviétiques, consommation, etc.), le supplément de la revue Optima (groupe Anglo American Corpo-

maison d'édition). du groupe. de la planche à voile (21 % di

Jana. Diff.
7 + 17 5,29 — 1,30 0,50 — 10,59 5 — 0,40
3,18 — 9,98 0,30 — 1,20 1,40 — 2,20 0 — 10 8 — 9
0 — 10 0 — 9 6 — 1
2 + 0.70
0,19 — 2,80 8 + 3 5,60 — 0,10

ration of South Africa) parvient à la conclusion que dans cinq ans le métal jeune pourra valoir aussi bien 100 dollars que 2 000 dollars l'once.

Valeurs diverses Hachette s'est séparé de

Librairie Tallandier. Poursuivant la restructuration de son secteur « édition », le groupe a' en effet revendu la totalité des actions qu'il possédait (100 % du capital) MM. Christian Wallut (direc-

MARCHÉ LIBRE DE L'OR GBURS COURS

	\$1/12	8/1/82
Or tim (killo on tarre) — (killo on timpot) Pléce trançaise (20 tr.) Pléce trançaise (10 tr.) Pléce suisse (20 tr.) Pléce taban (20 tr.) O Pléce tunis (20 tr.) Serverain	74 100 74 000 710 615 615 580,10 540	75 696 74 508 709,20 535 526
• Surverere Elizabeth (1 • Demi-Surverere Pièce du 28 dellars	786 415 3 958	808 415,50 3 220
10 datiers 6 tellers 50 peses .	1 830 780,54 3 339 704,98	1 650 780,50 3 315 680
- 10 florus . 5 rouples .	592 405	571 405

teur des publications Willy Fischer) et Jacques Jouquin (pré-sident - directeur général de la

Il semble qu'au moyen de cette opération Hachette ait voulu mettre fin à un certain chevauchement d'activités à l'intérieur Bic est devenu le numéro un

marché mondial, ché). Propriétaire nel depuis 1978	a nme	Derson.
	8 jany.	Diff.
A.D.G	165,10	
L'Air Liquide	465	- 4,90 + 5 + 13,30 - 12 + 7 + 34 + 1
Arjomari	118 . 382	+ 13,3
Bie Club Méditerranée	494	- 14
Essilor	394	+ 34
Burope ! Gle Ind Part	625 159	+ 1
Bachette	465	+ 25 + 7,5 + 4
J Borel Int	126,50	+ 7,5
L'Orég)	745	+ 4

St-Gob -Pont-à-M 149,98 Tabur Marine, leader mondial

dans ce domaine d'activité, le baron Bich vient de céder pour 15 millions de francs au groupe qu'il dirige le contrôle de l'affaire. La Société centrale d'études Marcel Dassault a racheté 20 %

di capital d'Europe 1 devenant ainsi le second plus gros actionnaire de la station eprès la SOFIRAD (34,2 %).

Le Monde PUBLIE

CHAQUE LUNDI (numéro daté mardi) UN SUPPLÉMENT **ÉCONOMIQUE**

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

- 2-3. EUROPE — UNION SOVIÉTIQUE : un débat est angagé sur l'extension du secteur privé dans l'agriculture.
- TURQUIE : selon un journal d'Ankgra, dix-huit mille fonctionnaires ont été sanctionnés après le coup d'État.
- LES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LE VIETNAM : les réactions de Pékin et des pays de L'ASEAN. AMERIQUES
- ETATS-UNIS : M. Walter Stoessel devient le numéro deux du dépurtement d'État.
- 4. PROCHE-ORIENT - ISRAEL : Jérusglem s'interroge sur d'éventuelles initiatives des pays

POLITIQUE

socialistes an Proche-Orient.

5. La rencontre ?.S.-P.C.F.

SOCIÉTÉ

- 6. JUSTICE : après la mort d'an Nord-Africain à Crétail : deux - Dupont-Lojoie - en bloase blazche devant le tribunal de Senlis. 6. SCIENCES. - POINT DE VUE - Pour une recherche scientifique
- qui n'en serait pas moins humaine », par André Mandouze. 8. MÉDECINE : le groupement Solidarité médicale a présenté sa charte de la santé.
- 18. ÉDUCATION. 18. SPORTS : la Coupe du monde de football.

RÉGIONS

8. ILE-DE-FRANCE : ia R.A.T.P. vent - rébumaniser » le métro.

LA PICARDIE

- 9. Une région sort de l'ombre.
- 11. Presse. 12. Culture. 13. Eoseignement.
- 14. Agriculture, transports, chasse.

CULTURE 15. ROCK

- LIVRES 17. RADIO-TÉLÉVISION : le souverir de l'O.R.T.F.

- **ÉCONOMIE** 19. ÉTRANGER : les États-Unis face
- à la récession. - AFFAIRES
- SOCIAL 20. CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS
- MARCHÉS. 21. LA REVUE DES VALEURS.

RADIO-TELEVISION (17) INFORMATIONS -SERVICES - (18)

Météorologie : - Journal officiel -: Mots croisés. Carnet (4); Programmes spectacles (16); Semaine financière (21).

LA « CONSULTATION » SUR L'AVENIR

DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ COMMENCERA LE 25 JANVIER

Recevant la presse, vendredi 8 janvier, à l'occasion des vœux de nouvelle année, M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a annonce l'ouverture prochaine des discussions sur l'avenir de l'enseignement privé. Cette consultation s. selon la définition qu'en donne le ministre, com-mencera le lundi 25 janvier : M. Savary recevra alors la commission permanente du Comité national de l'enseignement catholique, conduite par le chanoine Paul Guiberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique Puis il recevra, le mercredi 27 janvier, une délégation de la Fédération de l'éducation natio-

nale (FEN). Cette « consultation » exploratoire est distincte de la négociation proprement dite, qui s'ouvrira par la suite, ces entretiens terminés. Le gouvernement précisera alors sa définition du a grand service public, untilé et laique, de l'éducation nationale » promis par M. François Mitter-rand avant le 10 mai 1981.

Indice des prix C.G.T. + 0.9 % - Selon l'indica publié chaque mois par la C.G.T., le 0.9 % en décembre. Cela porte, pour la C.G.T., le niveau d'inflation à 16,1 % en 1981. « Cette hausse très importante, souligne six heures, des couvoirs indusla centrale syndicale, aura en partie épongé le relèvement des centre d'abattage de poulets, l'un bas revenus auquel a procédé le gouvernement issu du 10 mai »

Le numéro du « Monde daté 9 janvier 1982 a été tiré à 540 333 exemplaires.

ABCDEFG

LES INONDATIONS DANS LE SUD-OUEST

Les mauvaises prévisions météorologiques, l'insuffisance du plan ORSEC et les défaillances téléphoniques sont responsables de la catastrophe

sur un certain nombre de talé-

phones: encore faut-il être sûr

que la personne désirée soit la

et elle seule. Que se passe-t-il quand les lignes téléphoniques

sont arrachées? On suggère des

radios ou bien l'utilisation d'un

reseau sur les transistors que

tout le monde pourrait écouter

Autre sujet de contestation : le

déclenchement du plan ORSEC

les secours sont arrivés beaucoup

trop tard, se plaint-on unani-

mement dans les villes et les

campagnes. Mais, explique-t-on, tant à Bordeaux qu'à Agen, si

le plan ORSEC a été officielle-

ment déclaré le mercredi 16 de-

cembre, toutes les équipes de

secours étaient déjà sur place

depuis l'avant-veille. Et, à nou-

veau, les préfectures critiquent :

les habitants, qui n'ont pas cru aux alertes et qui ont tardé à

évacuer — certains même ont

enu à rester sur place. -- et ceux

qui veulent à tout prix obtenir

des permis en zones inondables

et construisent des habitations

de plain-pied.

dès qu'il y a une menace...

De notre envoyée spéciale

figure déjà, dans l'esprit des habitants de Barsac, de Bourticuliers, y compris les entreprises familiales, s'élèvent à 85 millions delles, de Sainte-Bazeille, de Couthures-sur-Garonne et de en Gironde et 65 millions dans beaucoup d'autres petites comle Lot-et-Garonne. Pour les blens munes entre Bordeaux et Tonagricoles, ils sont estimés à millions et 100 millions. Et les neins, parmi les dates noires dommages aux blens publics de l'histoire de la Garonne 66.5 millions et 74.5 millions. Les en bonne place, à côté de 1952 dommages aux sociétés sont enet 1930, années de grandes core à déterminer. inondations. On n'a pas fini

Bordeaux. — Décembre 1981

une crue exceptionnelle.

sentent une manne avec le limon

qu'elles charrient. Mais une crue

comme celle de décembre, on n'y

croyait plus : a Pendant trente

ans, nous nous sommes laissé

endormir par des propos disant

que barrages et dragages empê-

cheraient les grosses inondations.

de Barsac, une des communes les

plus touchées de la Gironde, avec

trois cents de ses maisons inon-

dées et huit cents personnes sinis-

Lui-même vient de se faire

construire une villa de plain-pied

en bordure d'un affluent de la

Garonne, le Ciron. Il a certes

pris la précaution de la faire

surélever mais cela a été insuffi-

sant. A deux cents mètres de chez

lui, me usine de produits chimi-

ques a également été envahie par

bidons bleus et les jerricanes se

sont laissé emporter et se sont

répandus le long du cours d'eau. De la fenêtre de son bureau

sident, Charles de Gaulle et

commune. Quand. a 11 h 30

mardi soir, f'ai reçu la dépêche annonçant qu'à La Réole l'eau était à 10,20 m, f'ai fait sonner la

sirène. Nos diques étaient dépas-

sées le lendemain matin à 11 h 50;

la ville, située à un kilomètre de

la Garonne, a été inondée, à 18 heures. La population avait

donc vingt heures pour se prépa-

rer. Malgré tout, beaucoup n'ont

pas bougé et ont perdu leurs

De Bordeaux à Tonneins,

paysage de désolation est à peu

près le même : digues éventrées,

berges effondrées, nappes d'eau

arbres déracines, brindilles de

paille enlevées des granges ou

morceaux de plastique arrachés

des serres pendant aux branches

et aux buissons. Plus on avance

vers Tonneins, plus on voit de

Sans tarder, les maires ont

recueilli une première estimation

des dégâts qui, transmise à la

préfecture est arrivée à Paris

entre les mains de la mission interministérielle pour l'aide aux

victimes des inondations, chargée

de la coordination des aides aux

sinistrés. Les dommages aux par-

Dans le Finistère

LE FROID AFFECTE

LA DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

(De notre correspondant.)

Brest. — L'EDF. n'a pas pu

rétablir le courant dans toutes

les communes du Finistère tou-

chées par la panne du jeudi 7 janvier. En fin de semaine, de

nombreuses localités étaient en-

core privées d'électricité, notamment dans les arrondissements

de Brest et de Châteaulin. La

situation devrait redevenir nor-

male, annonçait la société natio-

nalisée à partir du lundi 11 jan-

vier, mais toutes les lignes

électriques endommagées par le

gel n'auront pas été réparées. La

remise en état des installations

nécessitera sans doute plusieurs

culteurs. Faute de courant

vaches ne sont pas traites dans

certaines étables depuis trente-

triels de poussins enregistrent

une mortalité considérable. Deux

à Châteaulin, l'autre à Briec-de-

l'Odet, qui emploient environ cinq

cents personnes ont du fermer

leurs portes La TEMAT (télé-

phones Matra) à Pont-de-Buis,

a renvoyé son personnel (six cents

semaines de travaux.

récoltes dévastées

affaires.»

es eaux et, comme des ballons, les

Ces chiffres, bien sûr, ne sont de parler, dans la vallée, de pas définitifs, notamment pour les biens agricoles où ils pourraient être revus en hausse. S'il est en cette terrible nuit du mardi 15 décembre, où les habitants effet facile d'évaluer le coût d'un se sont laissé surprendre par tracteur, d'une trayeuse électrique ou d'un quintal de mais, il est plus délicat en revanche de savoir Pour tout le monde, la Garonne avait été pacifiée, domestiquée, tout de suite et les racines d'un arbre fruitier, resteés plusieurs ou presque. Chacun était habitué jours dans l'eau, ont subi ou non aux petites inondations annuelles des dommages. qui, pour les agriculteurs, repré-

Avertis trop tard

Quoi qu'il en sott, le bilan est détà lourd et on peut se demander si l'on n'auralt pas pu limiter les dégâts. Chacun répond mals aussi chacun rend l'au-On pensatt qu'on en avait fini », explique M. René Minville, maire tre responsable : les agriculteurs accusent le service d'annonces des crues, les maires, les préfets qui auraient déclenché trop tard le plan ORSEC, et les préfets, les maires out n'ont pas su interpréter les données qu'on leur a communiquées. Seul point d'accord : tout le monde remercie les habitants des communes non sinistrées, qui ont tout de suite aidé, et les pompiers, gendarmes et militaires qui, « une fois sur place, ont fait du bon travail », sans compter les organisations comme la Croix-Rouge ou le Secours populaire français qui tout de suite, ont lancé des appels et rassemblé les cuves à mazout, chauffage, vêtements, produits alimentaires nécessaires aux si-

où trôpent deux portraits de prénistrés. e On aurait aimé avoir plus de Georges Pompidou, M. Minville montre le massif de fleurs que précisions sur la montée des eaux, regrette amèrement M. Serge Luc, un agriculteur sinistré. On a été les eaux ont recouvert, la rue où les flots se sont précipités avant d'encercler la mairie et le pignon aperti trop tard et mal : les informations aut nous sont parvenues de la maison, contre lequel les étaient contradictoires. Si bien embarcations, entraînées par le que, en ce qui nous concerne, nous courant, se cognaient invariablecoons mis en hauteur nos appament. Visiblement, il est encore reils électriques et la récolte, mais ému au souvenir de ces journées de décembre, de l'affolement des habitants privés de téléphone et pas suffisamment pour la crue que nous avons finalement eue. De même, on pensait avoir le sans chauffage. « Beaucoup n'oni temps, mercredi, de bouger le pas connu les inondations précétracteur, mais, quand on s'est rédentes parce qu'ils sont trop jeuveille, c'était trop tard. » nes ou bien venus depuis dans la

a Autrejois, explique M. Jean Dropt et conseiller général compuniste, c'était les dames du teléphone qui étaient chargées d'alert r les maires des commu-nes : elles savaient toujours où les joindre et, habituées à la lecture des télégrammes, donnaient scupuleusement le contenu des messages. Avec Cautomatisation des communications, on a dû utiliser une _itre formule. » Cette dernière s'appuie sur les pompiers, qui, à partir d'une certaine cote d'elerte, sont relayés par les gen-darmes, dont la mission est de joindre à tout prix les responsa-bles des municipalités pour leur signaler le danger et leur donne les relevés. Régulièrement, le ser-vice des eaux de la direction départementale de l'équipement, situé à Agen, recoit un ensemble de données provenant de tout le bassi: de la Garonne, du Lot et di leurs affluents, sur le volume le débit et la variation horaire

de l'eau. Les relevés, qui devraient être entièrement automatisés en 1982 ne le sont encore que très partiellement et dépendent donc de personnes sur le terrain. Une fois reçues, ces données sont exploitées. Il faut environ une heure pour que les techniciens du ser vice pulssent élaborer une prévision d'environ six heures et au très, tr . grand maximum, douze heures. Ce sont ces chiffres relevés en cinq points graphiques : Agen intérleur, Agen extérieur, Villeneuve-sur-Lot, Tonneins et Marmande, ainsi que les prévisions, qui sont, selon la préfecture d'Agen, envoyés aux maires. A charge ensuite pour ceux-ci d'en deduire ce qu'il peut arriver à leur commune et de prendre les

dispositions en conséquence.

Les préfectures se défendent Les maires, explique-t-on la préfecture, auraient aimé qu'on leur fasse des prévisions jusqu'à vingt-quatre heures, mais cela est impossible; trop de facteurs peuvent intervents et sont intervenus, comme la pluviosité locale les lachers de barrage E.D.F. non annonces et non synchronisés, la topographie, modifiée Cette panne prend au fil des heures des allures de catastrophe | uu cours des ans par les gens dables, par des diques déplacée ou mal entretenues aut rompen au moment de la crue et accentuent le courant, laissant l'eau libre de s'engouffrer où elle veut

Et puis le vent. A leur tour, les préfectures de Bordeaux et d'Agen attaquent a Bien sûr, on no peut exiger des maires qu'ils restent chez eux dans l'attente d'une éventuelle crue. Mais nous avons, dans le cudre du plan ORSEC, une liste quatre personnes après le J. de R. maire à joindre à tout prix en

plus grand effort pour aider sinistres. Les particuliers bénécas de danger. Souvent on a eu ficieront du fonds de secours un mal fou à en joindre une l'aide donnée aux communes, qui s'élève habituellement à 10 %. d'assurances ont décidé d'augmencependant que le système d'alerte ter le fonds en y contribuant. Ainst les communes, lors de distribution de ce fonds, devraient solutions? Car. comme le souligne pouvoir aider certains particuliers jusqu'à 50 % de leurs dommages. Les sociétés bénéficieront de prêts M. Pauly, les lignes téléphoniques sur Agen ont très vite été saturées, empêchant ainsi ceux qui le désiraient de joindre le sertaux bonifiés sur le crédit à l'équipement des petites et moyenvice des eaux. Les uns proposent un signal électrique automatique

nes entreprises. Restent les agriculteurs, qui bénéficieront des aides habituelles et des prêts du Crédit agricole Mais, pour certains, la situation reste catastrophique. Dans le Lotet-Garonne, ils ont en 1976 souffert de la sécheresse : en 1977, de la grêle et du gel. Beaucoup sont endettés et remboursent toujours leurs emprunts antérieurs. Parant au plus pressé, l'armée en Gironde se hâtait de colmater les digues, mercredi 6 janvier, avant la fin de la semaine où étaient prévues de grandes marées. En effet, lors des marées, la Garonne a du mal à déverser ses eaux dans la Gironde, et l'eau, refoulée peut provoquer d'autres crues du fleuve et de ses affluents.

Pour le futur, on recommence parler du rapport de l'ingénieur général des Ponts et chanssées, M. André Ponton, qui préconise un certain nombre de barrages et d'aménagement. Il n'est en effet pas question de vouloir faire cesser les crues, mais seulement de mieux les contrôler.



UNE ÉCLIPSE TOTALE DE LUNE VISIBLE DEPUIS LA FRANCE

9 janvier. Ce phénomène, relatitement alignés, l'éclipse sera to-tale et le disque lunaire, pen apparent, présentera une couleur rougatre. Vers 22 h 38, le phénomène prendra fin.

LA MORT DU COMÉDIEN GRÉGOIRE ASLAN

Le comédien Grégoire Aslan est mort, le 8 janvier, en son domicile, en Grande-Bretagne. Il était âgé de soixante-treize

D'origine arménienne — sei parents émigrent à Paris lon des massacres de 1915 — Grégoire Asian, encore étudiant, joue dans des groupes de jazz amateur. Il y rencontre Ray Ventura, se joint à lui, et à Paul Misraki entre autres, pour fonder « les Collégiens s. le plus fameux orchestre de varietés d'avant-querre, symbole des derniers sourires de la

iennesse. Les chansons de Paul Misraki ne sont pas oubliées : Tout va très bien, madame la Marquise. Qu'est-ce qu'on attend pour être heureux ? Grégoire Aslan, dit « Coco », qui tient les timbales. en souligne le comique absurde avec des mimiques de clowns et une véritable grâce poétique. Quand les-Allemands occupent la France, Grégoire Aslan suit Ray Ventura en Amérique du Sui A leur retour, à la Libération, les temps ont changé et les Collégiens ont vieilli. Coco redevient Grégoire et devient comédien. Il avait déjà tourné en 1932 dans l'Amour à l'américaine, de Marc Allegret, et dans des films faits autour des Collégiens.

Jules Dassin dans Un homme dans la ville, en 1956, permet à Grégoire Aslan d'imposer son nouveau personnage d'entre deux eaux, escroc, espion, truand... Ou prince d'opérette. Grégoire Aslan est l'un des derniers grands seconds roles et tourne une centaine de films en France, en Angleterre et à Hollywood, car il est bilinque. On le voit dans Monsieur Arkadin d'Orson Welles, les Racines du ciel de John Ruston, le Roi des rois de Nicholas Ray. On le voit également dans de nombreuses émissions à la télévision, dramatiques ou feuilletons, et il vient de jouer les Amis de Wesker apec Laurent Terzieii au Lucernaire et devait travailler avec Claude Regy au T.N.P. dans Grand et petit de Botho Strauss. - C. G.

Le départ de M. Rolant de la commission exécutive de la C.F.D.T. met un terme à un vif débat

Membre de la commission exécutive de la C.F.D.T. depuis dix ans, M. Michel Rolant, responsable de l'action économique, a décidé de quitter cette instance, retirant sa candidature au poste de membre de cette commission. M. Georges Begot, responsable de l'action économique et du secteur jeunes, abandonne également ses fonctions, n'ayant pas été reconduit par le bureau national de la Conjédération.

M. Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., en a informé la presse, à Paris, le 8 janvier, au terme de la réunion du bureau national des 6 et 7 janvier. Le départ volontaire de M. Rolant et la non-élection de M. Begot mettent ainsi un terme à un vij débat interne à la Confédération dicté par « la recherche du consensus » cher à M. Maire. Le bureau a arrêté la liste définitive des dix membres de la commission exécutive qui devront être élus au congrès confédéral en mai. Cette liste a fait l'objet d'un vote interne au bursau, dix des treize candidats ayant finalement été retenus. Elle témoigne d'une « volonté de renouvellement », soulignée par M. Maire. Les régions seront désor-

mais mieux représentées: M. Jean Kaspai (Alsace) et M. Pierre Héritier (Rhône-Alpes) entrent à la commission. Une nouvelle venus. c pour assurer une meilleure participation des femmes ». Mms Nicole Notat, responsable à l'union régionale et à la fédération SGEN de Lorraine. M. Jean-Paul Jacquier (fédération agro-alimentatre) intègre, lui aussi, la commission. Restent membres de cette dernière : MM. Maire, Chérèque, Hureau, Bono, Mandray et Mercier.

M. Albert Mercier a ensuite présenté un recensement des comités locaux de l'emploi récemment installés. Sur les trois cent sept considérés « conformes » par la C.F.D.T. — tripartites, répondant réellement à la situation économique et industrielle locale, - soizante - dix - neuf sont d'ores et déjà installés, une centaine sont « en bonne voie » d'installation, cinquante-trois « en discussion avancée » et soixante-quinze « en difficulté ». M. Michel Rolant a enfin rappelé les orientations confédérales sur les conseils d'atelier et de service qui restent a la priorité des priorités ».

Un ténor de la gauche cédétiste

incontestable de l'opposition mesurée mais réelle à M Edmond Maire, ainsi que le retrait de M. Michel Rolant, l'un des ténors de la centraie — un syndicaliste intransigeant sur les principes, mais aussi un homme de terrain qui sait négocier. hausser le ton puis saisir ensuite les perches valables permettant d'aller au compromis, -- constituent de prime abord une perte pour ce qu'on pourrait appeler la gauche cédétiste, ou plutôt le camp des syndicalistes de

M. Rolant evelt été, par exemple un négociateur infatigable et critique lors des interminables réunions sur la durée du travail avec le C.N.P.F. Alors que M Mercler, son compagnon de route sur les voies de la politique contractualle, a détendu le proiet puls le protocole d'accord avec le patronat. M Rolent s'était opposé à un texte qu'il jugeait ineufficant et trop favorable aux employeurs. Solidaire de M. Maire mais toujours critique, il a dénoncé assez souvent le rôle du responsable de l'action

Recentrage accentué à la C.F.D.T.? revendicative, M. Mercier, dont il ritier, Gaspard et Mme Nicole Notal L'échec de M. Begot, une figure partege certes le plupart des idées, mels dont il regrette, à tort ou à raison, le manque de fermeté ou d'habileté. M. Rolant, qui est entré dans les instances nationales de la C.F.D.T. un an après M. Edmond Maire, en 1971, d'était-il pas l'homme idoine pour diriger l'action revendicative. voire auccéder un jour au = numéro un = ?

li y a quelque temps délà. Il avalt indîque que M. Maire était le bon dirigeant pour cette centrale et pour plusieurs années ancora. il avait annoncé qu'il partirelt en 1986. Face à l'afflux de candidate M. Michel Rolant a accepté de par--- evec satisfaction.

Les éculfibres seront maintenus.

- élus candidats à la commission exécutive. — Il estime qu'une bonne équipe va se mettre en place aux côtés du secrétaire général. Ayant obtenu eusei qu'à l'avenir un nou-Veau responsable de l'aption revendicative sera désigné. Il espère que le recentrage ne sera pas accentue et que la fermeté et l'action ne secont pas rangées au granter des

· Que deviendra M., Rolant l'année prochaine ? Certains murmurent que, devonu disponible, il pourrait prefientreprise nationalisée -L'intéressé l'ignore. Mais M. Rolant, auteur d'une résolution sur la politique économique qui mêle le réalisme et la générosité, voudrait bien obtenir une réforme du Consell économique el accial, dont il est membra. Un changement de cette grande maison till peu surannée pourrait l'amener à 1 Jouer un rôle important. Mals, pour l'instant, ce n'est, là encore, qu'une vaque supposition.

JEAN-PIERRE DUMONT.